



Université du Québec
à Rimouski

**Le gaspillage alimentaire, la responsabilité morale
de l'économie de marché : une réflexion éthique,
écologique et pragmatique**

Mémoire présenté

dans le cadre du programme de maîtrise en éthique

en vue de l'obtention du grade de maître ès arts

PAR

© YAO FRANK OUSSOU

Janvier 2022

Composition du jury :

André Mineau, président du jury, Université du Québec à Rimouski

Dany Rondeau, directeur de recherche, Université du Québec à Rimouski

Alain Létourneau, examinateur externe, Université de Sherbrooke

Dépôt initial le 13 Novembre 2021

Dépôt final le 28 Janvier 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

À ma maman Aya N'ZI, qui repose au côté du N'zi,
Ce fleuve sinueux, dans cette terre si généreuse de devenir des victuailles,
Où les torrents s'assagissent pour devenir des fleuves,
Dans cette savane douce, que n'agace point la tonitruante pie,

À ma fille Neila Obali, si pétillante de finesse et de promesse,
À ma discrète épouse, aussi sagace qu'une harmonie,
À mes sœurs, aussi bienveillantes que ce fleuve mu de sagesse,
Lionnes sacrées de ma vie, vous faites espérer même du dépit.

À mon Afrique, que la morale de la poudre à canon dépièce
Que l'éthique rapiécée au fer et au feu rabaisse et affaisse,
Ta morale orale des griots, des murmures des contes nocturnes au clair de lune,
Ton éthique snobée et ternie à dessein ne pâlit point devant l'hellène,
Tendre, moi non plus je ne le suis avec tes faiblesses,
Mais de ton éthique, mes tentatives d'émancipations m'ont souvent menée qu'à elle.
Tu manques l'épopée du feu et du fer, mais assurément pas la pensée universelle,
Tu l'as cristallisée dans le vent, c'est-à-dire dans la coulure éternelle.

Yao Frank Oussou, 09/11/2021

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à ma Directrice de recherche, Professeure Dany Rondeau. Je la remercie pour l'encadrement rigoureux qui fait de la recherche une activité de prospection continue. Ses demandes de précision et de clarification ont été une ressource essentielle à la réalisation de ce mémoire.

Je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude au jury qui a accepté d'évaluer mon travail.

J'adresse mes sincères remerciements à tous les professeurs et professeures des programmes en éthique de l'UQAR pour les précieux enseignements prodigués, ainsi qu'aux intervenantes et intervenants externes à travers les conférences, les séminaires, etc.

Mes remerciements vont également à l'endroit de la Fondation de l'UQAR et de ses donateurs qui m'ont accordé plusieurs bourses d'études, et au personnel de l'UQAR pour son professionnalisme et sa diligence.

Enfin, je remercie sans m'en réjouir mon épouse Élisabeth KOUASSI qui a dû suspendre son Doctorat en Géologie marine presque achevé pour m'accompagner dans ce projet de retour aux études. Merci chérie pour ta patience et ton soutien.

AVANT-PROPOS

Originaire de la Côte d'Ivoire, mon premier travail d'été dans une épicerie en mai 2018 au Québec m'a fait comprendre que le gaspillage alimentaire ne devrait plus être considéré comme un problème insignifiant ou tolérable de la vie quotidienne. Les quantités d'aliments encore comestibles, jetés par l'épicerie peuvent embarrasser moralement toute personne pouvant se sentir interpellée par la situation des personnes souffrant de la faim dans le monde.

Un collègue me demanda un jour : « Gaspillez-vous autant dans votre pays? » J'ai répondu « Hélas, oui », et c'est malheureusement vrai! Bien que ce ne soit pas avec la même ampleur, les pays pauvres gaspillent également les faibles ressources alimentaires qu'ils possèdent, dans les conditions de rareté sévère qui sont souvent les leurs. Personnellement, ce fut ma première expérience de travail avec une implication directe de l'activité dans un gaspillage alimentaire de telle ampleur.

Il n'y avait pas d'initiatives explicites au sein de l'épicerie pour combattre le gaspillage à cette époque. J'ai pensé d'abord aux solutions sous la forme d'un projet social de récupération et de redistribution des aliments encore comestibles destinés aux bacs à ordures. Ensuite, au moment de choisir mon sujet de mémoire de la Maîtrise en éthique, j'ai jugé qu'il serait tout aussi utile d'approfondir la compréhension de la question en lui consacrant cette recherche.

Ce fut une décision prise rapidement. À ce moment-là, je pensais que ce problème était peu étudié, du moins je ne m'attendais pas à trouver des écrits datant de plus d'un siècle sur le gaspillage alimentaire. L'existence de multiples études surtout empiriques à partir des années 1970 m'a aidé à choisir l'orientation que je voulais donner à cette recherche, c'est-à-dire faire une analyse essentiellement théorique. Je ne voulais pas collecter et analyser uniquement des données empiriques comme le font déjà la plupart des études. Malgré le

caractère particulier de la zone que couvrirait une telle étude de terrain, elle aurait été redondante au regard des résultats observés dans différents pays. Cette volonté d'utiliser une méthode d'analyse différente exige cependant de l'imagination. Celle-ci est instable au début en raison de la faible connaissance du sujet et des ressources théoriques pouvant lui être associées. La fixation d'un objectif précis a permis de donner des limites et une direction à l'imagination qui est l'outil principal de cette recherche.

Ce mémoire analyse uniquement le gaspillage alimentaire dû aux comportements humains et à la capacité technoscientifique inappropriés des acteurs de la chaîne alimentaire, c'est-à-dire les causes imputables à « l'agir humain » et donc au problème éthique. Son but est alors de comprendre l'influence du capitalisme sur les comportements qui causent le gaspillage et d'évaluer le potentiel pratique des théories éthiques à être des moyens efficaces de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Les catégories de gaspillage sont nombreuses et liées à des causes toutes aussi variées. De ce point de vue, cette limitation de la problématique est une limite de la recherche. En revanche, les comportements des ménages et le déficit technoscientifique constituent la plus grande partie du gaspillage alimentaire respectivement dans les pays industrialisés et les pays sous-industrialisés. Cette limitation couvre donc l'essentiel du problème, c'est un atout. Par ailleurs, la mise à contribution probante des théories éthiques montre qu'à un problème éthique existent des moyens éthiques efficaces lisibles dans la traduction des convictions éthiques en actions éthiques concrètes sur les marchés alimentaires.

RÉSUMÉ

Le gaspillage alimentaire devenu préoccupant est une occasion manquée de réduire la faim et l'insécurité alimentaire persistantes, et d'atténuer la crise environnementale menaçante. Il fait l'objet d'analyses empiriques accusant majoritairement les comportements des consommateurs dans les pays industrialisés et les pertes post-récoltes dans les pays sous-industrialisés. Le but de ce mémoire est de comprendre les causes profondes de tels comportements directement attribués aux acteurs de la chaîne alimentaire, et d'évaluer le potentiel pratique des théories d'éthiques environnementales et de l'éthique de responsabilité à lutter contre le gaspillage alimentaire. La méthode basée sur l'analyse de textes issus de disciplines scientifiques variées examine l'hypothèse selon laquelle les comportements des acteurs du marché alimentaire physique dérivent de la conception du marché théorique et de son histoire. Cependant, les solutions éthiques à proposer doivent être économiquement motivantes pour être pratiques. Il appert que le fonctionnement du capitalisme et l'association de la valeur au bien matériel de son éthique utilitariste encouragent les comportements d'excès de production et de consommation, de tri indu, de négligence des aliments. En outre, le surgissement du système capitaliste et de son éthique du marché incombe historiquement à l'éviction des activités humaines de l'esprit que sont la philosophie, la politique, la création, par l'activité biologique du travail physique destiné à nourrir le corps. Ce diagnostic s'articule avec la dénonciation du déni de la valeur de la nature et de la relation intriquée du capitalisme et de la technoscience, par les théories éthiques. Celles-ci trouvent avec l'éthique environnementale et l'éthique de responsabilité une réalisation pragmatique. Ainsi, la consommation éthique montre que les théories d'éthique environnementale et d'éthique de responsabilité englobent la question du gaspillage alimentaire et se concrétisent sur le marché. Les théories éthiques s'appliquent sous les formes de politiques publiques, de stratégies d'entreprises, d'adhésion sociale, c'est-à-dire en offre et en demande d'éthique. Le marché, quintessence du capitalisme, est ainsi obligé de se réclamer de l'éthique pour continuer d'exister, il en est désormais dépendant.

Mots clés : Gaspillage alimentaire, Éthique environnementale, Éthique de responsabilité, Valeur-travail, Valeur-utilité, Valeur intrinsèque, Productivisme, Consumérisme, Croissance, Consommation éthique

ABSTRACT

Food waste has become a concern and a missed opportunity to reduce persistent hunger and food insecurity, and to mitigate the looming environmental crisis. It is the subject of empirical analyses blaming mostly consumer behavior in industrialized countries and post-harvest losses in under-industrialized countries. The aim of this dissertation is to understand the root causes of such behaviors directly attributed to the actors of the food chain, and to evaluate the practical potential of environmental ethics and responsibility ethics theories to fight against food waste. The method based on the analysis of texts from various scientific disciplines examines the hypothesis that the behaviors of actors in the physical food market are derived from the theoretical market design and its history. However, the ethical solutions to be proposed must be economically motivating to be practical. It appears that the functioning of capitalism and the association of value with the material good of its utilitarian ethic encourage behaviors of excessive production and consumption, of undue sorting, of neglect of food. Moreover, the emergence of the capitalist system and its market ethic is historically due to the eviction of human activities of the spirit, such as philosophy, politics, and creation, by the biological activity of physical work intended to feed the body. This diagnosis is articulated with the denunciation of the denial of the value of nature, and of the intertwined relation of capitalism and technoscience, by ethical theories. These theories find a pragmatic realization in environmental ethics and the ethics of responsibility. Thus, ethical consumption shows that theories of environmental ethics and ethics of responsibility encompass the question of food waste and are concretized on the market. Ethical theories are applied in the form of public policies, corporate strategies, and social adhesion, that is, in supply and demand of ethics. The market, the quintessence of capitalism, is thus obliged to claim to be ethical in order to continue to exist; it is now dependent on it.

Keywords: Food waste, Environmental ethics, Ethics of responsibility, Value as labor, Value as utility, Intrinsic value, Productivism, Consumerism, Growth, Ethical consumption.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	viii
AVANT-PROPOS.....	x
RÉSUMÉ.....	xiii
ABSTRACT.....	xv
TABLE DES MATIÈRES.....	xvii
LISTE DES TABLEAUX.....	xx
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
CHAPITRE 1 RÉALITÉ DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE.....	10
INTRODUCTION.....	10
1.1 DIFFICULTÉS DE DÉFINITION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE.....	11
1.1.1 Les définitions du gaspillage alimentaire.....	12
1.1.2 Les problèmes de l'objectivation du « comestible » et de la date de péremption.....	15
1.2 LES DONNÉES.....	17
1.2.1 Les disparités.....	17
1.2.2 Les données canadiennes.....	23
1.3 BREF HISTORIQUE DE LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE.....	26
1.4 LES ENJEUX DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE.....	30
CONCLUSION.....	40
CHAPITRE 2 RESPONSABILITÉ DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE.....	42
INTRODUCTION.....	42
2.1 LES CAUSES DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE SELON LA TABLE QUÉBÉCOISE SUR LA SAINE ALIMENTATION.....	43

2.2	LA CULTURE DE L'ABONDANCE.....	50
2.2.1	Le marché, une conception aveugle au gaspillage.....	52
2.2.2	Le rôle du consumérisme ou la consommation de masse.....	55
2.2.3	Le rôle de la croissance.....	63
2.3	LES ORIGINES DE LA CROISSANCE.....	65
2.3.1	Le rationalisme, l'utilitarisme, et le capitalisme.....	65
2.3.2	La théorie de la valeur et la croissance.....	68
2.3.3	La valeur-travail chez les classiques anglais.....	69
2.3.4	La loi des débouchés et la croissance.....	70
2.4	LE RÔLE DU MARKETING ET LA PUBLICITÉ.....	72
2.4.1	La valeur-utilité chez Jean-Baptiste Say.....	73
2.4.2	De la nécessité de concilier la production et la consommation.....	76
2.4.3	Au-delà du besoin et du désir de consommer, le besoin et le désir d'acheter.....	79
2.4.4	L'arme du consumérisme politique et du marketing « vert ».....	82
2.5	LA CONDITION HUMAINE ET LE REGARD ARENDTIEN DU BASCULEMENT.....	85
2.5.1	Justification du choix d'Hannah Arendt.....	85
2.5.2	La victoire de « l'animal laborans » sur « l'homo faber ».....	88
	CONCLUSION.....	93
	CHAPITRE 3 ÉVALUATION DES MOYENS ÉTHIQUES CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE.....	95
	INTRODUCTION.....	95
3.1	PROGRAMMES ET INTERVENTIONS.....	96
3.1.1	Le programme du Canada.....	97
3.1.2	Les interventions au Québec.....	98
3.2	UN DÉTOUR PAR L'ÉTHIQUE DE L'ENVIRONNEMENT.....	103
3.2.1	L'anthropocentrisme.....	106
3.2.2	L'écologie profonde.....	109
3.2.3	L'éthique animale et le pathocentrisme.....	111
3.2.4	Le biocentrisme.....	114
3.2.5	L'écocentrisme.....	117

3.3	DU PROBLÈME TECHNOLOGIQUE AUX PRINCIPES DE RESPONSABILITÉ ET DE PRÉCAUTION	128
3.3.1	Le discours écologiste de Canguilhem	129
3.3.2	Le principe de responsabilité.....	131
3.3.3	Le principe de précaution	144
3.4	LA FAIBLESSE MOTIVATIONNELLE DES THÉORIES ÉTHIQUES	148
3.4.1	L’impasse du monisme.....	148
3.4.2	La peur de l’idéal écologique	151
3.5	LES TRAVAUX EMPIRIQUES SUR CE QUI MOTIVE LES PERSONNES À ADOPTER DES COMPORTEMENTS ÉTHIQUES	157
3.5.1	L’exemple de la consommation éthique.....	159
3.5.2	Comparaison de la norme morale, de la conviction écologique et du prix.....	162
3.5.3	Influence de la conviction éthique sur la consommation éthique.....	164
	CONCLUSION	172
	CONCLUSION GÉNÉRALE.....	175
	ANNEXES.....	187
	RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	190

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Le gaspillage alimentaire par segment de la chaîne de valeur au Canada	24
Tableau 2: Causes associées aux consommateurs	45
Tableau 3: Causes du gaspillage alimentaire associées aux acteurs du système alimentaire	47
Tableau 4: Synthèse des interventions préventives contre le gaspillage alimentaire en cours au Québec.....	100

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le programme des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'ONU 2000 à 2015, qui prévoyait de réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim, n'a pas atteint sa cible. Il a été reconduit par le programme des objectifs de développement durable (ODD) débuté en 2015, et prévu se terminer en 2030 (ONU, 2015a, 2015b), qui vise maintenant l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim dans le monde. Cette ambition est suffisamment élevée pour qu'aucune ressource ne soit gaspillée. Or, à l'instar du gaspillage de toutes les ressources naturelles, le gaspillage des aliments s'est amplifié avec l'expansion du capitalisme dont la « mondialisation économique » caractérise l'universalisation de sa culture du marché.

Le problème du gaspillage alimentaire est devenu préoccupant dans cette société postmoderne fortement orientée vers la consommation de masse manifestée dans le consumérisme néolibéral. L'appellation « société de consommation » a de la peine à occulter les déchets que le monde obnubilé par la logique de croissance à tout vent se retrouve à jeter dans l'environnement. Le « tiers de la part comestible des aliments destinés à la consommation humaine est perdue ou gaspillée, équivalant à environ 1,3 milliards [sic] de tonnes par an » (FAO, 2012, p. 5). D'ailleurs, ce constat que chaque personne peut faire avec les quantités d'aliments encore comestibles jetés quotidiennement devrait suffire pour rendre compte de l'embarras moral de ce gâchis. On ne peut certainement plus continuer d'agir comme si le gaspillage d'aliment n'était pas un problème, alors que de nombreux êtres humains sont confrontés à l'insécurité alimentaire et à la faim. Il y avait encore 820 millions de personnes souffrant de la faim en 2018, pendant que 9 millions en meurent chaque année (FAO, 2020; PAM, 2021). La vie humaine est affectée par une dégradation de sa qualité, son existence est même compromise, tandis que les ressources naturelles essentielles à la vie sont soumises à une érosion continue. Ce sont pourtant les humains qui gaspillent les aliments,

leur comportement en est la cause. Les problèmes économiques, sociaux et environnementaux découlant du comportement humain détruisent des vies humaines en aggravant la pauvreté, et exercent une violence sur la nature que retournent encore contre les vies des crises environnementales toutes aussi violentes. Le gaspillage alimentaire est de ce fait un problème d'éthique.

La découverte des menaces que fait peser sur la vie humaine un tel problème suscite des efforts de compréhension de ses causes et des moyens pouvant être mobilisés pour le combattre. Ces efforts montrent l'ampleur du gaspillage alimentaire dans différents pays et régions du monde (EPA, 2020; FAO, 2012, 2013; NZWC, 2017, 2018; USDA, 2020; WRAP, 2009, 2010; WRI, 2019a, 2019 b, 2020). Les entités de production, d'écoulement et d'utilisation des aliments semblent ne pas destiner les biens uniquement à l'usage de consommation humaine. Au lieu d'affecter les aliments produits ou achetés à la satisfaction stricte des besoins des consommateurs, le marché alimentaire crée manifestement également un certain nombre de problèmes. Les besoins alimentaires restent toujours insatisfaits alors que les aliments produits deviennent des déchets. Les études effectuées sur le gaspillage alimentaire mettent cependant l'accent principalement sur les comportements des acteurs du marché ou de la chaîne alimentaire. Mais qu'en est-il de l'idéologie à l'origine de la conception du marché lui-même, duquel dérivent ces comportements d'acteurs? Cette question motive la recherche sur le sujet : « Le gaspillage alimentaire, la responsabilité morale de l'économie de marché : une réflexion éthique, écologique et pragmatique ». La compréhension et l'intervention peuvent encore être améliorées, en interrogeant l'histoire, la culture et les mécanismes gouvernant la société. C'est ce type de question profonde que l'éthique se pose avant d'envisager des moyens souvent normatifs dans ses théories. Aborder ainsi le gaspillage alimentaire revient à rechercher les causes des causes pour traiter le mal à sa source ou en profondeur. Le traitement actuel de la question fait penser qu'une partie du gaspillage alimentaire (celle relevant des orientations économiques) est « laissée faire » pour s'en remettre aux solutions curatives. Or, les remèdes ne parviennent pas encore à guérir le mal : le gaspillage est toujours présent et considérable. Ce constat est la raison de l'insistance sur le problème éthique des conceptions et instruments du marché qui influencent « l'agir

humain » de manière à occasionner du gaspillage alimentaire. Cette recherche repose sur l'hypothèse que les responsabilités du modèle néoclassique du marché dans le problème général de l'environnement éclairent également son rôle dans le problème particulier du gaspillage alimentaire. Il ne serait cependant pas judicieux, ni d'ailleurs efficace, de renoncer pour autant au marché en raison d'une prescription purement morale. Ainsi, les solutions éthiques auxquelles il faudrait recourir doivent être non seulement éthico-morales, mais également économiquement motivantes.

Dans cette perspective, l'objectif de cette recherche est double : comprendre les responsabilités de l'économie de marché dans le gaspillage alimentaire, et montrer en quoi et comment les convictions éthiques constituent un cadre de solutions pratiques, inclusives et motivantes dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. Que voulons-nous dire par « solutions pratiques, inclusives et motivantes »? Il s'agit de solutions d'inspiration pragmatique qui composent à la fois avec l'idéalisme des convictions ancrées dans les valeurs et les principes, et avec le caractère matériel, substantiel des intérêts des acteurs contenu dans leurs satisfactions économiques. Précisément, on veut allier satisfaction morale, éthique, et hédoniste.

La réalisation de ce double objectif passe par la connaissance du phénomène du gaspillage alimentaire, et par sa définition, moins évidente que le laisse croire son observation empirique. Par exemple, une partie du gaspillage résulte de la constitution éclectique et aléatoire des régimes alimentaires des êtres humains. La conception du « comestible » définissant l'aliment dépend des cultures humaines, des personnes et des compétences culinaires des populations concernées (Audet & Éliane, 2018). Cette difficulté théorique entraîne différentes définitions et manières d'objectiver le gaspillage alimentaire. Ce travail ne s'intéresse qu'au gaspillage alimentaire relevant des comportements d'excès de consommation, de tri évitable, et de l'effet de la capacité ou de l'incapacité technoscientifique, c'est-à-dire la dimension éthique du problème. Ces comportements émanent en partie de l'orientation capitaliste de la société qu'accompagne une idéologie promouvant l'abondance productive et consummative. Le gaspillage est ainsi pensé comme

entraînant une perte de valeurs substantielles et morales dont l'évitement peut aider à relever des défis alimentaires et à respecter l'environnement.

Ce mémoire de recherche s'articule autour de trois objectifs spécifiques : (1) décrire la réalité du gaspillage alimentaire, (2) mettre en lumière les liens de causalité entre les mécanismes ou les principes de l'économie de marché et le gaspillage alimentaire, (3) évaluer la capacité de la théorie éthique à générer des convictions pratiques pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Le défi dans ce travail sera de ne pas le limiter à une critique des comportements de la société de consommation, en peignant son immoralité. Il faut montrer que la société de consommation ou le capitalisme peut atteindre de façon plus responsable et humaine ses objectifs en s'accompagnant d'une éthique pour la société capitaliste, qui gouverne le marché.

Sur le plan méthodologique, cette recherche prend appui sur une analyse de rapports d'études d'institutions internationales et nationales, de textes et de documents des sciences humaines et sociales avec un accent particulier sur la science économique, ses critiques, l'éthique environnementale et l'éthique de responsabilité. Cependant, puisqu'elle invoque des études empiriques d'organismes engagés contre le gaspillage alimentaire, ce travail analyse également des données quantitatives issues de ces institutions, dont il constate l'insuffisance. L'association de l'idéalisme à cet empirisme prolifique dans les études sur le gaspillage alimentaire pour établir un diagnostic et concevoir des solutions constitue l'originalité de ce travail. De ce fait, la méthodologie est inspirée du pragmatisme puisqu'elle rompt les dichotomies « idéalisme et empirisme », « théorie et pratique », « nature et culture » (Bernstein, 1992; Zask, 2019). Elle est donc flexible et inclusive des différentes contributions. Les critiques, par exemple, visent à identifier des obstacles, à enrichir la compréhension et possiblement les solutions, et non à réfuter les positions sollicitées, y compris celle du capitalisme. Cette volonté d'originalité demande un effort d'imagination pour relier le problème substantiel du gaspillage des aliments aux conceptions théoriques de l'économie, de la philosophie, de l'éthique environnementale et de l'éthique de responsabilité. La démarche générale consiste à faire d'abord un état de la situation du

gaspillage alimentaire : la définition, les données, le bref historique de la lutte, et les enjeux éthiques, les causes et les interventions. Ensuite, en affirmant que le diagnostic et les interventions actuelles sont insuffisants, il est proposé une critique en profondeur du système capitaliste et une évaluation du potentiel de la théorie éthique à contribuer à des solutions pratiques, pour améliorer le statu quo. L'analyse se déploie en trois chapitres instruits par un corpus de sources variées puisées dans la littérature grise et dans la littérature savante dans les domaines de l'économie, des sciences de l'administration, de l'éthique, de la sociologie, de la psychologie sociale, de la philosophie et de l'histoire.

Le premier chapitre décrit la réalité du gaspillage alimentaire et les manières dont il est défini et caractérisé dans les divers travaux consultés. Théoriquement, le gaspillage alimentaire est complexe à définir et à objectiver. Cette difficulté apparaît notamment dans les travaux d'auteurs tels que Roy (1976), Derek Singer (1979) Audet & Éliane (2018), Tyler et Gilman (1979), Redlingshöfer & Annie (2011). La définition du gaspillage alimentaire est souvent associée à ses causes nombreuses. Par exemple, le gaspillage peut être dû aux habitudes et aux préférences alimentaires, aux particularités gustatives et aux compétences culinaires, qui elles aussi peuvent dépendre d'identités personnelles et culturelles. Il est ainsi quasiment impossible d'envisager d'uniformiser de telles habitudes et compétences dans le but d'avoir la même conception du comestible et de l'incomestible pour tous les individus et pour tous les peuples. Par conséquent, une partie des déchets alimentaires et aussi du gaspillage alimentaire est de ce point de vue incompressible ou impossible à réduire, même avec des moyens éthiques. Le point clé de la définition et de la description du gaspillage alimentaire dans ce premier chapitre est donc de circonscrire le caractère éthique du problème du gaspillage alimentaire en le limitant à des causes spécifiques : excès de consommation, négligence, tri exagéré et utilisation inefficace de la technoscience. En effet, toutes les formes et toutes les causes du gaspillage alimentaire ne sont pas des problèmes d'éthique et ne relèvent pas de l'éthique. Pour demeurer dans le cadre de ce que peut l'éthique, c'est-à-dire des actions pouvant être améliorées ou guidées, il importe de ne s'en tenir qu'au gaspillage alimentaire qui résulte du comportement volontaire des acteurs et du bon usage ou non des moyens technoscientifiques. Les excès de consommation, les tris indus, les négligences et

l'incapacité technoscientifique conduisant au gaspillage alimentaire sont en effet des facteurs, dont il faut rechercher les causes pour mieux comprendre le problème. Plusieurs études affirment que la plus grande partie du gaspillage alimentaire est due aux comportements des consommateurs ou au déficit de capacité technoscientifique (FAO, 2012; Parfitt, Mark, & Sarah, 2010; Redlingshöfer & Annie, 2011; Stuart, 2009). En reconnaissant l'impossibilité du projet éthique d'englober toutes les formes de gaspillage alimentaire, on concède que le projet ne peut œuvrer qu'à l'amélioration des moyens de lutte contre le gaspillage alimentaire et à la réduction du problème; il ne peut l'éradiquer. De cette circonscription du problème à sa dimension éthique découlent des enjeux éthiques précis soulevés par la double vulnérabilité de l'être humain et de la nature, des patients moraux, liés par leur interdépendance. D'autre part, la difficulté de disposer de données quantitatives complètes et exactes sur l'ampleur du gaspillage alimentaire justifie la nécessité de recourir à des sources de compréhension autres que les travaux de nature empirique. Il importe de s'intéresser aux travaux savants qui portent sur les conceptions du marché, de la production, de la consommation et de la croissance ; notamment aux travaux dans les domaines de la théorie économique classique et néoclassique fondatrice du marché, ainsi qu'aux travaux qui en font la critique dans les domaines de l'éthique, de la sociologie, de la philosophie et de l'histoire.

Le deuxième chapitre a pour objectif d'approfondir la compréhension des causes du gaspillage alimentaire tel que circonscrit au chapitre précédent. Pour ce faire, il enquête sur les responsabilités de l'économie de marché dans le gaspillage alimentaire en prenant appui sur son propre discours, mais aussi sur celui de ses pourfendeurs dans les disciplines déjà mentionnées. Il présente d'abord les causes du gaspillage alimentaire telles qu'elles ont été répertoriées par le Groupe de travail sur la réduction du gaspillage alimentaire de la Table québécoise sur la saine alimentation, formé en 2016 et coordonné par le ministère de la Santé et des Services sociaux (TQSA, 2019). Il s'agit en effet d'une première étude sur les causes du gaspillage alimentaire, qui se révèle toutefois insuffisante et qu'il faut dépasser. L'étude relève une panoplie d'attitudes, de comportements et activités causant le gaspillage alimentaire déjà mentionnées dans les études du Canada et ailleurs dans d'autres pays. Elle

est cependant quasi silencieuse comme ces autres études sur les facteurs à l'origine de ces comportements problématiques. Ainsi, le travail de nature plus théorique, réalisé dans ce chapitre, tant dans la théorie économique que dans les critiques du capitalisme, se veut une enquête sur l'étude empirique de la TQSA ayant déjà identifié l'excès de consommation, de production, la négligence, le tri et l'usage inapproprié de la technoscience comme causes ou facteurs de gaspillage. Autrement dit, l'approfondissement des causes est en quelque sorte une enquête théorique sur l'enquête empirique. C'est ce que fait ce chapitre. C'est pourquoi il expose d'abord le résultat de l'enquête menée par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour s'en démarquer. Il montre que les mécanismes du système capitaliste et les facteurs historiques de son avènement sont responsables de ces comportements d'excès d'achat, de négligence, de tri inapproprié des aliments, mais aussi du déficit ou de l'excès de technoscience. Des textes de Gilles Lipovetsky (2003), de Elsie Viguier (2014) et de Serge Latouche (2013) critiquant le consumérisme, la croissance, le productivisme, le marketing et la publicité permettent de lier le capitalisme aux comportements en cause dans le gaspillage. La contribution de Latouche réside dans sa critique conceptuelle (l'idéologie de la décroissance) et morale du marché (l'exclusion de la nature, « l'esprit a-écologique »). Lipovetsky analyse sociologiquement l'évolution du marché, les phénomènes le caractérisant (le consumérisme, l'hyperconsumérisme, l'hédonisme et le productivisme) et les instruments à son service (le marketing et la publicité). Viguier étudie par le moyen d'une enquête sociologique le rôle du marketing et de la publicité dans la résistance, la défense et la vulgarisation du paradigme de marché. Dans la théorie économique, le dialogue entre deux économistes classiques, le Français Jean-Baptiste Say (1820) et le Britannique Thomas Malthus (1798), révèle le rôle joué par la conception de la « valeur-utilité » inspirée de l'utilitarisme benthamien dans l'avènement de l'idéologie de la production et de la croissance. Un autre Français Léon Walras (1874), figure de proue de la pensée économique néoclassique, dans son livre *Éléments d'économie politique pure*, soutient que l'amoralité ou même l'immoralité ne sont pas extérieures à la conception originelle du marché. La critique écologique par Latouche et Viguier de la société annonce ainsi celle de l'éthique environnementale. Cependant, tous ces auteurs n'apportent qu'une compréhension

opérationnelle de la société d'abondance à travers ses excès et ses dérives éthiques. Qu'en est-il des causes plus profondes encore, à l'origine du surgissement même de cette société? La réflexion historique d'Hannah Arendt (1988) dans son livre *Condition de l'homme moderne* est une source éclairante sur l'origine lointaine de ce basculement. Cette pensée semble avoir influencé celle de l'éthique de responsabilité abordée au chapitre suivant.

Le troisième chapitre évalue les moyens éthiques pour lutter contre le gaspillage alimentaire, plus particulièrement leur capacité à motiver des décisions et des actions pour réduire le gaspillage. L'objectif poursuivi est de montrer le potentiel pratique ou pragmatique de la théorie éthique dans un programme contre le gaspillage alimentaire. Pour ce faire, ce chapitre commence encore une fois avec un aperçu des interventions en cours au Québec et dont il faut se démarquer. Ces interventions éclatées dans divers aspects de la vie montrent l'existence d'une volonté de réduire le gaspillage alimentaire (TQSA, 2019). Pourtant, cette volonté ne suffit pas encore. La persistance visible du gaspillage alimentaire traduit aussi un besoin d'améliorer les solutions présentes. Puisque ce travail s'intéresse au volet éthique du gaspillage alimentaire, il est alors essentiel d'augmenter la motivation à agir éthiquement; autrement dit, il est important que la conviction éthique soit opérante, que l'adhésion des personnes à des convictions éthiques donne lieu à l'accomplissement effectif d'actions éthiques. Sur le plan psychologique, les auteurs Christopher W. Bauman et Linda J. Skitka (2009), et Jones Thomas et Lori Verstegen Ryan (1997) font comprendre que comme les croyances, les théories peuvent être des sources de convictions morales et éthiques. Les convictions émanant de l'éthique environnementale et de l'éthique de responsabilité sont alors évaluées dans leur capacité théorique à lutter contre le gaspillage alimentaire, et dans leur pouvoir à motiver concrètement des consommateurs à consommer de manière éthique. À partir de la valeur intrinsèque posée par Richard Routley (1973), mettant en cause la domination de l'anthropocentrisme kantien, s'amorce le courant d'éthique environnementale. Ce courant est invoqué à travers l'écologie profonde avec Arne Naess (1995), le pathocentrisme avec Peter Singer (2009, 2016), le biocentrisme avec Paul Taylor par le travail de Catherine Larrère (2003, 2010), l'écocentrisme avec Leopold Aldo (2000) et Baird Callicott (1989, 1996, 1999). L'analyse du potentiel de ces théories est ensuite suivie de celle

de l'éthique de responsabilité de Hans Jonas (1998) dont la complémentarité des principes de responsabilité et de précaution confère à son éthique un caractère à la fois anthropocentrique et écocentrique. Les analyses d'Hicham-Stéphane Afeissa (2009, 2018), de Gilbert Hottois (1994, 2006) et de Gérald Hess (2013) permettent d'aboutir à ce constat. D'autre part, Hottois (1994) estime que le pragmatisme du principe de responsabilité en fait une éthique particulièrement efficace, même s'il déplore l'autoritarisme de son fondationnalisme assumé. Ces théories éthiques ont un effet sur les convictions écologiques. Elles ont de ce fait un potentiel à motiver des actions contre le gaspillage. Même si ce potentiel peut être entravé par le monisme des théories éthiques normatives (déontologisme, utilitarisme, et éthique de la vertu), par une inflation du discours spéculatif et par la méfiance à l'égard du paradigme écologique et même de la nature, le discours éthique semble tout de même trouver des voies d'applications. Ce discours s'applique dans l'offre politique des gouvernants ou dans l'offre stratégique des entreprises sensibles à ses propositions ou à la pression sociale. Il est aussi mis en œuvre avec la demande puis la « consommation d'éthique » des groupes sociaux adeptes de l'éthique promue et acteurs des pressions sociales sur les gouvernants et les entreprises. Le recours à nouveau aux études empiriques dans les domaines de la sociologie, des sciences de l'administration (le marketing) et de la psychologie sociale étaye cette capacité des convictions éthiques à motiver l'action éthique avec l'exemple de la consommation éthique (Alsaad, 2021; Andorfer & Liebe, 2015; Konuk, 2019; Liebe, Andorfer, & Beyer, 2016).

En somme, l'approfondissement du diagnostic du problème de gaspillage alimentaire paraît nécessaire et possible pour comprendre une partie de ses causes que ne peuvent expliquer uniquement les données prélevées dans la filière alimentaire. D'ailleurs, tous les États ne disposent pas de ces données quantitatives ou n'ont pas les moyens de les collecter. L'analyse théorique est donc tout aussi pertinente que les études empiriques. Cette pertinence devait se confirmer également avec l'évaluation des théories et convictions éthiques, dans leur capacité à impulser des actions concrètes en faveur d'une politique contre le gaspillage alimentaire et des attitudes de consommations éthiques proscrivant tout gaspillage.

CHAPITRE 1

RÉALITÉ DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

INTRODUCTION

Le gaspillage alimentaire concerne tous les pays. On lui reconnaît certes une plus grande ampleur dans les pays avancés, ceux qui sont les plus « pénétrés » par le consumérisme de la société de consommation, mais il existe à des échelles diverses dans les autres. Cette recherche tente de comprendre ce phénomène dans sa dimension éthique. La plupart des études consacrées au gaspillage alimentaire sont limitées à la chaîne des acteurs. Nous proposons de l'analyser, non pas uniquement, par les processus visibles et quantifiables du marché alimentaire, mais aussi par les mécanismes qui sous-tendent l'idéologie du marché lui-même, et les mutations historiques par lesquels il est advenu. Il s'agit précisément d'exposer les causes non empiriques du gaspillage alimentaire, c'est-à-dire de montrer que derrière le gaspillage alimentaire, il y a une pensée et une conception de la société qui en sont également responsables. Ainsi, on voudrait qu'en évaluant ses moyens et en proposant des solutions, l'éthique puisse prendre en considération à la fois les volets théoriques et empiriques du diagnostic. L'objectif de ce chapitre est donc de préciser la nature éthique du gaspillage alimentaire en exposant son ampleur ainsi que les enjeux qu'il soulève. En fait, on vise une description du phénomène tel qu'il figure dans les études actuelles.

Pour atteindre cet objectif, une première partie devra montrer les difficultés de définition du gaspillage alimentaire, des difficultés qui conduisent également à celles de son évaluation et de son analyse. Ensuite, un court historique de la lutte contre le gaspillage alimentaire essentiellement consacré aux initiatives aux États-Unis puis en l'Angleterre, et appuyé de données recueillies par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (la *Food and Agriculture Organization* – FAO) renseigne sur le problème du gaspillage alimentaire. Cette démarche répond à un souci de description empirique du problème avant de le soumettre à une orientation singulière basée sur la recherche de causes théoriques et historiques. C'est pourquoi la description à ce stade repose sur des données

estimatives et des études abordant directement le problème, menées par des organismes internationaux et nationaux. Elle comprend également des études et d'autres recherches utilisant ces mêmes données ou synthétisant des rapports de sources institutionnelles. Ce premier chapitre impose, de ce fait, pour commencer, de se donner une définition propre dans la variété des définitions disponibles afin de limiter la recherche strictement à la dimension éthique du gaspillage alimentaire.

1.1 DIFFICULTÉS DE DÉFINITION DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

L'un des problèmes rencontrés dans l'étude du gaspillage alimentaire est la difficulté de sa définition qui empêche d'avoir une identification uniforme de ce qui est exactement du gaspillage alimentaire et de ce qui ne l'est pas. Ce problème a un effet sur les calculs et les analyses dans les études menées en la matière dans le monde, et donc sur les solutions empiriques proposées. La définition du gaspillage alimentaire dépend de ce qu'on considère être de l'aliment, ce qui évidemment varie d'un peuple à l'autre et dépend des habitudes alimentaires. Une matière comestible pour certains peut ne pas l'être pour d'autres. Il n'existe pas de consensus sur la comestibilité des animaux et des végétaux ni sur les composantes comestibles des produits récoltés dans les plantations, dans les fermes et vendus sur les marchés. Les définitions du gaspillage alimentaire dépendent des conceptions du rapport entre l'être humain et les aliments, et varient selon le contexte, la culture et l'époque. Selon Audet et Éliane, « ce qui est considéré comme "comestible" dépend de nombreux facteurs tels des normes et des pratiques sociales et culturelles, des préférences personnelles, etc. » (2018, p. 40) Ces nuances compliquent l'identification matérielle des aliments gaspillés. Cette partie expose quelques définitions courantes utilisées pour matérialiser le gaspillage alimentaire. Ces définitions permettent de faire par ailleurs une délimitation du problème de gaspillage alimentaire conforme sa nature éthique. La difficulté d'objectivation, quelles que soient les conceptions du gaspillage, a un impact sur les données. Elle est également abordée.

1.1.1 Les définitions du gaspillage alimentaire

Le gaspillage alimentaire est à distinguer de ce qu'on considère être des pertes alimentaires qui renvoient à une modification de la quantité ou de la comestibilité des aliments (Tyler et Gilman, 1979; FAO, 1981 cités par : Redlingshöfer & Annie, 2011). La perte alimentaire désigne donc un aliment affecté par une diminution de la quantité et de la qualité. La baisse qualitative concerne la perte de certaines propriétés nutritives, les problèmes de propreté, le risque sanitaire lié à l'ingestion, etc. Au stade des récoltes et après, l'insuffisance technoscientifique¹ serait la cause des pertes alimentaires. Ainsi, l'expression « perte alimentaire » souligne le caractère involontaire ou obligé, imposé par des circonstances extérieures à l'être humain. On trouve des pertes à toutes les étapes de la chaîne alimentaire.

En revanche, le gaspillage alimentaire est généralement lié aux pertes en fin de chaîne, à l'étape des distributeurs, des détaillants et des consommateurs. Le gaspillage alimentaire concerne les pertes en fin de chaîne des biens destinés à la consommation humaine et les situations où le comportement humain en est la cause (Parfitt, Mark, & Sarah, 2010). Certaines définitions sont cependant moins réductrices et assimilent toutes les pertes au gaspillage. Selon la FAO :

[...] les pertes ou le gaspillage alimentaires sont constitués par l'ensemble des aliments perdus ou gaspillés dans *la partie* des chaînes alimentaires *produisant* « des produits comestibles destinés à la consommation humaine ». Les aliments initialement destinés à la consommation humaine, mais qui sont accidentellement exclus de la chaîne alimentaire humaine sont considérés comme des pertes ou gaspillages alimentaires, y compris quand ils font par la suite l'objet d'une réutilisation non alimentaire [aliments pour animaux, bioénergie, etc.]. (FAO, 2012, p. 2)

¹On utilisera le néologisme « technoscience » dont l'adjectif est « technoscientifique » quand le sens l'exige à la place de technique pour souligner l'enchevêtrement entre la science et la technique accomplissant la volonté moderne des humains de devenir maîtres et possesseurs de la nature comme conçu par Gilbert Hottois (2006). La réalisation de cette volonté par le pouvoir technoscientifique est devenue suffisamment inquiétante pour justifier une surveillance éthique.

Cette définition ne fait pas de différence entre les pertes et le gaspillage, elle prend en compte tous les maillons de la chaîne alimentaire. Les pertes ou le gaspillage sont les aliments jetés, perdus, détruits, ou donnés à manger aux animaux alors qu'ils étaient prévus et planifiés pour la consommation humaine.

Pour certains auteurs, le détournement d'aliments pour l'élevage constitue également du gaspillage alimentaire, car il n'est pas possible de récupérer dans les protéines animales produites, les calories détournées qui ont servi à nourrir les animaux. Ainsi, Smil (2000) calcule qu'il faut 1700 kilocalories par jour d'alimentation pour animaux pour produire 500 kilocalories par jour en protéine animale pour la consommation humaine. Ce qui occasionne une perte relative de 1200 kilocalories par jour. S'appuyant sur un texte de Roy (1976), Derek Singer (1979) qualifie cette pratique de gaspillage relatif, car elle résulte d'une utilisation inefficace des ressources alimentaires. Les aliments sont détournés pour la consommation du bétail au lieu de nourrir directement des humains comme prévu initialement.

Smil (2004) pense qu'il faut également prendre en compte le phénomène de la suralimentation des personnes, notamment dans les pays riches. La suralimentation désigne l'écart entre la valeur énergétique des aliments consommés par individu (par tête) et la valeur énergétique des aliments nécessaires pour un individu. Il estime que le surplus d'énergie disponible *per capita* par jour (la suralimentation) dans l'Union européenne, aux États-Unis et au Canada, est en moyenne de 1000 kilocalories et peut culminer au-dessus de 1500 kilocalories, alors que les besoins métaboliques ne cessent de baisser avec la population vieillissante et l'augmentation de la sédentarité². Selon cet auteur, les maladies relatives aux excès nutritionnels sont un processus chronique « sournois » pour lequel il a fallu des décennies avant que leur caractère épidémique ne soit visible. De ce point de vue, l'obésité

²Ces besoins sont entre 1500 et 2000 kilocalories par jour pour les femmes adultes et entre 2000 et 2600 kilocalories par jour chez les hommes adultes dans ces pays.

humaine et le gavage des animaux caractérisent également une partie du gaspillage alimentaire. L'abondance alimentaire dans les pays à revenu élevé favorise la surconsommation alimentaire. Cependant, on pourrait également identifier cet excès dans les célébrations festives des sociétés anciennes ou de pays actuels plus modestes.

Ces définitions sont vastes et débordent les frontières de l'éthique. Elles font une identification matérielle et théorique du gaspillage alimentaire qui ne semble rien laisser de côté. Il n'est pas nécessaire ici d'être exhaustif quant aux définitions considérant l'objectif de ce travail d'analyser le problème du gaspillage alimentaire sous l'angle éthique. Ce programme modeste peut se satisfaire d'une définition qui n'insiste que sur les comportements humains éthiquement préoccupants. On se limitera alors à tous les aliments destinés à la consommation humaine, à tous les échelons de la chaîne alimentaire, qui pour des raisons d'excès de production et d'achat, de tri qualitatif deviennent des déchets à recycler, à jeter ou à détruire³. Qu'un tel gaspillage découle des préférences subjectives des consommateurs ou d'une stratégie des firmes agricoles, de la transformation ou de la distribution, de l'indifférence ou de la négligence des uns et des autres, il relève d'une volonté humaine. En effet, c'est parce que l'excès et le tri sont volontaires qu'ils posent un problème éthique quand ils occasionnent du gaspillage. Le gaspillage peut être assimilé à du gâchis, puisque ces aliments ne satisfont finalement aucune utilité. Pire, ils agrandissent l'écart entre les ressources et les emplois, entre le besoin et la satisfaction. Il s'agit d'une perte stricte, mais non irréductible. Les notions de « gaspillage » ou de « gâchis » seront donc préférées en raison de leur connotation péjorative qui traduit un jugement moral, à celle de « perte » plus objective et qui semble alléger la responsabilité humaine. La complexité de définition

³Les comportements d'excès de production, d'achats, de tri et de dévalorisation alimentaires sont liés au même phénomène d'abondance. Les excès de production et d'achat d'aliments favorisent aussi le tri exagéré et dévalorisent les aliments. Dans la suite de ce mémoire, nous pourrions écrire « excès de production et d'achats ou de consommation », ou « comportements d'excès et de tri » pour désigner toute la séquence des excès de production, d'achat ou de consommation, le tri exagéré, qualitatif ou indu, et aussi la dévalorisation des aliments.

du gaspillage alimentaire n'est cependant pas un problème isolé. Il existe également un problème pratique d'objectivation, quelle que soit la définition retenue.

1.1.2 Les problèmes de l'objectivation du « comestible » et de la date de péremption

Si on observe les pratiques des épiceries et de l'industrie agroalimentaire, les dates de péremption peuvent sembler être un moyen efficace d'objectivation du gaspillage alimentaire. Selon Audet et Éliane, l'objectivation « consiste à “incarner” des constructions symboliques⁴ dans des dispositifs techniques ou managériaux capables de réguler les pratiques des acteurs. Les systèmes de date de péremption, par exemple, seront décrits comme un mécanisme d'objectivation » (2018, p. 37). En effet, ces dates sont le moyen le plus couramment utilisé par les consommateurs et les vendeurs pour décider de la destination des aliments : consommation ou destruction. Pourtant ces règles « d'expiration d'usage » ne sont que l'expression de consensus sociaux et culturels, individuels et collectifs (directifs ou normatifs au sein d'une entreprise ou d'une organisation). Les dates de péremption demeurent par ailleurs un facteur important dans les politiques de ventes de l'industrie agroalimentaire et de la distribution. Leur usage dans la gestion est si courant que ces dates de péremption ne présupposent (contrairement à une idée répandue) réellement aucune garantie de salubrité. Elles traduiraient plutôt un gage de fraîcheur matérielle et temporelle dans des conditions de conservation précise. Ainsi, le Règlement sur les aliments et les drogues de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) communique sur ce point :

⁴La construction symbolique réfère au processus collectif d'élaboration des idées, des catégories et des définitions qui fait en sorte que les acteurs sociaux peuvent se référer à une compréhension à peu près partagée lorsqu'ils discutent ou débattent d'un sujet. Sans que le consensus soit nécessaire — au contraire, le conflit est très souvent au cœur de ce processus —, la construction symbolique consiste à attribuer un sens à un phénomène. L'idée du gaspillage est un exemple éclairant de la construction symbolique : même si, comme nous le verrons d'ailleurs dans cette section, les acteurs sociaux ne s'entendent pas exactement sur les contours de la définition du gaspillage alimentaire, ils reconnaissent néanmoins de quoi il s'agit. (Audet & Éliane, 2018, p. 37)

Une date limite de conservation n'est pas un indicateur de la salubrité de l'aliment, ni avant ni après la date. Elle s'applique seulement aux produits qui ne sont pas ouverts; une fois qu'ils le sont, leur durée de conservation peut changer. Des produits peuvent être offerts en vente même si la date « meilleur avant » est dépassée puisque celle-ci est basée sur la fraîcheur et la qualité de l'aliment plutôt que sur sa salubrité. Lorsque la date de péremption ou la durée de conservation est dépassée, l'aliment peut perdre un peu de sa fraîcheur ou de son goût ou sa texture peut être différente. L'aliment peut également perdre un peu de sa valeur nutritive, par exemple, sa teneur en vitamine C. (ACIA, 2019)

Cette information de l'ACIA montre que les dates de péremption utilisées dans la transformation et la distribution alimentaire, qui sont parfois comprises comme indiquant des délais de consommation, sont finalement assez subjectives. En dehors de cette information de l'ACIA, dans la pratique, dans les épiceries comme chez les consommateurs, les dates d'expiration servent souvent à établir la limite temporelle de ce qui demeure comestible et de ce qui ne l'est plus. Du coup, on jette les aliments ou on les qualifie d'impropres à la consommation dès que les dates sont passées. Pourtant, ces dates traduisent des standards de goût, de qualité et de préférence qui ne sont pas universels. Elles sont plutôt des marqueurs sociaux hypothétiques choisis par les firmes en fonction de leur stratégie commerciale. Les délais peuvent ainsi varier d'une firme à l'autre. Cette conception du « comestible » par des dates dépend de la dynamique socioculturelle vu que les processus de commercialisation et de marchandisation des firmes tiennent nécessairement compte des préférences des consommateurs. Mais, il serait imprudent de négliger qu'un dessein économiciste peut affecter une pareille conception. En effet, les dates de péremption à la différence de la déclaration de l'ACIA ne servent pas uniquement d'indicateurs de fraîcheur ou d'absence de fraîcheur. Ce sont également des instruments de gestion du risque au service du management (Audet & Éliane, 2018). De plus, il est pertinent de se poser la question de savoir si la pratique de « l'obsolescence programmée » par les industriels dans les équipements électroniques n'y trouve pas une forme analogue dans l'industrie alimentaire. Les dates d'expirations expriment ainsi implicitement un rendez-vous fixé par le fabricant et l'épicier aux

consommateurs. Par conséquent, l'hypothèse que des objectifs et contraintes d'affaires influencent les dates d'expiration ne paraît pas fortuite. Avec de tels désaccords sur les aliments comestibles, comment parvient-on à évaluer objectivement le gaspillage alimentaire?

1.2 LES DONNÉES⁵

Les données relatives au gaspillage alimentaire sont variées et nombreuses dans les pays développés où se poursuivent les études pour le comprendre et orienter l'action publique et privée. Malgré la variété des perceptions selon les régions et les États, des études tentent d'évaluer et de guider les politiques. Ainsi, des données collectées révèlent l'importance du problème, mais aussi traduisent des ressemblances et des dissemblances structurelles dans les comportements des populations face à ce phénomène. En plus de décrire la disparité entre les États et les groupes économiques, entre des cultures, et entre des secteurs alimentaires, cette section présente également des données diagnostiques issues d'études, de programmes d'États et d'institutions internationales.

1.2.1 Les disparités

Lorsqu'on s'interroge sur les responsabilités des États et des personnes, un contraste presque évident semble se confirmer. Dans les pays industrialisés disposant d'importants moyens technoscientifiques, d'infrastructures de transport et de communication, et chez leurs habitants économiquement et socialement nantis, le problème est presque moral. En effet, le gaspillage alimentaire est le plus important dans les États économiquement pourvus. Le

⁵ Ces données ici et les références historiques dans la section suivante concernent le gaspillage alimentaire observé empiriquement dans sa diversité tel que rapporté par différentes études. Ces études ne limitent pas la conception du gaspillage à la forme spécifique choisie pour notre analyse, elle y est tout de même comprise.

gaspillage y est présent tout le long de la chaîne alimentaire, mais il est plus important en fin de processus dans la distribution et la consommation avec 40 % du total gaspillé (FAO, 2012). Ce constat semble logique étant donné qu'aux étapes de la distribution et de la consommation intervient toute la population (voir annexe I, pour diverses estimations). Les pays industrialisés se caractérisent justement par le revenu élevé de leur population; et celle-ci intervient en fin de chaîne alimentaire. En Grande-Bretagne, les ménages seuls occasionnent environ 65 % du gaspillage alimentaire (WRAP, 2010). C'est un gaspillage tributaire du comportement et du mode de vie que Jean Baudrillard dénonçait explicitement :

On sait combien l'abondance des sociétés riches est liée au gaspillage, puisqu'on a pu parler de « civilisation de la poubelle » : dis-moi ce que tu jettes, je te dirai qui tu es! Mais la statistique du gâchis et du détritisme n'est pas intéressante en soi : elle n'est qu'un signe redondant du volume des biens offerts, et de leur profusion. On ne comprend ni le gaspillage ni ses fonctions si on n'y voit que le déchet résiduel de ce qui est fait pour être consommé et qui ne l'est pas. (cité par Audet, Éliane, & UQAM, 2018)

Dans les pays sous-développés, c'est l'inverse. En début de processus, à l'étape de la récolte et du stockage post-récolte, les pertes constituent 40 % du gaspillage total (FAO, 2012). Ce gaspillage est imputable aux faibles moyens technologiques, logistiques, infrastructurels et aux conditions de travail rudimentaires. Ce type de gaspillage s'apparente plus à la perte. Il est en grande partie dû à la faible résilience des agriculteurs aux éléments de la nature (les insectes ravageurs, les rongeurs, les maladies affectant les plantes et le cheptel, les accidents, les intempéries, etc.). C'est également un gaspillage tributaire du mode de vie, mais les fermiers le subissent, il ne dérive pas de leur choix. Ce gaspillage est peu lié à une intention ou à une stratégie commerciale ou à un comportement émanant d'une volonté, comme on peut le remarquer chez les épiciers et les consommateurs des pays industrialisés.

La manière d'évaluer le gaspillage dans les pays pauvres et les pays en développement est aussi spécifique. Elle se caractérise par l'insuffisance des données disponibles. Les estimations attribuées aux pays en développement sont toutes liées à des données primaires

insuffisantes issues d'un travail de terrain entrepris dans les années 1970 et 1980 (Parfitt et al., 2010, p. 3079). Ainsi, selon d'autres évaluations, il y'a 6–24 % de pertes après les récoltes dont 1–2 % pendant le séchage, 2–10 % pendant le stockage, 1–2 %, pendant la semi-cuisson en vue de la conservation, puis 2–10 % pendant la moulure (FAO, 2007 cité par : Parfitt et al., 2010). L'évaluation dépend également du problème éthique que la mesure souhaite montrer. D'où cette comparaison : « Le gaspillage alimentaire par les consommateurs enregistré dans les pays industrialisés (222 millions de tonnes) est presque aussi élevé que le total de la production alimentaire nette enregistrée en Afrique subsaharienne (230 millions de tonnes). » (FAO, 2012) En présentant le caractère abject de l'inégalité des capacités alimentaires entre pays riches et pays pauvres, on dévoile également l'ampleur du gâchis.

L'indisponibilité de données existe également à une échelle plus élevée que celle des pays pauvres et des pays en développement. Le gaspillage alimentaire imputable à l'essor fulgurant des pays formant le groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), les leaders des économies émergentes (Parfitt et al., 2010, p. 3065), n'est pas reflété dans les données disponibles. Les BRIC, auxquels on ajoute souvent l'Afrique du Sud pour former le BRICS⁶, sont en tête des pays émergents. Parfitt fait remarquer que les habitudes alimentaires des populations des BRICS migrent vers celles des pays développés, mais on ne connaît pas encore l'impact de cette transition sur le gaspillage alimentaire. Le changement en cours correspond à la loi de Bennett selon laquelle la part en féculent de base de la consommation baisse avec l'augmentation du revenu (Cité par: Parfitt et al., 2010, p. 3069). En effet, on note dans les BRICS une diminution de la consommation des féculents (la pomme de terre, les grains, la farine, les pâtes, le pain, etc.) et une augmentation de la consommation du lait, de la viande et du poisson, pendant que le revenu des populations augmente. Il peut cependant exister des différences notables dans cette mutation selon la région et la culture du pays

⁶Désignés avec ce sigle en 2001 par Jim O'Neil l'économiste en chef de la société d'investissement Goldman Sachs, les BRICS se caractérisent par une croissance économique forte, des transformations structurelles et institutionnelles importantes (Yifan, 2017). Ces performances font de ces pays les principaux contributeurs de la croissance économique mondiale ces dernières décennies, avec une forte consommation, et donc une demande élevée visible sur tous les marchés.

émergent — par exemple, l'Inde qui est un pays majoritairement végétarien a une croissance de la consommation de viande plus faible que celle de la Chine — mais cette loi est observable statistiquement (Lundqvist, de Fraiture, & Molden, 2008, p. 9). En dehors de cette tendance de l'évolution de la consommation alimentaire des BRICS, il n'existe pas encore de données pour estimer l'impact de ce changement sur le gaspillage alimentaire. Cette absence de données chez les BRICS, qui sont économiquement plus nantis que les pays en développement et les pays pauvres, conduit à recourir à des méthodes particulières pour estimer le gaspillage. Ainsi, dans les données consolidées pour son compte par le *Swedish Institute for Food and Biotechnology* (SIK), la FAO décrit comment ce manque de données se contourne dans la pratique.

Quand les données disponibles étaient insuffisantes, le SIK a procédé à ses propres estimations et hypothèses, en se basant sur divers niveaux de gaspillage alimentaire constatés dans des régions pouvant être comparées, des groupes de produits et/ou les différents stades de la chaîne alimentaire. (2012, p. 3)

Pour remédier à cette situation de manque d'information, Barbara Redlingshöfer et Annie Soyeux (2011) mentionnent l'existence d'un effort de centralisation de données avec les pays du Sud. La base de données Aphis créée par le *Joint Research Center* de la Commission européenne, et la *Natural Resources Institute* (NRI) s'intéresse spécifiquement aux données post-récoltes sur les céréales dans l'est et dans le sud de l'Afrique. C'est essentiellement à ce stade que se produit le gaspillage alimentaire dans les pays pauvres, à cause de l'inefficacité technoscientifique. Ce projet mené avec la collaboration d'experts locaux vise une extension à d'autres produits agricoles et à d'autres zones géographiques en Afrique et sur d'autres continents. Parallèlement, la FAO, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement ou *Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ) ont constitué la base de données INPhO. Cette base de données recense des informations variées après récolte parmi lesquelles figurent les pertes.

L'INPhO collecte les données post-récoltes sur les céréales (dont le maïs, le riz, le sorgo) et les tubercules (dont le manioc en Afrique, en Asie et en Amérique latine). Ces différentes initiatives reflètent le besoin d'une solidarité internationale pour évaluer le gâchis alimentaire. Pour le moment, ces données proviennent des pays à revenu élevé, à partir d'organismes régionaux et étatiques⁷.

Les disparités de gaspillage alimentaire sont aussi à l'intérieur même de la structure sociale de chaque État, qu'il soit riche ou pauvre. Le manque de données pour les pays pauvres fait que l'essentiel de telles informations provient des pays riches. Toutefois, on peut faire deux hypothèses.

- Le comportement des quelques rares riches des pays pauvres relativement aux aliments doit être similaire à celui des populations aisées ou de la classe moyenne nombreuses dans les pays industrialisés, les premiers ayant tendance à copier et importer localement les comportements et habitudes des seconds. Les riches de chaque type de pays ont tendance à gaspiller plus que les pauvres selon le contexte.
- Le comportement des populations pauvres des pays industrialisés relativement aux aliments doit être similaire à celui des populations pauvres nombreuses des pays pauvres. Ils sont soumis aux mêmes contraintes d'insécurité alimentaire et de faim, même si c'est à des degrés différents qu'ils le vivent, ils gaspilleront moins que les riches selon le contexte.

⁷ Ce problème de données entre pays montre également une corrélation positive entre la pauvreté scientifique et la pauvreté économique : plus un pays est économiquement pauvre, plus il est incapable de collecter des données et d'exécuter des études scientifiques. C'est logique, la recherche scientifique est aussi une question de moyens économiques. Il faudrait certainement approfondir la question par une analyse de la causalité entre « pauvreté scientifique » et « pauvreté économique », et entre « richesse scientifique » et « richesse économique ». Toutefois, le rapport de causalité ne confirme pas toujours la corrélation. Par exemple, certains pays riches comme les monarchies arabes et les BRICS peuvent être scientifiquement dépendants presque autant que les pays pauvres.

De fait, les pauvres des deux catégories de pays doivent respectivement gaspiller moins que les riches de chaque pays. Ce qui ne contredit pas l'écart entre les pays riches et les pays pauvres, mais affirme que comme c'est le cas dans les pays riches; dans les pays pauvres aussi, les riches gaspillent plus que les pauvres. On peut observer également une différence communautaire relativement au gaspillage alimentaire qui conforte cette intuition. Aux États-Unis, Jones (2004, p. 2) révèle que les ménages hispaniques ont un taux de perte alimentaire plus bas (environ 25 % moins) que les populations non hispaniques. Il affirme également que les ménages à faible revenu ont un taux de perte alimentaire plus bas que celui des ménages à revenu élevé. Cette comparaison entre la classe des nantis et celle des moins nantis traduit une augmentation du gaspillage alimentaire au fur et à mesure que croît la fortune sociale. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le fait que plus on est riche, moins l'on est économe avec la nourriture, et donc plus on gaspille. La nourriture, qui est entièrement acquise, perd de la valeur dans la hiérarchie des choses convoitées par les riches. En revanche, plus on est pauvre, plus la nourriture revêt de l'importance (de la valeur) dans le quotidien, dans le budget, et moins on est enclin à la gaspiller. C'est le cas des populations hispaniques majoritairement immigrées ou des descendants d'immigrés qui pour des raisons économiques et politiques se sont installées aux États-Unis. La communauté hispanique constitue une part importante de la population à faible revenu. Précisément, 17 % des Hispaniques américains vivent sous le seuil de pauvreté (US Census Bureau, 2018). Les Hispaniques sont par ailleurs la minorité ethnique la plus importante devant les Afro-Américains, les Amérindiens et les Asiatiques classés également parmi les faibles revenus.

Les disparités peuvent également exister sur le plan sectoriel. En calculant le gaspillage de grains, de viande, de fruits et légumes aux États-Unis, Jones (2004) note une implication de l'industrie de la distribution alimentaire qui correspond à 730,12 livres (331,17 kg) par jour de produits gaspillés par unité de commerce. Cette quantité correspond à 5,63 % des quantités de ces aliments reçus par cette industrie. Au total, cette industrie composée des épiceries, des restaurants, des *fast foods* et des dépanneurs gaspille annuellement 27 millions de tonnes des produits mentionnés. À l'intérieur même de l'industrie, les dépanneurs et les *fast foods* occasionnent les plus importantes pertes, 26,3 % et 9,6 % respectivement, alors

que la restauration et les épiceries gaspillent 3,11 % et 0,76 %. Le taux élevé du gaspillage alimentaire des dépanneurs serait dû aux difficultés d'écoulement des mets préparés (prêts) qu'ils doivent détenir en permanence. Les dépanneurs doivent jeter souvent ces mets qui ne sont plus frais. Ces estimations sectorielles à l'intérieur du pays permettent de hiérarchiser les gaspilleurs dans l'industrie alimentaire en vue d'orienter l'intervention politique.

Le pouvoir économique et les cultures déterminent les habitudes et les comportements alimentaires, la typologie et les quantités des aliments consommés. L'ampleur du gaspillage alimentaire et les catégories d'aliments gaspillés apparaissent également sous cette diversité. Même la capacité à mesurer et à étudier le gaspillage dépend des moyens économiques des États, les plus riches disposent de plus de données. Certainement à cause de leur histoire particulière, les statistiques du gaspillage alimentaire aux États-Unis ont aussi une orientation ethnique. Cependant, la plupart des estimations du gaspillage alimentaire dans le monde sont sectorielles et situent la responsabilité de chaque acteur de la chaîne alimentaire. Le Canada dispose de ses propres données fédérales avec une description sectorielle pour guider les politiques provinciales dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.

1.2.2 Les données canadiennes

Au Canada, les études sur le gaspillage alimentaire sont peu nombreuses. Cependant, elles sont plus récentes. À l'instar de la plupart des études menées ailleurs dans le monde, les études canadiennes sur le gaspillage alimentaire se concentrent sur les acteurs de la chaîne alimentaire. Le Canada compte moins d'études scientifiques locales sur cette question comparativement à ses pairs des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Deux études dirigées par Martin V. Gooch en 2010 et 2014 pour le compte de *Value Chain Management International* (VCMI) existent au Canada. Le VCMI aide les entreprises du secteur alimentaire à renforcer durablement leur rentabilité en conciliant l'écologie et la rentabilité financière de façon collaborative le long de la chaîne de valeur de leur activité.

Ces études évaluent la responsabilité de chaque maillon de la chaîne alimentaire dans le gaspillage. Les résultats obtenus au Canada confirment le constat général observé dans les pays industrialisés. Le gaspillage est plus important à la fin de la chaîne alimentaire. On remarque que les consommateurs, les détaillants, les restaurants et les hôtels réalisent la plus grande partie du gaspillage.

Tableau 1: Le gaspillage alimentaire par segment de la chaîne de valeur au Canada

Maillon de la chaîne alimentaire	2010	2014	Variation
Production fermière	9 %	10 %	+1 %
Stockage et conditionnement post-récolte	18 %	20 %	+2 %
Transport et distribution	4 % ⁸ (<i>sic</i>)	4 %	-
Restaurants et hôtels	8 %	9 %	+1 %
Détaillants	11 %	10 %	-1 %
Consommateurs	51 %	47 %	-4 %
Catering international	-	<1 %	+ <1 %

Source: *Canada's Annual Food Waste – \$27 Billion Revisited*, Martin V. Gooch et Abdel Felfel, 2014, page 12.

Le calcul de 2014 révisé celui de 2010 en prenant en compte le *catering* international (restauration des avions, des navires de croisière, des aliments livrés aux marins) et les institutions (les hôpitaux, les prisons et les écoles) (Gooch, Abdel, & VCMI, 2014). Les données canadiennes sur le gaspillage dans ces secteurs sont quasi inexistantes. Cependant, des estimations faites en Europe et ailleurs, et les commentaires d'experts permettent d'avoir

⁸Dans l'étude de 2010, ce taux est 3 %, et permet d'avoir un total de 100 % pour la colonne de 2010. Le taux de 4 % semble être une erreur de frappe, on obtiendrait 101 % pour la colonne, ce qui n'est pas correct

un aperçu. La baisse de 4 points de pourcentage du gaspillage des consommateurs ne signifie pas une baisse du volume de leur gaspillage alimentaire. Cette baisse est au contraire due à une hausse du volume total de denrées gaspillées dans l'ensemble de la chaîne alimentaire. Ces calculs comprennent également les coûts qui serviront à mettre en évidence les enjeux économiques dans cette analyse.

Par ailleurs, VCFMI et Second Harvest ont réalisé une étude conjointe de terrain en 2019 qui oriente les calculs afin de déterminer la part du gaspillage qui peut être enrayerée. Second Harvest est un organisme de bienfaisance canadien de lutte contre la faim et de protection de l'environnement. Créé en 1985, cet organisme est spécialisé dans le « sauvetage » et la récupération de denrées périssables depuis les fermes jusqu'aux détaillants. Le résultat obtenu par cette étude conjointe montre que 58 % des aliments produits annuellement par le Canada sont perdus ou gaspillés, soit 35,5 millions de tonnes. De cette quantité, on mentionne que 32 % soit 11,2 millions de tonnes d'aliments perdus ou gaspillés sont encore comestibles, on peut les redistribuer aux personnes en difficulté économique. L'estimation financière de ce gaspillage évitable s'élèverait ainsi à 49,46 milliards de dollars (Gooch et al., 2019, p. 5).

Les données permettent d'évaluer l'état de la situation et d'élaborer des mesures. Les différences observées dépendent certes des moyens dont disposent les États, mais également de l'orientation des études et de leur conception culturelle du gaspillage analysé. Avec de telles différences, les évaluations empiriques ne peuvent certainement pas fournir toute la compréhension nécessaire à des solutions efficaces. L'énumération des causes montrera qu'un aspect important du problème peut être négligé. Mais, avant d'aborder ce volet des causes au prochain chapitre, un court historique de la lutte contre le gaspillage alimentaire devrait augmenter la compréhension générale.

1.3 BREF HISTORIQUE DE LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Cet « historique » ne vise pas d'exposer toute l'histoire du gaspillage alimentaire, mais plutôt de présenter quelques recherches et initiatives passées pertinentes jusqu'à la fin des années 70. Cette limite temporelle marque la prise en main, dans la décennie 1970 du problème du gaspillage alimentaire par la FAO qui change la dynamique de la préoccupation à l'extérieur des États-Unis. De fait, la plupart des études sur le gaspillage alimentaire jusqu'à cette date provenaient essentiellement de ce pays. Désormais, les études s'internationalisent avec des rapports de la FAO et des recherches en Grande-Bretagne.

Aux États-Unis, Thyberg et David (2016) font l'historique de la problématique du gaspillage dans un texte intitulé *Drivers of food waste and their implications for sustainable policy development*. Ce texte mentionne l'existence du gaspillage déjà pendant la période préindustrielle, entre 1750 et 1850. Le gaspillage alimentaire représentait la plus grande partie des déchets solides des ménages américains. En 1842, les ménages de la ville de New York étaient encouragés à jeter leurs déchets alimentaires dans les rues, pour nourrir les 10 000 porcs des familles modestes et les sangliers sauvages qui s'y promenaient. Ces animaux servaient ainsi de système pionnier de gestion des déchets pour la municipalité (Ackerman, 1997, p. 144). Cette pratique est aussi du gaspillage. Cependant, au regard des différentes définitions invoquées, ce recyclage correspondrait au gaspillage relatif uniquement si les déchets alimentaires donnés aux porcs contiennent des portions encore comestibles pour l'homme. Ainsi, ce serait du gaspillage relatif si à défaut de pouvoir consommer ces aliments encore comestibles, on décidait volontairement de les éliminer en nourrissant des animaux. C'est une condition à laquelle semble avoir répondu Atwater (1895, p. 222) en révélant qu'au XIX^e siècle une enquête menée sur la composition des ordures ménagères des New-Yorkais a montré que les riches jetaient une grande quantité d'aliments. Selon cet auteur, de façon inattendue du pain en bon état (comestible) constituait une importante partie des déchets trouvés dans les poubelles des ménages à revenu élevé. L'enquête révèle également que les ménages à revenu modique gaspillaient moins. En 1900,

le même auteur ajoute à ces observations que les milieux étudiants gaspillaient 10 à 14 % de nourriture et les institutions plus de 25 % (Atwater cité par : Thyberg & David, 2016, p. 113).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la *Food distribution Administration* et le *Journal of Farm Economics*, attirent l'attention sur le gaspillage des aliments en ces temps difficiles, et appellent à faire de sa réduction une priorité.

- En 1942, Williamson et Paul font remarquer qu'une portion considérable des restes alimentaires fait l'objet de gaspillage dans la cuisine et sur la table à manger des ménages. L'expression « l'évier est le membre de la famille le mieux nourri » utilisée par les nutritionnistes met ainsi l'accent sur le fait que beaucoup de nutriments sont évacués dans le drain avec l'eau de cuisine (1942, p. 699). Ils font par ailleurs remarquer qu'une étude du *Bureau of agricultural economics* menée de 1939 à 1940 dans 412 villes estima à 302 *pounds* par personne le gaspillage alimentaire.
- En 1943, dans l'article intitulé *Food waste in distribution and use*, Kling insiste sur le gaspillage qui se produit entre la récolte et la consommation. Il affirme que même si les producteurs de pommes de terre et de blé sont la pierre angulaire du processus physique de production, la quantité de nourriture alimentaire ne dépend pas que de la production. Après la récolte des fermes, la quantité qui parvient au consommateur dépend du soin pris dans la commercialisation et l'usage intermédiaire. Par conséquent, le maintien en bon état des pommes de terre est aussi productif que la production de ferme elle-même (1943, p. 848).
- Cette même année, l'*U.S. Food Distribution Administration (FDA)* estime le gaspillage alimentaire entre 20 et 30 % de la production alimentaire totale des États-Unis. La FDA encourage durant cette même période de guerre les Américains à réduire au minimum leur gaspillage alimentaire. Elle dispose même d'un programme incluant, entre autres activités, l'éducation à la

conservation des aliments par la presse, par la radio, par la société civile, par des groupes commerciaux, etc. L'objectif de tous ces efforts est de sauver la moindre nourriture du gaspillage (Kling, 1943, pp. 848-849).

On note un intérêt scientifique et politique croissant pour la lutte contre le gaspillage alimentaire pendant la Seconde Guerre mondiale, certainement à cause de l'importance stratégique de la nourriture. En juin 1943, la *War Food Administration* (WFA) fut créée pour éviter une pénurie de l'approvisionnement alimentaire en cette période. Cette administration d'urgence fut remplacée deux ans plus tard à la fin de la guerre par le Bureau du Secrétaire à l'Agriculture (National Archives, 2016). À sa création en 1945, la FAO fit de la réduction du gaspillage alimentaire une de ses priorités. Cette institution spécialisée de l'Organisation des Nations unies (ONU) fondée à la même date pour jeter les prémices d'une gouvernance mondiale accordait déjà de l'importance à ce problème.

Ce n'est pourtant qu'en 1974, à la conférence mondiale de l'alimentation organisée par la FAO sous le thème « *Prevention of food losses* » pour les pays du sud que commence concrètement une initiative internationale (Redlingshöfer & Annie, 2011). Cette conférence identifia la lutte contre le gaspillage alimentaire comme un moyen pour combattre la faim. Les pertes post-récoltes étaient estimées à 15 % de la production, et on décidait de les réduire de 50 % jusqu'en 1985 grâce à un Programme d'action spécial de prévention des pertes alimentaires. Parfitt (2010, p. 3066) constate cependant qu'aucun progrès ne fût accompli dans le sens de cet objectif. Au Royaume-Uni, des chercheurs entreprirent des études similaires en analysant localement et aux États-Unis ce phénomène (Derek Singer, 1979; Roy, 1976; D. Singer & Smart, 1977). Roy (1976) examine les flux alimentaires pour identifier la part qui est détournée de la consommation ou perdue. Son étude identifie les producteurs (les agriculteurs et les fermiers), l'industrie de transformation et les consommateurs comme étant les responsables de la plus grande partie du gâchis. Le caractère subjectif des aliments et de leur gaspillage complique à la fois l'évaluation et l'identification de ce phénomène. Dans l'article « *Food losses in London* », Derek Singer (1979) souligne également cette complexité de conception du gaspillage alimentaire et la difficulté de le

calculer. Il insinue par ailleurs que l'élasticité-prix des biens⁹ pourrait aider à lutter contre gaspillage alimentaire en raison de l'effet incitatif et désincitatif qu'elle peut avoir une baisse ou une augmentation des prix sur la décision à acheter. La réduction du gaspillage peut augmenter la disponibilité de l'aliment, son offre, et faire baisser son prix. Les consommateurs étant sensibles au prix, il fallait ainsi faire confiance aux mécanismes autorégulateurs du marché¹⁰.

Le tournant de l'intérêt pour la lutte contre le gaspillage alimentaire coïncide également avec un engouement pour l'écologie et l'éthique environnementale dans les années 1970. Ces théories commencent alors à mobiliser téléologiquement l'économie et le politique qui doivent anticiper les mutations des attentes sociales. La volonté croissante de trouver une issue au gaspillage alimentaire est liée à cet appel au changement de paradigme. À l'initiative de la FAO, de nombreux programmes sont en cours d'élaboration ou d'exécution à travers le monde depuis la conférence de 1974. Le programme onusien des objectifs du millénaire pour le développement (OMD, 2000-2015), y compris dans sa nouvelle version d'objectifs de développement durable (ODD, 2015-2030), traduit cet engagement désormais international. La cible 12.3 de l'objectif 12 des ODD est explicitement une mesure contre le gaspillage alimentaire¹¹ que des programmes nationaux tentent de mettre en application à travers le monde. Ces politiques publiques et institutionnelles évaluent le contexte, l'analysent et

⁹L'élasticité de la demande mesure la sensibilité des consommateurs aux variations du prix d'un bien. Cette élasticité est négative (et comprise entre 0 et -1) pour la plupart des produits alimentaires. Ce qui signifie que lorsque le prix baisse, la demande du produit augmente. Inversement, une augmentation du prix entraîne une baisse de la demande. Or, l'offre, la demande et le prix forment un mécanisme autorégulé selon la conception néoclassique du marché. Par conséquent, une augmentation de l'offre exerce une pression à la baisse du prix, tandis qu'une hausse de la demande produit l'effet inverse sur le prix. (Marshall, 1890) Derek Singer pense que la réduction des pertes alimentaires entraînera une augmentation de l'offre d'aliments (de la disponibilité du produit), qui d'après la loi du marché, pousse le prix à la baisse. Il devrait en résulter logiquement une incitation des consommateurs à vouloir des prix bas en réduisant les pertes alimentaires.

¹⁰ Les mécanismes autorégulateurs du marché font référence à la conception libérale du marché obéissant à la loi naturelle de l'offre et de la demande qui s'ajustent de façon automatique. L'invocation liminaire est un rappel historique pour appuyer le tournant de l'actualité de la lutte dans les années 1970.

¹¹La cible 12.3 « D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte » (ONU, 2015)

proposent des solutions, leur existence explique en partie l'importance des enjeux que soulève le gaspillage alimentaire.

1.4 LES ENJEUX DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Le caractère immoral du gaspillage alimentaire se manifeste diversement. Les aliments produits ou achetés ne se perdent pas en tant que bien, ils perdent subjectivement leur valeur d'usage. Du coup, les besoins ou problèmes économiques et sociaux initiaux restent pendents alors que les déchets deviennent encombrants et le poids environnemental des intrants et émissions polluantes de la production et de l'élimination de tels déchets devient à son tour compromettant. Les problèmes environnementaux reconduisent le cycle des problèmes économiques et sociaux, et soulèvent des enjeux éthiques.

Sur le plan économique, les denrées gaspillées ont une valeur financière qui correspond à une perte pour l'économie et pour les consommateurs. Selon le Waste & Resources Action Programme (WRAP), le gâchis alimentaire coûte aux résidents du Royaume-Uni \$18,6 milliards par an au total, soit 745 \$ par ménage et 311 \$ par tête (Buzby & Hyman, 2012). Aux États-Unis, au stade de la distribution et de la consommation, Buzby et Hyman estiment ce coût à \$165,6 milliards l'année. Malgré la situation économique privilégiée de ces pays, le gaspillage alimentaire est un manque à gagner économique et financier considérable. C'est une partie du revenu des individus et de l'État qu'on jette, incinère ou enfouit sous terre.

Au Canada, l'étude de 2010 du *Value Chain Management* Centre (VCMC), une subdivision du VCMI avait estimé la valeur du gaspillage alimentaire à \$27 milliards par année (Gooch, Abdel, & Nicole, 2010). Cette estimation correspond à l'écart entre les aliments produits, stockés ou conditionnés, ensuite distribués et vendus, et les aliments effectivement consommés. Ce coût représente 40 % de toute la production alimentaire du pays et 2 % de son Produit intérieur brut (PIB) (Macdonald, 2009; Statistics Canada, 2010).

En orientant l'étude sur les coûts économiques, Gooch, Abdel et Nicole font des comparaisons qui peuvent mettre diversement en relief la signification de ce coût. Ce montant est :

- (1) supérieur aux dépenses alimentaires des Canadiens dans les restaurants en 2009;
- (2) légèrement inférieur à la valeur des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes en 2007;
- (3) supérieur à la valeur des importations agricoles et agroalimentaires canadiennes en 2007;
- (4) supérieur au produit intérieur brut (PIB) combiné des 32 pays les plus pauvres du monde selon une publication de la Banque Mondiale 2009 (Gooch et al., 2010, p. 2).

L'analyse des comparaisons (1) (2) (3) et (4) laisse entrevoir que le gaspillage alimentaire représente un important revenu dont se prive le Canada. Le pays aurait pu utiliser cette ressource financière dans sa lutte contre la pauvreté sur son territoire et dans le monde, ou pour améliorer les revenus de tous ses habitants. Sur le plan individuel, des populations qui jettent plus d'argent qu'elles ne dépensent dans des restaurants auraient pu, par exemple, investir ces montants dans leurs retraites ou participer à la solidarité en en faisant don à des organismes caritatifs.

En associant la comparaison (1) et (2) : les dépenses de restauration (une partie du revenu des ménages) et les exportations (un constituant du PIB), on met en évidence deux pertes importantes de revenu: une perte individuelle et une perte collective. La comparaison (3) met l'accent sur l'importation, une dépense collective imputée au revenu du pays. On a encore une partie du revenu du pays transformée en déchet. C'est absurde, mais réel, le gaspillage est justement une réalité incommode. La comparaison (4) est une perspective également fâcheuse au regard de l'importance de la pauvreté dans le monde et des personnes souffrant de la faim. Le gaspillage alimentaire au Canada de \$27 milliards est supérieur au PIB cumulé de 23 pays pauvres. Ce montant est considérable au regard de gains directs en bien-être ou en amélioration de conditions de vie qu'il aurait pu apporter. Ces sommes partent

volontairement en déchets alimentaires au lieu de nourrir des personnes souffrant de faim et de malnutrition. Ce constat déjà triste serait pourtant plus grave, cette évaluation sous-estime la réalité des pertes économiques.

L'étude révisée de 2014 du VCMCI montre une augmentation du gaspillage qui passe de \$27 milliards à \$31 milliards (Gooch et al., 2014). Cette seconde estimation ajoute le gaspillage des secteurs de transport aérien, maritime et les institutions, dont les hôpitaux et les prisons. Pourtant, elle serait encore sous-estimée. En prenant en compte la recommandation de la FAO d'intégrer au calcul les coûts annexes, le coût véritable du gaspillage alimentaire s'élèverait au Canada à \$107 milliards par an, selon la même étude. Cette valeur n'a ajouté que les frais administratifs, les états financiers, les audits, les investigations et les négociations internes associés au gaspillage alimentaire des entreprises, les charges annexes peuvent aller au-delà de celles-ci.

Cependant, il est possible qu'une partie du gaspillage ne soit pas évitable en raison du caractère subjectif de sa définition et de son identification. En 2019, Second Harvest et le VCMCI ont mesuré le coût de la part évitable du gaspillage alimentaire à \$49,46 milliards au Canada (Nikkel et al., 2019). Ce montant est élevé d'autant plus que malgré sa situation économique respectable, ce pays exprime des difficultés à honorer financièrement certains engagements internationaux. L'aide publique au développement (APD) du Canada, destinée aux pays pauvres dont les populations sont confrontées à la faim et à la malnutrition, et qui comprend également l'aide alimentaire, s'est élevée au total à \$4 milliards en 2007 (Fillion-Lauzière, 2010). En 2016, l'aide alimentaire totale du Canada en soutien à ces pays en difficulté a été \$266 millions. Le rapport du gouvernement du Canada sur la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018 affiche quant à lui un total de \$6 milliards d'aide au développement. De ce montant, \$280 millions sont consacrés à l'aide alimentaire d'urgence et \$34 millions au titre des programmes de sécurité et d'aide alimentaire (Affaires Mondiales Canada, 2019). Ces participations canadiennes sont inférieures et éloignées des \$49,46 milliards de gâchis alimentaires évitables. Pour rappel, c'est une commission dirigée par l'ancien premier ministre canadien Lester B. Pearson qui a proposé en 1969 « que l'APD

soit portée à 0,70 % du PNB¹² des donateurs d'ici à 1975, et en tout cas avant 1980 » (CCCI, 2019; OCDE, 2010, p. 2). Les donateurs sont les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cet objectif à l'initiative du conseil œcuménique des églises en 1958 vise l'amélioration des conditions de vie et le progrès économique dans les pays en développement (OCDE, 2010). La proposition Pearson approuvée par les Nations unies en 1970 est réaffirmée en 2015 lors de l'adoption des objectifs de développement durable (ODD) pour l'horizon 2030. Cependant, les performances canadiennes sont toujours restées inférieures aux 0,47 % du revenu national brut (RNB) atteint par les premiers ministres conservateurs Brian Mulroney et Joe Clark, et suivent une baisse depuis deux décennies (CCCI, 2019). L'APD canadienne a en effet diminué malgré une croissance économique vigoureuse des années avant la pandémie de la COVID-19, en passant de 0,31 % en 2012 à 0,26 % du RNB en 2017 se limitant à 4,27 milliards USD (OCDE, 2018). Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) reconnaît en outre que 14 pays donateurs dépassent les engagements du Canada. Ces engagements internationaux sont conformes à la loi canadienne sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO ou L.C. 2008, ch. 17) (Gouvernement du Canada, 2018). Ainsi, tous les apports financiers canadiens pour honorer cette responsabilité morale demeurent insuffisants : à la fois inférieurs au coût du gaspillage alimentaire évitable et à l'objectif de 0,7 % du RNB pour l'APD convenu. Selon l'OCDE, le Canada devrait faire plus d'efforts pour accroître son APD. Dans la recherche de marge de manœuvre pour améliorer ces performances en matière d'APD, les ressources perdues dans le gaspillage alimentaire seraient certainement bienvenues.

D'autre part, le traitement des déchets issus du gaspillage est également une charge économique supportée par les collectivités. Ce sont les taxes publiques et municipales qui prennent en charge l'élimination des déchets et la pollution générée par le gaspillage.

¹² Le PNB est le Produit national brut, cet agrégat de la comptabilité nationale a été remplacé par le Revenu national brut (RNB) qui est une estimation très proche.

L'Agence de protection de l'environnement des États-Unis ou L'*U.S. Environmental Protection Agency (USEPA)* évalue à 14 % des déchets solides, les rebuts du gaspillage alimentaire qui couleraient aux municipalités \$1,3 milliard annuellement pour l'enfouissement. Ces coûts soulèvent une question évidente : qui les paie? C'est le consommateur final qui règle la facture du coût réel du gaspillage alimentaire. Cependant, la description de la prise en compte dans le calcul du prix à l'acheteur que fait le VCMi se limite au gaspillage constaté au moment de la réception de la marchandise. Il s'agit du gaspillage que le client est en mesure de demander à son fournisseur de prendre en charge, puisqu'il réceptionne des produits défectueux, invendable. Selon les auteurs, l'acheteur essaie de déduire le gaspillage dans les prix versés aux fournisseurs, mais c'est le rapport de force entre fournisseurs et acheteurs qui détermine celui qui supporte le gaspillage (Gooch et al., 2014, p. 19). Cette hypothèse rend assez confuse une opération routinière d'achat qui est pourtant généralement bien ficelée. Dans le monde des affaires, les contrats d'approvisionnement sont plus précis et clarifient d'office que le constat de marchandises défectueuses à la livraison est à la charge du fournisseur. Un tel accord suppose une vérification à la livraison. Or dans le domaine de la distribution alimentaire, il n'est pas toujours possible de faire cette vérification à cause de l'énorme quantité d'articles, de la fragilité des aliments, et de la complexité des conditionnements. Quant aux aliments transformés ou semi-transformés disposant de dates de péremption, la vérification peut se faire à tout moment pendant les inventaires en se référant aux dates de réception des aliments. Cependant, on ne peut faire cette vérification avec les pertes après livraison en magasin des produits frais des pêches dont certains arrivent vivants et inertes (les caisses de homard, de moules, d'huitres, de palourdes, etc.), et les fruits et légumes. Avec ces produits, on est obligé de s'assurer en amont que le fournisseur est digne de confiance. Malgré cette précaution, les pertes à la livraison pour ces marchandises fragiles ou périssables qu'on ne constate que pendant la vente ne peuvent qu'être amorties en même temps que les pertes causées par sa propre activité dans son enseigne.

Par ailleurs, le VCMi fait remarquer que de faibles marges et profits caractérisent le secteur alimentaire (Gooch et al., 2014, p. 16). Alors comment l'acteur responsable du

gaspillage ou dont l'activité produit le gaspillage prend-il en compte ces coûts dans le calcul des prix à ses clients pour ne pas affecter sa marge et son profit? La réponse à cette question non posée par ces auteurs est pourtant ébauchée anecdotiquement. Des experts de l'industrie canadienne nous ont dit qu'en particulier les hôtels couvrent le coût du gaspillage alimentaire et ses frais liés en facturant plus cher le service au client (Gooch et al., 2014, p. 20). Ce qui signifie que même si ce marché est concurrentiel, et qu'il impose un prix aux acteurs, ces derniers disposent encore d'une marge de manœuvre sous ce prix de marché pour calculer leur propre prix aux clients. Le gaspillage alimentaire est une contrainte prise en compte à ce stade que le VCMI n'explique pas. Au regard des conséquences qu'elle implique, cette prise en compte requiert une explicitation.

Dans les épiceries et les restaurants, le gaspillage et les pertes ne semblent pas être un frein à l'activité et au profit. C'est justement parce que leurs coûts comme ceux des vols, du travail, du transport et d'autres frais sont prédéterminés et incorporés aux prix de revient des aliments. En fait, les firmes (restaurants et épiceries) ne subissent pas totalement le gaspillage. Elles le vendent et donc le répercutent à tour de rôle sur le prochain intervenant de la chaîne alimentaire. Les firmes en général (transformateurs, distributeurs et détaillants) disposent de données sur le gaspillage alimentaire des années précédentes qui leur permettent de se donner une valeur unitaire (une valeur par produit) du gaspillage au moment de fixer le prix. Quand il n'y a pas de données des années précédentes, au démarrage de la firme par exemple, elle peut lui donner une valeur selon un critère interne. Quelle que soit la valeur du gaspillage que se donnent les firmes, si finalement, il s'avère que cette valeur a été moindre que prévue, les firmes amortissent tout le coût du gaspillage et réalisent même un bénéfice avec le gaspillage. C'est ce qui se produit lorsque les mesures internes contre le gaspillage ont fonctionné. À l'inverse, si la valeur du gaspillage produit est supérieure à celle du gaspillage prévu, les firmes n'amortissent que partiellement le coût du gaspillage et réalisent une perte relative. Dans les deux cas de figure et le pire des scénarios, l'acteur (la firme) qui en est le responsable ne supporte qu'en partie le gaspillage alimentaire. Guidées par la minimisation des coûts et la maximisation du profit, les firmes font en sorte que la part supportée par elles soit toujours la plus faible possible. Ainsi, le seul acteur qui paie à la fois

pour son propre gaspillage alimentaire et pour celui de tous les autres acteurs de la chaîne est le consommateur final quand il achète dans une épicerie ou consomme dans un restaurant. Cette rentabilisation ou marchandisation du gaspillage alimentaire par les firmes converge avec cette réflexion qui conclut l'article intitulé *Food losses in the UK* de Singer.

[...] Nous pouvons concevoir un système ou un monde où le gaspillage alimentaire serait réduit. Dans un tel monde, les magasins seraient à court d'aliments périssables tôt dans la journée, les restaurants produiraient des menus restreints, des clients quitteraient la table insatisfaits, l'industrie alimentaire aurait une offre peu variée et trouverait difficile de faire du profit. Nous gaspillons les aliments pour des raisons économiques et personnelles, et aussi parce que nous devenons plus fastueux en devenant plus riches. La réduction du gaspillage est possible et désirable, mais les efforts pour le réduire doivent tenir compte de l'homme et des facteurs économiques. En fin de compte, c'est une question de la valeur accordée à l'argent! (Derek Singer, 1979, p. 185)

Cette réflexion va certes plus loin en montrant que le gaspillage est consubstantiel au profit des entreprises et à la satisfaction des consommateurs, mais elle confirme surtout pour les firmes qu'il peut s'agir moins d'un obstacle que d'un adjuvant de leur activité. Les firmes anticipent et même commercialisent le gaspillage alimentaire.

Par conséquent, qu'elle soit une taxe gouvernementale ou municipale pour traiter les déchets ou une charge discrète incorporée aux prix des aliments en épicerie, en restauration ou en usine, le gaspillage agit comme une fiscalité pour le consommateur final. Dans le cas des taxes, c'est une fiscalité officielle normalement prélevée pour un usage d'intérêt collectif de salubrité publique. Et dans le cas de la charge discrète, c'est une fiscalité non officielle prélevée irrégulièrement par les firmes (l'industrie de transformation, les épiceries et les restaurants) sur leur propre gaspillage au bénéfice de leurs propriétaires ou actionnaires. Le consommateur final étant la catégorie qui héberge toutes les composantes de la société, y compris les plus vulnérables, ces problèmes économiques renvoient également à des enjeux de justice sociale.

Sur le plan social, c'est un problème que la société moderne jette autant de nourriture alors qu'elle est confrontée à diverses échelles de pauvreté exprimées par l'insécurité alimentaire et la faim. L'insécurité alimentaire désigne une situation dans laquelle les ménages d'un pays éprouvent des difficultés à pourvoir aux besoins alimentaires de tous leurs membres durant l'année (Tarasuk, Mitchell, & Dachner, 2016). Ce « stress alimentaire » n'épargne aucun pays et concerne autant les pays développés, les pays en développement que les pays pauvres. Aux États-Unis en 2010, 16 % de la population soit environ 49 millions de personnes vivaient dans l'insécurité alimentaire sur une population totale de 304 millions (Coleman-Jensen, Nord, Andrews, & Carlson, 2011). Au Canada, c'est environ 3 millions de personnes sur une population totale de 39 millions, soit 9 % des ménages canadiens selon un sondage mené en 2004 (Health Canada, 2007). Une étude récente, menée par le *Food Insecurity Policy Research (PROOF)*, avec le soutien des Instituts de recherche en santé du Canada (CIHR/IRSC), estime que l'insécurité alimentaire concerne 12 % des ménages au Canada en 2014, soit 1,3 million de ménages ou 3,2 millions de personnes (Tarasuk et al., 2016). À l'échelle de la planète, selon la FAO, 820 millions de personnes sont confrontées à ce phénomène (Sciences et Avenir & AFP, 2019). Ces différents chiffres montrent l'importance des défis nutritionnels à travers le monde alors qu'il est paradoxalement confronté à un gaspillage de nourriture de grande ampleur. Par ailleurs, cette situation du monde ne s'améliore pas avec les projections de croissance démographique de la population mondiale. Les besoins alimentaires augmentent proportionnellement à l'augmentation de la population. Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) en référant à un rapport du World Resources Institute (WRI) publié le 17 juillet 2019 indique qu'il faudra produire 56 % d'aliments supplémentaires pour nourrir une population mondiale qui s'élèvera environ à 10 milliards en 2050. La FAO situe ce besoin à 70 % de production alimentaire additionnelle (Redlingshöfer & Annie, 2011). L'insécurité alimentaire et la faim s'avèrent être des problèmes qu'aggrave celui du gaspillage alimentaire. Ces deux facteurs contribuent ainsi à détériorer les conditions de vie des populations les plus économiquement et socialement vulnérables. C'est la raison de l'inscription de la réduction de l'insécurité alimentaire et la faim dans l'ambitieux objectif 2

des ODD fixés par les Nations unies : « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable » (ONU, 2015). Les aliments gaspillés sont une occasion manquée d'assurer l'équité dans la répartition des ressources nutritives et pour réduire la pauvreté humaine. Il y a donc un enjeu de justice sociale et de justice distributive à lutter contre le gaspillage alimentaire.

Sur le plan environnemental, la production des aliments utilise des ressources naturelles dont l'eau, les terres arables, des semences, des cultures d'élevage, des animaux sauvages pour la chasse, les ressources halieutiques pour la pêche. Elle consomme aussi des ressources transformées comme l'énergie, la force de travail, les équipements, les insecticides et les fertilisants issus d'autres éléments naturels : le pétrole, le gaz, les métaux et d'autres minéraux. Plusieurs de ces ressources issues de la nature ne sont pas renouvelables, leur gaspillage fait courir le risque d'un épuisement irréversible. L'*US National Institute of Health* estime que le gaspillage alimentaire consomme le quart de l'eau utilisée aux États-Unis et 300 millions de barils de pétrole par an (Hall, Guo, Dore, & Chow, 2009).

Le traitement des déchets que constituent les aliments non consommés a aussi un impact sur l'environnement. Le recyclage par transformation en biogaz (méthane), en engrais, ou la destruction par enfouissement ou l'incinération constituent les diverses manières de disposer des déchets alimentaires dans les pays industrialisés. Ce sont pourtant de nouvelles activités qui consomment encore des ressources énergétiques et nutritives, mais surtout polluent l'environnement en produisant d'autres déchets, en émettant des gaz toxiques et des gaz à effet de serre. Selon l'USEPA ou EPA, moins de 3 % de la nourriture gaspillée aux États-Unis est l'objet de récupération et de recyclage en 2009, le reste part en enfouissement ou en incinération (2019). Ces activités d'élimination produisent du méthane et du dioxyde de carbone qui ont une forte implication dans le changement climatique (Buzby & Hyman, 2012, p. 2). Cette pollution impacte également la santé humaine par la contamination des nappes phréatiques causée par la décomposition des matières enfouies et l'émission de particules toxiques (le CO₂ et le méthane). Le méthane produirait d'ailleurs

21 fois plus d'effet de serre que le dioxyde de carbone (Adhikari, Barrington, & Martinez, 2006). Selon le Groupe intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC), ce chiffre s'élèverait plutôt à 25 fois (Parry, Canziani, Palutikof, Van der Linden, & Hanson, 2007). Avec ses émissions causées par la gestion de déchets qui s'ajoutent à celles de la production, le secteur de l'alimentation est essentiel dans la lutte pour la préservation de l'environnement. Quant au dioxyde de carbone, les possibilités de réduction sont elles aussi significatives, puisque les déchets alimentaires causeraient ainsi la moitié des émissions de CO₂ dues au gaspillage (Papargyropoulou, Rodrigo, Julia, Nigel, & Zaini bin, 2014; Thyberg & David, 2016). Plusieurs acteurs tentent de réduire cette « empreinte environnementale », mais cela demeure des défis, et les actions pour enrayer des émissions polluantes génèrent souvent elles-mêmes de la pollution, donc un coût environnemental et économique. Par conséquent, cette curieuse attitude qui finalement consiste à se donner du mal pour transformer des ressources précieuses et irremplaçables en déchets nuisibles affecte et menace le bonheur, les vies présentes et futures. L'être humain cause ainsi du tort à lui-même et à la nature en gaspillant les aliments. Ce double tort soulève un enjeu éthique. Désormais, agir de façon curative pour réparer les torts matériels, physiques et psychologiques causés par les bouleversements climatiques est en train de devenir un problème de société avec des moyens toujours inégalement répartis. C'est une question de justice qui nécessite également que se fasse la difficile identification des responsables *ex post facto*, après coup, alors que le lien entre les causes et les conséquences est diffus et complexe à établir. En effet, la multiplication des inondations et des ouragans, la fonte des glaciers, la montée des mers et des océans, la sécheresse ont pour causes le double impact de la pollution des déchets et de l'érosion des ressources naturelles dues à l'activité humaine. Mais isoler objectivement les auteurs humains de telles catastrophes, en remontant le temps et la chaîne de myriades d'activités ainsi que leurs impacts différés sur la nature, relève encore d'un véritable défi scientifique. Le recours *ex ante* à l'éthique, avant que ne surviennent les dommages, pourrait s'avérer utile dans un but préventif. Outre l'établissement des responsabilités, le problème de réparation soulève un enjeu social au regard des victimes humaines affectées diversement par les

problèmes environnementaux parmi lesquels figurent les plus vulnérables et les pauvres du monde.

Les problèmes économiques du gaspillage alimentaire entraînent des conséquences sociales et environnementales. Ils amplifient les disparités sociales et la dégradation de l'environnement, et soulèvent de ce fait des enjeux éthiques. Ainsi, la double vulnérabilité de l'être humain et de la nature apparaît à la lumière de la compréhension du gaspillage alimentaire, et soulève des enjeux d'éthique environnementale, de justice sociale et de justice globale qui appellent des éthiques de la responsabilité et du *care*¹³. Les comportements d'excès, de tri et de négligence dans la consommation des aliments compromettent l'existence humaine. Cependant, l'analyse des moyens éthiques à travers les éthiques environnementales et l'éthique de responsabilité paraît suffisante pour couvrir les enjeux de l'éthique du *care* ou de la sollicitude. Par conséquent, l'identification de moyens moralement et économiquement efficaces capables d'agir de façon curative et prospective pour susciter l'action collective et individuelle nécessaire contre le gaspillage alimentaire peut se limiter à ces deux premières approches éthiques.

CONCLUSION

Dans la panoplie de définitions du gaspillage, nous choisissons de limiter l'analyse au gaspillage imputable aux comportements volontaires d'excès de production, de consommation, et de tri exagéré des aliments. Cette étape de l'analyse montre aussi que le gaspillage alimentaire rencontre des problèmes d'évaluation du fait à la fois de sa difficulté à se laisser définir et à cause de l'insuffisance de moyens pour le renseigner dans certaines régions du monde. Même si son observation et sa préoccupation connaissent un vif intérêt

¹³ Ces théories éthiques sont expliquées au chapitre 3 consacré à l'examen des moyens éthiques.

depuis les années 1970, le gaspillage alimentaire est documenté aux États-Unis depuis le XIX^e siècle. L'augmentation de l'intérêt voué à la question du gâchis alimentaire a concouru à l'éveil d'une conscience internationale manifestée, sur le plan institutionnel, dans le programme des ODD qui est à divers stades d'application dans de nombreux pays.

En outre, les enjeux économiques, sociaux et environnementaux soulevés méritent que dans chaque région du monde, cette problématique soit instruite et comprise aussi bien dans ses particularités que dans ses généralités. Le gaspillage alimentaire exacerbe les problèmes économiques, sociaux, et environnementaux. Les enjeux soulevés sont par conséquent éthiques puisque la vie humaine et celle de la nature sont affectées. Les enjeux ne sont pas exclusifs ou cloisonnés. Les problèmes sanitaires et de lutte de classes, autour des ressources naturelles qui s'amenuisent ainsi que les inégalités qui se créent, lient les enjeux environnementaux et sociaux. Par ailleurs, ces problèmes relatifs aux conditions de vie ne sont assurément pas dénués d'intérêts économiques à leur tour. L'ordre des enjeux est sans intérêt, il ne change pas les conséquences issues des interactions « nature-culture ».

Ce chapitre est essentiellement basé sur l'analyse du gaspillage alimentaire lui-même, tel qu'abordé par les diverses études empiriques. Le prochain chapitre expose d'abord les causes identifiées par ce constat empirique, avant d'analyser indirectement le gaspillage dans ses liens avec le capitalisme et ses concepts de marché, de croissance, de consumérisme, de marketing et de publicité. Il portera également un regard philosophique sur l'avènement de la société capitaliste et le bouleversement qu'il a entraîné dans la hiérarchie des activités humaines.

CHAPITRE 2

RESPONSABILITÉ DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

INTRODUCTION

Le premier chapitre a décrit le problème du gaspillage alimentaire en restant le plus près possible des études effectuées. L'objectif était d'exposer le gaspillage alimentaire tel qu'il est généralement compris et d'en dégager les enjeux qu'il soulève. Les prochains chapitres se détachent davantage de cette compréhension actuelle du gaspillage alimentaire. En particulier, celui-ci examine le gaspillage alimentaire comme une conséquence logique et immorale de l'idéal capitaliste de la société moderne, et comme une singularité du problème gaspillage général des ressources. Dans le contexte d'un monde en proie à une crise environnementale, à la pauvreté et à la famine, le gaspillage d'aliments est embarrassant pour un capitalisme dont les leitmotifs demeurent la croissance et la consommation de masse.

Cependant, toutes les formes du gaspillage alimentaire ne peuvent dériver de l'idéologie capitaliste. L'impossibilité d'avoir un consensus sur ce qui est comestible et ce qui ne l'est pas, ou celle d'avoir les mêmes techniques ou les mêmes compétences culinaires pour tous démontre qu'une forme du gaspillage alimentaire échappe aux responsabilités du capitalisme. Par conséquent, le gaspillage à examiner demeure celui des comportements d'excès de production et d'achat, du tri indu, et de la dévalorisation des aliments à travers le modèle libéral de l'économie de marché. Le marché de l'alimentation est lui-même un concept vassal de celui du marché ou de l'économie de marché. Ce gaspillage qu'entraînent les choix de comportement individuels des consommateurs, des producteurs et les stratégies des firmes du secteur de l'alimentation émane de la volonté humaine exprimée en actes individuels, collectifs et politiques. Cette volonté ne se limite pas à celle observée dans

l'univers restreint des acteurs opérants dans l'industrie et le commerce des aliments. Elle a nécessairement sa source dans l'idéologie en arrière-plan de ces constats empiriques.

L'objectif dans ce chapitre est alors de mettre en évidence les causes à l'origine des causes visibles dans la chaîne alimentaire directement relevées par les études. Ces causes profondes sont relatives à la conception, au fonctionnement du capitalisme, mais aussi aux transformations historiques majeures desquelles cette société de marché émergea. Ainsi, ce chapitre met précisément en lumière les liens de causalité indirects, mais prégnants entre les mécanismes ou les principes de l'économie de marché et le gaspillage alimentaire. Cette mise en évidence requiert également un exposé sommaire des causes décrites dans les études actuelles à travers celles rapportées par la Table québécoise sur la saine alimentation (TQSA). C'est un aperçu factuel des causes duquel se démarque la suite du chapitre consacré aux responsabilités de la société capitaliste. Cette suite est consacrée à la description de la culture d'abondance, de l'origine de la croissance, du rôle du marketing et de la publicité, et à la compréhension arendtienne du basculement dans le capitalisme.

2.1 LES CAUSES DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE SELON LA TABLE QUÉBÉCOISE SUR LA SAINE ALIMENTATION

Les causes listées par le gouvernement du Québec sont, à l'instar de la plupart des études actuelles, celles issues des comportements des acteurs de la chaîne alimentaire. Elles ne spéculent pas sur l'origine des comportements. Les données canadiennes servent de source diagnostique pour le Québec qui ne dispose pas d'étude statistique indépendante. L'attention portée au gaspillage alimentaire dans la province, sur les plans institutionnel et politique, de même que dans la recherche scientifique, est postérieure aux initiatives fédérales. Les causes identifiées au Québec sont cependant similaires à celles des populations aux conditions de vie équivalentes dans le reste du Canada, aux États-Unis et en Europe.

La principale étude sur le gaspillage alimentaire au Québec est l'œuvre d'une collaboration interministérielle et de groupements associatifs. Le groupe de travail sur la

réduction du gaspillage alimentaire¹⁴ de la *Table québécoise sur la saine alimentation* (TQSA) est composé d'organismes publics et d'associations privées actives pour cette cause. Commandée par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2015, cette étude a pour objectif d'identifier « les principales causes et interventions de prévention du gaspillage alimentaire au Québec, tant auprès des consommateurs qu'auprès des autres acteurs du système alimentaire » (2019, p. 4). Elle s'intitule *Gaspillage alimentaire : survol des causes et des interventions en cours en matière de prévention au Québec*. C'est une enquête semi-empirique auprès des acteurs.

Un premier volet de cette étude situe les responsabilités à partir de statistiques nationales révisées par Gooch et Abdel (2014) pour le VCMI. Les causes sont nombreuses, et peuvent varier selon l'acteur de la chaîne alimentaire. Elles ont néanmoins été regroupées en deux principales catégories. (1) Les causes relevant des consommateurs. Elles s'adressent à toutes les composantes sociales ou à toute la structure de la population parce qu'elles impliquent toute personne pouvant consommer des aliments. (2) Les causes imputables aux acteurs du système alimentaire constitué par les producteurs, les transformateurs, les restaurateurs, les hôteliers, les distributeurs et les détaillants. Cette seconde étape de causes cible la responsabilité du reste des acteurs du système alimentaire à l'exclusion des consommateurs déjà pris en compte. L'énumération des causes permet d'avoir un aperçu résumé du diagnostic du gaspillage obtenu avec l'analyse des données empiriques recueillies dans la chaîne alimentaire.

¹⁴Les membres de ce groupe de travail sont les suivants : Les Banques alimentaires du Québec, Extenso, l'Institut national de santé publique du Québec, La Table des Chefs, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Recyc-Québec et Québec en Forme.

Tableau 2: Causes associées aux consommateurs

CAUSES	DESCRIPTION
VALEURS, ATTITUDES ET PERCEPTIONS	<ul style="list-style-type: none"> - Faible valeur accordée aux aliments - Perte de la valeur intrinsèque des aliments (grande distance entre la production et la consommation) - Banalisation du gaspillage alimentaire - Perception erronée de la quantité d'aliments gaspillés (en sous-estimant cette quantité, les consommateurs sont peu enclins à améliorer leurs pratiques) - Perception erronée des moyens pour lutter contre le gaspillage alimentaire (ex. : le compostage est perçu comme un moyen malencontreux de lutter contre le gaspillage alimentaire) - Mauvaise perception de l'offre d'aliments déclassés, imparfaits ou invendus
NORMES SOCIALES	<ul style="list-style-type: none"> - Valorisation de l'abondance [« en avoir plus pour son argent »], surconsommation (aliments de grands formats moins chers que ceux de petits formats), demande pour des choix multiples de plats dans les restaurants - Valorisation des « aliments parfaits » en matière de fraîcheur et de qualité - Norme sociale selon laquelle il vaut mieux en avoir plus (préparation d'aliments en trop grande quantité par rapport aux besoins, demande pour de grosses portions dans les restaurants)

	<ul style="list-style-type: none"> - Norme sociale plus ou moins favorable à la consommation de restants ou de certaines parties comestibles des aliments, peur du jugement social et des perceptions négatives (ex. : rapporter les restants du restaurant)
<p>CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance des aliments, de leur provenance et des ressources qu'ils requièrent - Manque de connaissances et de compétences culinaires (habiletés et créativité), capacité à cuisiner des aliments ramollis (ex. : fruits et légumes) - Manque de connaissances et de compétences en gestion des stocks (réfrigérateur, garde-manger, etc.), manque d'organisation (aliments ou restants oubliés) - Manque de connaissances et de compétences en matière d'innocuité et de salubrité des aliments : dates de péremption et risques associés, durée de conservation des aliments (ex. : aliments ramollis jetés), craintes d'intoxication alimentaire - Manque de connaissances sur les bonnes pratiques pour la conservation des aliments
<p>ORGANISATION ET MODE DE VIE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de temps pour les activités alimentaires (planification, achat, gestion des stocks, préparation et moment des repas), mode de vie très rapide (réorganisation des familles : parents travaillant à temps plein, activités parascolaires des enfants, etc.) - Mauvaise planification des achats (achat d'aliments excédentaires, achats influencés par les rabais offerts en

	<p>magasin, etc.), fréquence d'achat peu élevée (achats en grandes quantités)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise planification des repas, facilité d'accès aux aliments, attrait pour la commodité, envie du moment
--	---

Source : Gaspillage alimentaire : survol des causes et des interventions en cours en matière de prévention au Québec, 2019, TQSA.

Tableau 3: Causes du gaspillage alimentaire associées aux acteurs du système alimentaire

CAUSES	DESCRIPTION
PRODUCTEURS, TRANSFORMATEURS ET TRANSPORTEURS	
OFFRES ET DEMANDES DU MARCHÉ	<ul style="list-style-type: none"> - Standards de production élevés visant à répondre aux exigences des consommateurs en matière de qualité (quantité, variété et apparence)
RESSOURCES ET PROCÉDÉS	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de ressources pour les récoltes (coût élevé de la main-d'œuvre, manque de main-d'œuvre, etc.), aliments imparfaits laissés dans les champs - Utilisation de procédés non optimaux, impliquant la perte de parties comestibles d'aliments (ex. : lors du rationnement, de l'épluchage, etc.), problèmes d'emballage, de transport, d'entreposage et de livraison - Machineries et équipements défectueux ou mal entretenus, erreur humaine - Contamination, dommages subis par les aliments, qualité inconstante

**DISTRIBUTEURS, DÉTAILLANTS ET RESTAURATEURS ET
HÔTELIERS**

OFFRES ET DEMANDES DU MARCHÉ	<ul style="list-style-type: none"> - Grande diversification de l'offre alimentaire qui génère un surplus pour cette même offre - Fluctuation de la demande, saisonnalité des ventes d'aliments, ce qui amène plus de gaspillage, car le consommateur a la possibilité d'en acheter comme il veut - Stratégies de marketing liées à la norme sociale de l'abondance (abondance d'un même produit prisé, choix multiples de produits, produits moins populaires peu valorisés), quantités offertes ou servies dépassant les besoins des consommateurs (choix souvent trop nombreux, portions trop grosses, formats incitant l'achat en gros) - Exigences élevées des consommateurs (fraîcheur et perfection, emballage, etc.), critères de merchandising sévères (refus de cargaison, fruits et légumes laissés dans les champs, etc.), manque d'accessibilité pour les denrées imparfaites et moins fraîches, normes de « fraîcheur » et de « perfection » sévères (produits retirés des tablettes lorsque la date de péremption approche, aliments ramollis jetés, contenants de nourriture toujours pleins ou presque dans les buffets ou remplacés rapidement, etc.) - Choix multiples de plats dans les restaurants, composition des plats, portions servies trop grosses
RESSOURCES ET PROCÉDÉS	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaises techniques ou problèmes de gestion des stocks, de manipulation, de conservation, de production, de planification (mauvaises estimations, prévisions inexactes)

	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de connaissances en matière d'hygiène et de salubrité, roulement important des employés - Risque de contamination croisée, dégradation rapide des aliments à l'air libre dans les buffets
ATTITUDES, PERCEPTIONS ET CONNAISSANCES	<ul style="list-style-type: none"> - Perception négative de l'offre d'aliments déclassés, imparfaits ou invendus (en raison notamment de la baisse de profits liée à la diminution des ventes des produits normaux, de l'augmentation de la demande pour les aliments imparfaits et moins chers), gestion des aliments invendus exigeante et peu rentable - Crainte d'intoxication alimentaire, crainte d'atteinte à l'image de marque (aliments ramollis jetés même s'ils sont propres à la consommation)
ENSEMBLE DES ACTEURS	
ATTITUDES, PERCEPTIONS ET CONNAISSANCES	<ul style="list-style-type: none"> - Attitude et croyances en matière de gaspillage, minimisation du problème et de l'implication de chacun, méconnaissance des options plus durables - Manque de connaissances sur les besoins des acteurs des autres secteurs - Pas ou peu d'incitatifs au changement

Source : Gaspillage alimentaire : survol des causes et des interventions en cours en matière de prévention au Québec, 2019, TQSA.

Les tableaux 2 et 3 recensent les causes du gaspillage alimentaire aux stades des activités de production, stockage, de transport, de transformation, de commercialisation et de consommation. Ils relèvent ainsi le dysfonctionnement opérationnel du système de

l'alimentation. Cependant, les perceptions, les attitudes, les procédés, les normes, et la réalité décrite ne sont que la partie visible du problème. Une autre partie peut être attribuée à des conceptions théoriques et des mutations historiques de la société sur lesquelles cette réalité n'insiste pas. Ces théories et ces mutations ne sont pas des causes exclusives et directes du gaspillage alimentaire. D'autres problèmes sociétaux relèvent également de ces pensées et transformations historiques. En plus, ce volet théorique des responsabilités n'est pas mesurable. Il ne peut être expliqué et compris que de façon spéculative. C'est pourtant la cause des causes empiriquement observées. La connaissance de ces deux catégories de causes (empiriques et théoriques) devrait renforcer la compréhension du problème et contribuer à la recherche de solutions efficaces et durables. Ainsi, l'excès de production et de consommation, l'abondance occasionnent le tri et la perte de valeur des aliments. Ils caractérisent aussi le capitalisme et sa culture de l'abondance dominée par le marché. La connaissance de cette culture de l'abondance ou du marché et de son histoire devrait expliquer également l'origine des comportements ou des causes du gaspillage alimentaire décrite aux tableaux 2 et 3.

2.2 LA CULTURE DE L'ABONDANCE

L'ensemble des disciplines au service du marché forme avec lui un système de comportement, une culture particulière observable dans le monde capitaliste depuis son avènement au XIX^e siècle. Il ne s'agit pas d'une mode éphémère, mais d'un ensemble cohérent de théories, d'actions et d'activités solidement ancrées dans les habitudes et les attitudes. Cet ancrage résiste si bien que contrairement aux prévisions de Marx d'après lesquelles le capitalisme allait nécessairement s'effondrer, le capitalisme a pu survivre à plusieurs crises au cours du XX^e siècle et poursuit son expansion aujourd'hui malgré les reproches. Ce constat reflète sans doute ce point de vue de l'économiste américain Joseph Schumpeter (1931, p. 385) :

[...] le système capitaliste ne s'écroulera jamais de lui-même. Au contraire, il gagne en stabilité économique. Mais le capitalisme produit des changements psychologiques, moraux et politiques, changements d'habitudes et d'attitudes, qui ont pour effet de tendre vers le socialisme. (cité par : Potier, 2015, p. 1011)

Schumpeter voit une certaine dialectique au sein du capitalisme que l'on retrouve dans ses réflexions au sujet du socialisme. Le système capitaliste se renforce économiquement en créant de la richesse. Par ses prétentions morales et politiques d'assurer la liberté, le bien-être et la richesse de l'individu, le capitalisme transforme les comportements individuels et collectifs au sein de la société. L'auteur distingue en effet le système capitaliste de l'ordre capitaliste. Selon lui, le « système capitaliste » est le modèle économique axé sur la propriété privée, la production marchande et surtout sur le crédit bancaire aux entrepreneurs innovateurs. L'« ordre capitaliste » représente les institutions économiques, politiques et sociales. Il est constitué de valeurs, de croyances, de pratiques, qui composent la société capitaliste et favorisent l'expression du « système capitaliste » (Potier, 2015). Toutefois, Schumpeter demeure préoccupé par les types d'individus et de dynamiques sociales, d'idéologies morales et politiques que faisait réagir le système capitaliste. Si l'ordre capitaliste est l'environnement idéal pour que prospère un système capitaliste, ce dernier génère quant à lui des réactions hostiles à l'ordre capitaliste et au profit d'un ordre socialiste ou d'un ordre contestataire. Par exemple, les changements comportementaux impulsés par le système capitaliste peuvent causer du gaspillage. Chercher à résoudre un tel problème amène à remettre en cause le capitalisme. Les parties suivantes recourent à des arguments similaires pour dire que le système capitaliste est implicitement responsable du gaspillage alimentaire. Les auteurs invoqués ne sont pas socialistes, ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. Ce sont des critiques du capitalisme, dont les dénonciations illustrent par conséquent l'ordre hostile ou rival¹⁵ au capitalisme dont parle Schumpeter.

¹⁵À l'époque de Schumpeter, le concurrent du capitalisme est le socialisme. Les réactions hostiles ou critiques que suscite le système capitaliste (l'enrichissement de l'entrepreneur) poussent la société vers le socialisme. Les changements dont il parle sont à ses yeux des pensées ou théories pro-socialisme.

2.2.1 Le marché, une conception aveugle au gaspillage

La *Stanford Encyclopedia of Philosophy* (Herzog, 2017) et le *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale* (Savidan, 2018) définissent, de façon générale, le marché comme étant un « ensemble d'institutions » dans lequel des individus ou des collectivités (les groupes sociaux, les entreprises, les États...) échangent des biens et des services. Ces individus et collectivités sont représentés par deux catégories au sein du marché : les offreurs dont la somme des quantités de produits et des services qu'ils vendent sur le marché constitue l'offre, et les demandeurs qui achètent des produits et des services qui constituent la demande. La rencontre de ces deux catégories d'acteurs permet de déterminer le prix des biens et des services. Le prix est évalué dans les termes d'une monnaie. Le comportement des acteurs est guidé par les préférences ou les intérêts particuliers. Il s'agit du profit pour les offreurs et de la satisfaction des besoins pour les demandeurs. Le marché est ainsi un système articulé de l'offre, de la demande et du prix. C'est du moins ainsi que les économistes néoclassiques ont conçu le marché. Les néoclassiques sont classés entre l'école de Lausanne créée par le Français Léon Walras dont l'Italien Vilfredo Pareto est un membre célèbre, l'école de Vienne de l'Autrichien Carl Menger et l'école de Cambridge du Britannique William Stanley Jevons (Montoussé, 1999). Pour ces auteurs, les choix des acteurs du marché sont purement guidés par le calcul de leurs intérêts que sont la maximisation du profit pour les offreurs (producteurs et vendeurs) et la maximisation de la satisfaction pour les demandeurs (consommateurs). Le calcul de ces intérêts motive les transactions et régule le marché. Les critères essentiels de ce marché sont :

- le nombre important des acteurs (l'atomicité) qui crée l'impossibilité pour chaque acteur d'influencer le prix (les acteurs sont des « price taker »);
- les biens échangés sont identiques ou parfaitement substituables (homogénéité) pour donner le choix au consommateur de changer de fournisseur si le prix ne lui convient pas;

- les acteurs sont libres d'entrer et de sortir du marché pour faire varier librement le nombre d'acheteurs et de fournisseurs en fonction du prix (la mobilité parfaite des acteurs). (Krugman & Robin, 2009)

Certains marchés, comme celui du blé (et la plupart des produits agricoles), de l'essence, du logement, des services et des produits financiers, remplissent l'essentiel de ces critères (Hal, 2014; Krugman & Robin, 2009; Pindyck & Daniel, 2012). Considéré dans son ensemble, le marché des aliments est assez proche de ce modèle.

Selon les néoclassiques, lorsque l'information circule parfaitement entre les acteurs, le marché est purement autonome et se régule tout seul suivant les ajustements que font les offreurs et les demandeurs en fonction du prix, des préférences, et des conditions de production. Mais le prix demeure le facteur le plus important des décisions de production (offre) et de consommation (demande) pour les néoclassiques (Krugman & Robin, 2009). La régulation suit une loi « parfaite » appelée : loi de l'offre et de la demande. Celle-ci énonce que lorsque le prix d'un bien augmente, sa demande ou sa consommation diminue (Krugman & Robin, 2009). D'autre part, l'augmentation du prix incite les entreprises à augmenter l'offre ou la production parce qu'il y a une occasion de faire plus de profit. Les économistes affirment que l'offre est proportionnelle au prix alors que la demande lui est inversement proportionnelle (Hal, 2014; Krugman & Robin, 2009; Pindyck & Daniel, 2012). Cette description du marché et de son mécanisme est la conception libérale de l'économie, sur laquelle se fonde le capitalisme ou la théorie économique dominante encore aujourd'hui. Dans ce mécanisme, où les offreurs produisent exactement ce que veulent les demandeurs, il ne peut pas y avoir de gaspillage dû à une surproduction ni de pénurie, puisque le prix chutera ou augmentera pour résorber l'excès ou le déficit. Cependant, le marché alimentaire dont les caractéristiques sont proches de ce marché néoclassique démontre le contraire avec la présence embarrassante du gaspillage alimentaire. Le problème du gaspillage constitue peut-être un « angle mort » du marché.

En effet, le marché néoclassique perçoit le gaspillage comme un excès d'offre¹⁶ (Krugman & Robin, 2009); ce n'est pas du gaspillage à ce stade, même s'il peut le devenir. L'excès d'offre est en revanche la cause d'une partie du gaspillage, car c'est le stock de produit ne pouvant pas trouver d'acheteur parce que le prix est trop élevé¹⁷. La théorie économique considère cet excès déjà comme un gaspillage. Pourtant, ce n'est qu'une perte financière occasionnée par la rigidité du prix. Le gaspillage est plutôt la conséquence de l'excès sur l'utilisation réelle ou la destination effective des biens, s'ils finissent en déchet ou détournés de l'usage initialement prévu. Ainsi, il ne s'agit pas encore de déchets alimentaires, de résidus alimentaires, d'aliments périmés ou indésirés à jeter, à détruire, ou destinés à un usage non alimentaire. Les produits ayant été vendus ou achetés peuvent encore être l'objet de gaspillage selon le mode d'usage dans lequel ils seront détruits. Ce dernier gaspillage relève de la responsabilité des comportements individuels des ménages et de toute la population. En plus, le gaspillage que l'inadaptation de l'offre à la demande peut causer plus tard n'explique qu'une partie du gaspillage réel. Ces comportements à l'origine du

¹⁶La demande désigne un ensemble de produits acquis ou à acquérir sur le marché. Ces produits peuvent être détruits de différentes manières dans leur usage : ingestion humaine (nutrition), servir pour l'alimentation animale ou de matière intermédiaire dans la production d'autres biens non alimentaires, ou simplement être jetés, enfouis ou incinérés. La consommation est l'usage que les individus font d'un bien qui se solde par une destruction immédiate ou lente selon que le bien est durable ou non (Hal, 2014; Krugman & Robin, 2009; Pindyck & Daniel, 2012). Les biens alimentaires ne sont pas durables. Cependant, la théorie économique ne s'intéresse pas à ces modalités de destruction, c'est pourquoi la consommation est égale à la demande. Sur le marché, la consommation est aussi la demande que constitue l'ensemble des produits ou des aliments achetés ou prévus être achetés. Que leur consommation soit immédiate ou différée, les aliments sont détruits assez vite à cause de leur caractère périssable. Par ailleurs, la demande du consommateur ou le panier demandé par le consommateur est la quantité optimale de biens obtenus à un prix et un revenu donnés. La somme des demandes individuelles est égale à la demande du marché. Ce qui signifie que la demande est la contrepartie de l'offre ayant trouvée des acheteurs. « Le panier de consommation d'un individu est l'ensemble de tous les biens et services consommés par cet individu. » (Krugman & Robin, 2009, p. 442) La consommation est indifférente des modalités d'utilisation du bien par le consommateur. Tout usage du bien est une consommation du point de vue du marché, y compris le gaspillage. Alors sur le plan quantitatif la demande est égale à la consommation. Cette conception de la consommation ne dit pas comment a été utilisé le bien, elle n'indique que la transaction l'acte d'achat. Quant à l'offre ou la production, c'est l'ensemble des produits ou aliments mis sur le marché par les firmes.

¹⁷Lorsqu'une perturbation (une fixation du prix par l'État) empêche artificiellement le prix de baisser (prix plancher), le niveau élevé du prix désincite les acheteurs alors qu'il stimule les offreurs à vendre ou produire plus. Ce qui entraîne un excès d'offre, des invendus. (Hal, 2014; Krugman & Robin, 2009; Pindyck & Daniel, 2012)

gaspillage sont certes issus de la banalisation des produits par l'excès d'offre, mais aussi des facteurs¹⁸ autres que la quantité offerte du marché. La part du gaspillage due à ces facteurs, également issus de l'ordre capitaliste, échappe au mécanisme du marché néoclassique, et constitue de ce fait peut-être un « angle mort » de la conception du marché par cette théorie économique. La manière dont se déroule l'acte de consommation a donc un impact sur le gaspillage alimentaire dans sa dimension transactionnelle (excès d'offre) comme dans celle de destination des aliments (gâchis alimentaire). Ces deux aspects du gaspillage sont présents dans la société de consommation de masse sous l'emprise du consumérisme et de la croissance.

2.2.2 Le rôle du consumérisme ou la consommation de masse

Le philosophe français Gilles Lipovetsky a produit une description de l'évolution du phénomène de consumérisme depuis le XIX^e siècle après l'avènement du capitalisme. Cette description permet de comprendre comment le marché étend sa volonté dans le corps social et façonne la société. Son article « La société d'hyperconsommation » (2003) renseigne sur les comportements particuliers que véhicule la société de consommation, sur leur progression, ainsi que sur les instruments qui les stimulent. Certains éléments permettent de comprendre comment le consumérisme rime avec gaspillage, notamment ce commentaire exprimant déjà une perte de contrôle sur la consommation.

Le constat est banal : au fur et à mesure que nos sociétés s'enrichissent, surgissent sans cesse de nouvelles envies de consommer. Plus on consomme, plus on veut consommer : l'époque de l'abondance est inséparable d'un élargissement indéfini de la sphère des satisfactions désirées et d'une incapacité à résorber les appétits de consommation, toute saturation d'un besoin s'accompagnant aussitôt de nouvelles demandes. (Lipovetsky, 2003, p. 77)

¹⁸Ces facteurs non quantitatifs sont relatifs à la culture du marché, à son discours, à ses mécanismes de défense et de promotion. Ce sont des parties intégrantes du système capitaliste pouvant causer aussi le gaspillage, à lire dans la suite du chapitre.

La course effrénée à la consommation pousse les individus à se procurer, à acheter de grandes quantités de biens et services, dans des proportions continuellement croissantes, qu'amplifient des désirs sans fin. Ce phénomène caractérise le consumérisme promu par le marché et le capitalisme. Il exprime la voracité, le besoin, l'envie, et l'appétit, jamais satisfaits, toujours renouvelés ou l'insatiabilité des individus dans l'acquisition de biens de toute nature. La consommation ne semble plus uniquement déterminée par le besoin, mais aussi par des désirs éclectiques et volatils.

Le consumérisme concerne également la consommation des aliments. La propension à accumuler des biens périssables et fragiles que sont les aliments, et la volatilité du désir ou les préférences humaines créent un écart entre la quantité d'aliments qu'on se procure et celle qu'on parvient à consommer effectivement. Cet écart correspond au gaspillage alimentaire imputable à l'« agir excessif » que sont les achats exagérés, incontrôlés ou excédentaires. Lipovetsky en fait une analyse en trois temps pouvant être regroupés en deux mouvements. Cette analyse montre que la consommation a muté d'une tendance focalisée sur l'accessibilité de l'individu à des objets pour s'attribuer un statut et des signifiants sociaux, vers la tendance actuelle de service à l'individu pour l'individu.

Le premier mouvement, celui de la société de consommation ou de consommation de masse, est essentiellement axé sur la recherche du bien-être matériel ou l'accès facile, généralisé aux biens de consommation. Ce mouvement a permis la démocratisation du désir et de la consommation, mais s'identifie aussi à une nouvelle façon de distinguer et d'évaluer les objets par les marques. Il comprend deux phases d'évolution selon le stade de sa réalisation. Débutée en 1880, la première phase est marquée par le début d'une vulgarisation des biens et des désirs avec la création des marques et des grandes enseignes de produits destinés au plus grand nombre de personnes, pas exclusivement aux riches. Pour Lipovetsky, « [e] n brisant l'ancienne relation marchande dominée par le commerçant, la phase I a transmué le client traditionnel en consommateur moderne, en consommateur de marques à éduquer et à séduire, notamment par la publicité. » (2003, p. 76) Les marques, la

publicité et le marketing apparaissent à ce moment pour créer un univers d'incitation à la consommation. Les populations sont séduites par les produits et éduquées à consommer, faisant basculer ces dernières dans un nouveau rapport avec les objets et le marché. On observe également les prémises de la démocratisation de l'accès aux biens matériels et des désirs. Avec la bourgeoisie grandissante, des couches croissantes de la population satisfont davantage de désirs avec davantage de biens. Cependant, un grand nombre de personnes restera hors de ce mouvement de consommation dominé par les bourgeois à cause de moyens limités. C'est à la seconde phase, dans les années 1950, que s'installe la consommation compulsive de masse avec l'amélioration des pouvoirs d'achat, de l'accès au crédit à la consommation, et avec la croissance économique des trente années glorieuses de l'après-Second Guerre mondiale. Cette phase est la forme achevée des changements enclenchés en première phase.

Rendant un culte à l'objet et aux nouveautés, multipliant par trois ou quatre le pouvoir d'achat des salaires, démocratisant les rêves de l'Eldorado consumériste, la phase II se présente comme le modèle pur de la « société de consommation de masse ». (Lipovetsky, 2003, p. 77)

Les techniques standardisées de production créent une abondance matérielle pour laquelle le marketing de masse, la publicité et le crédit construisent une consommation correspondante, les biens étant désormais à la portée de tous. Cependant, le rôle du marketing et de la publicité y est particulier puisqu'ils cultivent aussi le prestige des biens et leur pouvoir d'ascension sociale. Certains types d'objets auparavant accessibles qu'aux plus riches deviennent une marque de distinction sociale, de réussite sociale, et suscitent la convoitise des acquéreurs. La consommation pour se distinguer socialement alimente alors la course aux achats. On ne consomme pas les objets uniquement pour ce qu'ils sont, mais également pour afficher un prestige et un statut. Ainsi, à travers les objets, les marqueurs sociaux se recomposent et les distinctions anciennes de classe semblent se dissiper dans l'effervescence consummative. Tout le monde se retrouve dans les mêmes lieux, les mêmes magasins et commerces pour se

procurer les objets. Les aliments ne font d'ailleurs pas exception à ce tri dans l'abondance des fournitures. « C'est ainsi que, de plus en plus, les produits de qualité (alimentation, boisson, marques reconnues en tout genre) sont privilégiés par rapport à la quantité et aux "produits de nécessité" » (Lipovetsky, 2003, p. 81). Cette situation à la fois de consommation sélective et d'abondance de biens et d'aliments est nécessairement source de gaspillage d'aliments. Les aliments faiblement désirés parce qu'ils n'incarnent pas le « *standing* » recherché, ou ont un faible effet de snobisme¹⁹, devraient être peu achetés et peu consommés alors qu'ils sont présents en abondance sur le marché. Le tri de la consommation démonstrative et statutaire est aussi responsable du gaspillage en phase 2. Ce gaspillage ne devrait pas ralentir lorsque s'amorce également à cette phase un mode de consommation hédoniste basé sur le plaisir individuel.

Le second mouvement est aussi la troisième phase de la société de consommation. Il commence dans les années 1980 par une crise de la consommation matérielle et un virage vers l'économie de l'information. Cette crise fit penser à une fin de l'ère de la société de consommation. Ce ne fut pas le cas. On assista plutôt à une accélération du consumérisme transformée ensuite en hyperconsommation :

[...] l'âge ostentatoire des objets a été supplanté par le règne de l'hypermarchandise déconflictualisée et post-conformiste. L'apogée de la marchandise, ce n'est pas la valeur signe différentielle (sic) mais la valeur expérientielle, la consommation « pure » valant non comme signifiant social, mais comme panoplie de services pour l'individu. La phase III est le moment où la valeur distractive l'emporte sur la valeur honorifique, la conservation de soi sur la comparaison provocante, le mieux-être sur l'étalage des signes ostensibles. (Lipovetsky, 2003, p. 80)

¹⁹ L'effet Veblen ou effet de snobisme montre que la consommation a une fonction sociale de distinction et de prestige permettant d'afficher un statut social. Il désigne un comportement de consommation, de choix d'achat calqué sur celui d'un groupe auquel on s'identifie socialement. (Hal, 2014; Krugman & Robin, 2009; Pindyck & Daniel, 2012)

L'hyperconsommation est en effet une intensification du consumérisme en trois caractères cumulés : en consommation individualiste, en consommation divertissante et addictive, et en consommation universalisée.

La consommation individualiste est marquée par un décrochage de l'importance de la distinction de groupe vers l'inclination aux désirs personnels. Lipovetsky explique que la culture de marché s'accroît avec plus d'assimilation et d'appropriation des mœurs du marché par l'individu.

En phase III, la consommation fonctionne comme levier de « puissance plus », vecteur d'appropriation personnelle du quotidien : non plus théâtre de signes distinctifs, mais technologie d'autonomisation des individus vis-à-vis des contraintes de groupe et des multiples contraintes naturelles. Ce ne sont plus tant les désirs de représentation sociale qui alimentent la spirale consummative que des désirs de gouvernement de soi-même, d'extension des pouvoirs organisateurs de l'individu. (Lipovetsky, 2003, p. 83)

De fait, l'individu acquiert suffisamment d'expérience du marché, de son mode vie. Cette appropriation de la culture du marché permet à l'individu de passer d'une consommation culte des objets, à une consommation culte de lui-même. Les objets n'incarnent plus ce que veut être l'individu, mais ce qu'il veut ou ce qu'il désire. Les objets ne sont plus convoités pour des représentativités sociales, leur prestige semble déchoir dans l'ordinaire. Si on peut y voir que l'individu apprivoise les objets qui ne lui dictent plus son statut, symétriquement c'est aussi sa vassalisation ou l'achèvement de son adhésion au marché²⁰. Ainsi, mue par son désir et les plaisirs, la singularité de l'individu s'est dissoute dans la volonté du marché qu'il incarne désormais. Les objets conservent une importance relative, mais les motifs de

²⁰ Dans cette phase, l'être humain a si bien intégré à ses habitudes les mœurs promues par l'idéologie du marché qu'il facilite sa propre fusion avec cette dernière, ou pire son assimilation par le marché. Par conséquent, l'individu devient une partie du marché, un objet. Il est précisément l'automate du marché « formaté » pour le servir et à sa merci. Que la science économique, le marketing et les entreprises considèrent une population humaine comme un débouché ou un marché correspond à cette conception capitaliste de départ qu'accomplit cette phase III dans cette description de Lipovetsky.

consommation ont essentiellement varié, passant de : consommer pour s'identifier à l'autre ou se distinguer de l'autre à consommer pour soi-même. L'individu est encore friand des objets, mais il l'est beaucoup plus à cause de ce qu'ils lui apportent dans sa propre conception du bonheur. Le bonheur n'est plus défini par un groupe, une communauté à travers une particularité propre incarnée dans les objets. Le bonheur est totalement endogène à l'individu; il est privé. Vivre bien, plus longtemps, en bonne santé, être heureux, etc. devient la préoccupation essentielle de l'individu. Ainsi, la quête de loisirs, de plaisirs, de qualité de vie et de lubies individuelles mobilise la plus importante part des dépenses de consommation des ménages en Occident (Lipovetsky, 2003). Les biens alimentaires n'échappent pas au contraste de l'existence à la fois d'une perte de leur valeur d'usage et d'une abondance. La valeur des aliments est faible par le fait d'être associés au besoin primaire de nourriture²¹ tandis que leur production et leur achat croissent à cause de leur arrimage à l'insatiabilité des fantasmes et des désirs individuels. Le second composant de ce contraste n'est d'ailleurs pas nouveau. « On a souvent souligné comment la publicité érotisait la marchandise, créait un environnement festif, un climat de rêves éveillés et de stimulation permanente de désirs. Ceci se poursuit. » (Lipovetsky, 2003, p. 86) La poursuite de la consommation de masse entretient un excès de demande ou d'achat tandis que la déchéance de l'objet lui-même ou des aliments accroît le tri. Cette combinaison d'abondance et de tri occasionne logiquement du gaspillage.

Dans la phase 3 existe en outre une consommation divertissante et addictive. Cette dernière amplifie les achats compulsifs. La prégnance du marché dans cette phase est poussée à un degré tel que la consommation devient une activité ludique à part entière pratiquée pour le plaisir qu'elle procure. L'auteur évoque cette nouvelle dimension de la consommation en la comparant au plaisir addictif du jeu. « Un peu comme dans le jeu, la consommation tend à devenir à elle-même sa propre récompense. Les économistes notent l'essor de la consommation de loisirs, mais, de fait, ce sont des pans entiers de la consommation qui basculent du côté du loisir. » (Lipovetsky, 2003, p. 87) L'individu n'est donc plus

²¹ L'alimentation est un besoin physiologique classé à la base de la pyramide des besoins ou de la pyramide de Maslow (Maslow, 1943). C'est un besoin élémentaire qui a peu d'attrait dans une société d'abondance.

uniquement motivé par le plaisir que procure le bien, mais aussi par celui que pourvoit l'acte même de consommer ou d'acheter. Ainsi, l'individu consomme aussi la consommation. Une telle déconnexion de la consommation du besoin réel, pour des plaisirs et des désirs soumis à la fantaisie sélective de goûts personnels superflus et débridés, conduit à un amoncèlement des matières produites et délaissées, y compris les aliments. Il y a ici à la fois une sélection et une accélération de la consommation dont l'association à l'abondance crée du gaspillage. On n'achète plus pour l'utilité d'usage, pour se nourrir, mais pour le plaisir d'acheter. D'où la facilité croissante avec laquelle les contenus des réfrigérateurs et des paniers des ménages se retrouvent souvent dans les bacs à ordures. En faisant du « shopping » alimentaire une distraction, un divertissement, on accorde peu d'importance à l'acte de consommation et à la valeur des aliments. Il en résulte une augmentation du gaspillage.

Enfin, la consommation universalisée, le troisième caractère de la phase 3, montre que la consommation s'accélère et se dénature. En effet, la consommation s'internationalise également sous sa nouvelle forme hors des États capitalistes. L'effet Veblen²² s'est certes dissipé dans les grands États capitalistes dans les années 1960 et 1970, mais il continue de répandre à travers le monde ce mode de vie. La globalisation économique, aussi celle du marché est, de fait, une conquête de nouveaux territoires par le marché dans le but d'universaliser la consommation de masse. Cette universalisation est bien une caractéristique de l'hyperconsommation. Mais l'universalisation ne se limite pas non plus à l'espace, elle s'étend aux activités non consommatives. Débordant désormais le périmètre de l'économie, l'ensemble des domaines de la vie est concerné, y compris la sphère sanctuarisée de la religion.

D'une religion centrée sur le salut dans l'au-delà, le christianisme est passé à une religion au service du bonheur intramondain, mettant l'accent sur les valeurs de solidarité et d'amour, sur l'harmonie, la paix intérieure, la réalisation de la personne. Où [Dans le christianisme moderne] l'on voit que nous sommes moins témoins d'un

²² Effet Veblen ou effet de snobisme, voir note de bas de page p.58

« retour » du religieux que d'une réinterprétation globale du christianisme, lequel est ajusté aux idéaux de bonheur, d'hédonisme, d'épanouissement des individus, caractéristiques de notre époque : l'univers hyperbolique de la consommation n'a pas été le tombeau de la religion, mais l'instrument de son adaptation à la civilisation du bonheur terrestre. (Lipovetsky, 2003, p. 94)

Dans l'univers de la foi aujourd'hui, on valorise moins la revendication de supériorité de la vérité des enseignements chrétiens que l'attente d'une victoire sur les infortunes de la vie et sur la fatalité de la mort. Ainsi, la motivation du croyant ne semble plus si éloignée de celle de l'échange marchand subjectivé et désinstitutionnalisé. Même l'éthique est transformée en marchandise et vendue comme une consommation responsable en faveur de l'écologie. Cette expansion, ou ce « "dressage" de la consommation » selon Lipovetsky, illustre également cette société d'hyperconsommation qui est une version accélérée de la société de consommation de masse fonctionnant au bonheur individuel que l'inclination des besoins aux caprices émotifs et ludiques a rendu insaisissable.

Que le consumérisme se manifeste par la quête de statut social ou par la poursuite d'un bonheur échappé dans la volatilité des goûts et désirs humains, il entraîne un comportement à la fois d'excès de consommation, de tri impertinent des aliments et de négligence à l'égard du gaspillage. Ces facteurs sociaux et psychologiques interviennent dans les choix de consommations, en modifiant les comportements de groupes et des individus. Mais surtout, ces facteurs montrent que le prix n'est pas l'unique instrument de décision d'achat du consommateur contrairement à ce qu'affirme la théorie économique néoclassique. Les biens nécessaires comme les aliments peuvent déchoir dans l'estime collective, pour des raisons totalement extérieures aux mécanismes autorégulateurs (offre, demande et prix) du marché, tout en restant sous l'emprise idéologique du marché (marketing et publicité). En outre, la généralisation du consumérisme semble concomitante à la croissance du gaspillage alimentaire. Cependant, la consommation alimentaire dans laquelle se produit une partie du gaspillage n'existe pas d'elle-même. Pour que la consommation ait la dimension débordante, incontrôlée et problématique qu'on lui reproche, il faut que la production des aliments ait

sans doute les mêmes qualificatifs. Quel est donc le rôle de la production dans le gaspillage alimentaire?

2.2.3 Le rôle de la croissance

La croissance dont il est question dans cette partie est celle de l'économie, ou du marché. La croissance économique est « l'élévation du revenu par tête²³ et du PNB » (Gillis & al, 1998, p. 9), une formulation parmi d'autres méthodes de la science économique pour exprimer l'augmentation de la richesse d'un pays et de ses habitants. Les politiques économiques ont justement pour objectif l'enrichissement collectif et individuel. Ainsi, la croissance doit nécessairement passer par une hausse des différentes composantes du marché : la production (les biens et les services), le revenu (la valeur des produits par le prix exprimé en monnaie) et la consommation (l'usage des produits). Cette hausse de l'activité économique est importante pour le capitalisme. En créant la richesse, ou du moins en la définissant par le matériel, par la satisfaction des besoins exprimés et non exprimés, le capitalisme crée la motivation qui justifie son propre mode de vie. De façon concrète, la croissance peut se traduire par l'augmentation du salaire et la consommation pour l'individu, l'augmentation de l'activité pour l'entreprise (approvisionnement, production, vente, salaires et dividendes distribués, impôts et taxes payés). La croissance ressemble alors à une augmentation générale de divers facteurs caractéristiques de la vie sociale moderne : le travail, la production des biens et des services, la production des besoins, et la consommation. Mais pour la société humaine, en augmentant la quantité de biens et services et en intensifiant leur circulation, la croissance est aussi une idéologie issue de la conception néoclassique du marché. La croissance n'a pas que des avantages, constate l'économiste Serge Latouche.

²³Le revenu par tête est égal au produit national brut ou PIB (valeur de tous les produits et services générés par pays en un an) divisé par la population (le nombre d'habitants). (Gillis & al, 1998)

La société de croissance dans laquelle nous vivons repose sur une triple illimitation : illimitation dans la production de marchandises (et donc le prélèvement des ressources renouvelables et non renouvelables), illimitation dans la production des besoins (et donc des produits superflus), illimitation dans la production des rejets (et donc dans l'émission des déchets et de la pollution : de l'air, de la terre et de l'eau). (2013, p. 282)

Cette description révèle la symétrie entre société de consommation et société de production, mais aussi leur unicité. Ce sont l'envers et l'endroit d'un même processus, l'abondance. La croissance est pour la production ce qu'est le consumérisme pour la consommation. Ainsi, la croissance ne se contente pas de produire pour les besoins existants, elle en fait plus, au point de produire le besoin lui-même, quitte à ce que le besoin ne soit ni nécessaire ni utile. Cependant, l'évidence des créations ostentatoires de la production cache une équivalente destruction de matières, de ressources naturelles et de l'environnement. Cette destruction inquiète au point de susciter socialement la volonté d'inverser la dynamique sociétale. L'abondance matérielle obnubile le monde, mais nourrit également un vide, un abîme proportionnel, si bien que l'appellation « abondance » devient problématique. En plus d'amputer irréversiblement la nature de ses ressources, des déchets sont produits au moment de la confection et de l'usage des biens (des défauts, des rebuts de matières, des émissions d'énergie et de particules). L'abondance se manifeste par des excès d'offre occasionnant des difficultés d'écoulement et une perte de valeur des biens. Les comportements de tri et de négligence due à la dévalorisation des aliments, à l'origine du gaspillage, sont causés par ces problèmes de l'abondance. Une partie de la production est alors détournée à des fins autres que la nutrition humaine. La critique de Latouche est certes orientée sur les problèmes écologiques généraux, dont le gaspillage de ressources naturelles et la pollution, mais elle nous aide aussi à comprendre une partie des problèmes paradigmatiques du système capitaliste. En effet, l'abondance dérive elle-même de la théorie économique utilitariste en œuvre dans le capitalisme.

2.3 LES ORIGINES DE LA CROISSANCE

Le rôle de la croissance est déterminant dans la création de l'abondance, car elle signifie « augmentation » et implique une accumulation de produits et de moyen de production. Les responsabilités de la croissance dans le gaspillage alimentaire sont certes mises en évidence à travers sa signification, mais les théories à l'origine de sa conception sont toutes autant des causes indirectes. La relation entre le rationalisme, l'utilitarisme et la théorie économique aide à la compréhension de cette origine, mais l'aboutissement du débat sur la théorie de la valeur est également contributif.

2.3.1 Le rationalisme, l'utilitarisme, et le capitalisme

L'idée du marché autonome autorégulé s'articule avec celle de l'humain rationnel et autonome des philosophies des Lumières au XVIII^e siècle. La pensée philosophique des Lumières se distingue par son soutien à une société occidentale tentée de s'affranchir du paternalisme de Dieu et ses représentations religieuses pour se guider. Le rationalisme moderne correspond ainsi à la capacité des humains à penser et à agir librement sans se référer aux prescriptions d'un être transcendant. Les êtres humains se réfèrent désormais à leurs propres lois et à leur propre volonté. Comme le fit Platon dans « L'allégorie de la caverne » (Baccou, 1936), les humains se redécouvrent des facultés transcendantales. Descartes, dont l'expression *Cogito ergo sum* (je pense, donc je suis) définit l'être humain par sa capacité naturelle à penser, ira même jusqu'à faire de l'humain « maître et possesseur » de la nature (Latouche, 2013).

Le rationalisme du marché dérive de cette conception naturaliste de l'être humain, présenté comme un être anhistorique, naturellement raisonnable et singulier par sa conscience qui a mis la nature au service de ses désirs et de ses plaisirs, en négligeant les conséquences fâcheuses du parti pris pour la croissance illimitée. Cette situation traduit l'état d'esprit de la société qui a pu conditionner l'émergence de l'idéologie de la croissance.

L'exaltation de la production, celle de la transformation outrancière des ressources naturelles provient certainement de ce projet d'instrumentalisation de la nature concrétisé de manière accélérée à travers la croissance économique. La science économique selon Latouche (2013) adhère complètement à cette idée du pouvoir des humains sur la nature, au point qu'elle n'accorde à la nature qu'une fonction passive d'objet ou d'instrument dans la conception de la production et de la consommation. Aujourd'hui, l'importance accordée à la croissance économique dans les politiques publiques des États en dépit de ses effets négatifs sur la nature exprime une ironie. En se libérant « des cavernes des divinités » des cultures posthelléniques et en soumettant la nature, la liberté humaine est devenue captive d'elle-même, de l'idéologie de la croissance, et peut-être d'une éthique du besoin et de la besogne. L'être humain fait partie de la nature, alors quand il l'assujettit et l'exploite avec peu d'égard, c'est aussi à la vie humaine qu'il administre ce traitement. Ainsi, se penser supérieur et détaché de la nature pour en faire un objet soumis à ses lubies, conduit indubitablement l'être humain à une absurdité (Latouche, 2013). Promouvoir la croissance et l'abondance aux dépens de la nature pourvoyeuse de toutes les ressources est une attitude contradictoire donnant à croire que le capitalisme veut le bien en agissant mal. Le naturalisme de l'être, de la raison et de la conscience a abouti à une conception instrumentale de la nature. Cet idéal moral du capitalisme ou de l'économie de marché est également celui de l'utilitarisme.

Sur le plan moral, les pensées économiques classiques et néoclassiques modernes, desquelles dérive l'économie libérale actuelle, reposent sur l'utilitarisme, une approche éthique conséquentialiste basée sur la recherche du bien²⁴. L'utilitarisme est cette pensée du XVIII^e fondée en grande partie initialement sur l'œuvre philosophique du Britannique Jeremy Bentham (1748-1832). Selon Bentham, la morale et la politique doivent être une science rigoureuse. Le bonheur doit alors être calculable grâce au principe d'utilité. Sa doctrine de la recherche « du plus grand bonheur pour le grand nombre » repose, selon De

²⁴ À l'instar de l'éthique de la vertu qui vise le bonheur par la qualité de l'action ou la valeur incarnée par l'individu, l'utilitarisme est une éthique téléologique qui considère le plaisir comme le bonheur ou le bien suprême qu'il faut accumuler. Ce sont toutes les deux des éthiques du bien comparativement aux éthiques déontologiques ou procédurales basées sur le juste.

Champs (2015), sur l'idée que l'individu est rationnellement guidé dans ses choix uniquement par ses propres intérêts pour une réalisation du bonheur identique pour tous. Cette pensée a des origines plus loin chez les Grecs anciens, particulièrement la pensée cyrénaïque dont le chef de file était Aristippe (425-355 avant Jésus Christ) qui promouvait le plaisir et la volupté comme base morale. Plus tard, Épicure (341-270 avant Jésus Christ) emboîte cette conception du bien suprême, avec une prose glorificatrice du plaisir dans ses « Lettre à Ménécée ».

Car c'est le plaisir que nous avons reconnu comme le bien premier et congénital, et c'est à partir de lui que nous commençons à choisir et refuser, et c'est à lui que nous aboutissons, en jugeant tout bien d'après l'affection prise comme règle. Et parce que c'est là le bien premier et conaturel²⁵, pour cette raison nous choisissons tout plaisir. (Épicure, 1910, p. 129)

L'hédonisme exaltant le plaisir et l'évitement de la douleur est alors un principe essentiel de la morale utilitariste. Ce principe sera défendu et exploité par les économistes classiques fondateurs de l'économie politique : Adam Smith, John Stuart Mill, David Ricardo, Thomas Malthus, Jean-Baptiste Say. Leurs successeurs néoclassiques, théoriciens du marché et du capitalisme, également appelé marginalistes pour leur introduction des mathématiques et des sciences physiques dans la discipline, adhèrent également à l'utilitarisme. L'économie libérale actuelle repose encore sur les mêmes préceptes hédonistes. À en croire la description de Lipovetsky, cette conception hédoniste de l'éthique ou du monde est dans une phase hyperbolique de son évolution. Cependant, le capitalisme moderne aurait connu sur le plan théorique un adoubement plus nuancé si la conception de « la valeur » par le Français Jean-Baptiste Say, différente de celle de ses pairs classiques anglais, n'avait pas revitalisé « l'utilité » chère à Jeremy Bentham dans l'analyse de la valeur des biens et des services. De même, le capitaliste moderne aurait eu une faiblesse

²⁵ Dans certaines publications de *Lettre à Ménécée*, il est écrit « naturel » ou « conforme à la nature ».

supplémentaire si la loi des débouchés²⁶ de Say n'avait pas renforcé les principes du « laisser-faire » et de la « main invisible » d'Adam Smith. Ces événements sont des conséquences de l'interprétation de l'utilitarisme par les économistes classiques et néoclassiques.

2.3.2 La théorie de la valeur et la croissance

Les pensées philosophiques dominantes du siècle des Lumières démontrent l'assise utilitariste de l'économie politique. Pour les économistes classiques et néoclassiques, la nature est une donnée illimitée, inépuisable, et gratuite. Ainsi, les ressources de la terre et l'air sont abondants, les humains peuvent se servir et s'en servir autant qu'ils le souhaitent pour façonner le monde. Comme elles ne sont pas rares, les ressources de la nature n'ont pas d'intérêt pour l'économie. La vraie valeur serait ce que produit l'être humain avec ces ressources. La valeur n'est pas une donnée naturelle, elle est artificielle. C'est cette posture insouciante de l'économie à l'égard de la nature que dénonce Latouche (2013). En acceptant cette conception de nature illimitée, les contradictions de la pensée néoclassique deviennent tellement évidentes, que la logique économique paraît gênante. En effet, de nombreux aliments sont des ressources tirées directement de la nature, comme les produits issus de la pêche et de la chasse. Sont-ils illimités et sans intérêt économique? Il est difficile de répondre par l'affirmative. Admettons que les aliments transformés par l'industrie ou par la cuisine peuvent être effectivement considérés comme artificiels, peut-on, pour autant, imaginer l'existence de ces produits sans la nature de laquelle leurs constituants sont issus? Le rôle des auteurs fondateurs de l'économie dans la pensée de la croissance aide peut-être à comprendre celui de leur déni de la nature.

²⁶ La loi des débouchés énonce que « l'offre crée sa propre demande », par conséquent le capitaliste ou l'entrepreneur est le plus important acteur du marché, il est d'ailleurs le seul véritable acteur de ce point de vue. En outre, la production est l'élément le plus important du marché, c'est d'elle qu'est issue la demande ou la consommation. Il n'y a aucune richesse sans la production et le producteur ou sans le capital et le capitaliste. (Say, 1820) Cette loi est plus expliquée dans une relation avec la croissance un peu plus loin.

2.3.3 La valeur-travail chez les classiques anglais

La théorie de la valeur oppose les économistes classiques anglais Adam Smith, John Stuart Mill et David Ricardo à l'unique auteur classique français, Jean-Baptiste Say. Selon les Anglais, la valeur est déterminée par le travail, alors que le Français la définit par l'utilité. Les critiques formulées par Karl Marx au XIX^e siècle contre le capitalisme se fondent sur la même définition de la valeur que celle des classiques anglais. Pour ces auteurs, la valeur est la quantité de travail nécessaire pour produire un bien (Blanc, 2002)²⁷. On est ici hors des valeurs morales des êtres humains tant il s'agit de valeurs contenues dans des biens matériels. En mettant ainsi en avant la valeur matérielle, il n'est peut-être pas surprenant que les comportements dominants de la société moderne soient ceux de la consommation et de la production. La production et la consommation ne peuvent être indissociables des objets qu'elles s'échangent, et les objets ne peuvent l'être de la valeur que leur attribuent les utilisateurs. Par ailleurs, il y a chez les économistes classiques (y compris chez Say) une acceptation globale du principe de « laisser-faire » d'Adam Smith, de l'exclusion d'une intervention de l'État dans l'économie. Cette idée s'appuie sur celle qu'une « main invisible » accorderait toujours les différents intérêts privés et satisferait toutes les parties. On devrait donc « laisser-faire » la production et la consommation selon les intérêts humains considérés sans inconvénient significatif sur la nature qui est donnée, abondante, et infinie. Parmi ces classiques, seul Mill nuance cette position de « zéro État » en souhaitant une intervention sur le plan social (Montoussé, 1999). Reprenant à son compte la valeur-travail des classiques anglais, les critiques du « laisser faire l'entrepreneur » formulées par Marx le mènent à soutenir que le capitalisme conduit à une crise de surproduction à cause la paupérisation de la classe des travailleurs. Les principes du « laisser-faire » et de la « main invisible » fondent les mécanismes d'autorégulation du marché expliqués plus tôt. Ce modèle idéal est l'expression pure du capitalisme dont la critique de Karl Marx prédit un écroulement par une crise de surproduction. Pour l'auteur allemand, si la valeur du travail (le salaire) ne fait que décroître au profit de la plus-value (le profit) du capital, la conséquence est que les

²⁷Le travail est ici l'unité de mesure de la valeur.

biens eux-mêmes déprécient autant en valeur. La masse des travailleurs devient pauvre et incapable d'acheter les biens produits. Les biens continuant néanmoins d'être produits, il y aura un excès de biens rendus inaccessibles en raison de la pauvreté. Cette situation de production excessive et de dévalorisation des biens cause logiquement du gaspillage.

2.3.4 La loi des débouchés et la croissance

La loi des débouchés de Say exprime l'idée que « l'offre crée sa propre demande » (Say, 1820). En s'inspirant d'Adam Smith, l'auteur français donne une perspective et un argument supplémentaire aux principes du « laisser-faire » et de la « main invisible », qui sont des principes auxquels adhèrent communément les économistes libéraux aujourd'hui. Selon cette loi, l'objectif premier de la politique économique doit être la production. Seule la production confère la valeur, celle que procure l'utilité. Cette valeur-utilité unit à la fois l'économie, la morale et la politique. Dans une lettre à Malthus, Say explique sa loi des débouchés.

De ces prémisses j'avais tiré une conclusion qui me semble évidente, mais dont les conséquences paraissent vous avoir effrayé. J'avais dit : puisque chacun de nous ne peut acheter les produits des autres qu'avec ses propres produits; puisque la valeur que nous pouvons acheter est égale à la valeur que nous pouvons produire, les hommes achèteront d'autant plus qu'ils produiront davantage. De là cette autre conclusion que vous refusez d'admettre, que si certaines marchandises ne se vendent pas, c'est parce que d'autres ne se produisent pas; et que c'est la production seule qui ouvre des débouchés aux produits. (Say, 1820, p. 4)

Ainsi, la production crée la valeur, puis la valeur (le revenu ou la richesse) sert à acheter la production. On peut dire que la production se crée elle-même, elle est son propre débouché, sur elle seule repose toute l'économie. La production devient une fin en soi, si bien que le producteur est en réalité l'unique consommateur. Les populations dépourvues de capital, à l'instar de certains ouvriers ne disposant que de leur force de travail qu'ils échangent contre

un salaire, ne produisent et ne consomment en réalité rien. Le travail n'est pas la valeur, seule l'utilité l'est. En fait, la consommation de ces populations sans capital est une dépense indirecte du producteur (l'entrepreneur ou du capitaliste). Elle fait partie de la consommation de ce dernier. Quand il est reproché à Say de négliger le rôle des consommateurs, sa réponse se fait plus explicite.

Permettez-moi de répondre que les seuls vrais consommateurs sont ceux qui produisent de leur côté, parce que seuls ils peuvent acheter les produits des autres; et que les consommateurs stériles ne peuvent rien acheter, si ce n'est au moyen des valeurs créées par les producteurs. [...] C'est la faculté de produire qui fait la différence d'un pays à un désert; et un pays est d'autant plus avancé, d'autant plus peuplé, d'autant mieux approvisionné, qu'il produit davantage. (Say, 1820, pp. 8-9)

L'exorbitance de la production dans la théorie des débouchés est avec le « laisser-faire » la base de l'idéologie de la croissance. C'est aussi une caractéristique principale de l'économie libre de marché (ou du capitalisme). La liberté défendue est celle du capital et des échanges afin que se produisent toujours plus de biens utiles (échangeables) parce qu'ils constituent la seule richesse. La richesse est une augmentation de biens utiles, naturellement limités ou insuffisants. Cette augmentation est la croissance.

Ces applications économistes de l'utilitarisme font dire à la philosophe française Catherine Audard (2015) que le problème de l'utilitarisme est qu'il considère l'être humain comme un « container » qu'on doit remplir d'objets. La morale se réduirait dans ces conditions à la maximisation du remplissage d'une boîte de satisfaction qu'est l'être humain. Ainsi, en fondant la valeur sur les objets, d'une certaine manière l'être humain se considérerait ironiquement lui-même comme un objet, et non comme une fin en soi contrairement à l'éthique kantienne. La limitation empirique du champ d'analyse de l'utilitarisme, de laquelle dérive le capitalisme, réduit la morale aux inclinations. Elle se tient ainsi nécessairement hors d'une morale du juste. Cette restriction aux contingences physiques et hédonistes se soustrait à l'idéalisme moral kantien qui considère l'être humain pas

uniquement comme instant présent, mais davantage comme un futur (Audard, 2015)²⁸. L'opposition de l'éthique conséquentialiste de l'utilitarisme privilégiant les retombées immédiates de l'acte et du point de vue moral de l'éthique kantienne fondée sur le commandement de l'impartialité est de ce fait mise en évidence. Quant à la loi des débouchés à l'origine de l'idéologie de la croissance, elle renforce la morale utilitariste en soumettant l'action à l'abondance matérielle pour répondre au désir et la satisfaction. La maximisation de la satisfaction du désir et du plaisir concorde avec la maximisation de la production du désir et du plaisir, et de ce que consomme l'individu pour satisfaire le désir et le plaisir. D'où la défense d'une production sans modération par les économistes libéraux dont le succès tient certainement pour beaucoup en ses promesses de satisfaction des besoins hédonistes. L'utilitarisme économique est à ce point favorable à l'idéologie de la croissance, et donc à la société d'abondance telle que connue aujourd'hui, et que caractérisent le productivisme et le consumérisme. Le gaspillage inhérent à cette culture d'abondance est par ailleurs une caractéristique logique de cette relation. Cependant, la croissance et le consumérisme s'emboîtent-ils toujours automatiquement?

2.4 LE RÔLE DU MARKETING ET LA PUBLICITÉ

Le marketing et la publicité jouent un rôle de premier plan dans la société de consommation. Ces instruments dont l'activité est associée à une propagande de l'idéologie capitaliste ont dépassé le stade de concilier l'offre et la demande ou la production et la consommation. Cette partie situe l'importance de cette conciliation, et présente ces instruments dans une dimension étendue au-delà de cette nécessité d'articulation du produit au besoin recherchée dans la politique économique. Le marché libre échappe effectivement au contrôle de la politique économique.

²⁸ Cette prise en compte du futur par l'éthique kantienne soutenue par certains auteurs néokantiens n'est d'ailleurs pas absolue ou complète elle non plus. Nous verrons comment Hans Jonas comble précisément cette faiblesse au chapitre 3, avec l'inclusion de la nature.

2.4.1 La valeur-utilité chez Jean-Baptiste Say

La théorie de la valeur de Jean-Baptiste Say apporte aux néoclassiques une signification différente en renforçant l'application de l'utilitarisme benthamien. Contrairement aux auteurs classiques anglais, l'approche de Say sera utile aux auteurs néoclassiques du XIX^e siècle et à leurs successeurs libéraux du XX^e siècle pour réfuter les critiques de Marx annonçant l'effondrement du système capitaliste. Selon l'auteur français, la valeur d'un bien est déterminée par son utilité²⁹, c'est-à-dire la satisfaction ou le bien-être procuré à son consommateur ou à son utilisateur. Son dialogue avec Thomas Malthus est assez éclairant. « J'ai reproduit sous toutes les formes cette idée que la valeur des choses (seule qualité qui en fasse des richesses) est fondée sur leur utilité, sur l'aptitude qu'elles ont pour satisfaire nos besoins. » (Say, 1820, p. 21) Cette théorie de la valeur ne se contente d'ailleurs pas de justifier la richesse, elle en fait également un principe moral et politique selon lequel les valeurs morales guidant l'action reposent sur des inclinations humaines, des nécessités de la vie. Dans son livre intitulé *Cours complet d'économie politique pratique*, l'auteur français déclare :

Nous avons vu que ce principe que nous avons nommé le principe de l'utilité, loin d'être contraire aux principes de la plus sévère morale, leur était strictement conforme [...] Si quelques personnes avaient pu croire que c'était sortir de l'Économie politique [...], je les prierais de faire attention que l'économie politique s'occupant principalement du soin d'exposer les phénomènes qui ont lieu relativement aux valeurs, lesquelles reposent en grande partie sur nos goûts, sur nos opinions, sur nos besoins comme membres de la famille et de la société, est sous ce rapport une science morale et politique. (Say cité par : Blanc, 2002, p. 11)

²⁹En économie, l'utilité est l'unité de mesure de la satisfaction qu'un consommateur retire de la consommation d'un bien.

L'importance de l'utilité pour Say est sans équivoque parmi ses pairs classiques pour définir la valeur économique des biens. Il est d'ailleurs le premier à l'étendre également aux services. Il en fait la substance morale qui arrime l'économie politique à la science morale et politique. Say explique par ailleurs que même si on pouvait considérer l'utilité comme une donnée qu'on peut se dispenser d'analyser, l'économie ne pouvait certainement pas éviter d'analyser l'utilité quand il s'agit d'évaluer les services publics. Le secteur public n'étant pas soumis aux motivations de rentabilité et de profit, le travail serait moins approprié que l'utilité pour déterminer la valeur réelle du service.

Sur le Principe de l'utilité. Ce qui en motive le développement dans la politique est ceci. Dans l'économie politique, on peut regarder l'utilité comme une chose de fait dont il est inutile d'étudier le principe [...] En politique, la valeur des services à rendre au public n'étant point soumise à une libre concurrence [...] il faut bien avoir un autre moyen d'évaluer leur utilité réelle. [...] De là la nécessité de développer ce qui fonde l'utilité : le principe de l'utilité. (Say cité par : Blanc, 2002, p. 2)

Au XIX^e siècle, le Français Léon Walras, l'un des chefs de file de la pensée économique néoclassique, revient sur ce concept auquel il adjoint celui de la « rareté » dans le but de définir la richesse sociale. Say en parlait déjà en faisant la distinction entre « valeur échangeable » et « valeur non échangeable ». La première est la valeur des biens produits par l'être humain en transformant la nature insuffisante, en fournissant des efforts. On peut donc commercialiser la valeur échangeable. Quant à la seconde valeur, on ne peut la commercialiser, elle existe en abondance, elle est donnée par la nature à tous, c'est une richesse naturelle (Say, 1820). Pour Walras (1926), l'utilité ou la désirabilité est insuffisante pour donner de la valeur à un bien, il faudrait en plus que le bien soit rare. La raison en est que : (1) la rareté confère la nécessité d'augmenter la quantité par la production ou l'industrie³⁰; (2) la rareté rend le bien (matériel ou immatériel) échangeable contre un ou

³⁰Les concepts « production/industrie » ont ici la même signification, ils sont interchangeables. L'industrie permet d'insister sur l'effort technoscientifique de transformation de la nature et du naturel, d'innovation dans la production

d'autres biens, lui attribue une valeur d'échange; (3) l'échange permet d'établir la propriété ou l'appropriation légitimée par la loi. Ainsi, la valeur d'échange, l'industrie et la propriété sont les trois critères et caractères de la richesse sociale que permettent l'utilité et la rareté (Walras, 1926). Par ailleurs, la conception walrassienne des choses utiles et rares montre que les excès et le superflu sont éligibles et convenables à l'évaluation de la richesse.

Nécessaire, agréable, utile et superflu, tout cela, pour nous, est seulement plus ou moins utile. Il n'y a pas davantage à tenir compte ici de la moralité ou de l'immoralité du besoin auquel répond la chose utile et qu'elle permet de satisfaire. Qu'une substance soit recherchée par un médecin pour guérir un malade ou par un assassin pour empoisonner sa famille, c'est une question très importante à d'autres points de vue, mais tout à fait indifférente au nôtre. La substance est utile, pour nous, dans les deux cas, et peut l'être plus dans le second que dans le premier. (Walras, 1926, p. 21)

On remarque à quel point cette conception de la valeur-utilité est indépendante de la morale. L'immoralité³¹ (exemple, le gaspillage) de l'usage n'a pas d'incidence sur le marché, seuls les quantités et le prix en ont. Walras affirme également l'existence de choses inutiles et même nuisibles (mauvaise herbe, certains animaux), qu'on devrait chercher à rendre utiles. Mais le chef de file de l'école de Lausanne reste rigide sur le caractère illimité de certaines ressources naturelles, dont l'air, l'eau, la lumière, qui ne peuvent faire partie de la richesse sociale (Walras, 1926). Ces éléments naturels ont une forte utilité, mais sont disponibles en abondance. Par conséquent, ils n'ont pas de valeur.

Aujourd'hui, avec les problèmes environnementaux, cette conception illimitée de l'air, de l'eau et de la lumière est bien sûr contestée. Des phénomènes physiques observables

³¹Tout le propos de Walras le dit et la dernière phrase de la citation encore plus explicitement. Un besoin immoral peut-être utile. Cela se comprend d'ailleurs. Dans la théorie et dans la pratique quand on parle de consommation en économie, on ne s'intéresse pas à l'usage réel du bien ou d'aliment, mais plutôt à l'acte d'achat. La consommation s'entend comme un achat ou une intention d'achat. C'est pourquoi le gaspillage d'alimentaire tel que nous l'analysons, c'est-à-dire comme un problème moral, est un « angle mort » de l'économie de marché. Nous avons dit également dans les enjeux au chapitre 1 que le gaspillage est vendu, puisqu'il est déjà incorporé au prix de revient par les firmes.

rendent peu réaliste l'idée que de la nature est infiniment pourvue en certaines de ses composantes. L'application économique de l'entropie avec les deux lois de la thermodynamique (sur l'irréversibilité de la transformation de la matière) remet en cause la capacité de la nature à se régénérer à l'identique (Latouche, 2013). De fait, la production crée du désordre matériel que même les connaissances et pratiques technoscientifiques ne peuvent réparer. Le gaspillage alimentaire fait partie des problèmes aggravés par l'accélération de la production avec la croissance, de sorte telle qu'il ne serait pas étrange malgré l'abondance matérielle visible, de se demander aujourd'hui s'il s'agit réellement de croissance ou d'autre chose.

Ces théories du capitalisme ont certes fourni les arguments contre les critiques marxistes, mais révèlent aussi en partie l'orientation productiviste qui aligne la morale sur le bien ou sur l'objet. La morale ou la quête du bonheur se réalise alors dans l'accumulation de biens ou d'objets utiles censés accroître la satisfaction. Le bonheur est une addition de satisfaction, d'utilité, et donc d'objets. La théorie de la valeur-utilité (utilité comme unité de valeur des choses) basée sur l'utilitarisme benthamien fédère les économistes libéraux héritiers des néoclassiques sur cette question de la valeur. D'où la logique de production, de consommation, de croissance, de consumérisme, etc., qui est à l'origine du problème du gaspillage et particulièrement de celui du gaspillage alimentaire. Quel que soit l'usage fait de la production, l'utilité devrait croître et le bonheur aussi.

2.4.2 De la nécessité de concilier la production et la consommation

Le désaccord de Jean-Baptiste Say et de Thomas Malthus portait en partie sur l'explication à donner à la pauvreté persistante malgré le développement de l'industrie anglaise. Pour le premier auteur, la pauvreté est due à l'insuffisance de production. Pour le second auteur, la persistance de la pauvreté est le fait d'une trop forte croissance de la population qui entraîne une demande de consommation trop élevée par rapport à ce qu'offre la société et les ressources naturelles. Dans son livre *Essai sur le principe de population*, le

pasteur et économiste anglais fait un constat sur la croissance démographique. Quand la population ne connaît pas d'obstacle (les épidémies, les guerres, les famines), celle-ci et la production suivent respectivement une progression géométrique et une progression arithmétique de même raison égale à deux, chaque vingt-cinq ans³² (Malthus, 1798). Ce qui signifie que le rythme de croissance de la population ou aussi celui de la demande de consommation³³ est plus élevé que celui de la production. Cet écart augmente la pauvreté, mais Malthus est opposé aux aides sociales du gouvernement britannique. Pour l'auteur britannique, les aides sociales sont des artifices venant faire entrave aux obstacles naturels à la croissance de la population que sont les épidémies, les guerres, les famines facilitées par la pauvreté.

Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, et en fait il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. Elle lui commande de s'en aller, et eue met eue même (*sic*³⁴) promptement ses ordres à exécution s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet. (Malthus, 1798, p. 112)

La pauvreté avec son corolaire de famine, d'épidémies, et même de guerres pour le contrôle des ressources s'avère utile pour réguler naturellement la demande de consommation. En ralentissant la croissance démographique, la pauvreté se résorbe elle-même. Cette théorie de la population considère la pauvreté comme à la fois nécessaire et utile, car par « une main

³²Le terme progression est à concevoir au sens mathématique de suite numérique pour mesurer des phénomènes continus sur un intervalle de temps régulier. Les caractères géométriques et arithmétiques expriment respectivement une croissance très forte pour la population et une croissance faible pour la production.

³³La demande est déterminée par les anticipations d'achat ou de consommation des populations.

³⁴ Il s'agit d'une erreur de saisie dans le livre, considérer plutôt « (...) et elle met elle-même promptement ses ordres à exécution s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet »

libérale de la nature »³⁵ sur le marché, la pauvreté se combat elle-même. C'est pourquoi Malthus ne souhaite qu'une contrainte morale volontaire et individuelle pour réduire les naissances. Il s'oppose à la charité de l'État en faveur des pauvres qui encouragerait leur comportement nataliste (Malthus, 1798). L'importance de la production et de la consommation dans le capitalisme provient en partie de cette dichotomie entre Say et Malthus.

Sur le plan théorique, au XXe siècle l'anglais John Maynard Keynes s'inspira des travaux de Malthus sur la demande pour montrer l'importance de la consommation dans la politique économique de court terme dans la correction des déséquilibres conjoncturels³⁶. Cependant, dans les politiques de long terme ou les politiques structurelles³⁷, le point de vue de Say sur la production demeure le plus pertinent (Montoussé, 1999). Ainsi, la consommation se voit souvent assigner la mission de relancer l'économie des États en stimulant la croissance ou simplement pour s'ajuster au niveau de la croissance afin d'assurer un équilibre de marché. Sur les marchés, la résolution du déséquilibre a évolué dans le sens de produire toujours plus (favorable à Say) et d'inciter à plus de consommation (opposé à Malthus), comme l'attestent l'avènement et l'évolution de la société de consommation de masse. Pour stimuler ce monde de consommation, en plus des incitatifs comme le crédit à la consommation et les aides sociales (déconseillées par Malthus), le rôle du marketing et de la publicité est significatif. Toutefois, le marketing et la publicité ne font pas que pousser les consommateurs à acheter, ils créent aussi des besoins superflus, tirant ainsi « production » et « consommation » dans la même direction de la croissance et de l'abondance matérielle. Lipovetsky souligne aussi cette fonction du marketing. « Le grand magasin ne vend pas seulement des marchandises, il s'emploie à stimuler le besoin de consommer, à exciter le

³⁵ La main libérale de la nature ou la main invisible d'Adam Smith

³⁶ Le court terme désigne une période suffisamment courte pour que les valeurs étudiées soient fixes. Dans la pratique, l'année courante est une référence du court terme, mais tout dépend du phénomène étudié et de son comportement.

³⁷ Le long terme désigne une période suffisamment longue pour que les valeurs étudiées varient ou se modifient.

goût des nouveautés et de la mode par des stratégies de séduction préfigurant les techniques modernes du marketing. » (2003, p. 76) Comprendre cette affirmation nécessite de définir d'abord le marketing et la publicité.

2.4.3 Au-delà du besoin et du désir de consommer, le besoin et le désir d'acheter

Selon Philip KOTLER, auteur d'un ouvrage intitulé *Marketing Management*, le marketing est « une activité humaine orientée vers la satisfaction des besoins et des désirs au moyen de l'échange » (Cité par : Joly, 2009, p. 8). Cette brève définition a l'avantage de mettre en avant l'objectif de cette discipline. Elle exprime également l'inscription du marketing dans les fondements utilitaristes de la science économique et du capitalisme décrits en amont (voir les origines de la croissance). Cette première explication se renforce lorsqu'invoquant la définition de l'Académie des sciences commerciales, Bruno Joly précise que le marketing :

[...] est la façon de concevoir et d'exercer l'ensemble des activités ayant pour objet la création et l'adaptation des produits et des services, la stratégie commerciale, la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'application de cette stratégie, en fonction des besoins reconnus ou pressentis du consommateur et des structures du marché. (Cité par : Joly, 2009, p. 8)

Avec cette seconde description du marketing, l'objectif devient plus explicite à travers son fonctionnement et les moyens qu'il emploie pour que la production puisse « épouser » la demande de consommation. Ainsi, le « laisser-faire » ne signifie pas un marché passif, il est actif et libre dans l'accomplissement de ses propres fins. La main invisible libérale, au regard de l'activité marketing, est bien visible et agissante. Tout porte à croire que les économistes américains, créateurs du marketing, n'étaient pas rassurés par la conviction de Jean-Baptiste Say de la capacité de l'offre à créer sa demande. C'est justement ce que fait remarquer Joly.

[...] l'analyse économique classique de la demande ne convient plus à une société devenue société d'abondance où les individus ont le choix entre différents produits et où ils achètent ceux-ci plutôt que d'autres en fonction, non plus de besoins réels et de possibilités financières, mais en fonction de critères subjectifs et psychologiques synthétisés dans le « désir d'acheter ». Il leur semble donc plus intéressant et fructueux de s'intéresser à la façon dont un produit est perçu par le consommateur et à la psychologie de l'acheteur. (2009, p. 10)

Les entreprises ont créé l'abondance souhaitée par Say, mais elles éprouvent des difficultés d'écoulement de leurs productions. La persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande conduit à la création du marketing. Le marketing est à la fois une discipline et une activité entièrement dédiée à l'écoulement de la production en l'adaptant aux besoins et aux désirs manifestés par les populations. Ces dernières sont réduites au statut de consommateur. De ce point de vue, le marketing issu du mot anglais « market » (marché) joue un rôle de création de débouchés³⁸. Cependant, cette fonction ne se limite pas qu'à une adaptation des produits aux besoins et aux désirs. Comme le mentionne Lipovetsky (2003), le marketing crée aussi des inclinations humaines (besoins et désirs), puisqu'il parvient, par son action psychologisante, à modifier les comportements et à changer les modèles de consommations de la société. Par exemple, cette activité est ainsi à l'origine du passage à la société de consommation de masse par la promotion de la consommation identitaire. Le marketing également a permis le basculement dans la société d'hyperconsommation actuelle.

La publicité, l'outil communicationnel de prédilection du marketing en matière de développement de marques et d'image de marque, apporte sa contribution à l'écoulement des produits en exposant au public un monde onirique de biens et services. Fabriquer des besoins et des désirs par le rêve pour ensuite les faire produire et entretenir le même rêve est *grosso modo* la mission de la publicité. Un but pas éloigné de celui que lui reconnaît Claude

³⁸Le débouché dans le domaine commercial signifie également « marché ». (Le grand dictionnaire terminologique, 2012)

Cossette, l'un des pionniers de la publicité québécoise : « proposer des objets (des expériences ou des offres) censés contenir en eux-mêmes un plaisir, un plaisir commun à tous les destinataires » (Cité par : Thériault, 2010, p. 250). Ainsi, bien qu'elle soit plus ancienne que le marketing, la publicité épouse les mêmes desseins hédonistes que ce dernier, exprimant de ce fait leur enracinement dans l'idéologie utilitariste de l'économie de marché. Autrefois, le terme péjoratif de « réclame » évoquant un leurre, une tromperie servant à attirer ou « appâter » une victime, était celui utilisé en France pour désigner la publicité (Martin, 2004). L'usage de la ruse et de la séduction est alors partie intégrante des outils de la réclame. De là provient certainement la « mauvaise presse » ou la méfiance que cette activité suscite auprès du public. Les techniques de communication qu'emploie la publicité visent à persuader les individus et à orienter les décisions d'achat. Elles entravent l'autonomie et déresponsabilisent le consommateur sur le marché. L'économiste Charles Gide partage cette idée rapportée par Marc Martin quand il écrit que « la publicité qui pousse à la dépense en suggérant des besoins inutiles (...) est tentatrice, c'est à elle qu'il faut appliquer la prière du Pater : “Ne nous induis pas à la tentation” » (Martin, 2004, p. 65). En s'appuyant sur la ruse, la séduction et la tentation, la publicité exerce une influence sur le consommateur. La décision et l'acte d'achat du consommateur sont suscités. La publicité crée l'attrait, le désir, le besoin de consommer et même celui d'acheter indépendamment de la nécessité de consommer réellement. Cette influence exercée sur le consommateur contribue ainsi à la société de l'abondance en augmentant la consommation par des besoins et des désirs superflus. Ces achats compulsifs et divertissants concernent tous les biens, et conduisent au gaspillage, dont celui des aliments.

Le système formé par le marketing et la publicité pallie une insuffisance pratique de la théorie économique pour garantir des débouchés. Ce système n'est pourtant pas opposé au capitalisme vu qu'il l'aide à s'accomplir. C'est une arme de défense du système capitaliste, comme on peut le voir dans la lutte menée par les antipublicitaires, selon l'analyse sociologique d'Elsie Viguier.

2.4.4 L'arme du consumérisme politique et du marketing « vert »

La propension consumériste et productiviste du monde ne se fait en réalité pas sans opposition. Le gaspillage dans les processus de consommation et de production, l'impact des déchets, des émissions polluantes, et l'érosion des ressources sont perçus comme des menaces contre l'environnement et la qualité de la vie. Cette conscience prend une ampleur observable dans la phase de la société d'hyperconsommation présentée par Lipovetsky (2003). De façon récurrente, divers mouvements sociaux s'expriment dans l'espace public pour montrer et argumenter leur contestation de la société matérialiste, sans pour le moment parvenir à inverser la tendance. Ce qui témoigne d'une certaine solidité du capitalisme qui repose assurément sur l'efficacité de ses moyens de défense. La sociologue Elsie Viguié analyse le rôle de défenseur du marketing et de la publicité contre les critiques des mouvements antipublicitaires. Son article intitulé « Développement durable, consumérisme politique et marketing "vert" : de nouvelles sources de justification du capitalisme? » (2014) montre comment les critiques contre le capitalisme sont exploitées par les publicitaires et le marketing pour perpétuer les comportements dénoncés. Dans cette analyse, ces instruments du marché assurent sa défense contre les attaques écologistes des antipublicitaires par deux concepts principaux : le consumérisme politique et le marketing « vert ».

Selon Elsie Viguié à travers « la création de labels "bio", "éthiques" ou "équitable", le consommateur est amené à se positionner sur les plans politique et social. » (2014, p. 57) Ainsi, le consumérisme politique consiste à faire en sorte que l'action de consommer soit également une revendication politique et sociale. La consommation transformée en un acte militant met alors le capitalisme à l'écoute de ses détracteurs en se réclamant d'être du même côté que ceux-ci. C'est pourtant une manière astucieuse et voilée de garantir la continuité du consumérisme. En effet, c'est la sympathie du public pour le mode de vie capitaliste que séduisent le marketing et la publicité. Les antipublicitaires ne sont d'ailleurs pas leurrés par cette posture bienfaisante qualifiée de *greenwashing* ou d'écoblanchiment ou de

verdissement d'image³⁹. Transcrivant les propos d'un militant antipublicitaire, Viguier rapporte cette incrédulité :

[...] la publicité, à la fois « propagande », « pilier de la société capitaliste » et « idéologie du système », agirait à la manière d'une courroie de transmission entre un système industriel qu'il faut faire tourner, dont il faut écouler les produits, et une demande de la part d'un consommateur qu'il faut « dresser » pour qu'il achète. (2014, p. 61)

La stratégie du système capitaliste module à sa guise la perception sociale de la consommation. La prétention d'engagement du consumérisme en faveur de la bonne cause ne laisse pourtant personne incrédule quant à son intention dissimulée de garantir les débouchés à la croissance. Le consumérisme politique est en réalité un déguisement, un camouflage du consumérisme pur, et un accélérateur de croissance. Ce constat fait dire à François Brune que la publicité « (...) est à la fois l'arme culturelle de la domination économique et l'arme économique d'une domination culturelle » (Cité par : Viguier, 2014, p. 61). De tels mots illustrent la dynamique guerrière ou l'angle militaire sous lequel le marché appréhende sa défense et son expansion. Cette attitude symbolique de « loup déguisé en agneau » ou même de « cheval de Troie » permet au marketing et à la publicité d'être efficaces, quand ils construisent avec les objets et le plaisir, la culture sociale qui exalte les objets et le plaisir. Cette efficacité perdure en dépit de la contestation écologique et de la contradiction des menaces environnementales actuelles. Le consumérisme politique n'est cependant pas la seule stratégie.

Le marketing « vert » fait pour la production ce que fait le consumérisme politique pour la consommation. Il rend la production attentive aux réclamations des contestataires du

³⁹Selon le *Grand Dictionnaire terminologique*, le *greenwashing* désigné en français par l'écoblanchiment, le verdissement d'image, le blanchiment écologique, ou la mascarade écologique est une « opération de relations publiques menée par une organisation, une entreprise pour masquer ses activités polluantes et tenter de présenter un caractère écoresponsable ».

capitalisme en proposant des produits qu'il associe aux valeurs éthiques et écologiques demandées. De fait, le marketing « vert » impulse en amont, aux publicitaires, la dynamique du basculement dans le consumérisme politique. De ce point de vue, le marketing exerce un premier impact sur la production, puis un autre sur la consommation par l'entremise de la publicité, celle-ci étant l'outil principal de communication du marketing. L'objectif est de rendre les produits socialement acceptables en associant aux marques des prétentions de respect de l'environnement et des critères de qualité de vie exprimés par le public. Malgré les critiques contre la culture publicitaire, un sondage des Français montre à la fois un agacement du public par le grand nombre de publicités, et une préférence de cette pléthore de publicité par rapport à une absence de publicité (Viguié, 2014). C'est bien une preuve supplémentaire que ce système résiste et parvient à se faire accepter malgré la méfiance et les accusations. D'ailleurs, ces sondages ont suffi pour amener les professionnels du secteur publicitaire à réviser leur politique, et à miser dans leurs productions sur l'acceptabilité sociale de la publicité. Ainsi, en s'appuyant sur les critiques, les publicitaires se sont donné des codes de déontologie adaptables, évolutifs et des instances de régulation de la profession pour que les thématiques abordées ne soient pas en contradiction avec ce qui est socialement acceptable (Viguié, 2014). L'enjeu de légitimation de la publicité est important pour que le politique (l'État) n'intervienne pas défavorablement dans la profession. Ainsi, la défense ne se limite pas à ruser avec la réaction sociale. Également proactive, la défense anticipe une inflexion défavorable du politique pouvant survenir en raison de motivations éthiques ou stratégiques (électorales) contre le milieu marketing et publicitaire. Le capitalisme est lui-même ainsi diversement défendu.

Plus que des alliés soutenant la croissance et le consumérisme, le marketing et la publicité sont des armes au service du système capitaliste remplissant avec succès leurs offices. En s'appropriant les arguments de la critique sociale, ces outils du marché usent de la séduction et de la ruse pour créer des besoins non utiles (des besoins superflus). Les enjeux écologiques et éthiques de la contestation du capitalisme sont de ce fait économicisés et transformés en objets de consommation. C'est bien un rôle à la fois de garde-fou et de « fou du roi » du capitalisme qu'assurent le marketing et la publicité. Le gaspillage alimentaire,

objet de ces enjeux, n'échappe d'ailleurs pas à cette dissimulation économiciste. Ce gaspillage alimentaire et celui de tous les autres objets ne sont en réalité plus un « angle mort », mais « l'angle bien visible dans le rétroviseur » de la société d'abondance productive et consummative.

2.5 LA CONDITION HUMAINE ET LE REGARD ARENDTIEN DU BASCULEMENT

L'explication des mécanismes du marché, de leur conception, de leur évolution et de leur caractère problématique à travers le productivisme et le consumérisme permet de comprendre certaines causes du gaspillage alimentaire peu décrites par les études. Il reste cependant à comprendre comment l'avènement du capitalisme s'est produit au cours de l'histoire humaine. Cette section justifie le choix de Hannah Arendt pour comprendre le basculement dans l'ère capitaliste, avant d'exposer ce basculement comme la victoire de « l'animal laborans » sur « l'*homo faber* », c'est-à-dire la domination du travail sur l'artisanat.

2.5.1 Justification du choix d'Hannah Arendt

Cette dernière partie du chapitre aurait pu être consacrée à la critique des modes de vie que Marc Hunyadi consacre au libéralisme. Cet auteur reproche, en outre, à l'œuvre *Condition de l'homme moderne* d'Hannah Arendt de ne pas rendre concrètement compte de ce qu'est le mode de vie. Dans son livre *Tyrannie des modes de vie*, le penseur belge affirme :

La notion de « condition » ne permet ni d'expliquer ni de décrire la manière dont le système affecte les acteurs, et encore moins les mécanismes concrets par lesquels il se diffuse et se reproduit; en l'occurrence, elle vise plutôt à caractériser

philosophiquement la situation de notre temps pour en établir, en quelque sorte, le diagnostic intellectuel. (Hunyadi, 2015, p. 41)

L'analyse d'Arendt ne s'inscrit pas justement dans une charge contre un système désigné dont il faudrait décrire le fonctionnement pour en établir *de facto* la substance du reproche. C'est ce que fait *a contrario* Hunyadi en mettant au banc des accusés l'individualisme libéral responsable d'une éthique restreinte aux droits individuels. L'auteur juge cette éthique insuffisante, complice et blanchissante d'un système imposant des comportements dont certains peuvent être moralement répréhensibles ou non voulus. L'individualisme libéral dans le domaine politique et le libéralisme de marché (le capitalisme) reposent sur les mêmes préceptes philosophiques des Lumières. Le premier semble dévolu à favoriser le déploiement du second, de telle sorte que la politique est devenue vassale du marché. Cette domination du marché limite l'éthique en la réduisant prioritairement à la tâche de facilitation et de validation des comportements de satisfaction des préférences que vante le système du marché. Les parties précédentes de notre travail ont mis l'accent sur le dévoilement des mécanismes du capitalisme, ainsi que leur rapport avec le gaspillage. Ces parties se sont limitées à décrire les mécanismes du marché, leur évolution sociale et politique qui a conduit au mode de vie de la société de consommation. Ici, on essaie d'approfondir davantage la compréhension des causes du gaspillage. L'approche de Arendt nous semble pertinente parce que sa description historique et la dimension philosophique de sa critique de la condition humaine supplantent le caractère réquisitoire des diagnostics de la vie moderne et du capitalisme que nous connaissons. Ainsi d'une part, le matérialisme assujettit partiellement la pensée de Marx à celle des économistes classiques (utilitaristes), surtout à la conception de la valeur-travail d'Adam Smith. Cette dépendance handicape le marxisme par rapport à l'utilitarisme libéral, par rapport auquel il devient vulnérable lorsqu'on lui oppose l'argument de la valeur-utilité de Jean Baptiste Say. Arendt va d'ailleurs plus loin concernant Marx :

[...] ce n'est pas Karl Marx, ce sont les économistes libéraux eux-mêmes qui durent introduire la « fiction communiste », c'est-à-dire qu'il existe un intérêt de

l'ensemble de la société grâce auquel une « main invisible » guide la conduite des hommes et harmonise leurs intérêts contradictoires. (Arendt, 1988, p. 83)

Ce propos prend à revers une certaine idée de « la paternité » ou l'invention marxienne du communisme. En reprochant ainsi à la pensée de Marx d'être complice de l'objet de sa propre critique (le capitalisme), Arendt révèle certainement une contradiction⁴⁰ dans le marxisme, peut-être même une aporie. Marx critique le capitalisme et propose le communisme comme solution. Arendt dit que le communisme est inscrit dans le projet capitaliste dès le départ. L'utilitarisme fait passer justement l'intérêt du plus grand nombre, de la somme, de l'ensemble, de la communauté avant celui de l'individu. L'harmonie du groupe prédomine. C'est la fiction communiste de l'économie libérale dont parle Arendt. Elle contredit à la fois l'anticapitalisme de Marx et l'anticommunisme des économistes libéraux. Ce constat paraît d'ailleurs rejoindre l'aveu de Schumpeter mentionné à l'entame d'une autre partie (la culture de l'abondance). L'économiste reconnaît en effet que l'évolution du capitalisme génère des réactions qui le conduisent vers le socialisme. Ce défenseur du marché ne parle certes pas de « fiction communiste » contenue au départ dans les préceptes du marché, mais ce constat à l'arrivée d'une déviation empruntant la voie du communisme, trahit peut-être une négligence au départ. Ainsi, la pensée économique libérale est également complice d'une utopie adverse dès le départ, et prise au piège de la contradiction.

D'autre part, l'approche anthropologique de Karl Polanyi, inspirée de Marx, se rapproche de celle d'Arendt par son analyse historique de la société du marché. Cette analyse valide l'hypothèse du débordement de l'économie de son enclave sociale. Le marché dans les cultures prémodernes était une activité qui faisait interagir les individus et les communautés sans avoir la prééminence qu'il a aujourd'hui. Le marché était encadré dans le social. Sans réclamer un retour à l'homme primitif ou au mode de vie du passé, Polanyi

propose néanmoins un rétablissement des forces sociales perdues dans le développement de l'économique. Cette proposition se comprend dans le concept de « *embeddedness* » (encastrement) dont ce commentaire au sujet d'Aristote indique la provenance. « Aristote avait raison : l'homme n'est pas un être économique, mais un être social. Il ne cherche pas à sauvegarder ses intérêts individuels dans l'acquisition de biens matériels, mais plutôt à garantir sa position sociale, un certain statut et des avantages sur le plan social » (Cité par : Maucourant, 2001, p. 92). Considérant l'existence humaine au-delà des frontières matérielles, Polanyi conçoit l'économie comme un moyen au service du social : « Les relations sociales de l'homme englobent en général son économie (...). Il n'accorde de valeur aux biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin » (Cité par : Maucourant, 2001, p. 92). Ainsi, l'encastrement originel de l'économique dans le social révèle l'inversion absurde aujourd'hui des rapports de force entre l'activité économique et son propre contenant qui demeure le social, le lieu des relations humaines. Ce postulat renseigne en outre sur la période de basculement, le XIIIe siècle. Mais comprendre comment le basculement s'est opéré des cités anciennes jusqu'à la société moderne me paraît mieux restitué par Arendt.

2.5.2 La victoire de « l'animal laborans » sur « l'homo faber »

Il ne s'agit pas d'exposer dans cette partie toute la pensée philosophique d'Hannah Arendt dans la *Condition de l'homme moderne*. Il devrait suffire de s'en tenir à la compréhension du basculement dans le mode de vie capitaliste, qui explique aussi l'origine du gaspillage. Ainsi, ce texte explique comment, à partir des conditions de base dans lesquelles s'offre l'existence humaine, le passage à la vie moderne a pu se dérouler. C'est ce que nous désignons par « basculement » pour marquer le processus du changement. La notion de condition réfère à la scène de la vie des êtres humains : la manière dont la vie est offerte aux hommes, et les comportements humains rattachés aux types de vie. Arendt divise la vie humaine entre « *Vita activa* » et « *Vita contemplativa* » selon une conception grecque pour opposer la vie active à celle de la contemplation ou du repos (Arendt, 1988).

La « *Vita Activa* », le domaine exclusif des mouvements ou des activités physiques et mentales, comprend le travail, l'œuvre et l'action. La conception du travail que Arendt emprunte à Marx est strictement biologique puisqu'elle est définie au sens métabolique. Le travail destiné à nourrir le corps humain en assurant la condition de la vie ne peut produire que des choses éphémères pour satisfaire le fonctionnement physiologique. L'être humain limité au travail correspond à « *l'animal laborans* » qui ne s'occupe que de ses besoins et de ses désirs.

L'œuvre est l'activité de transformation des éléments de la nature en choses durables. C'est le domaine des métiers et de la fabrication d'autrefois avant le capitalisme, et de l'ingénierie et de la technoscience d'aujourd'hui (après le capitalisme). Ces activités produisent des outils et façonnent artificiellement le monde. L'être humain dans cette condition correspond à « *l'homo faber* ». L'œuvre conditionne le monde des êtres humains qui vient se greffer à la nature. L'environnement est par conséquent constitué de la nature et des produits de l'œuvre humaine.

L'action, enfin, renferme « le parler » et « l'agir » qui relient les êtres humains. Cette activité suppose l'interaction avec plusieurs individus. Elle correspond à la condition de la pluralité parce qu'elle est destinée à des groupes, à une collectivité, à la cité. L'action est en rapport avec toute l'existence humaine, c'est le domaine de la politique où s'administrent les affaires publiques.

Ces activités caractérisent la *vita activa* ou le non-repos, duquel Arendt (1988) distingue la *vita contemplativa*. Cette dernière est le repos du savant ou la sphère du philosophe à qui la vérité du monde est révélée sans qu'il ait même besoin de penser, raisonner ou se mouvoir. Libéré des besoins et des nécessités du corps dans la cité ou dans le monde, seul, le philosophe se consacre à contempler la beauté idéale de l'existence. Cette attitude est une caractéristique ancienne du philosophe qu'exprime cette précision, « la contemplation en tant que faculté distincte de la pensée et du raisonnement » (Arendt, 1988, p. 51). Ainsi, la volupté philosophique ne sollicite pas les facultés de penser et de raisonner. Socrate en serait d'ailleurs le plus illustre pratiquant. Arendt affirme encore que

« l'entendement, le mouvement de raisonner » (1988, p. 52), même ajouté à la *vita activa*, ne rendrait pas cette dernière suffisante pour exprimer toute la condition humaine. La jouissance de la vérité, la faculté réservée exclusivement au sage, resterait ainsi le chaînon manquant. On se rend également compte que ni l'entendement ni la raison ne sont des repos, ce sont des mouvements. Ils sont par conséquent extérieurs à la contemplation.

Ayant présenté les activités conditionnant l'existence humaine, l'auteur expose leur évolution historique. Selon Arendt, si la tradition grecque a été marquée par la prédominance de la *Vita contemplativa* avec le souci de l'éternité des philosophes, celle de l'Empire romain a été marquée par le règne de la politique, de l'action. L'action permit une prégnance de la *vita activa* causée par celle du souci d'immortalité⁴¹ dans la cité. Cependant, la fin de l'Empire romain rendit si évidente l'inaccessibilité du désir humain de ne point mourir et la fragilité de l'action, que l'éternité promise par le christianisme trouva des oreilles attentives pour restaurer à nouveau la supériorité de la *vita contemplativa* sur la *vita activa*. À la fin du moyen âge, avec la révolution héliocentrique de Galilée, la perte d'influence de l'action se poursuivit au point de réduire toute la *vita activa* aux nécessités du travail et de l'œuvre. Les prémices de l'ère moderne dateraient de la période postgaliléenne avec un accent mis sur l'invention d'outils destinés à satisfaire les nécessités de la vie en produisant des biens d'usage. Cette époque consacra d'abord le renversement de l'action par l'œuvre ou celui du politique par l'*homo faber*. Ce renversement fut suivi par un autre assez rapide caractérisé par le passage de la production de biens d'usage à celle de biens échangeables. C'est l'avènement de l'ère moderne conditionnée par les nécessités et par les inclinations humaines comme dans l'ère de l'*homo faber*, mais en s'en distinguant tout de même. En effet, l'artisan produisait l'objet dans l'isolement avant de l'exposer au public. Le travail de l'artisan a désormais lieu dans l'indiscrétion de l'espace public. L'artisanat devient l'entreprise, et le travail est vulgarisé, subdivisé entre plusieurs travailleurs employés pour la fabrication de

⁴¹La contemplation était perçue comme l'expérience de l'éternité, une jouissance de courte durée pour les philosophes opposée à la quête l'immortalité des hommes ordinaires à travers la production de choses durables par l'œuvre. Les hommes se sentaient ainsi immortels comme les dieux grâce à la permanence de leurs œuvres. Une assurance de laquelle se méfiaient les philosophes.

masse. Arendt parle de société de travailleurs ou de l'animal *laborans*. Cette société dominée par l'activité du travail produit des choses non durables en vue d'échanges utiles au métabolisme vital. L'utilité des objets est importante tant sous le règne de l'*homo faber*, au début de la modernité, qu'aujourd'hui sous celui de l'animal *laborans*. Cependant, sous l'ère de l'animal *laborans*, les choses utiles sont complétées par le superflu ou par la futilité des objets échangeables qui la caractérisent. Chez Arendt, la société de travailleurs, de l'animal *laborans*, est synonyme de société de consommation.

Les idéaux de l'*homo faber*, fabricant du monde : la permanence, la stabilité, la durée, ont été sacrifiés à l'abondance, l'idéal de l'animal *laborans*. [...] On dit souvent que nous vivons dans une société de consommateurs et puisque, nous l'avons vu, le travail et la consommation ne sont que deux stades d'un même processus imposé à l'homme par la nécessité de la vie, ce n'est qu'une autre façon de dire que nous vivons dans une société de travailleurs. (1988, p. 176)

Ce bouleversement réduit ainsi toutes les autres activités de la *vita activa* au cycle de la vie biologique en alternant le travail et la consommation. Il est aussi caractérisé par une exclusion totale de la quête contemplative de la vérité éternelle des Anciens et des philosophes. Aussi bien dans la philosophie que dans le christianisme, aujourd'hui tout semble motivé par le « gagne-pain » et le « bonheur du plus grand nombre ». Ce qui n'alimente pas le métabolisme de la vie n'est pas considéré comme étant de la valeur. En mettant l'action et l'œuvre au service du travail voué à satisfaire les besoins éphémères du corps, la conséquence est la création de l'abondance avec des choses non durables, et la production de gaspillage qui en découle.

Un des signaux d'alarme les plus visibles indiquant que nous sommes peut-être en train de réaliser l'idéal de l'animal *laborans*, c'est la mesure dans laquelle toute notre économie est devenue une économie du gaspillage dans laquelle il faut que les choses soient dévorées ou jetées presque aussi vite qu'elles apparaissent dans le

monde pour que le processus lui-même ne subisse pas un arrêt catastrophique (Arendt, 1988, p. 185).

Les aliments sont des biens périssables destinés à être consommé pour assurer le fonctionnement de l'organisme humain. Ils correspondent de ce fait aux caractéristiques éphémères des produits ou des nécessités métaboliques du travail dans la *vita activa*, tout en corroborant les observations faites sur les processus menant au gaspillage alimentaire.

D'autre part, la société de consommation « encastrée » dans le travail soumet l'existence humaine à une vie d'esclave. Ce sens péjoratif du travail est présent chez Marx, mais aussi chez Simone Weil notamment par ce vers d'Homère dans son livre *La condition ouvrière* : « bien malgré soi, sous la pression d'une dure nécessité » (1951, p. 148). L'automatisation réduisant les heures de travail humain et augmentant les heures de loisir, répondrait à cette antique préoccupation de se libérer de la soumission aux labeurs. Cependant, le succès de la productivité élevée du travail des machines, en augmentant le temps de loisir, a automatiquement transformé le loisir en consommation. La mécanisation n'a fait qu'augmenter le rythme de la consommation qui occupe désormais aussi le temps de loisir. La nature du travail a certes changé, mais la société demeure sous le même empire du travail et de la consommation qui correspond bien à la société d'hyperconsommation décrite plus tard et autrement par Lipovetsky (2003). Cette orientation légitime une inquiétude chez Arendt :

[...] les loisirs de l'animal *laborans* ne sont consacrés qu'à la consommation, et plus on lui laisse le temps, plus ses appétits deviennent exigeants, insatiables. Ces appétits peuvent devenir plus raffinés, de sorte que la consommation ne se borne plus aux nécessités, mais se concentre au contraire sur le superflu : cela [...] implique la menace qu'éventuellement aucun objet du monde ne sera à l'abri de la consommation, de l'anéantissement par la consommation. (1988, p. 184)

Cette crainte traduit les enjeux écologiques du diagnostic des transformations existentielles qui ont mené à la victoire de l'animal *laborans* ou à son ralliement par les autres facultés humaines. L'évolution des rapports de force au sein de la *vita activa*, et entre la *vita activa* et la *vita contemplativa* a abouti à un mode vie qui consomme la nature et le monde. Ce mode de vie pourrait finir par se consommer lui-même. Sans s'y être directement attaquée, l'analyse arendtienne de la condition humaine critique à la fois la théorie de la valeur-travail et son soutien obtenu de la théorie de la valeur-utilité. Cette analyse historique dévoile les activités que le monde moderne a abandonnées pour se soumettre seulement au travail et à ses besoins.

CONCLUSION

Ce chapitre montre l'insuffisance d'une description empirique restreinte aux acteurs de la chaîne alimentaire des causes du gaspillage, car une grande partie de ces causes relève de l'idéal capitaliste de la société. La compréhension du capitalisme, de son mécanisme de marché, et de ses instruments de promotion et de défense est de ce fait cruciale pour le diagnostic. Ainsi, la culture de l'abondance à travers le consumérisme et la croissance créent aussi du gaspillage alimentaire. Cependant, les mécanismes du marché de l'offre et de la demande ne peuvent décrire qu'une partie du gaspillage, celle causée par l'excès d'offre, c'est « le gaspillage transactionnel ». De ce point de vue économique, le gaspillage est causé par les entraves à la liberté du marché. Or, cette analyse ignore que le gaspillage résulte tout autant du dysfonctionnement du modèle théorique néoclassique. De fait, le marché n'est pas parfait comme l'affirment les économistes néoclassiques et libéraux. Le marché produit parfois plus qu'il en a besoin, il engendre ainsi l'excès d'offre. En plus, ce marché restreint ne peut pas voir le gâchis causé par les actes réels de consommation et de production dans les ménages, dans les usines, et les commerces, hors du mécanisme simplifié de l'offre et de la demande, c'est-à-dire hors des transactions. Ce gaspillage est issu de comportements

individuels et collectifs influencés par la culture d'abondance, l'idéologie de la croissance, et l'impact compulsif du marketing et de la publicité sur la consommation.

Le rôle du marketing et de la publicité dans la transformation des mentalités et des comportements individuels et sociaux démontre l'existence d'une logique performative en arrière-plan des mécanismes du marché. La double fonction de promoteur et de défenseur du capitalisme assurée par le marketing et la publicité nivèle la consommation et la production, le consumérisme et le productivisme, en les hissant à des niveaux de croissance toujours plus élevée. Cette mission a dépassé cependant le stade de l'adaptation des produits aux besoins et inversement, pour devenir purement transactionnelle. Désormais, les ventes et les achats superflus s'effectuent en absence de tout besoin réel. On aboutit à un dévoiement de la consommation qui se manifeste dans l'accumulation de produits superflus, y compris les aliments qui finiront en déchets ou détournés de l'alimentation humaine.

Par ailleurs, les liens entre la science économique et l'utilitarisme montrent les bases morales de l'idéologie du marché, mais aussi les origines des concepts de croissance et de consommation dans l'économie politique. Pourtant, c'est Hannah Arendt qui apporte, sur le plan philosophique, la compréhension la plus indépendante des disciplines. En présentant historiquement comment cette éthique soumise à la vie biologique s'est imposée à celles de l'esprit dans toutes les sphères de l'existence humaine, Arendt pallie les faiblesses de la critique marxienne contre le capitalisme. Enfin, l'auteure attire l'attention sur la menace que représente le comportement autophage d'une société moderne prise dans le cycle accéléré du travail et de la consommation. Une telle société ne met pas suffisamment en perspective les conséquences du gaspillage des ressources naturelles pour se rendre compte que ce qu'elle consomme et jette est aussi la vie, sur laquelle repose entièrement la société humaine. Les critiques écologistes de Latouche et celles d'Arendt sont importantes à des échelons différents de la pensée, mais elles se rejoignent dans l'alerte morale. Le prochain chapitre présente les moyens de lutte contre le gaspillage alimentaire à travers l'intervention en cours au Québec, puis analyse l'efficacité des moyens éthiques disponibles.

CHAPITRE 3

ÉVALUATION DES MOYENS ÉTHIQUES CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

INTRODUCTION

Le gaspillage alimentaire est un aspect particulier du gaspillage général des ressources naturelles, par conséquent, les deux fléaux ont des causes communes. Ainsi, le chapitre précédent s'est intéressé à la compréhension du rôle joué par le capitalisme dans la construction des comportements ayant conduit au gaspillage des ressources naturelles et, par là même, ceux ayant créé le gaspillage alimentaire. Ces responsabilités du capitalisme apparaît aussi bien dans sa conception théorique que dans ses mécanismes d'application à travers la croissance et le consumérisme. Ces mécanismes n'agissent pas seuls, ils sont amplifiés par le marketing et la publicité, mais aussi par la complicité motrice de la technoscience mise en évidence par Hannah Arendt. Le travail physique traditionnellement destiné à nourrir le corps est renforcé par les prouesses de la technoscience qui agissent comme un prolongement du corps humain. Il est désormais parvenu à évincer toutes les autres facultés humaines : la création, la politique et la philosophie. Cette triple éviction a consacré *de facto* l'émergence d'un ordre économique, d'une société de l'expansivité et de la consommation, voire de l'hyperconsommation, qu'est la modernité capitaliste et dont le gaspillage alimentaire est une conséquence.

Ce chapitre évalue les moyens éthiques pour lutter contre ce problème de gaspillage, singulièrement, leur capacité à motiver des décisions et des actions réelles pour réduire le gaspillage alimentaire. Le problème environnemental détériore autant le bien-être humain que la nature, et soulève des enjeux de justice sociale et de justice distributive. Ces enjeux d'appauvrissement de la vie humaine et de la nature engagent l'éthique du *care* ou de la sollicitude dont le nouveau paradigme moral est la « capacité à prendre soin d'autrui », le « souci prioritaire des rapports avec autrui », selon Carol Gilligan (1982, p.37; cité par Zielinski, 2010, p. 632). Mais en raison de leur capacité à aborder en plus de la vulnérabilité

le problème de la technoscience, l'éthique environnementale et l'éthique de responsabilité ont été choisies pour décrire la nature des moyens à solliciter contre le gaspillage alimentaire. Le but est alors de montrer l'utilité pratique des théories d'éthique environnementale et d'éthique de la responsabilité dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Ainsi, la première partie expose sommairement les moyens déployés au Québec en soulignant leur insuffisance au regard de la poursuite remarquable du gaspillage alimentaire. La seconde partie examine la contribution que pourraient avoir l'anthropocentrisme, l'écologie profonde, le pathocentrisme, le biocentrisme et l'écocentrisme contre le gaspillage alimentaire dans les discussions sur la valeur de la nature. La troisième partie fait de même avec les principes de responsabilité et de précaution en s'appuyant sur la dimension inquiétante de la complicité entre le capitalisme et la technoscience. La quatrième partie note que le caractère spéculatif du discours philosophique, le monisme des théories éthiques et les peurs de l'idéal de l'écologie et de la nature elle-même entravent l'application des contributions théoriques. Enfin, la dernière partie montre avec des études empiriques que malgré ces difficultés, les propositions théoriques sont prises en compte dans des programmes institutionnels. La production et la consommation éthique illustrent ainsi à la fois une exploitation commerciale des propositions éthiques, mais également un contrôle pragmatique et inattendu du marché par l'éthique.

3.1 PROGRAMMES ET INTERVENTIONS

L'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015 constitue un tournant dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. On est en effet passé d'initiatives locales disparates à un véritable programme d'action international coordonné. L'objectif 12, « établir des modes de consommation et de production durables » indique la durabilité comme la qualité ou la valeur que les gouvernements, les entreprises et les consommateurs doivent désormais intégrer à leurs actions. La réduction du gaspillage alimentaire est précisément une des actions pour atteindre

cet objectif tel que mentionné en sa cible 12.3 : « D’ici à 2030, réduire de moitié à l’échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes alimentaires tout au long des chaînes de production et d’approvisionnement, y compris les pertes après récolte » (ONU, 2015). Ainsi, avec le Sommet des parties prenantes de septembre 2015 intitulé « No More Food to Waste » et dans l’élan même de l’adoption des ODD, est mise en place l’initiative « Champions 12.3 ». C’est une coalition de directeurs de grandes entreprises, d’organisations internationales, de ministères gouvernementaux, d’instituts de recherche, de fondations, d’organisations d’agriculteurs et de la société civile, pour inspirer et mobiliser des actions en faveur de la cible 12.3 des ODD dans tous les pays engagés (WRI, 2019a, 2019b). Cette cible est en fait un objectif supranational auquel se réfèrent désormais des programmes nationaux se déployant dans diverses actions sectorielles. Des organismes publics dirigent ces programmes et actions avec la participation de diverses composantes sociales : les entreprises, les organisations non gouvernementales, les municipalités, les groupes communautaires et les individus. Ainsi, les différents plans nationaux contre le gaspillage alimentaire dérivent en grande partie de cette cible 12.3, ou lui ont été adaptés.

3.1.1 Le programme du Canada

Le Canada ne s’est pas encore débarrassé du gaspillage massif des aliments, bien qu’il ne reste pas inactif. Dans son combat contre le gaspillage alimentaire, Second Harvest⁴² collecte à travers un vaste réseau les surplus alimentaires des fermes aux épiceries avant qu’ils échouent dans les bacs à ordures. En 2013, a été mis en place le Conseil national zéro déchet ou *National zero waste council* (NZWC), un organisme multisectoriel. NZWC rassemble le gouvernement fédéral, des entreprises, des organismes non gouvernementaux (ONG), des leaders urbains régionaux et des universités pour lutter contre le gaspillage

⁴² Organisation caritative Canadienne créée en 1985 pour lutter contre la faim et protéger l’environnement en réduisant le gaspillage alimentaire.

alimentaire dans une optique d'économie circulaire (NZWC, 2017, 2018). Ces acteurs veulent parvenir, avec ceux des différents maillons de la chaîne alimentaire, à des solutions innovantes minimisant le gaspillage en faisant des rebuts des uns, les matières premières et intrants des autres. Ce conseil canadien s'inscrit dans la dynamique des programmes internationaux Champions 12.3 pour les ODD, Champions aux États-Unis, et FUSIONS pour l'Union européenne. Ainsi, comme ses pairs le NZWC a adopté le même objectif de réduction de 50 % du gaspillage alimentaire à l'horizon 2030.

3.1.2 Les interventions au Québec

Il n'existe pas de loi sur le gaspillage alimentaire au Québec. Une enquête menée par la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM intitulée *Le gaspillage alimentaire entre la distribution au détail et la consommation*, a été publiée en septembre 2018. Ce document permet de comprendre et de décrire le gaspillage alimentaire au stade spécifique de « l'interface distributeurs et consommateurs ». Cette étude indique que le gouvernement du Québec s'intéresse au problème dans sa politique bioalimentaire 2018-2025 et dans sa stratégie de développement durable 2015-2025. Ainsi, des mesures sont prises pour « encourager la vente et l'utilisation de légumes déclassés et des incitatifs fiscaux pour favoriser le don d'aliments aux banques alimentaires. » (Audet & Éliane, 2018, p. 8) On remarque par ailleurs qu'il n'existe pas un objectif global chiffré pour la province, ce qui aurait nécessité une collecte de donnée locale. Cependant, puisque les actions provinciales accompagnent celles du gouvernement fédéral, le Québec participe ainsi à l'objectif de réduction de 50 % du gaspillage alimentaire d'ici à 2030 du NZWC. Plusieurs ministères collaborent pour réaliser cet objectif. L'étude de la TQSA permet de se faire une idée générale des actions québécoises en cours. Dans une seconde partie, en effet, l'étude répertorie les différentes initiatives publiques et privées sur le territoire du Québec. La méthode utilisée est le modèle conceptuel des environnements favorables aux saines

habitudes de vie (SHV)⁴³. L'inventaire des interventions en cours au Québec est structuré en prenant en compte l'environnement global subdivisé selon son caractère physique, socioculturel, politique, et économique.

- L'environnement physique inclut les éléments naturels et artificiels (l'aménagement du territoire, les infrastructures, les installations, etc.);
- l'environnement socioculturel se réfère aux structures et aux modes de fonctionnement des individus ou des groupes d'individus et à la culture qui en résulte (les rapports sociaux, les normes, les conventions, etc.);
- l'environnement politique fait référence aux structures et aux modes de fonctionnement relatifs à l'organisation et à l'exercice du pouvoir (les politiques, la réglementation, la participation de la population, etc.);
- l'environnement économique renvoie aux structures et aux modes de fonctionnement ayant un lien avec les activités de production, de consommation et d'utilisation de la richesse ainsi qu'aux valeurs et aux motivations essentielles à la prise de décisions économiques (le prix relatif des biens et des services, le pouvoir d'achat, les subventions et autres incitatifs financiers, etc.). (TQSA, 2019, p. 17)

La TQSA énumère les interventions dans une série de sept tableaux couvrant 22 pages dont on propose la synthèse dans le tableau suivant.

⁴³« Selon le document intitulé *Pour une vision commune des environnements favorables : à la saine alimentation, à un mode de vie physiquement actif et à la prévention des problèmes reliés au poids*, un environnement favorable se réfère à l'ensemble des éléments de nature physique, socioculturelle, politique et économique qui exercent une influence positive notamment sur l'alimentation, et dans le cas présent, sur la prévention du gaspillage alimentaire » (TQSA, 2019, p. 17) Voir aussi Ministère de la Santé et des Services sociaux, « Pour une vision commune des environnements favorables à la saine alimentation, à un mode de vie physiquement actif et à la prévention des problèmes reliés au poids » (2012)

Tableau 4: Synthèse des interventions préventives contre le gaspillage alimentaire en cours au Québec

<p>INTERVENTIONS RÉPERTORIÉES POUR PRÉVENIR LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE AUPRÈS DES CONSOMMATEURS</p>	<p>Auprès des consommateurs en fonction de l'environnement physique</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager le recours à des modes d'approvisionnement non traditionnels - Soutenir la mise en œuvre d'initiatives visant le don de denrées alimentaires
	<p>Auprès des consommateurs en fonction de l'environnement économique</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir l'accès à des aliments à faible coût en vue de prévenir le gaspillage alimentaire
	<p>Auprès des consommateurs en fonction de l'environnement socioculturel</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les consommateurs au gaspillage alimentaire (importance, rôle, valeur des aliments, etc.) et aux actions à entreprendre pour le réduire - Soutenir le développement des connaissances et compétences en matière de saine alimentation (ex. : programmes éducatifs, campagnes, outils)
	<p>Auprès des consommateurs en fonction de l'environnement politique</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer le gaspillage alimentaire dans les divers documents d'orientation en lien avec le développement durable 	

<p>INTERVENTIONS RÉPERTORIÉES POUR PRÉVENIR LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE AUPRÈS DES ACTEURS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE</p>	<p>Auprès des acteurs du système alimentaire en fonction de l'environnement physique</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les initiatives visant l'optimisation de procédés en vue d'une meilleure conservation des aliments - Soutenir la récupération de surplus ou d'invendus alimentaires pour la commercialisation de nouveaux produits (pratiques innovantes) - Soutenir la récupération de surplus ou d'invendus alimentaires pour la vente (dans des canaux de distribution innovateurs) - Soutenir la récupération de surplus ou d'invendus alimentaires pour le reconditionnement de produits en vue de la vente - Soutenir la récupération de surplus ou d'invendus alimentaires pour le reconditionnement de produits en vue du don - Soutenir la récupération de surplus ou d'invendus alimentaires pour le don
	<p>Auprès des acteurs du système alimentaire en fonction de l'environnement économique</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Offrir des incitatifs financiers aux donateurs qui soutiennent la réduction du gaspillage alimentaire - Soutenir financièrement les initiatives visant la réduction du gaspillage alimentaire - Offrir des incitatifs financiers aux entreprises qui offrent des aliments imparfaits ou ramollis

	Auprès des acteurs du système alimentaire en fonction de l'environnement socioculturel
	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les restants alimentaires dans les restaurants - Sensibiliser des acteurs au gaspillage alimentaire (importance, rôle, valeur des aliments, etc.) et aux actions à entreprendre pour le réduire - Accompagner les acteurs dans le processus de changement en matière de réduction du gaspillage alimentaire et mettre en valeur les initiatives et les agents de changement (« champions ») en la matière - Soutenir le don de denrées alimentaires - Soutenir le maillage, le réseautage et la concertation entre les différents acteurs en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire
	Auprès des acteurs du système alimentaire en fonction de l'environnement politique
	<ul style="list-style-type: none"> - Traiter du gaspillage alimentaire dans les divers documents d'orientation en lien avec le développement durable - Assurer la mise à jour des documents d'orientation en faveur de la réduction du gaspillage alimentaire

Source : Gaspillage alimentaire : survol des causes et des interventions en cours en matière de prévention au Québec, 2019, TQSA (synthèse 19-41 pp)

Ce tableau exprime autant une diversité de la typologie des acteurs qu'une multiplicité des acteurs et des initiatives au Québec. Malgré la volonté gouvernementale exprimée à travers l'engagement de plusieurs ministères et organismes publics, il n'existe pas encore de programme doté d'un objectif précis quantifié coordonnant les interventions. Bien que l'existence de ces initiatives soit encourageante, il n'est pas certain qu'on puisse en arriver à

une inversion de la tendance croissante du gaspillage alimentaire. Aucune amélioration générale n'est encore enregistrée. On en est encore à l'élaboration des solutions et à l'application des mesures locales dans la meilleure des situations autant au Québec qu'ailleurs dans le monde. Des voies d'améliorations ou de dépassement des solutions existantes peuvent être explorées et même proposées avec l'analyse éthique. Évaluons l'applicabilité des moyens dont dispose cette analyse.

3.2 UN DÉTOUR PAR L'ÉTHIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Les convictions éthiques peuvent s'appréhender sur le plan psychologique comme des convictions morales ou des certitudes morales sur lesquelles se base l'individu pour adopter une attitude face à une question ou une situation donnée. Selon Christopher W. Bauman et Linda J. Skitka:

Moral conviction is a subjective assessment that one's attitude about a specific issue or situation is associated with one's core moral beliefs and fundamental sense of right or wrong. A growing body of research demonstrates that level of moral conviction reliably predicts changes in the way people think, feel, and act in situations, irrespective of whether that situation fits normative definitions of morality. (2009, p. 1)

En effet, les convictions morales ou certitudes morales sont un ensemble de croyances rattachées à des valeurs rigides⁴⁴ exerçant une influence sur le comportement à travers le jugement. Les certitudes morales réfèrent au sens subjectif de la confiance dans le jugement éthique que tient un individu sur un objet (Jones Thomas & Ryan, 1997). Elles font ainsi

⁴⁴ On veut désigner les valeurs admises comme bonnes *a priori*, socialement acceptées et partagées qui ne sont pas révocables du point de vue de l'individu. Elles peuvent correspondre aux noumènes chez Kant et à d'autres normes sociales auxquelles adhère l'individu comme les normes ou les valeurs environnementales.

partie du jugement éthique et constituent un système de vérités préétablies et absolues⁴⁵ rationalisant la décision et l'action. Il est possible cependant de dépasser ce stade nouméal. Le système de vérités peut s'enrichir de théories et de connaissances nouvelles dont les arguments initialement soutenus par des certitudes qu'on croyait irrévocables se renforcent. Ce passage de la stricte pureté morale à un ensemble de connaissances objectives, subjectives, sensibles et émotionnelles, aidé par des contributions informationnelles et scientifiques variées, permet d'aboutir aux convictions éthiques. Ces dernières concernent autant l'individu et ses valeurs que la société et ses normes. Les convictions éthiques peuvent de ce fait être constituées de valeurs personnelles et interpersonnelles, de normes sociales, de convictions écologiques basées sur des croyances ou sur des connaissances, etc. De ce point de vue, l'activité théorique des éthiciens de l'environnement participe à la construction de convictions éthiques individuelles et collectives.

Comprendre l'apport de cette activité, dans le but d'assainir les comportements consuméristes et productivistes provoqués par le capitalisme, mais également pour combattre le déficit technoscientifique en cause dans le gaspillage alimentaire, constitue l'objectif de cette section. Pour ce faire, nous procéderons à l'examen de l'anthropocentrisme de la théorie éthique classique, et de sa critique par l'éthique environnementale. En relevant les caractéristiques de ces positions éthiques et des critiques formulées à leur égard, on tente de dire comment ces singularités sont une force ou une faiblesse pour lutter contre le gaspillage alimentaire. Les critiques n'ont pas un but de réfutation des théories présentées, leur validité ou leur recevabilité n'est donc pas un critère. La raison de l'invocation des critiques est l'effet entravant de leur existence sur les convictions construites par les théories. Les théories et leurs critiques créent elles-mêmes une inflation du discours nocive pour les convictions. D'autres efforts de persuasion et d'incitation doivent certainement venir en complément⁴⁶.

⁴⁵ Voir note précédente

⁴⁶ La baisse des prix de la consommation éthique par exemple, voir la dernière section.

Quant aux critères pouvant être en rapport direct avec une politique de lutte contre le gaspillage alimentaire, essentiellement deux pourront servir de guides.

- **Le rapport de la théorie d'éthique environnementale avec la technoscience :** l'insuffisance technologique a été identifiée comme une cause du gaspillage postrécolte, surtout dans les pays en développement. Ce gaspillage n'est pas volontaire puisqu'il est subi en raison de la faible capacité technoscientifique des pays. Or, la relation des humains avec la technologie génère aussi des problèmes éthiques et suscite de la méfiance. Pour certaines théories d'éthique environnementale, la technoscience est une cause de la destruction de la nature, elles lui sont hostiles. Par conséquent, l'acceptation ou le refus de la technoscience par les théories d'éthique environnementale devrait permettre d'évaluer la contribution de cette dernière à la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- **Les effets des théories d'éthique environnementale par rapport aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux** qu'a décrit le premier chapitre. Ce sont également des enjeux éthiques puisqu'ils impliquent ceux de la justice sociale, de la justice distributive et de la justice climatique. Le gaspillage alimentaire diminue les ressources naturelles et pollue. Il en résulte une pauvreté à l'origine de tensions dans la répartition des ressources insuffisantes. Ces tensions peuvent entraîner des conflits, de l'insécurité alimentaire, de la faim et aggraver la pauvreté. La diminution des ressources et la pollution participent également au dérèglement climatique à travers le phénomène d'effet de serre, source de catastrophes naturelles. Cette réaction violente de la nature produit les mêmes effets que la pauvreté ou les amplifie.

À ce stade de l'analyse, l'ajout à la délimitation du gaspillage au chapitre 1 des pertes incombant à l'incapacité technoscientifique à protéger les récoltes, nous paraît utile pour accroître la portée de la réflexion, mais surtout pour estimer le caractère pratique des théories éthiques. Le gaspillage analysé ici, en plus d'être celui des comportements d'excès de production, de consommation, de tri indu et de dévalorisation des aliments des pays riches,

est aussi celui de l'incapacité technoscientifique à protéger les récoltes des pays pauvres. On peut désigner le gaspillage des comportements d'excès par « gaspillage dû à l'abondance » et celui de l'incapacité technoscientifique par « gaspillage dû à la pauvreté ».

Ainsi, après avoir montré les différences entre les théories éthiques par rapport à ces critères, il sera possible d'évoquer dans une autre section le caractère idéaliste, spéculatif et moniste que ces théories éthiques ont en commun, et les obstacles entravant la motivation de l'action.

3.2.1 L'anthropocentrisme

Jusqu'aux années 1970, l'éthique s'intéresse essentiellement à la façon dont les humains doivent agir avec d'autres humains. Les êtres non humains ne sont pas au centre des préoccupations des éthiciens. L'être non humain ne peut avoir qu'une valeur limitée à celle de moyen pour accomplir la visée humaine. Pour Kant, par exemple, la dignité morale est une valeur reconnue qu'aux seuls êtres humains parce qu'ils sont dotés de raison. Elle est une « valeur intrinsèque » à l'être humain. Ce dernier est de ce fait une « fin en soi » par opposition aux moyens. Les êtres non raisonnables sont des « choses » et peuvent être utilisés comme des instruments par la raison ou par les humains raisonnables. La capacité de raisonner conditionne le respect, c'est la propriété par laquelle se distinguent les êtres humains pensants des autres espèces reléguées au rang de simples êtres naturels.

Les êtres dont l'existence dépend, à vrai dire, non pas de notre volonté, mais de la nature, n'ont cependant, quand ce sont des êtres dépourvus de raison, qu'une valeur relative, celle de moyens, et voilà pourquoi on les nomme des choses; au contraire, les êtres raisonnables sont appelés des personnes, parce que leur nature les désigne déjà comme des fins en soi, c'est-à-dire comme quelque chose qui ne peut pas être employé simplement comme moyen, quelque chose qui par suite limite d'autant toute faculté d'agir comme bon nous semble (et qui est un objet de respect). (Kant, 2013, p. 41)

Cette conception est aussi une idée dominante du rationalisme du siècle des Lumières selon lequel la nature n'est qu'un objet au service de l'homme comme il a été vu au chapitre 2. Ce désir de maîtriser la nature et de hisser l'humain au sommet de toute hiérarchie de considération est tolérant à l'égard de la technoscience, en est même l'allié. Cette alliance est essentielle à l'anthropocentrisme, la technoscience se présentant comme un moyen à la disposition de l'homme, un *continuum* du pouvoir humain pour résoudre ses problèmes et pour s'imposer aux autres êtres ou choses. De ce point de vue, les technologies agricoles et de conservation des aliments permettant de réduire le gaspillage alimentaire au stade post-récolte montrent que l'anthropocentrisme est un atout pour la lutte contre le gaspillage alimentaire. L'anthropocentrisme peut être un moyen d'intervention efficace pour une solution éthique.

En revanche, l'immoralité du gaspillage alimentaire se réduit à ses coûts économiques et à ses conséquences sur la sécurité alimentaire et sanitaire puisque la décision et l'action s'évaluent à travers la manière dont elles affectent les humains. Le gaspillage alimentaire se limite à un problème affectant essentiellement la condition économique : les pertes financières liées aux aliments jetés et les coûts du traitement des déchets. Sur un plan à la fois économique et social, les aliments gaspillés sont une occasion manquée de réduire l'insécurité alimentaire, la faim et la pauvreté. Il est possible d'ajouter également les risques sanitaires liés aux déchets. L'impact sur la nature est minimisé et n'est pas perçu comme une transgression morale comme le sont les atteintes à l'intégrité et à la dignité humaine. La nature, qu'affecte pourtant le gaspillage alimentaire, n'a qu'une valeur subjective ou relative, dépendante du service que la nature rend à un être supérieur, l'être humain. L'anthropocentrisme devrait donc s'opposer au gaspillage alimentaire dans le but d'assurer un partage plus équitable des ressources naturelles, afin que celles-ci profitent à davantage d'êtres humains, ou pour réduire la pollution en vue de protéger la santé humaine. En surclassant l'humain par rapport au naturel, l'intention d'une telle politique n'est pas un partage ou une exploitation en vue de garantir l'équilibre et le respect de la nature. La satisfaction des humains paraît être le seul véritable but.

L'éthique environnementale naît avec la critique de cette conception de l'humain comme centre de la « considérabilité » morale⁴⁷ au détriment de la nature. L'article de Richard Routley (1973) intitulé « Is There a Need for a New, an Environmental, Ethic? » insiste sur l'importance de reconnaître une valeur morale à la nature. Posant la question de l'existence d'une valeur intrinsèque de la nature, Routley mentionne que l'attitude humaine à penser que seul l'être humain (sa propre espèce) mérite une considération morale est du « chauvinisme humain ».

The liberal philosophy of the Western world holds that one should be able to do what he wishes, providing (1) that he does not harm others and (2) that he is not likely to harm himself irreparably.

Let us call this principle basic (human) chauvinism - because under it humans, or people, come first and everything else a bad last - though sometimes the principle is hailed as a freedom principle because it gives permission to perform a wide range of actions (including actions which mess up the environment and natural things) providing they do not harm others. In fact it tends to cunningly shift the onus of proof to others. (1973, p. 207)

La morale occidentale limitée à encadrer la liberté par le respect de soi et d'autrui (les autres humains) est jugée partielle et déresponsabilisante. Ce parti pris moral au profit du comportement humain, tendra à s'accommoder du gaspillage alimentaire pour ne pas remettre en question l'idéologie de la croissance et du consumérisme, pourvu que les pertes économiques soient contenues. Une telle éthique est *pro* utilitariste et laxiste à l'égard de l'hédonisme humain.

La même année 1973, Arne Naess publie sa conception radicale de l'écologie sous l'expression de « Deep ecology » dans un article intitulé « The Shallow and the Deep Long Range Ecology Movement », alors que Peter Singer s'engage pour la défense des animaux avec son livre *La libération animale*. Ces publications annoncent le mouvement d'éthique

⁴⁷Ce néologisme bien attesté en anglais (*considerability*) désigne le fait qu'un être mériterait (ou non) la considération morale. (Létourneau, 2010)

environnementale. Sous quels aspects les positions de ces auteurs servent-elles ou desservent-elles la lutte contre le gaspillage alimentaire en contestant l'anthropocentrisme?

3.2.2 L'écologie profonde

L'écologie profonde (ou *Deep ecology*) est une affirmation radicale contre l'anthropocentrisme imputé au christianisme (François, 2012). Le Décalogue et la Règle d'or⁴⁸ témoignent de cette influence. Par *Deep ecology*, Naess s'oppose aux écologies dites superficielles ou modérées (*shallow ecology*). En souscrivant à la domination de l'homme sur la nature, les écologies modérées cherchent à concilier une gestion de la nature avec l'orientation actuelle de la société. Elles encensent ainsi un monde de croissance et de consommation de masse. Le philosophe norvégien taxé par ailleurs de promouvoir un panthéisme écologique (culte de la nature) exprime son écologisme radical en huit postulats.

1. Le bien-être et l'épanouissement de la vie humaine et non humaine sur Terre ont une valeur en eux-mêmes (synonymes : valeur intrinsèque, valeur intrinsèque, valeur intrinsèque) *sic*. Ces valeurs sont indépendantes de l'utilité du monde non humain à des fins humaines.
2. La richesse et la diversité des formes de vie contribuent à la réalisation de ces valeurs et sont également des valeurs en elles-mêmes.
3. Les humains n'ont pas le droit de réduire cette richesse et cette diversité si ce n'est pour satisfaire des besoins vitaux.
4. L'interférence humaine actuelle avec le monde non humain est excessive, et la situation s'aggrave rapidement.
5. L'épanouissement de la vie et des cultures humaines est compatible avec une diminution substantielle de la population humaine. L'épanouissement de la vie non humaine nécessite une telle diminution.

⁴⁸ Le décalogue correspond au dix lois ou commandements chrétiens prescrits par Dieu et révélés à Moïse dans le désert du Sinaï, selon *Bible* chrétienne (l'Ancien Testament) et la *Torah* du judaïsme. La règle d'or réfère à ces propos de Jésus Christ dans la *Bible*, Matthieu 7.12 : « Faites pour les autres tout ce que vous voudriez qu'ils fassent pour vous, car c'est là tout l'enseignement de la Loi et des prophètes ». L'anthropocentrisme est basé sur ces enseignements chrétiens dont les limites semblent également être les siennes.

6. Les politiques doivent donc être modifiées. Les changements de politique affectent les structures économiques, technologiques et idéologiques de base. L'état des choses qui en résultera sera profondément différent du présent.

7. Le changement idéologique consiste principalement à apprécier la qualité de la vie (logement dans des situations de valeur intrinsèque) plutôt qu'à adhérer à un niveau de vie de plus en plus élevé. Il y aura une profonde conscience de la différence entre grand et grand.

8. Ceux qui souscrivent aux points ci-dessus ont l'obligation de participer directement ou indirectement à la tentative de mise en œuvre des changements nécessaires. (Naess & Sessions, 1984)

Ces règles reflètent une conception holiste de la valeur des êtres supprimant toute frontière de considération entre l'homme et les autres éléments de la nature. Elles substituent ainsi au dualisme anthropocentrique un monisme rigoureux (Delord, 2010). Par ailleurs, l'écologie profonde rejette la technoscience. Ainsi, Giovanni Filoramo fait remarquer que cette théorie est

une tentative d'ordonner ontologiquement homme et nature, dans le but de créer une façon nouvelle de penser et d'agir, une philosophie de vie nouvelle, un nouveau paradigme écologique caractérisé par son holisme et son radicalisme : holistique, parce qu'elle se refuse à l'atomisation de la connaissance et de la réalité; et radicale parce qu'elle veut aller aux racines des choses, critiquant et déconstruisant la machine technomorphe créée par la science moderne tout en restaurant dans son intégrité le sens perdu de l'harmonie entre l'homme et la nature.(1993, p.140 cité par François, 2012, p. 81)

Contrairement à l'anthropocentrisme, l'intolérance de l'écologie profonde à l'égard de la technoscience la prive d'un moyen de lutte contre le gaspillage alimentaire occasionné après les récoltes. En plus, le postulat 5 de la *Deep ecology* repose sur l'idée malthusienne selon laquelle le bien-être requiert une diminution de la population. L'application de ce postulat risque d'exiger des méthodes autoritaires en raison même du chauvinisme humain

dominant la société⁴⁹. Malgré le doute notable à l'égard du succès d'une théorie malthusienne de la population, et l'opposition radicale à la technoscience, les intentions de l'écologie profonde restent fortement en faveur de la nature. Sur le plan écologique, cette théorie est un moyen pour la lutte contre le gaspillage alimentaire, malheureusement l'être humain qu'elle charge de mettre en œuvre ses postulats y a peu de place. Pour remédier à cette faiblesse, certains éthiciens essaient d'étendre la considérabilité morale aux autres êtres en fonction de critères humains, notamment la capacité de sentir de la douleur et la vie.

3.2.3 L'éthique animale et le pathocentrisme

Peter Singer souscrit également à l'extension de la valeur morale à d'autres êtres que les êtres humains, mais à la différence de l'holisme de l'écologie profonde, il la limite aux êtres dotés d'un système nerveux leur permettant de sentir le plaisir et la douleur. Ainsi, l'horizon moral doit s'étendre à tous les sentients : les animaux de compagnie, les animaux d'élevages, les animaux sauvages, etc. La libération animale, pour laquelle milite ce philosophe, se fonde sur l'utilitarisme et sa conception du bonheur en fonction de plaisirs obtenus et de douleurs à éviter. En matière de considération morale, selon Singer :

[...] si un être n'est pas capable de souffrir, il n'y a rien à prendre en compte. Ainsi, la limite de la sensibilité (en utilisant le terme comme un raccourci commode sinon strictement exact pour la capacité de souffrir et/ou de jouir) est la seule limite défendable de préoccupation pour les intérêts des autres (2016, p. 32).

⁴⁹ Seule la République Populaire de Chine a pu imposer à sa population la politique de l'enfant unique pour le contrôle des naissances afin de ralentir le taux de croissance de sa population de 1979 à 2015. Cette mesure est malthusienne par son objectif de réduction de la population, mais pas dans sa méthode, car Malthus souhaitait une réalisation par l'abstinence volontaire (Malthus, 1798; Montoussé, 1999). Cependant, dans une société acquise au chauvinisme humain, peu soucieuse de la nature, compter sur le volontarisme individuel pour le bien de la nature peut être inefficace, surtout quand les résultats sont pressants dans un contexte d'urgence environnementale. Les humains ayant une éthique centrée sur l'humain résisteront logiquement à des mesures pour réduire le nombre d'êtres humains.

La sensibilité devient alors le critère pour bénéficier du respect parce qu'elle établit une égalité entre les espèces sensibles. Les douleurs étant ressenties autant par les humains que par les animaux, il n'y a pas de raison valable pour prendre en considération la souffrance humaine et ne pas tenir compte de celle de l'animal. Singer préconise le « principe d'égalité de considération des intérêts » comme référence à considérer pour défendre l'égalité entre les espèces (P. Singer, 2016, p. 32). L'auteur du livre intitulé *Animal Liberation* (2009) soutient que la non-considération de l'intérêt animal relève du spécisme, une discrimination basée sur l'espèce analogue aux discriminations basées sur la race ou le sexe. Il faut donc penser une morale plus inclusive. Cet ajustement de la hiérarchie morale conduit à préférer le végétarisme, et d'autres types d'habitudes alimentaires proscrivant la viande animale. Converti au végétarisme lui-même, Singer prouve d'une certaine manière que la pensée peut être appliquée, justifiant ainsi cette plaidoirie.

The core of this book is the claim that to discriminate against beings solely on account of their species is a form of prejudice, immoral and indefensible in the same way that discrimination on the basis of race is immoral and indefensible. I have not been content to put forward this claim as a bare assertion. I have argued for it, appealing to reason rather than emotion or sentiment (1973, p. 270 cité par Puka, 1977, p. 557).

Que peut apporter le respect des animaux à la lutte contre le gaspillage alimentaire? Souscrire à la libération animale implique certainement de consommer sans causer de préjudice aux animaux. Concrètement, le défenseur de la libération animale ne consomme pas la viande animale. Il ne devrait pas non plus gaspiller les ressources dont dépendent les animaux et ne pas polluer l'environnement pour ne pas nuire à la santé et à l'intégrité animales. Bien que n'étant pas holiste comme l'est l'écologie profonde, et paraissant d'un radicalisme modéré, l'éthique animale étend les possibilités d'action contre le gaspillage alimentaire. Le végétarisme ôterait du circuit alimentaire toute la chaîne de production et de consommation humaine de viande animale ainsi que les gaspillages qu'elle génère. On

opèrerait un changement radical de la société sans recourir à l'autoritarisme⁵⁰, car le végétarisme serait un mode vie volontairement choisi et non une injonction normative émanant d'un pouvoir politique. En prenant en considération l'intérêt des animaux, on se soucie implicitement de ressources dont ils dépendent et de leur condition de vie. Cette éthique demeure pourtant également dualiste puisqu'elle sépare, comme le fait l'anthropocentrisme, la nature entre êtres sensibles et êtres non sensibles.

Malgré la force de son argument, il est reproché à l'éthique animale d'éprouver de la pitié pour les animaux en basant la considération morale sur la souffrance, au lieu de prendre en compte plutôt l'altérité animale, une considération symétrique de la différence anthropologique (Afeissa, 2018). Selon cette critique, le déni de l'altérité fondamentale des animaux, « l'altérité de l'autre », les réduit à la condition d'objet de pitié et d'empathie humaine. La mise en avant de la sensibilité et de la vulnérabilité oblitère ainsi le rapport des humains avec les animaux. Ce rapport moralement pauvre reconduit les violences faites à la nature et aux animaux. Toutefois, faire reposer la charge morale sur l'animal parce qu'il est un autre, un non-soi, conduirait à nouveau à l'impasse anthropocentrique. L'animal ne peut agir moralement, il est exclusivement patient moral, lui demander au nom de la reconnaissance de son altérité d'être moralement responsable de lui-même, c'est nier sa vulnérabilité et ne prendre soin que du patient humain. La critique propose d'opter pour une éthique relationnelle et de la différence pour valoriser les capacités propres aux animaux, et non pour humaniser les animaux comme si l'« étrange » dans l'animal⁵¹ n'avait aucune valeur et devrait être absolument réprimé. Ce regard condescendant de l'étrangeté de l'animal venant de l'humain est en réalité ce qu'il faut neutraliser ou remplacer par la curiosité. Il ne faut plus continuer avec la généralisation de l'humain à tout et dans tout non plus encore avec l'inverse. Cependant, la prise en compte de l'altérité symétrique des animaux, si elle se

⁵⁰Sans demande de viande (ou de souffrance animal), l'offre s'ajustera, c'est dire que le marché n'en produira plus.

⁵¹L'étrange dans l'animal ou l'énigme animal ou l'étrangeté de l'animal est à comprendre comme la culture ou même une morale symétrique de cet autre qu'est l'animal. Le sens peut également s'étendre à tous les universaux méconnus ou inconnus quand a lieu un choc de culture ou de civilisation.

réalise, aura un impact certainement moins efficace dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, puis qu'elle priverait des bénéfices du végétarisme mentionnés plus haut. Dans le meilleur des cas où cette altérité symétrique impliquerait le maintien du végétarisme, son apport à la réduction du gaspillage alimentaire sera identique à celui du pathocentrisme.

Le pathocentrisme avec le comportement végétarien qu'il promeut peut-être une solution pour réduire le gaspillage alimentaire grâce à la suppression des animaux sur la liste des aliments consommés par les humains. La défense de cette théorie est bien assurée comme en témoigne la popularité notable d'un végétarisme non fondé sur des bases religieuses (végétarisme bouddhiste ou indou), malgré les critiques. Ainsi, assumer la différence anthropologique symétriquement à l'altérité animale pour valoriser ou prospector l'énigme animale est certes une perspective enrichissante pour la discussion, mais offre-t-elle réellement du nouveau par rapport à l'inclusion morale? Le respect de l'autre, de la différence animale dans la pratique devrait produire, dans le meilleur des cas, le même résultat que son respect en tant que soi ou une partie de soi : une éthique du respect de l'animal. Le succès du pathocentrisme n'est cependant pas total. En effet, le caractère restreint de la catégorie des vertébrés a suffi pour que d'autres éthiciens de l'environnement envisagent un critère plus inclusif. Le biocentrisme retient ainsi le critère de la vie.

3.2.4 Le biocentrisme

Le biocentrisme réfute l'anthropocentrisme de l'éthique kantienne dominante en soutenant que toute vie a une valeur intrinsèque. Ainsi, le respect moral dévolu à soi et aux autres êtres humains doit également s'appliquer aux êtres vivants non humains tels les plantes, les animaux, les insectes constituant la biomasse des écosystèmes. Le fait que toute espèce ou organisme vivant a un intérêt à vivre en raison du fait qu'il s'adapte et résiste aux obstacles justifie qu'on prenne pour critère de « considérabilité » morale, la vie. Pour vivre et pour survivre, toutes les espèces élaborent des stratégies pour trouver la nourriture, avoir un habitat, se soigner, communiquer, se défendre et même conquérir en utilisant les ressources

présentes dans la nature. La biologie montre que la nature est le lieu de manifestation d'une multitude d'expressions biologiques téléonomiques (Larrère, 2010). Poursuivre des fins n'est donc pas une caractéristique exclusivement humaine. Dans la nature, un moyen peut également être une fin en fonction des entités vivantes qu'on choisit de valoriser ou de négliger, ou simplement des circonstances et des rapports de forces de la vie. Une espèce se sert d'une autre espèce pour satisfaire un besoin ou atteindre un objectif. On pourrait considérer la première espèce comme une fin, et prendre la seconde pour un moyen. Cependant, il n'est pas exclu que l'espèce définie en fin soit ou devienne elle-même un moyen pour une troisième espèce, tout comme celle traitée comme un moyen puisse employer une autre espèce comme moyen également et être à son tour considérée comme une fin. Ainsi, vouloir séparer objectivement « êtres-fins » et « êtres-moyens » pour savoir qui a droit à la considération morale et qui n'en a pas droit, pourrait empêcher la compréhension du patient moral dans un dilemme circulaire. L'incertaine suite de la chaîne alimentaire dans la nature est une illustration de la relativité des fins et des moyens à l'échelle biologique. Par exemple, on peut penser à ce qu'inflige le monde lilliputien des virus et des bactéries à l'univers surclassé des humains en proie aux maladies mystérieuses. Selon Rolston III, « les organismes [...] valorisent ces ressources [ressource de la nature] de façon instrumentale, parce qu'ils s'accordent à eux-mêmes, à la forme de vie qu'ils sont, une valeur intrinsèque. » (1987, p. 269) Une morale impartiale devrait donc étendre la reconnaissance d'un statut moral à tout vivant et non la réserver uniquement à l'espèce humaine. En remplaçant la hiérarchisation morale des êtres vivants par leur équivalence morale (une égalité morale entre les espèces), le biocentrisme s'oppose à l'anthropocentrisme sans se défaire pour autant du concept de valeur intrinsèque. Le biocentrisme élargit plutôt la valeur intrinsèque à tous les vivants. Paul Taylor formule quatre principes caractéristiques de ce déontologisme étendu aux vivants :

- (1) Tous les êtres vivants ont un statut égal;
- (2) On ne peut traiter une valeur intrinsèque comme un simple moyen;
- (3) Chaque entité individuelle a droit à la protection ;

(4) Il s'agit bien d'une affaire de principe, d'un principe moral. L'éthique du respect de la nature est donc une éthique déontologique, qui évalue les actions morales suivant qu'elles respectent ou non des principes moraux, nullement en anticipant des conséquences. (Larrère, 2010, p. 407)

Cette extension morale bénéficie-t-elle à la lutte contre le gaspillage alimentaire? La réponse peut être affirmative si elle permet d'aborder le gaspillage alimentaire comme un problème environnemental. Le gaspillage alimentaire s'ajoute ainsi aux problèmes économiques, sociaux et sanitaires auxquels se limiterait un anthropocentrisme strict. Les convictions en faveur de l'environnement deviennent alors des moyens de lutte contre le gaspillage alimentaire. Ainsi, l'impasse utilitariste de Singer de la discrimination spéciste ou de la restriction morale à la capacité subjective de ressentir la souffrance est surmontée. Le biocentrisme sort la compréhension du patient moral du chauvinisme humain pour une ouverture du respect moral à l'ensemble des êtres vivants. En s'accomplissant, les humains ne peuvent plus ignorer l'existence d'autres fins équivalentes non humaines qu'ils ont le devoir de respecter. Le productivisme et le consumérisme deviennent alors des problèmes pour tous les êtres vivants. En effet, lorsque les êtres vivants non humains ne sont pas directement les objets de consommation, ils le deviennent indirectement par la transformation dans le processus de production, ou bien les ressources dont dépendent ces êtres sont utilisées dans ces étapes. Ainsi, des vies toutes dignes de considération morale sont détruites à la fois dans la production et la consommation, et le gaspillage alimentaire accentue ce processus. Le biocentrisme conforte l'argument écologique d'économie des ressources comme une économie de vies, et accroît le sens d'une remise en cause de ce modèle de société et de son éthique dominante. En reconnaissant une valeur instrumentale à la nature, cette éthique dominante minimise les conséquences environnementales de la croissance. Cependant, l'approche biocentrique arrête la considération morale au statut du vivant, alors que la nature est également composée d'êtres non biologiques tels les montagnes, les pierres, les rochers, les éléments chimiques et minéraux, les eaux, les glaciers, l'air, l'atmosphère, etc. Même si la prise en compte des intérêts des êtres vivants suppose une cohésion avec les éléments non vivants, ces derniers sont réduits à une valeur instrumentale. Pourquoi les êtres non vivants

n'auraient-ils pas droit, eux aussi, au même respect moral que les vivants? Certains penseurs proposent de franchir cette autre limitation dualiste.

3.2.5 L'écocentrisme

L'écocentrisme s'oppose à l'anthropocentrisme et se distingue du biocentrisme par le dépassement de la limitation de la valeur intrinsèque à une ou quelques espèces. Ce dépassement permet ainsi d'éviter la difficulté de la discrimination ou du dualisme dans la distribution de la considération morale. La communauté morale est prolongée aussi bien aux êtres vivants qu'aux entités naturelles non vivantes y compris l'eau, les reliefs, les roches, les paysages, ou la terre; elle est de fait holiste. Dans son livre intitulé *A Sand County Almanac* paru à titre posthume en 1949, Aldo Leopold ébauche la conception d'une éthique étendue à la terre, la *Land Ethic*.

L'éthique de la terre élargit simplement les frontières de la communauté de manière à y inclure le sol, l'eau, les plantes et les animaux ou, collectivement, la terre. [...] En bref, une éthique de la terre fait passer l'*Homo sapiens* du rôle de conquérant de la communauté-terre à celui de membre et citoyen parmi d'autres de cette communauté. Elle implique le respect des autres membres, et aussi le respect de la communauté en tant que telle. (2000, pp. 258-259)

L'attribution ou la reconnaissance de valeurs supérieures à certains éléments de la nature et des valeurs subalternes à d'autres est ici supprimée. L'éthique de la terre intègre tous les écosystèmes et leurs composantes dans une unité de considération morale, de telle sorte que les êtres humains ne sont que les membres d'une même communauté partagée avec tous les autres êtres. Les humains se doivent ainsi de respecter cette communauté, mais aussi d'en respecter les autres membres. Cette pensée met l'accent sur l'interdépendance des éléments de la nature dans un ensemble harmonieux. L'équilibre de la nature comprise comme un système stable doit être préservé, en lui accordant l'attention nécessaire au moment de poser

une action. L'éthique consiste à s'assurer que l'action humaine ne perturbe pas l'harmonie de la nature. Un récit du même livre exprimant le « point de vue de la montagne » auquel il faudrait se référer avant d'agir, illustre cette interdépendance générale.

Depuis lors, j'ai assisté à l'extermination des loups État par État. J'ai vu le visage que prenaient bien des montagnes privées de leurs loups, j'ai vu les adrets se rider d'un lacis de pistes de cerfs toutes neuves. J'ai vu les buissons et les jeunes plants broutés jusqu'à l'anémie, puis jusqu'à la mort. J'ai vu chaque arbre comestible défolié à hauteur d'un pommeau de selle. Une telle montagne a étrange allure, comme si quelqu'un avait offert à Dieu un sécateur neuf en lui interdisant toute autre forme d'exercice. Pour finir, on peut voir les ossements du troupeau de cerfs tant espéré, décimé par son propre trop-plein, blanchir au sol à côté du sage mort, ou tomber en poussière sous la haute coupole de genévriers.

À présent, je soupçonne que, de la même manière qu'un troupeau de cerfs vit dans la crainte mortelle de ses loups, la montagne vit dans la crainte mortelle de ses cerfs. Et peut-être à meilleur escient, car, tandis qu'un vieux cerf tué par les loups peut être remplacé en deux ou trois ans, une montagne mise à mal par l'excès de cerfs a parfois besoin de deux ou trois décennies pour se reconstituer.

Il en va de même pour les vaches. Le vacher qui débarrasse son pacage des loups ne se rend pas compte qu'il prend sur lui le travail du loup qui consiste à équilibrer le troupeau en fonction de cette montagne particulière. Il n'a pas appris à penser comme une montagne. D'où les déserts de poussière et les fleuves qui entraînent l'avenir dans la mer. (Leopold, 2000, pp. 170-172)

Ce récit critique la politique d'extermination des loups aux États-Unis, mise en place pour assurer un plus grand nombre de gibiers (les cerfs et les daims) aux chasseurs et pour protéger le bétail des éleveurs. Cette politique avait conduit à une prolifération des cervidés. Le déséquilibre engendré par l'élimination des prédateurs causa un surpâturage et une érosion des pentes en l'absence de végétation. À long terme, ces conséquences desservent toutes les parties : les cervidés, les éleveurs, les chasseurs et la montagne. Ainsi, c'est avoir une courte vue que d'ignorer l'horizon et le panorama holiste donné par le point de vue de la montagne, pour considérer séparément les intérêts de quelques éléments de la nature. L'intérêt de l'ensemble ou de la terre prévaut sur celui de ses habitants individuellement considérés. La société équivaut à la nature et à la terre dont l'éthique doit servir à maintenir l'ordre

puisqu'ultimement « une éthique distingue entre des formes sociales et asociales de conduite » (Leopold, 2000, p. 256). L'être humain doit alors résister à son instinct et suivre son éthique. L'instinct pousse l'être humain à agir comme un conquérant pour des intérêts immédiats et égoïstes, alors que son éthique lui demande de coopérer. Cette coopération fut une évolution quand l'être humain a été intégré à la société par la règle d'or dans le christianisme⁵², également quand, avec la démocratie, on s'est mis à essayer d'intégrer les structures sociales à l'individu. La continuation de l'évolution humaine devrait intégrer logiquement l'homme à la nature par l'abandon du résidu de chauvinisme spéciste et pour le développement d'une communauté humaine incluant les autres espèces et la terre. Toute une pensée que l'auteur résume en une seule maxime : « Une chose est juste quand elle tend à préserver l'intégrité, la stabilité et la beauté de la communauté biotique. Elle est injuste lorsqu'elle tend à l'inverse. » (Leopold, 2000, p. 283) Cette maxime montre également l'importance de la valeur esthétique de la nature.

Par ailleurs, l'éthicien Baird Callicott, qui se consacre à approfondir philosophiquement l'œuvre de Leopold, souligne que l'éthique de la terre repose à la fois sur l'évolutionnisme de Charles Darwin et les sentiments moraux des Lumières écossaises, notamment la sympathie et l'altruisme chez David Hume et Adam Smith⁵³.

Afin de donner ses lettres de noblesse philosophiques à la proposition éthique de Leopold, Callicott s'appuie notamment sur David Hume, Adam Smith et Charles Darwin : en appliquant aux écosystèmes et aux espèces non-humaines les théories des sentiments moraux de Hume et de Smith, Callicott affirme ne faire que poursuivre un processus commencé par Darwin dans *La Filiation de l'homme* et développé par Aldo Leopold dans son *Almanach d'un comté des sables*. (Collomb, 2017, p. 11)

⁵²« Toutes les choses donc que vous voulez que les hommes vous fassent, faites-les-leur, vous aussi, de même; car c'est là la loi et les prophètes. » (Matthieu 7:129), et aussi Matthieu 22:39, Luc 6:31, Luc 10:27.

⁵³ Joan Tronto fait une description de la contribution particulière et originale des auteurs écossais à l'éthique du *care* avec une morale axée sur les sentiments. TRONTO, J. (2009). Un monde vulnérable. Pour une politique du *care*. Paris : La Découverte, 55-95 pages.

Ces sentiments moraux peuvent intéresser la lutte contre le gaspillage alimentaire. En effet, l'hostilité envers le gaspillage alimentaire est corrélée à des sentiments (la sympathie, l'empathie, la bienveillance) éprouvés à la fois pour la nature victime des conséquences néfastes du gâchis, et pour les personnes et les espèces souffrant déjà de la pauvreté et la faim. Même quand le rejet du gaspillage alimentaire est motivé par des convictions idéalistes (telle que la justice), l'acceptation et l'application de l'idéal requièrent une association à de la sympathie, de l'empathie, de la bienveillance pour les autres patients moraux victimes. La vulnérabilité des humains et des espèces vivantes s'aggravera « du point de vue de la montagne », puisque, plus tard, toute la communauté vivante sera affectée par la pollution, par la dégradation environnementale et par l'épuisement des ressources. Ces problèmes peuvent conduire à des bouleversements climatiques sources de catastrophes et à des conflits tragiques pour accéder aux ressources naturelles. À court terme, ces sentiments permettent de se soucier d'une victime en particulier, mais à long terme, par l'interdépendance des parties prenantes, l'intérêt de la communauté entière est pris en compte.

L'holisme, la priorité à l'ensemble plutôt qu'à l'espèce, l'importance du sensible et des sentiments font de l'écocentrisme une éthique conséquentialiste selon laquelle l'action doit être guidée en fonction des conséquences qu'elle est susceptible de produire. Une conception téléologique qu'explique cette métaphore associée à l'écologie.

J'ai lu de nombreuses définitions de ce qu'est un écologiste, et j'en ai moi-même écrit quelques-unes, mais je soupçonne que la meilleure d'entre elles ne s'écrit pas au stylo, mais à la cognée. La question est : à quoi pense un homme au moment où il coupe un arbre, ou au moment où il décide de ce qu'il doit couper? Un écologiste est quelqu'un qui a conscience, humblement, qu'à chaque coup de cognée, il inscrit sa signature sur la face de la terre. (Leopold, 2000, p. 97)

L'éthique de la terre cherche donc à établir des normes, des devoirs humains envers la communauté biotique (la nature), mais en fonction de l'utilité ou non des conséquences

prévisibles des actes, et non selon une valeur ou un principe prédéfini. Les conséquences peuvent être l'effet de perturbation ou de stabilisation de l'équilibre naturel. Ces caractéristiques en font également une éthique utilitariste, et donc exposée aux faiblesses axiologiques de l'utilitarisme. Selon Catherine Larrère,

[...] elle [la *Land Ethic*] ne prend pas nécessairement en compte la valeur des individus, dont les éthiques déontologiques font une question de principe. Comme toutes les éthiques conséquentialistes (notoirement l'utilitarisme), la *Land Ethic* s'expose à se voir reprocher de sacrifier les individus au bien commun (2010, pp. 409-410).

Ainsi, l'écocentrisme tend à vouloir le maximum de bien pour le maximum d'individus (absolument pour la terre). Le bien ou la satisfaction recherchée est « la santé de la terre ». Mais, en privilégiant l'harmonie générale de la nature par rapport au bonheur ou à la justice humaine, est-on encore véritablement sur le terrain de l'éthique? De son propre point de vue certainement la réponse est affirmative, puisque l'éthique foncière transpose l'humanité, de l'être humain à la terre d'une certaine manière. L'humain n'est donc plus restreint à *homo sapiens*, mais au sens plus large d'écosystème⁵⁴ dont le bien-être garantit de façon optimale le bien-être de tous. Callicott défend cette vision holistique, mais il pense que les intérêts individuels y sont également bien défendus.

By this measure of right and wrong, not only would it be wrong for a farmer, in the interest of higher profits, to clear the woods of a 75 percent of slope, turn his cows into clearing and dump its rainfall, rocks, and soil into the community creek, it would also be wrong for the federal fish and wildlife agency, in the interest of individual animal welfare, to permit populations of deer, rabbits, feral burros, or whatever to increase unchecked and thus to threaten the integrity, stability, beauty of the biotic communities of which they are members. The land ethic not only

⁵⁴ L'anthropomorphisme est une caractéristique de l'éthique de la terre expliquée plus bas avec son adhésion à l'hypothèse Gaïa de James Lovelock.

provide moral considerability for the biotic community per se, but ethical consideration for its individual members preempted by concern for the preservation of the integrity, stability, beauty of the biotic community. The biotic, thus, not only as a holistic aspect; it is holistic with a vengeance.

The holism of the land ethic, more than any other feature, sets it apart from the predominant paradigm of the modern moral philosophy, it is, therefore, the feature of land ethic which require the most patient theoretical analysis and the most sensitive interpretation. (Callicott, 1989, p. 84)

La défense ne consiste pas à adopter une attitude passive par rapport à la nature, elle implique une intervention humaine sur les membres de la communauté biotique pour le bien de l'ensemble. L'intervention se préoccupe certes de l'individu, mais elle pourrait également sacrifier l'individu, certains individus au profit de l'harmonie *globale*. La perspective de la possibilité de sacrifier une partie de la population pour le maintien de l'intégrité, de la stabilité et de la beauté de la nature vaut à l'éthique foncière de Callicott la critique d'écofascisme.

According to William Aiken (1984, p. 269), from the point of view of the land ethic, "massive human diebacks would be good. It is our duty to cause them. It is our species' duty, relative to the whole, to eliminate 90 per cent of our numbers." Its requirement that individual organisms, apparently also including individual human organisms, be sacrificed for the good of the whole, makes the land ethic, according to Tom Regan (1983, p. 262), a clear case of "environmental fascism." Frederick Ferre (1996, p. 18) echoes and amplifies Aiken's and Regan's indictment of the land ethic: "Anything we could do to exterminate excess people . . . would be morally 'right'! To refrain from such extermination would be 'wrong'! . . . Taken as a guide for human culture, the land ethic-despite the best intentions of its supporters-would lead toward classical fascism, the submergence of the individual person in the glorification of the collectivity, race, tribe, or nation." Finally, Kristin Shrader-Frechette adds her voice to those expressing moral outrage at the land "ethic": "In subordinating the welfare of all creatures to the integrity, stability, and beauty, of the biotic community, then one subordinates individual human welfare, in all cases, to the welfare of the biotic community" (Shrader-Frechette 1996, p. 63). (Callicott, 1999, pp. 59-76)

De fait, la théorie évolutionniste de Charles Darwin sur laquelle Callicott fait reposer en partie l'éthique de la terre est tributaire de la théorie pessimiste des populations de Thomas Malthus (1798). Plusieurs « thèses » soutiennent que « grâce à Malthus, Darwin aurait apprécié 1° la contrainte forte qu'exerce la limite des ressources sur l'accroissement des populations, 2° la lutte pour l'existence qui résulte de cette contrainte entre les espèces et 3° entre les individus d'une même espèce ». (Bolduc & Chen, 2013, p. 176) L'écofascisme soutendrait alors une interprétation de ce malthusianisme consistant à laisser mourir ou à tuer des humains comme on le ferait pour toute autre espèce « nuisible » pour préserver l'intégrité, la stabilité et la beauté de la nature. À ces reproches, Callicott répond que l'éthique foncière est un ajout, un complément et non une substitution aux éthiques existantes (1999, p. 5), y compris celle protégeant la liberté et l'intégrité physique de la personne. Cette modération devrait rassurer les tenants de positions anthropocentriques.

Par ailleurs, l'écocentrisme est critiqué de faire de l'anthropomorphisme parce qu'il souscrit à l'hypothèse Gaïa de James Lovelock d'assimilation de la terre à un être vivant. Dans son livre intitulé *La terre est un être vivant* paru en 1979, ce scientifique issu de multiples domaines qui travaillait pour la *National Aeronautics and Space Administration (NASA)*,⁵⁵ soutient que la terre est un système homéostatique. Un tel système, capable de réguler son atmosphère comme un système intelligent, est possiblement un être vivant. Cette idée n'est pas nouvelle, elle a une origine hellénique. Hésiode, au VIII^e siècle avant Jésus-Christ, considérait la terre comme une mère nourricière et protectrice : « “la Terre au large sein, résidence à jamais inébranlable des êtres vivants” (...), Gaïa a créé l'univers, enfanté les premiers dieux et donné naissance à la race des hommes ». (Lovelock, 1990, p. 9) Au regard des caractéristiques de l'éthique de la terre, pareil reproche reflète plutôt les convictions revendiquées et assumées. La critique d'adhésion à l'hypothèse Gaïa ne peut pas être reçue avec inconfort. Cependant, une autre critique relevant de l'écologie des perturbations (ou l'écologie du chaos) semble contester la conception même de l'harmonie.

⁵⁵L'administration en charge des programmes de l'espace et de l'aéronautique aux États-Unis.

Dans son article « The Ecology of Order and Chaos », Donald Worster décrit une nature plus chaotique qu'harmonieuse :

Nous recherchons la coopération dans la nature et nous ne trouvons que la concurrence. Nous recherchons des ensembles organisés et nous ne pouvons découvrir que des atomes et des fragments lâches. Nous espérons l'ordre et ne discernons qu'un méli-mélo d'espèces conjointes, toutes recherchant leur propre avantage au mépris total des autres. (1990, p. 9)

Cette conception hobbesienne, conflictuelle du comportement des éléments naturels renforce les constats des scientifiques de l'écologie des perturbations dans les années 1970 et 1980. L'écologie des perturbations aussi appelée écologie du chaos conçoit la nature en déséquilibre permanent. Ainsi, dans le livre intitulé *The Ecology of Natural Disturbance and Patch Dynamics*, Pickett et PS White (1985) observent que l'équilibre et l'ordre sont plutôt rares dans la nature. Ces chercheurs dépeignent la nature comme un flux instable, une complexité d'évènements et de réactions aléatoires, ayant besoin d'une méthode adaptée à sa compréhension.

Une approche systématique et globale de l'étude des perturbations est essentielle, étant donné son rôle principal et la complexité inhérente aux types de perturbations et à leurs impacts. Sans une telle approche, les écologistes continueront à cataloguer les schémas de perturbation et les réponses biologiques avec peu d'espoir de compréhension émergeant du chaos. (1985, p. 165)

En souhaitant ainsi que la science dépasse la conception de la nature comme une entité stable perturbée uniquement par l'intervention humaine, ces scientifiques contredisent une conception dominante de la nature comme entité stable. Cette instabilité mise en relief déstabilise également les convictions de l'éthique écocentrique. En l'absence d'harmonie de la nature, la responsabilité humaine dans les catastrophes devient faible. Les sentiments moraux souhaités à l'égard d'une nature anthropomorphe et suffisante pour une vie tranquille

laissent place à la peur du désordre et au désir de maîtrise du chaos. Or, le réflexe humain de maîtrise de la nature ressemble à un retour vers l'anthropocentrisme. Les déséquilibres imputables aux hommes sont de ce fait acceptables, ce sont des désordres normaux, naturels, même s'ils sont éthiquement répréhensibles. Les perturbations sont des réalités inévitables, indiquent White et Jentsch : « Disturbances are ubiquitous, inherent and unavoidable, affecting all levels of biological organization. (...) Due to natural and anthropogenic disturbances, ecosystems undergo changes that are sudden or gradual, dramatic or subtle. » (2001, p. 399) L'écologie des perturbations démarque ainsi l'observation empirique de la science des théories de l'éthique environnementale⁵⁶, notamment de l'écocentrisme. Selon Jean-Daniel Collomb, la principale faiblesse de l'éthique de la terre défendue par Callicott est le fait que ce dernier fonde toute justification sur la science : « The main weakness in Callicott's ethical apparatus undoubtedly lies in the unending capacity of the scientific method to call into question the state of accepted knowledge » (2017, p. 6). Les connaissances scientifiques étant sujettes à évolution et au dépassement, elles constitueraient une base fragile pour l'éthique de la terre. Même si Callicott n'en fait pas une faiblesse, il reconnaît cependant cette assise scientifique en indiquant les trois pierres angulaires sur lesquelles repose l'éthique de la terre : « The land ethic rests upon three scientific cornerstones: (1) evolutionary and (2) ecological biology set in a background of (3) Copernican astronomy. » (Callicott, 1989, p. 82) En outre, cette assise scientifique de l'éthique foncière montre qu'elle ne s'oppose pas radicalement à la technoscience comme le fait l'écologie profonde, la technoscience étant une application de la science. Les convictions écocentriques sont par cette acceptation de la technoscience des alliés de la lutte contre le gaspillage alimentaire, surtout contre le gaspillage postrécolte.

La conception chaotique de l'écologie des perturbations ne sert pas en revanche la lutte contre le gaspillage alimentaire. Le gâchis alimentaire serait compris de ce point de vue comme une perturbation inévitable dont il faudrait chercher à anticiper les effets multiples

⁵⁶ Cette distinction est conforme à celle voulue par Canguilhem (1974) entre l'objectivité scientifique de l'écologie et les présomptions théoriques à vocation militante, économique et politique.

sur l'écosystème, au lieu de plutôt chercher à l'éliminer ou à l'éviter. La réaction de Callicott pour répondre à cette attitude à « naturaliser » ou à normaliser le chaos ne réfute pas les perturbations, elle les intègre à une explication de l'éthique de la terre.

En général, des perturbations fréquentes et intenses, telles que les tornades, se produisent à de petites échelles spatiales largement réparties. Et les perturbations diffusées dans l'espace, telles que les sécheresses, se produisent moins fréquemment. Et la plupart des perturbations, quel que soit leur niveau d'intensité et d'échelle, sont stochastiques (aléatoires) et chaotiques (imprévisibles). Le problème des perturbations anthropiques — telles que la foresterie et l'agriculture industrielles, le développement exurbain, la pêche aux filets dérivants, etc. — est qu'elles sont beaucoup plus fréquentes, répandues et se produisent plus régulièrement que les perturbations non anthropiques [traduction libre]. (1999, pp 136-137, Cité par Collomb, 2017, p. 7)

En effet, les perturbations humaines inhérentes au paradigme de la société de consommation et de production de masse sont particulières. Les distorsions anthropiques suivent l'être humain pendant qu'il occupe l'espace et le temps. La permanence des perturbations humaines amplifie leurs effets. Il en résulte une multiplication des problèmes environnementaux créés par les actions humaines sur toute la surface de la Terre pour soutenir un mode de vie expansif et responsable du gaspillage et particulièrement du gaspillage alimentaire. L'idéologie de la croissance amplifie continuellement ce processus. Même si l'écologie du chaos exprime une capacité adaptative de la nature, sa résilience, qui peut d'ailleurs se faire aux dépens de la vie humaine, il y a tout de même des raisons de prêter attention aux limites de cette résilience. Qu'elles portent préjudice à la vie humaine, à celle d'une autre espèce ou à la terre, ces limites expriment des problèmes éthiques non négligeables. En raison de cette importance éthique, la défense de la *Land Ethic* menée par Callicott contre l'écologie des perturbations l'oblige à reformuler la maxime de Leopold. « Une chose est juste quand elle tend à perturber la communauté biotique uniquement à des échelles spatiales et temporelles normales. C'est faux quand il en va autrement [traduction libre]. » (1999, p.138, Cité par Collomb, 2017, p. 8)

Routley, Naess, Peter Singer, Paul Taylor et Callicott amorcent et entretiennent le mouvement d'éthique environnementale par ces critiques contre l'anthropocentrisme de l'éthique dominante dans sa conception du rapport de l'humain à la nature. Selon Catherine Larrère, « seul l'article de Routley pose directement et centralement la question d'une éthique de la nature ou de l'environnement. On peut donc considérer que cet article marque le début d'une réflexion philosophique et morale sur l'environnement » (2010, p. 406). En dépit des critiques faites contre le biocentrisme et l'écocentrisme, ces théories ne sont pas contreproductives à l'égard d'un programme de lutte contre le gaspillage alimentaire. Leur engagement commun dans la défense des intérêts des êtres vivants et de la terre en fait des instruments utiles et relativement inclusifs⁵⁷ pour tout programme environnemental. Ces théories d'éthique environnementale expliquent avec efficacité l'importance de penser la vie sociale humaine en symbiose avec tous les autres éléments de la nature. Elles seront de ce fait des alliées pour la réduction du gaspillage alimentaire. En incluant des ensembles plus grands de considération morale, le biocentrisme et l'écocentrisme ne rejettent pas les intérêts humains, ils les défendent aussi implicitement à travers ceux des autres êtres. L'horizon de considération morale est enrichi. Le biocentrisme et l'écocentrisme peuvent donc intervenir contre le gaspillage alimentaire pour lutter contre la faim et la pauvreté, sans être en contradiction avec leurs divers principes caractéristiques. Si elles se veulent efficaces ou pratiques à la fois sur le versant de la vie humaine et sur le versant environnemental du problème de gaspillage alimentaire, les théories hostiles à l'anthropocentrisme ne peuvent pas être anthropocentriquement neutres. L'humain est le seul être à la fois agent moral et patient moral⁵⁸, quelle que soit la théorie considérée, alors que la terre et tous les autres

⁵⁷ Le degré d'inclusion du biocentrisme et de l'écocentrisme est certes supérieur à celui de l'écologie profonde et du pathocentrisme, mais le rejet de l'anthropocentrisme par le biocentrisme et l'écocentrisme atteste une certaine exclusion de la supériorité ontologique de l'être humain, car dans le meilleur des cas, le nivellement des êtres décline l'être humain dans la nature.

⁵⁸ « L'agent moral est celui dont le comportement peut être sujet à une évaluation morale (ses actions peuvent être qualifiées de bonnes ou mauvaises). On dira qu'il est "responsable de ses actes". Le patient moral est celui dont le traitement peut être sujet à une évaluation morale. Par exemple, l'humain adulte normal est à la fois un agent et un patient moral : ses actions et celles qu'il subit peuvent être évaluées moralement. Les bébés, enfants

éléments de la nature ne peuvent être que des patients moraux. L'être humain a de ce fait la responsabilité, en tant qu'unique acteur moral, de prendre en compte les intérêts moraux des autres membres non humains de la communauté. Certains auteurs pensent que c'est à l'aune de cette responsabilité que l'éthique humaine intègre la nature.

3.3 DU PROBLÈME TECHNOLOGIQUE AUX PRINCIPES DE RESPONSABILITÉ ET DE PRÉCAUTION

Certains éthiciens de l'environnement se méfient de la technoscience qu'ils n'identifient que comme un problème pour l'environnement, et aucunement comme une solution ni même une partie de la solution. L'écologie profonde principalement est radicalement hostile à la technoscience. Elle n'est pas seule dans cette répulsion du technoscientifique. Cette section propose deux critiques conduisant à la conception d'un moyen inclusif, le principe de précaution. La position du biologiste, médecin et philosophe français Canguilhem commence avec une critique similaire de la technoscience s'achevant par la suggestion d'un usage plus réfléchi du pouvoir technoscientifique. Hans Jonas fait une critique également radicale, un rejet presque systématique de la technoscience avant de le tempérer pragmatiquement en proposant le principe de précaution.

et handicapés mentaux humains, en revanche, ne sont pas des agents moraux (ils ne sont pas responsables de leurs actes), mais ils restent des patients moraux auxquels il nous semble qu'il est "mal" d'infliger une souffrance injustifiée.

Qu'en est-il des animaux? Ils ont parfois été considérés comme des agents moraux, dont les actions étaient susceptibles d'être évaluées moralement, donc punies (dans les procès médiévaux d'animaux), ou récompensées (on décerne encore des décorations à certains chiens militaires ou sauveteurs). Mais la question essentielle est celle de savoir s'ils doivent être considérés comme des patients moraux. L'existence même de l'éthique animale est une réponse affirmative : à chaque fois que nous, agents moraux, avons une relation avec un animal qui est un patient moral, nous avons à son égard une responsabilité, et la manière dont nous le traitons peut-être évaluée moralement, caractérisée de plus ou moins bonne ou mauvaise. » (Jeangène Vilmer, 2011, pp. 5-6) Un agent moral est aussi un patient moral, mais l'inverse de cette relation est incorrect, constate Gérald Hess (2013a, p. 89). Les bébés, les personnes handicapées, les animaux bien qu'étant des patients moraux ne peuvent pas être responsables moralement de leurs actes. Ils ne sont donc pas des agents moraux.

3.3.1 Le discours écologiste de Canguilhem

En 1973, Georges Canguilhem prononce à Strasbourg sa conférence intitulée « La question de l'écologie : La technique ou la vie ». Cette conférence s'inscrit dans la dynamique du rapport Meadow du Club de Rome paru un an plus tôt (1972) pour demander aux gouvernants des États de fixer des limites à la croissance (Canguilhem, 1974; Larrère, 2010). Pour définir l'écologie, ce discours réfère à la signification scientifique de la notion d'*oecologie* inventée en 1866 par l'allemand Ernest Haeckel et à son évolution.

[...] l'étude scientifique des rapports que les espèces animales soutiennent avec leur milieu physique et biologique (autres espèces animales et végétales). [...] aujourd'hui écologie désigne l'étude quantitative et qualitative des populations de vivants, de leur équilibre et de leurs variations dans des conditions naturelles de vie. (Canguilhem, 1974, p. 1)

Ainsi, la conception du savant devrait se démarquer des idéologies connexes exprimant parfois des « présomptions » erronées pour éviter les amalgames. L'« objectivité prudente » de la discipline scientifique chargée d'étudier la nature diffère des conceptions idéologiques à caractère militant visant des desseins économiques ou politiques.

Par ailleurs, Canguilhem relève un tiraillement entre les défenseurs de la technoscience et ses détracteurs. Ces positions contradictoires, normales en démocratie, ne devraient cependant pas faire perdre de vue l'essentiel du problème.

Le technologue, le technocrate, comme le scientifique libéral, ne comprennent pas pourquoi et par quoi le scandale arrive, avant de croire avoir compris que plus de technique permettrait de pallier les effets délétères d'une technique moindre. Quant au critique anti-libéral, ce qu'il met en question ce n'est pas la technique, toujours assimilée à une conséquence inéluctable du savoir, c'est l'usage et la destination que lui impose la classe sociale détentrice du pouvoir économique. (Canguilhem, 1974, p. 5)

Dans ce conflit au sujet de la technoscience sont occultés le problème de fond du système capitaliste et la rupture visible qu'il engendre, notamment les conséquences néfastes de la complicité entre la technoscience et la production. L'impact de cette relation sur la nature est problématique. Le diagnostic devrait s'agir alors moins de caractériser les humains et les autres espèces par rapport à leur valeur propre, que de prendre en compte la spécificité de leurs rapports respectifs à la nature.

Ainsi, Canguilhem reproche à l'anthropocentrisme technophile et capitaliste de refuser la prise en considération des effets perturbateurs de la technoscience. La confiance absolue et illimitée aux vertus de la technoscience repose également sur des présomptions imprudentes. L'être humain a certes besoin de la technoscience pour s'adapter et progresser, mais avec l'avènement de la machine, l'impact de la technoscience dépasse celui des outils, et suscite des inquiétudes légitimes. Le philosophe français n'est cependant pas un opposant radical de la technoscience, qu'il souhaite qu'on regarde non comme intrus ennemi de la vie, mais comme un élément nécessaire indissociable à l'existence humaine, faisant déjà partie de l'environnement. Il faut donc accepter la technoscience sans y être soumis afin de pouvoir la guider. La juste interrogation consisterait alors à se demander « pour quelles raisons la technique avait cessé d'être une forme de régulation, capable de se corriger, pour devenir la source de perturbations. » (Larrère, 2011, p. 65) La réponse de Canguilhem est utile pour comprendre la frontière qu'il impose à sa critique de la technoscience, et par là, se comprennent également les limites des positions rejetant radicalement la technoscience. Ces limites démontrent toutefois suffisamment l'inquiétude que suscite le pouvoir combiné et incontrôlé de la technoscience et du capitalisme.

L'explication semble pouvoir être cherchée dans la substitution de la machine à l'outil. L'outil est lui-même artificiel, mais son effet sur l'objet auquel il est appliqué n'en détruit pas la nature. Au contraire, il tend à en exalter la propriété spécifique. La machine est faite pour tourner la nature des choses, pour la détourner d'abord, pour l'altérer ensuite. C'est d'abord par la machine que s'est instituée la technique de dénaturation des choses. Au règne technique de la machine a répondu un idéal collectif qu'on peut dire de machination. C'est pourquoi Hegel a dit de la raison

qu'elle est aussi puissante que rusée, dans la mesure où elle obtient ses fins indirectement par le biais de l'action des choses les unes sur les autres. Le péril actuel dénoncé par les écologistes est l'effet de cet idéal général de machination illimitée peut-être plus encore que des impératifs de l'économie de profit capitaliste. (Canguilhem, 1974, p. 6)

Cette communication contient deux invitations utiles pour lutter contre le gaspillage alimentaire : la prudence dans l'usage de la technoscience et la remise en cause du système économique (le capitalisme). Il n'y a donc pas de rejet absolu de la technoscience, mais le souhait d'un emploi à bon escient. Le stade du gaspillage post-récolte est celui pour lequel la technoscience est plus nécessaire au regard des statistiques. Toutefois, la technoscience est également utile à tous les stades de la chaîne alimentaire pour la conservation, les transports, la manutention, la transformation et la consommation efficace. Cette conférence conforte l'idée qu'à une mise à contribution de l'éthique de l'environnement s'articule nécessairement une réflexion sur le capitalisme et sa relation avec la technoscience. En prenant ainsi la mesure des perturbations engendrées par cette relation, on s'assure de comprendre ce qu'il faut faire pour amener à nouveau la technoscience à un usage adapté aux préoccupations éthiques de la société moderne. Cependant, Canguilhem ne donne pas de moyen ou d'instrument d'action clair pour sortir de l'impasse technoscientifique, l'éthique de responsabilité et le principe de précaution pallient ensemble ce manque.

3.3.2 Le principe de responsabilité

L'éthique de responsabilité que Hans Jonas présente en 1979 dans son livre intitulé *Le principe de responsabilité* part d'un constat identique à celui de Canguilhem. Les changements de la modernité ont transformé considérablement le pouvoir de l'action humaine et fait du développement technoscientifique le moteur de la société d'abondance. Cependant, le perfectionnement industriel croissant confère à l'action humaine un pouvoir

inquiétant au regard de son impact sur la nature, comparativement à la *technè*⁵⁹ rudimentaire des périodes antérieures à la modernité. Collectivement, l'impact de l'action humaine dans une société de consommation, coupable du gaspillage des ressources d'une nature limitée, appelle une nouvelle pensée de la responsabilité. Il faut penser les conséquences futures des actions du présent *a priori* normales ou non répréhensibles, notamment celles en rapport avec la technoscience. Déjà, Arendt (1988) faisait remarquer que la technoscience ne fait qu'accroître le rythme de la consommation, de sorte qu'une société libérée du travail par la technoscience « serait libre de consommer le monde », puis techniquement, être capable de continuer de consommer. L'assujettissement du monde à la *technè* moderne chez Jonas correspond chez Arendt à l'assujettissement de l'*homo faber* (l'ingénieur, le fabricant, l'artiste), des sphères de l'action (l'homme politique) et de la contemplation (le philosophe), à la seule sphère de l'activité biologique de l'animal *laborans* (la consommation et le travail). Arendt aboutit d'ailleurs également à cette nécessité de penser les conséquences des actions, sans toutefois proposer à l'instar de Canguilhem une véritable éthique pour changer l'action. Hans Jonas se distingue de ces deux auteurs par la contribution éthique du principe de responsabilité et du principe de précaution. Cependant, l'éthique de Jonas ne peut être restreinte à une éthique environnementale. Elle s'apparente mieux à une éthique anthropocentrique suffisamment élaborée pour pallier l'éviction à la fois de la nature et du futur dans l'anthropocentrisme traditionnel. On explique ici ces caractères anthropocentrique et écocentrique de l'éthique jonassienne, avec Jonas et certains auteurs. Ensuite, on montre que l'usage de l'heuristique de la peur en prélude du devoir, en dépit du reproche d'autoritarisme fait par Gilbert Hottois, est utile pour motiver tous les acteurs à agir contre le gaspillage alimentaire.

L'éthique de responsabilité autant que les éthiques environnementales et contrairement à l'éthique anthropocentrique ne limite pas le champ des conséquences de l'action humaine à l'espace interpersonnel de la vie sociale. Jonas souhaite intégrer dans chaque action

⁵⁹ La *technè* est une désignation de la Grèce antique qui réfère à capacité humaine à fabriquer du matériel à partir de matière issue de la nature. Elle caractérise la faculté humaine à transformer la nature.

humaine une réponse à la vie de la biosphère et à la survie de l'espèce humaine, notamment la valeur des générations futures. Cependant, sa prise en compte de la nature n'exclut pas un anthropocentrisme⁶⁰ assumé à la différence des éthiques de l'environnement précédemment décrites. De fait, l'éthique jonassienne repose sur un fondationnalisme⁶¹ concevant le finalisme de la nature achevé en l'être humain (Hottois, 1994). Ce finalisme reconnaît l'existence des valeurs *a priori*, des biens que doivent rechercher tous les êtres. Cependant, l'évolution de la nature a fait de l'être humain l'ultime accomplissement de cette finalité, en ce qu'il est en soi la valeur la plus complète de cette nature. Un *faktum* kantien dont le rôle est expliqué par Hottois.

La fonction de ce néo-finalisme est, en dernière analyse, d'interdire que l'homme « touche » à l'homme. Or, du point de vue de l'homme seulement — c'est-à-dire de l'homme coupé de la nature, ayant rompu avec la mentalité ontologique, et s'auto-posant comme source de toutes valeurs et fins — cet interdit n'a rien de nécessaire ni d'obligatoire. Il faut donc montrer que l'humanité a de la valeur en soi, « objectivement », c'est-à-dire indépendamment de son auto-valorisation éventuelle et toujours relative, qu'elle a été « voulue » par la nature en évolution, depuis l'origine, et qu'elle occupe le sommet de cette évolution, ainsi finalisée en l'humanité comme en son but-valeur suprême. Il faut donc montrer que l'humanité a une valeur supérieure à tout ce qui existe par ailleurs du fait de la nature, et aussi à tout ce qui pourrait exister du fait de l'inventivité propre à l'humanité. (1994, p. 97)

⁶⁰Le soupçon d'anthropocentrisme et parfois l'anthropomorphisme de l'éthique de Jonas ont fait l'objet d'une description bien illustrée dans *Le principe de responsabilité* et dans d'autres écrits de l'auteur allemand (Voir Afeissa, 2009, pp27-29). Ainsi, l'éthique de Jonas est le visage environnementaliste de l'anthropocentrisme au sens où elle unit l'humain et le naturel dans une même communauté de destin. La pérennité de la vie humaine est certes la préoccupation première parce qu'elle est la fin recherchée, mais cette vie humaine n'a pas d'avenir sans ménagement de la vie de la nature. Autant la maltraitance animale et le « déséquilibre symbiotique globale » imputable à l'être humain sont fustigés par Jonas, autant sa soustraction ontologique établit clairement l'être humain au sommet de la hiérarchie des êtres. Cependant l'enjeu de la prise en compte de la « condition humaine, de l'avenir lointain et de l'existence de l'espèce [humaine] » exige une prise en compte de la nature extrahumaine dans une nouvelle éthique, en révisant les droits et obligations humaines actuelles. Dans son livre *Jonas et le Principe de la Responsabilité*, 2012, Éric Pommier dit aussi que cette éthique est humaniste.

⁶¹Le fondationnalisme propose que les croyances puissent être justifiées ou devenir des connaissances si elles reposent sur des croyances de base qui sont par elles-mêmes justifiées ou évidentes. Les principes moraux absolus (*noumènes*) de l'idéalisme kantien et les axiomes sont des exemples de conception fondamentaliste de la connaissance.

Cet évolutionnisme culminant en l'être humain est par ailleurs une réaction à celle de Charles Darwin. Jonas reproche à Darwin d'avoir dissout l'éminence humaine indistinctement dans la nature ou d'avoir nivelé tous les êtres dans sa conception de l'évolution. Selon Jonas, l'évolutionnisme darwinien est unilatéral, car il ne prévoit aucune finalité dans son processus (Hottois, 1994). Il faudrait plutôt admettre que l'être humain est de la nature, mais la nature est également de l'humain parce qu'elle le constitue. Ainsi, l'ontologie essentialiste des Lumières doit être incorporée à l'évolutionnisme pour faire de l'humanité la valeur suprême, la cause finale de toute nature afin de guider la technoscience. Ce projet requiert une soustraction ontologique pour faire de l'humain à la fois le « centre gravité » et la finalité même du principe de responsabilité.

L'homme est-il après tout la mesure de toute chose – non pas il est vrai de par la législation de sa raison, mais de par le modèle constitué par sa totalité psychophysique qui représente le maximum de complétude ontologique connue de nous, une complétude à partir de laquelle, par réduction, on devrait pouvoir déterminer la spécificité de l'être au moyen d'une soustraction ontologique progressive jusqu'au minimum de la simple matière élémentaire. (Jonas, 2001, pp. 33-34)

La vulnérabilité de la nature provient alors d'une technoscience dont les fondements scientifiques à l'image de l'évolutionnisme darwinien ont exclu toute cause finale au nom d'une objectivité « *stricto* scientifique ». En effet, les conséquences insignifiantes à court terme des actions technoscientifiques ont des effets cumulatifs, incontrôlables à long terme, mettant en péril la vie des générations futures. Mais ni la science ni la technoscience ne sont à présent en mesure de prévoir avec certitude ces conséquences plausibles. Aucune entreprise technoscientifique ne peut parvenir à une constitution prospective des événements suffisamment crédibles pour justifier les actions nécessaires aujourd'hui afin d'éviter le chaos futur. Or, si elles advenaient, ces conséquences rompraient le principe initial de non-violation de l'humain par l'humain, et donc, feraient un tort à l'humanité. Seules les religions

peuvent se prévaloir de telles compétences divinatoires pour établir ces certitudes à l'extérieur de tout procédé scientifique. Le tournant de l'ère moderne a pourtant abrogé le recours aux devins dans les affaires politiques et éthiques. Par conséquent, la responsabilité des humains du présent envers ceux du futur devrait, en prenant l'absence de faits ou de connaissances certaines comme normale, consister à imaginer les catastrophes à venir pour décider maintenant de l'attitude éthique à adopter. Cette dernière concerne les décisions à prendre et les actions à mener ou à éviter. Cette démarche basée sur le scénario du pire pour éclairer la décision et l'agir éthique dans un horizon temporel lointain et imprécis constitue chez Jonas : l'heuristique de la peur (Jonas, 1998, pp. 65-69)⁶². La découverte de la peur est également la confirmation que la nature et l'être humain sont ontologiquement dépendants. En effet, s'il est facile de concevoir que la vie humaine n'est pas viable sans la nature, le fait qu'une nature sans humains perdrait sa boussole ou sa finalité relève de l'idéal ou de l'hypothèse fondationnaliste de départ. En raison de cette interdépendance entre nature humaine et nature extrahumaine, le principe de responsabilité défend l'équilibre symbiotique, un caractère écocentrique que souligne Gérald Hess (2013b). Cet écocentrisme est naturaliste et non holiste à la différence de celui d'Aldo Léopold, ajoute Hess en confortant par ailleurs le soupçon d'anthropocentrisme. « La prévalence de l'homme dans l'histoire de l'évolution, telle que l'interprète Jonas, en vient finalement à défendre, me semble-t-il, un point de vue par trop anthropocentriste en regard de ce que son soubassement ontologique laisse présager. »(Hess, 2013b, p. 80) Pareil constat peut se comprendre dans la mesure où le finalisme de la nature présuppose chez Jonas que l'évolution de celle-ci doit s'achever dans l'être humain, son but ultime. C'est le lieu de préciser que la vulnérabilité de la nature est ici conçue comme déséquilibre symbiotique capable de mettre fin à la vie humaine et non à l'existence de la nature. La nature malgré ses préjudices devrait survivre aux humains. Ce commentaire que fait Afeissa du principe de responsabilité éclaire ce statut de la nature en relation avec l'anthropocentrisme.

⁶² Le lecteur est invité à lire (Jonas, 1998, pp. 65-69), s'il souhaite d'avantage d'informations sur l'heuristique de la peur que celles données ici.

Il ne suffit donc pas de dire, comme le fait à l'occasion Hans Jonas, que l'Homme, parce qu'« en lui le principe de la finalité a atteint son point culminant et en même temps le point qui le menace lui-même en vertu de la liberté de s'assigner des fins et du pouvoir de les exécuter », que l'Homme — donc — devient pour lui-même « le premier objet du devoir » (Jonas, 1990, p. 249), il faut dire qu'il est à lui-même le seul véritable objet du devoir. Hans Jonas en fait lui-même l'aveu lorsqu'il écrit qu'en ce qui a trait aux êtres qui existent indépendamment de nous, leur existence peut à la rigueur concerner notre « conscience métaphysique », mais non pas notre responsabilité, car, au fond, « pour l'essentiel, la nature prend soin d'elle-même et n'a que faire de notre approbation et de notre approbation évaluative » (Jonas, 1990, p. 249) [...] Hans Jonas semble parfois être le premier à douter que notre pouvoir causal puisse franchir les limites que la nature pose elle-même. Ce passage proprement stupéfiant du principe responsabilité, où capitule une éthique de la nature digne de ce nom, vaut d'être longuement cité : « Demander si le monde doit être n'est pas une chose insensée, mais n'a pas grand sens, étant donné que la réponse, qu'elle soit positive ou négative, est sans conséquences : le monde existe déjà et continue à le faire; son existence n'est pas en danger et même alors nous ne pourrions rien y faire. [...] Ce qui existe par soi et en totale indépendance de nous, son devoir être, une fois qu'il est connu, peut sans doute importer à notre conscience métaphysique — certainement dès lors que, comme c'est le cas ici, il inclut notre existence — mais à (*sic*)⁶³ notre responsabilité. Autre chose est la question de savoir si le monde doit être plutôt de cette façon ou de cette autre, plutôt ainsi et ainsi, car là il pourrait y avoir de l'espace pour une collaboration de notre part, et donc également pour une responsabilité et cela nous renvoie au domaine plus étroit de la causalité humaine. [...] Ce qui subsiste par sa propre force — le monde tel qu'il est — peut attendre au-delà des nécessités présentes de l'Homme et en règle générale il maintient lui-même ouverte la chance que son être-tel reçoive tôt ou tard un soutien contre le pire. (Jonas, 1990, p. 253-54) » (2009, p. 29)

Jonas lui-même mentionne cette dimension anthropocentrique. « Pour autant que l'ultime pôle de référence qui fait de l'intérêt pour la conservation de la nature un intérêt moral est le destin de l'homme en tant qu'il dépend de l'état de la nature, l'orientation anthropocentrique de la morale classique est encore conservée ici. » (Jonas, 1998, p. 32) Hottois (1994) parle

⁶³ Jonas a certainement voulu écrire « mais pas à notre responsabilité ».

quant à lui de principe anthropique et de finalisme anthropocentré pour caractériser le principe de responsabilité de Jonas.

La situation d'urgence révélée par l'heuristique de la peur conduit à un devoir d'agir (une déontologie) pour ne pas échouer à assurer la pérennité de la vie humaine. L'humanité est un « but-valeur » certes, mais elle n'est pas acquise *a priori*. Il faut agir individuellement et collectivement avec responsabilité pour garantir ce *telos*. La double attention prêtée à l'être humain et de la nature résulterait de l'intégration de la valeur à l'être humain dans la pensée de Jonas opposée à la conception aristotélicienne séparant la valeur et l'être humain (Larrère, 2020). Cette séparation aristotélicienne a entraîné l'indifférence morale à l'égard de la nature. Le principe de responsabilité est le remède proposé à cette négligence de la nature. Il est alors la démonstration de l'opérationnalité d'une éthique permettant d'éviter des catastrophes futures dont les causes présentes peuvent être invisibles, négligées, mais pas insignifiantes au regard des conséquences lointaines. Cette éthique apporte des arguments irréfutables aux dirigeants politiques pour les obliger à agir prospectivement en anticipant par la pensée et par l'imagination tout problème pouvant mettre en péril l'existence humaine. Le problème du gaspillage alimentaire au regard de son impact négatif sur l'environnement et sur la vie humaine exige de penser et d'imaginer de telles actions au nom du principe de responsabilité. Ainsi, au-delà de la limitation anthropocentrique de l'éthique traditionnelle, mais également d'une restriction à l'écocentrisme, se trouve le projet plus inclusif du principe de responsabilité. Ce n'est donc pas qu'un projet visant à intégrer la nature à la morale ou à faire l'inverse, c'est selon Hottois un combat contre l'innervation nihiliste du monde par la technoscience. « Certes, la prise de conscience écologiste semble avoir joué un grand rôle dans la conception du PR; mais nous voulons évoquer, ici, la solidarité de fond. C'est celle de la non-transcendance et de la non-étrangeté de l'humanité par rapport au procès (*sic*) évolutif cosmique » (Hottois, 1994, p. 104) précise le philosophe belge. C'est en vue du maintien de la vie ainsi qu'une vie authentiquement humaine en tant que produit du finalisme de la nature qu'il faut tempérer la technoscience. De fait, la nature ne devrait en aucun cas être séparée de son but qu'est l'être humain, et vice versa. Le désaccord avec l'éthique dominante se trouve dans « l'ampleur causale de notre agir » dans la poursuite des projets

modernes que néglige celle-ci. Cette négligence détruit dans la nature les conditions physiques d'authenticité et même d'existence de la vie humaine. La résolution du désaccord exige une reformulation de l'impératif pratique kantien « Agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans ta personne que dans celle de tout autre toujours en même temps comme une fin, et jamais simplement comme un moyen. » (Kant, 2013, p. 44) Cet impératif ne peut s'accomplir qu'en intégrant l'interdépendance de la vie humaine et de la vie extra humaine sur la terre. Il devient alors : « Agis de telle façon que ton action soit compatible avec la permanence de la vie sur terre. » (Jonas, 1998, pp. 39-41) Ici, le souci de la pérennité de la vie humaine et *ipso facto* la volonté de ne pas contribuer à la fin de toute vie devant guider l'action sont cruciaux. La conscience de la perturbation apocalyptique de la nature par l'activité humaine doit emmener l'homme à ne plus agir uniquement selon des principes moraux aveugles des risques tragiques encourus, tant ces principes ignorent la vulnérabilité de l'équilibre symbiotique. L'action doit être envisagée en fonction de ses conséquences sur la nature et sur la vie des générations futures. La nature est en effet appréhendée comme un emprunt transgénérationnel à remettre comme reçu, non comme une propriété appartenant à ses usagers. Chaque génération doit restituer la nature à la génération suivante en préservant son équilibre fragile. La double vulnérabilité de la nature et des générations ou des vies futures impose de considérer la responsabilité de prendre soin de l'environnement comme un devoir.

Le *non* opposé au *non-être* — et d'abord à celui de l'homme — est donc pour l'instant et jusqu'à nouvel ordre la première décision par laquelle une éthique de l'état de crise de l'avenir menacé doit traduire dans l'acte collectif le *oui* à *l'être*, dont les choses dans leur ensemble font une obligation à l'homme. (Jonas, 1998, p. 267)

La grandeur de cette responsabilité est déterminée par l'envergure du pouvoir humain désormais immense avec la technoscience. Quant au devoir, son importance varie dans le même sens que celle de la responsabilité. Cette conception inverse la causalité entre

« devoir » et « pouvoir » chez Kant : le « Tu peux, donc tu dois » kantien devient « tu dois, car tu fais, car tu peux » chez Jonas (1998). Le devoir kantien repose alors sur la volonté libre de l'être humain tandis que celui de Jonas est imposé par la responsabilité humaine de maintenir la pérennité de la vie humaine qui ne peut se faire sans la préservation des vies non humaines. L'éthique de Jonas est donc une éthique déontologique, elle ordonne à l'homme d'agir pour lui-même en agissant pour la nature. Ainsi, l'anthropocentrisme de l'éthique jonassienne se distingue de celui de l'éthique classique par la dominance de la pensée prospective, par un écocentrisme, mais aussi par sa crainte du pouvoir humain procuré par la technoscience. Ce n'est pas un anthropocentrisme exclusif. Il s'étend l'écosystème sans être anthropomorphe, puisqu'en surclassant l'être humain par rapport aux autres êtres, Jonas s'est assuré de le rendre dépendant de ces derniers. La crainte de la technoscience vise à préserver le potentiel naturel sans lequel la vie humaine n'est plus envisageable. En raison du finalisme invoquant l'être humain comme l'ultime valeur de la nature, il existe bien un couple de centres ontologiquement inséparable chez Jonas : la vie humaine et l'environnement qui l'abrite et la conditionne. Par conséquent, cette éthique jonassienne ne privilégierait certainement pas un programme de lutte contre le gaspillage alimentaire exaltant inconditionnellement le pouvoir technoscientifique dont certains usages altèrent et épuisent les ressources vitales de la nature.

Le pouvoir, conféré aux humains par la raison et la technoscience, combiné au capitalisme est source de menaces. La productivité croît, le consumérisme s'accélère aux dépens de la nature et de la vie des générations futures, avec des problèmes comme celui du gaspillage de ressources et des aliments. L'existence humaine est de ce fait piégée dans un système autophage où la vie humaine se consomme ou se détruit elle-même, et court le risque de se faire hara-kiri. La sortie de ce cycle tragique impose, en urgence, un redressement moral par l'impératif du devoir écologique. La conscience nouvelle que le « pouvoir et le danger dévoilent une obligation qui, par la solidarité avec le reste, une solidarité soustraite au choix, s'étend de l'être propre à l'être général sans même un consentement particulier » (Jonas, 1998, p. 265), allie éthiquement l'humanité et la nature. C'est le rôle d'une heuristique de la peur. Le devoir est, à la mesure de la menace, imposé non par une volonté libre comme avec

Kant, mais par la solidarité envers les autres vies humaines, en prenant en compte celles de toutes autres espèces. Une prise en compte que mentionne avec insistance ce propos comme un apport nouveau à l'impératif catégorique.

Répetons-le : l'obligation dont nous parlons est apparue seulement avec la mise en danger de ce qui est en jeu ici. Auparavant, parler de choses semblables n'aurait pas eu de sens. Ce qui est en jeu demande à prendre la parole. Brusquement ce qui est tout bonnement donné, ce qui est pris comme allant de soi, ce à quoi on ne réfléchit jamais dans le but de l'action : qu'il y ait des hommes, qu'il y ait la vie, qu'il y ait un monde fait pour cela, se trouve placé sous l'éclairage orageux de la menace émanant de l'agir humain. C'est dans cette même lueur d'orage qu'apparaît la nouvelle obligation. Née de la menace, elle insiste nécessairement avant tout sur une éthique de la conservation, de la préservation, de l'empêchement et non sur une éthique du progrès et du perfectionnement. (Jonas, 1998, pp. 265-266)

Le principe de responsabilité dérive ainsi d'une illumination de l'être humain. Après s'être éveillé à la transcendance de sa raison aux Lumières, l'être humain s'éveille à nouveau sous la contrainte menaçante de la disparition de la vie.

Ainsi, l'éthique de la responsabilité est un instrument argumentatif agissant au même titre que les autres théories d'éthiques de l'environnement, en faveur d'un renoncement au gaspillage alimentaire et au modèle de société qui le rend possible. Hicham-Stéphane Afeïssa qualifie le principe de responsabilité de « première grande éthique de la nature du 20^e siècle » (Afeïssa, 2009, p. 27), certainement pour avoir donné aux décideurs politiques des arguments solides pour agir prospectivement même quand les limites de la justification technoscientifique sont atteintes. L'ancrage écologique assurant une défense explicite de la nature est un atout pour la recherche de solution au gaspillage alimentaire puisqu'il accorde de l'importance aux enjeux environnementaux du gaspillage.

Malgré son potentiel pour les enjeux environnementaux, l'éthique de responsabilité de Jonas est aussi l'objet de controverses. Hottois reproche à Jonas une conception étroite de la nature ne s'articulant pas au cosmos.

[...] il évite d'articuler systématiquement l'évolution terrestre avec l'évolution cosmique en général, en son étendue spatiale et temporelle gigantesque, grosse éventuellement d'autres lignes évolutives locales dont nous ne savons rien, sans que notre ignorance nous permette de privilégier la Terre et son Humanité comme l'alpha et l'oméga de l'Évolution. H. Jonas évite surtout de considérer que l'évolution cosmique n'est pas achevée, que l'enseignement de la science nous apprend que la durée à venir de l'Univers se compte en milliards, dizaines, voire centaines de milliards d'années encore, c'est-à-dire qu'il lui reste au moins autant de temps qu'il a déjà duré « pour » produire l'homme, sa prétendue finalité ultime. (1994, p. 104)

La critique est juste. Mais la posture suspicieuse de Jonas à l'égard de la technoscience lui impose certainement ce choix fondationnaliste. Sa révolte contre la perte des sens ou des valeurs dans le monde qu'il associe à une bifurcation nihiliste explique sa volonté de s'appuyer sur autre chose que les inférences d'une technoscience qu'il accuse d'être sans cause finale. Jonas est donc fidèle à sa logique de fonder spirituellement (et non scientifiquement) son éthique sur une valeur et une conviction invariable. À quel finalisme aurait-il soumis une nature sans limites terrestres, étendue à l'espace physique et sans doute culturellement infini du cosmos? Les valeurs et les cultures de ce cosmos hors de la terre demeurent encore méconnues à cause des limites de la technoscience elle-même. Imposer l'être humain comme la cause finale d'un univers cosmique si peu connu aurait par ailleurs doublement renforcé la tentative de reproche d'anthropomorphisme faite par Denis Collin (1999)⁶⁴.

⁶⁴ « On trouve chez Jonas une mystique de la nature, fondée sur la réhabilitation du finalisme. Non pas sur le plan scientifique — l'interdiction de l'anthropomorphisme est bien fondée dans les sciences de la nature — mais comme une “décision ontologique” : “il n'est naturellement tout simplement pas vrai qu'une compréhension ‘aristotélicienne’ de l'être est en contradiction avec l'explication moderne de la nature ou qu'elle est incompatible avec elle, à plus forte raison qu'elle ait été réfutée par elle”. D'où une conclusion sans équivoque : “la nature cultive des valeurs puisqu'elle cultive des fins et que donc elle est tout sauf libre de valeurs”. C'est pourquoi il ne peut pas y avoir de séparation de l'être et du devoir. L'ontologie est une déontologie. Le principe responsabilité est donc l'expression morale de la pérennité de l'être de la nature tout entière. Cette métaphysique va fonder la théorie de la responsabilité. » (Collin, 1999, p. 144)

D'autre part, l'heuristique de la peur pour commander des obligations pourrait engendrer des décisions politiques autoritaires. Cette peur est fictive et imaginée. C'est une anticipation de l'avenir lointain ne concernant pas directement les agents moraux ni leurs proches. La peur n'a donc pas d'effet direct sur les décideurs politiques et les acteurs moraux. Par conséquent, elle facilite davantage une réaction réfléchie que son contraire, une réaction de panique. Jonas distingue cette peur de celle d'une mort violente qui poussa Hobbes à proposer de mettre à l'abri le monde sous le pouvoir autoritaire du Léviathan. Présentée comme la seconde obligation « liminaire »⁶⁵ après celle de penser les fondements de l'éthique de la responsabilité, cette peur fictive doit produire le même effet que celle d'Hobbes, aboutir à une action efficace.

Celle-ci [la crainte de Hobbes] est bien connue, toujours proche et elle provoque la peur extrême comme réaction la plus spontanée, la plus contraignante de la pulsion d'autoconservation innée de notre nature. La représentation du destin des hommes à venir, à plus forte raison celle du destin de la planète qui ne concerne ni moi ni quiconque encore lié à moi par les liens de l'amour ou du partage immédiat de la vie, n'a pas de soi cette influence sur notre âme; et pourtant elle [la peur] « doit » avoir, c'est-à-dire que nous devons lui concéder cette influence. Il ne peut donc pas s'agir, comme chez Hobbes, d'une peur [...], qui s'empare de nous de sa propre force, à partir de son objet, mais d'une peur de type spirituel qui en tant qu'affaire d'attitude est notre propre œuvre.(Jonas, 1998, p. 69)

Il s'agit alors d'une double volition. La première consiste à imaginer une peur lointaine. La seconde consiste à se disposer à la ressentir comme si elle est réelle et nous affecte directement, afin de provoquer en soi une poussée à agir vigoureusement à la hauteur de la menace pensée. Les deux peurs sont donc intrinsèquement opérantes dans l'optique de Jonas. L'intérêt de la distinction repose sur le fait que la peur hobbesienne est évidente, elle affecte directement le décideur, alors que la peur dont parle Jonas ne peut qu'être imaginée par le

⁶⁵ L'obligation de penser constitue avec l'heuristique de la peur les deux obligations initiales énoncées par Jonas pour fonder son éthique et sa méthode. Ces obligations diffèrent de celles que le processus délibératif devra produire des réflexions suscitées par l'heuristique de la peur.

décideur. Il n'est pas question de la propre mort du décideur, mais l'effet produit par la peur d'une telle mort est celui recherché par Jonas avec l'imagination pour obliger à l'action. Il vise donc la même efficacité que le Léviathan. L'interprétation des implications performatives du principe de responsabilité conduit justement au constat d'un pragmatisme problématique pour Hottois⁶⁶.

Ceci ne signifie certainement pas que toutes les critiques et mises en garde de H. Jonas sont erronées ou exagérées. Est abusive seulement la volonté fondationnelle de H. Jonas qui apparaît comme monologique et totalitaire et dont la

⁶⁶ Le pragmatisme de Jonas est problématique à cause de l'autoritarisme que renferme *le principe de responsabilité* selon Hottois. Cependant, il existe un autre problème non mentionné par Hottois. Ce pragmatisme est entendu comme « la fin justifie les moyens » ou comme une « ruse » pouvant être complaisante avec l'autoritarisme ou être totalitaire pour atteindre un but politique. Il ne s'agit donc pas du pragmatisme philosophique fondé par l'américain C. S. Peirce au XIX^e siècle, défendu ensuite par W. James, J. Dewey, G. H. Mead, J. Angell, G. E. Moore, par l'anglais F. C. S. Schiller, et par l'italien Papini dont les plus illustres des adeptes contemporains furent Richard Rorty et Hilary Whitehall Putnam. Le pragmatisme de Jonas utilise une rationalité instrumentale comme celui que Max Weber (1919) présente dans son « éthique de responsabilité » en l'opposant à l'« éthique de la conviction », et qui s'apparente également à celui décrit par Machiavel. D'ailleurs, cette mise en garde traduit bien ce second problème assimilable à un lieu commun du point de vue d'un pragmatiste américain : « Il faut faire attention au langage courant, qui nous entraîne ici sur de mauvaises pistes. Parler du pragmatisme de quelqu'un, du caractère pragmatique, et le fait de pouvoir qualifier quelqu'un de "pragmatisme" ou d'être un "pragmatique", signifie quelque chose dans le langage ordinaire. Cela veut dire qu'au fond ce qui importe, ce sont les résultats visés et que " tous les moyens sont bons". Cela veut dire aussi que la personne est prête à faire toutes sortes de compromis pour atteindre ses buts, quitte à fermer les yeux sur certains aspects douteux. Un pragmatique, pour l'usage populaire, c'est quelqu'un qui ne s'empêtré pas dans les considérations formelles, les procédures et les manières de faire; lui importe avant tout d'être efficace. Il est clair qu'il y a confusion si nous prenons le pragmatisme philosophique dans ce sens-là, car ce n'est pas de cela qu'il s'agit » (Létourneau, 2010, p. 8). Le pragmatisme américain est une philosophie charnière entre l'idéalisme et l'empirisme qui considère que « la vérité est égale à l'utile » et prône la rupture de plusieurs dichotomies dont celles de « nature/culture » ou de « théorie/pratique », etc., ainsi qu'une approche plurielle, flexible et dynamique de la pensée, sans être nihiliste (notamment avec Peirce et Dewey).

Le pragmatisme de Jonas est problématique parce qu'il se sert uniquement de l'autorité d'une conception idéologique associée à une justification imaginaire (l'heuristique de la peur) pour atteindre une fin bonne. C'est un idéalisme strict ne laissant aucune place à l'empirisme ou aux sciences de la nature dans la justification de la preuve pour un problème qui concerne pourtant la nature. Ainsi, le pragmatisme de Jonas est différent du pragmatisme philosophique américain qui chez Peirce rend la recherche scientifique dynamique et innovante avec l'abduction ou qui chez Dewey transfère l'objectivité des sciences exactes en science sociale avec l'enquête. Cependant, malgré cette différence entre Jonas et ces pragmatistes américains, on pourrait dire comme Chauviré (2010), à la satisfaction de Peirce dans son opposition au positivisme d'Auguste Comte, que la modalité ou précisément la moralité de l'hypothèse avancée, c'est-à-dire du principe de responsabilité de Jonas, le sauve épistémologiquement. C'est pourquoi, sur cette question environnementale, les deux pragmatismes devraient aboutir au même degré d'inclusion comme on le voit dans la suite.

conséquence est de conduire à un renversement de la défense de la liberté (finalité) en non-liberté.(1994, p. 110)

Cet autoritarisme dans le contexte du gaspillage alimentaire consisterait à se soumettre à des obligations pour éviter les catastrophes environnementales, et réduire la pauvreté et la faim. La vie humaine n'aurait pas d'avenir si pareille autorité ou obligation devait être antidémocratique, elle ne l'est pas à ce stade de l'enjeu. Par conséquent, l'heuristique de la peur est une motivation utile à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

D'autre part, le rejet *a priori* catégorique de la technoscience est nuancé dans un ouvrage postérieur intitulé *La technique moderne comme sujet de réflexion éthique*. « Le genre humain est obligé d'aller de l'avant et de tirer de la technique elle-même les remèdes à sa maladie, en y ajoutant une dose de morale modératrice » (Jonas, p 238 cité par Larrère, 2003, p. 12). Cet ajustement tempère le rejet de la technoscience, certainement en raison de la conscience qu'il est difficile, voire impossible pour une société acquise à la technoscience, de revenir à un mode de vie rustique en excluant la technoscience. Cette concession prudente permet d'entrevoir une prise en compte pratique du « scénario du pire » suggérée par l'éthique de la responsabilité à travers le principe de précaution.

3.3.3 Le principe de précaution

Apparu à la fin des années 1960 en Allemagne (Larrère, 2003)⁶⁷, et donc antérieur au principe de responsabilité de Jonas, le principe de précaution suppose que

l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées

⁶⁷« Le principe de précaution est un principe juridique récent. Sous le nom de *Vorsorgeprinzip*, il fait son apparition en Allemagne, semble-t-il, à la fin des années 60, dans le domaine de l'environnement. » (Larrère, 2003, p. 9)

visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement, à un coût économiquement acceptable. (Légifrance, 1995)

Ici, la précaution exige qu'en cas de doute scientifique sur une technologie, les utilisateurs apportent la preuve de son « innocuité ». Présent en France depuis 1995, sous la *loi Barnier* pour protéger l'environnement, le principe précaution s'emploie dans le domaine de la sécurité alimentaire pour l'autorisation des organismes génétiquement modifiés en agriculture (OGM). (Larrère, 2003) L'usage de la technoscience à ce stade améliore certes les rendements des agriculteurs, mais également permet de réduire les pertes après les récoltes et le long de la chaîne alimentaire en générant des variétés de produits plus résistants, propices à la conservation et au transport. Ce principe de précaution est au cœur de l'éthique de responsabilité de Jonas. Il lui apporte la tolérance nécessaire à l'usage de la technoscience complétant la contribution du principe de responsabilité à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le renforcement du principe de responsabilité avec le principe de précaution paraît capable non pas de résoudre les clivages axiologiques de l'éthique environnementale, mais d'avoir une réponse à la crise des valeurs sans léser ni la nature ni l'être humain. En plus d'ajouter le principe de précaution à ses atouts anthropocentriques et écocentriques, l'éthique jonassienne se singularise par son éclairage d'un schéma rationnel d'aide à la décision politique. Ces caractéristiques rapprochent Jonas sur le plan de l'environnementalisme du pragmatisme écologique américain d'aujourd'hui, notamment de son principal théoricien Bryan G. Norton, constate ces propos d'Afeissa :

[...] la tâche de l'environnementaliste, au moment d'entrer dans l'arène publique, devra être de définir un programme de politique environnementale qui permette la meilleure *intégration harmonieuse de la gamme entière des valeurs naturelles*. La conviction de Norton, sur ce point, est que des programmes de protection de la nature sont parfaitement justifiables du point de vue *d'une conception suffisamment*

large de la valeur instrumentale anthropocentrique – et mieux encore : que ce dernier point de vue a une indéniable supériorité pratique, d’une part parce qu’il est le mode de justification le plus répandu chez les environmentalistes, et constitue à ce titre un espace d’interlocution immédiatement commun au sein duquel le débat pourra s’engager, et d’autre part parce qu’en neutralisant la controverse axiologique entre valeur intrinsèque et utilité humaine, il permet de laisser à la subjectivité de chacun le choix en faveur de telle ou telle option philosophique, et donc de déplacer le débat sur le terrain des modalités rationnelles d’action environnementale (l’italique est de moi). (2009, pp. 31-32)

Le pragmatisme écologique ne peut affirmer une supériorité ontologique de l’être humain comme Jonas, mais il soutient une prise en compte complète des « valeurs naturelles » et une « conception suffisamment large de la valeur instrumentale anthropocentrique ». C’est exactement à cela qu’aboutit l’association des principes de responsabilité et de précaution. Cette association donne une éthique anthropocentrique, écocentrique, non hostile à la technoscience, elle constitue en plus un levier pratique de décision politique populaire. Ce rapprochement entre le pragmatisme jonassien basé sur la rationalité instrumentale et le pragmatisme philosophique d’influence peircienne, quoiqu’inattendu, n’est pas contradictoire. En effet, malgré son fondationnalisme, le choix délibéré de Jonas d’opter pour une preuve fictive ou imaginaire plutôt qu’une preuve scientifique de la menace confère à son idéalisme la même uberté (fécondité) que l’inférence de l’abduction⁶⁸ chez Peirce. L’imagination est justement un caractère essentiel du pragmatisme philosophique américain que souligne Richard Rorty :

⁶⁸ Le syllogisme peircien repose sur un faillibilisme de la connaissance. Peirce change la méthode de recherche dans les sciences de la nature en lui apportant du dynamisme avec l’introduction de l’inférence abductive comme le départ de la recherche. L’abduction est une hypothèse innovante sortie de l’imagination du chercheur destinée à être successivement éprouvée par l’expérience scientifique (la déduction) et par la confrontation à d’autres résultats scientifiques (l’induction) (Roudaut, 2017). Peirce distingue en effet deux vertus que peut posséder une inférence logique : la sécurité et « l’uberté » (la fécondité). « La sécurité mesure la fiabilité de l’inférence à conduire des prémisses vraies à une conclusion vraie, tandis que l’uberté mesure la capacité d’une inférence à produire des connaissances nouvelles. » (Roudaut, 2017, p. 47) Par conséquent, l’abduction a une sécurité minimale puisqu’il s’agit d’une question ouverte ou le départ d’une heuristique et une uberté maximale pour ces mêmes raisons.

[..] nous n'envisageons pas le progrès intellectuel et le progrès moral comme une progression vers le Vrai, le Bon ou le Juste, mais comme un élargissement du pouvoir imaginaire. L'imagination, pour nous, est la pointe acérée de l'évolution culturelle; c'est le pouvoir qui — en période de paix et de prospérité — opère sans trêve pour rendre le futur de l'homme plus riche que son passé. (1995, p. 127)

Jonas ne fut certainement pas le seul à faire le diagnostic inquiétant de la relation entre le capitalisme et la technoscience. On peut imaginer que tout « prophète de malheur » fut confronté à la difficulté de donner des preuves scientifiques de la raison de son « cri d'alarme ». Ainsi, avant Jonas, manquait une argumentation à la fois forte et suffisamment inclusive des différentes façons d'aborder ce problème environnemental, de telle sorte que l'obligation politique d'agir sans preuve évidente de la menace aille désormais de soi. Jonas comble ce manque avec la proposition d'une éthique dotée de deux centres, l'être humain et la nature, et ayant une seule fin, l'être humain. Cette particularité à la fois anthropocentrique et écocentrique offre une inclusion pratique plus étendue que celle des théories d'éthique environnementale.

Si l'invocation exclusive du concept de valeur intrinsèque menace de se montrer contre-productive, il se peut qu'il soit bien plus utile d'élaborer un *anthropocentrisme éclairé, élargi, prudentiel*, qui proposerait une vision plus large des intérêts que les êtres humains peuvent avoir à préserver la nature (l'italique est de moi). (Afeissa, 2009, p. 31)

Ensemble, les principes de responsabilité et de précaution remplissent les critères pragmatiques d'« anthropocentrisme éclairé, élargi, prudentiel ». La contribution à la lutte contre le gaspillage alimentaire se fait alors avec le pouvoir motivationnel de l'heuristique de la peur et la tolérance prudente à l'égard de la technoscience donnée par le principe de précaution. Cependant, comme les théories d'éthique environnementale, les principes de responsabilité et de précaution ne sont qu'une étape dans le changement espéré des habitudes contre le gaspillage alimentaire. Ces éthiques telles que décrites se situent au stade

idéologique de la construction des convictions recherchées. Il existe certains obstacles à l'application de ces idées ou convictions éthiques.

3.4 LA FAIBLESSE MOTIVATIONNELLE DES THÉORIES ÉTHIQUES

Sur le plan des arguments fondant la théorie, les éthiciens de l'environnement se demandent notamment comment élaborer une théorie morale qui ne se limite pas au bien-être humain, mais prend aussi en compte celui de la nature. Deux objectifs sont poursuivis : 1) convaincre du bienfondé d'une meilleure attention à l'égard de la nature ; 2) changer effectivement les comportements en faveur de la nature. La motivation recherchée est la capacité des convictions théoriques à réaliser l'objectif n° 2 d'engendrer des actions concrètes. Cependant, le monisme des théories d'éthique normative (déontologisme, utilitarisme, et éthique de la vertu) reproduit dans les théories environnementales (dans l'éthique de la responsabilité⁶⁹ aussi, mais de manière différente) et la peur de l'idéal écologique entravent le succès de la motivation.

3.4.1 L'impasse du monisme

Considérant les objectifs précédents, Christopher D. Stone (1988) relève cinq difficultés de l'éthique environnementale. La première est la difficulté d'éviter l'homocentrisme ou anthropocentrisme. La deuxième difficulté est de choisir l'approche d'éthique normative la plus convaincante, alors que les différentes éthiques normatives présentent toutes des faiblesses. L'utilitarisme ne reconnaît qu'une valeur instrumentale à la

⁶⁹ Le monisme de l'éthique de responsabilité est exprimé plus distinctement dans son fondationnalisme dirigé contre les autres monismes qui séparent l'être humain de la vie, sont incapables de fonder la valeur des valeurs (l'être humain), et que Jonas considère comme nihilistes. (Saudan, 2008) Les faiblesses de ce monisme relatif de Jonas sont par ailleurs tempérées par l'usage de la rationalité instrumentale ou par la réalisation de l'heuristique de peur avec l'imagination en lieu et place de la preuve scientifique de la menace du péril.

nature. Le néokantisme ou l'approche déontologique n'admet que l'être humain comme patient moral, la loi est l'acteur moral. L'approche défendant un bien indépendant de l'homme et de la vie, parce qu'elle ne peut pas être objet d'instrumentalisation, pourrait s'accommoder des autres éthiques normatives. Ce bien doit être identifié, quelle que soit l'étendue de la considération morale, c'est un défi en soi. Les défenseurs des droits des animaux proposent de prendre pour bien : une vie qui ne peut pas être détruite, un plan qui ne peut être bouleversé, un nerf qui communique de la douleur (Stone, 1988). Cependant, cette proposition ne suffit pas encore pour inclure les êtres inertes, les êtres dépourvus de systèmes nerveux. Par exemple, le point de vue de la montagne y est totalement absent. La troisième difficulté est de circonscrire les entités ou les patients moraux, ou de s'entendre sur la limite à poser à l'extension de la considération morale. Quatrièmement, en supposant un ensemble de considération suffisamment ouvert, de sorte à pouvoir y inclure tous les êtres vivants et non vivants, ainsi que les générations futures, il paraît encore difficile de concevoir comment on s'assure d'être en règle avec une montagne ou de prendre en compte ses intérêts. Enfin, la difficulté peut être un conflit d'intérêts entre deux ou plusieurs patients moraux. Par exemple, elle peut être la nécessité de préserver un désert intact contre le besoin de l'irriguer et d'y planter des végétaux pour en faire un habitat pour les animaux, les insectes et les êtres humains.

Ces difficultés ne sont pas insurmontables dans la pratique, mais elles peuvent sembler l'être quand on s'efforce d'entrevoir les solutions par le canal d'une seule approche éthique normative : par l'utilitarisme, par le déontologisme ou par l'éthique de la vertu. En procédant par ces canaux, les arguments sont vulnérables aux critiques classiques formulées contre la rigidité de ces théories. Or, selon Stone, l'écologie profonde, le pathocentrisme, le biocentrisme, l'écocentrisme sont conçus selon les principes directeurs de ces théories normatives. Par conséquent, la discussion s'enlise dans les divisions idéologiques et retarde indéfiniment les décisions et les actions concrètes. Cette attitude qualifiée de moniste par Stone consiste à « défendre un seul principe omni-englobant [et à] démontrer comment ce point de vue, qui est censément le bon, nous aide à trouver notre voie au travers de tous les dilemmes moraux jusqu'à la solution, qui est censément la bonne ». (1988, p. 293)

Ce monisme exprime une conception idéaliste et idéologique du problème environnemental. Il complique également la réceptivité des principes par leurs destinataires, plus précisément les personnes ou les populations dont les théories souhaitent changer les habitudes non écologiques en modifiant leurs convictions. Le résultat direct espéré de pareilles démarches discursives est la prise de conscience au sujet des problèmes environnementaux de façon générale, ou la conviction qu'il faut changer de comportement dans et avec la nature. Or, même un tel résultat ne signifiant pas absolument que les personnes sensibilisées à la cause environnementale agiront effectivement dans le sens voulu ne semble pourtant pas entièrement acquis. L'inflation du discours issue de ce clivage moniste ne facilite pas la convergence des contributions vers les décisions essentielles. Hicham-Stéphane Afeissa le fait d'ailleurs remarquer.

La tâche d'évaluer des projets concurrents, d'arbitrer entre des valeurs en conflit est déjà suffisamment complexe pour qu'on ne rajoute pas une obscurité philosophique supplémentaire. [...] Ce qui compte en matière d'environnement, ce sont moins les prises de position de principe, que l'élaboration de schémas rationnels d'aide à la décision qui permettent aux différents acteurs de s'entendre sur ce qui doit être fait, en déterminant concrètement les mesures politiques qu'il convient de mettre en œuvre. En ce sens, rien n'est pire que les querelles intestines entre anthropocentristes et non anthropocentristes, humanistes et écocentristes, parce que ces querelles divisent entre eux les éthiciens de l'environnement et paralysent leur action concertée et efficace. (2009, p. 31)

Si le débat philosophique entre éthiciens peut contribuer à la justification morale des valeurs et à la compréhension du problème, en revanche la spéculation théorique éloigne parfois des attentes réelles et peut faire manquer la cible. En guise d'exemple, l'adoption de la position radicale de la *Deep ecology* pour résoudre le problème du gaspillage alimentaire obligerait à renoncer totalement à la contribution de la technoscience. Cette position réduirait l'efficacité de l'action puisqu'on se priverait alors d'un moyen de lutte dont l'efficacité est avérée dans les pays industrialisés. Sur le plan social, l'écologie profonde aura contre elle l'opposition tout aussi radicale des adeptes de la technoscience au risque de brider l'action recherchée.

À ce stade de l'application, la motivation est le véritable défi, l'autorité de la bonne volonté, la recherche du maximum de bien, ou du bien commun ne suffit pas toujours pour motiver tout le monde à agir moralement. Pour y remédier, Jonas n'hésita pas à munir son éthique d'un outil heuristique de la peur. Cependant, un autre versant de la peur est contreproductif. Il se traduit par la méfiance à l'égard de l'écologie.

3.4.2 La peur de l'idéal écologique

La forme abstraite et idéale des théories en éthique environnementale n'est pas seule responsable de la résistance des individus à se conformer aux prescriptions normatives, à adhérer aux valeurs ou à désirer le changement paradigmatique. Ce n'est pas non plus exclusivement par le fait de la rigidité des structures argumentatives des éthiques normatives. Il existe dans les sociétés modernes également, plus qu'une absence de motivation, parfois un rejet de l'écologie en raison à la fois du caractère injonctif et ascétique de son moralisme frugal, et de sa tendance à vouloir réenchanter le monde.

L'économie frugale suggère que les gouvernements du monde renoncent au paradigme de la croissance pour adopter celui de la décroissance⁷⁰ à cause de l'incapacité évidente d'une nature limitée à soutenir en ressources une croissance sans fin. Cette alternative impérieuse est défendue par des économistes écologistes comme Serge Latouche (2013), et de façon générale par les théoriciens et les militants environnementalistes. La frugalité figurait déjà dans la pensée d'Épicure. En prescrivant le plaisir comme principe suprême du bonheur, le philosophe grec lui a également associé une ascèse nécessaire du désir conduisant à la sobriété « bienheureuse » exprimée dans sa Lettre à *Ménécée*.

⁷⁰La décroissance, concept antonyme de la croissance, désigne aussi un courant de pensée et d'action militant qui lutte contre l'idéologie de la croissance, appelle à un changement de paradigme qui promeut un nouveau mode de vie ne produisant que les besoins nécessaires à la vie. (Latouche, 2013)

La frugalité est un bien que l'on ne peut trop estimer [...] son habitude est excellente, afin que n'ayant plus les choses dans la même abondance, nous nous passions de peu, sans que cette médiocrité nous paraisse étrange ; aussi faut-il graver fortement dans son esprit que c'est jouir d'une magnificence pleine d'agrément que de se satisfaire sans aucune profusion. La nature, pour sa subsistance, n'exige que des choses très faciles à trouver ; celles qui sont rares et extraordinaires lui sont inutiles, et ne peuvent servir qu'à la vanité ou à l'excès. Une nourriture commune donne autant de plaisir qu'un festin somptueux, et c'est un ragoût admirable que l'eau et le pain lorsque l'on en trouve dans le temps de sa faim et de sa soif. Il faut donc s'habituer à manger sobrement et simplement, sans rechercher toutes ces viandes délicatement préparées (Épicure, 1910, pp. 129-130).

Ainsi, à la base des notions de frugalité et de décroissance se trouve une pensée déjà ancienne de la vie. Mais au lieu de suivre les conseils d'Épicure, la société moderne a choisi de faire le contraire : croissance, consommation de masse, hédonisme, gaspillage d'aliments et de toutes les ressources naturelles. Pour certaines personnes, le paradigme de la frugalité correspond à une marche en arrière, un réenchantement⁷¹ de la société. Il est alors difficile de convaincre ces personnes sceptiques de l'écologie.

Le capitalisme a surgi du désenchantement du monde. Pour les écologistes, cette perte de sens de la nature est la cause des dégâts infligés à l'environnement, et donc celle aussi du gaspillage alimentaire, du gaspillage des ressources et de la pollution. Pour y remédier, les écologistes suggèrent un réenchantement à travers un changement radical de la relation avec la nature, des habitudes et des pratiques, en formant et éduquant les populations aux valeurs écologiques. Mohamed Taleb exprime ainsi les ambitions éthiques des spécialistes en éducation, en relation avec l'environnement.

⁷¹Le réenchantement exprime l'action contraire au « désenchantement » employé par Marx Weber, autre concept qu'a inspiré la notion de « réification » de Karl Marx, et qu'Alfred North Whitehead désigne par « la bifurcation » en évoquant l'objectivation dualiste rigide de la nature et de l'esprit, mettant la première au service du second (Taleb, 2009). Le désenchantement désigne alors la conception rationaliste du monde qui perd son « aura magique » et son « sens du merveilleux », son historicité, pour être réduit à un monde d'objets à étudier, à mesurer, à maîtriser et à posséder. On y perd les repères symboliques d'un monde vivant et mouvant qui devient fixe pour se soumettre à l'usage, à l'objectivation, et aussi à « l'objetisation ». Le désenchantement correspond alors au tournant cartésien du monde débuté avec Copernic, Galilée et Newton, dont se sont approprié les philosophes des Lumières pour théoriser la modernité, Weber l'associe au capitalisme.

Trouver ou retrouver le sens, les sens et l'essence de nos pratiques éducatives, est une façon concrète de réenchâter notre rapport au monde, et donc de la transformer. Ce réenchâtement m'apparaît donc bien comme une valeur centrale d'une éthique de résistance et de dépassement du capitalisme. (2009, p. 88)

Ce réenchâtement par l'éducation morale assumée se rapproche du républicanisme civique⁷² de la société prémoderne caractérisé par une société communautaire avec des citoyens agissant pour le bien commun. Un tel retour au passé ou du passé, surtout dans sa manifestation autoritaire et dogmatique, suscite des craintes pour le pluralisme et la poursuite d'une variété de biens par les citoyens en démocratie, des valeurs du monde désenchâté ou du monde libéral.

Cette double caractéristique (frugalité et réenchâtement) assumée par les écologistes est perçue par une partie de l'opinion publique comme une menace contre la liberté et contre le capitalisme. L'expression d'une forme d'autoritarisme et d'un « retour du clergé » par le culte de la nature manifesté dans le désir d'un changement radical de paradigme, inquiète les démocraties libérales. La démocratie libérale repose sur le principe de liberté individuelle, par ailleurs, propice au capitalisme. Ainsi, ce système politique issu de l'Antiquité (la démocratie) a été renforcé, conçu et conquis dans sa forme actuelle en même temps que le désenchâtement des valeurs pendant les Lumières. L'enrichissement matériel, le progrès économique, technologique et social fonctionnent également relativement bien dans l'environnement politique de paix que favorise la démocratie. Réciproquement, la démocratie se renforce avec ces avantages du capitalisme. Nicolas Baverez souligne cette interdépendance : « Force est de constater qu'elle [la démocratie] est grande en période de

⁷²Le déclin d'une politique qu'on a appelé le « républicanisme civique » a coïncidé avec le développement d'une sphère publique. Le républicanisme civique impliquait que la république soit formée de citoyens vertueux jouant un rôle actif dans la marche et la défense d'un bien commun. (TRONTO, 2009) On fait référence à un point de vue libéral dans le débat entre libéraux et communautariens, précisément entre libéralisme et républicanisme civique. Dans une société libérale, donc individualiste, le bien commun écologiste qui est en plus impérieux peut paraître autoritaire et source de méfiance. Voir également Beiner, Ronald (2001), « À la recherche d'une philosophie publique postlibérale : le républicanisme civique de Michael J. Sandel. »

croissance économique, et de développement d'une large classe moyenne (...). En revanche, elle s'affaiblit dans les temps de crise, de déstabilisation de la classe moyenne ». (2019, p. 59) La stabilité des démocraties reste alors dépendante de la santé des marchés et de la prospérité économique des citoyens. Après la crise financière mondiale de 2008, la fragilisation des économies des pays occidentaux a eu pour conséquence la montée populiste, et a permis l'accession au pouvoir de mouvements et de personnes porteuses de discours extrémistes. Ce phénomène s'est produit en Italie et aux États-Unis, même l'inattendue sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (le *Brexit*) en est une illustration. Les institutions sont contestées par une partie de plus en plus importante des citoyens lorsque la crise économique dégrade les conditions de vie, en accentuant la pauvreté, la faim, le sentiment d'insécurité et de peur. Le repli identitaire devient un refuge et un argument politique fructueux. Par ailleurs, la crise de la COVID-19 s'est accompagnée de la défiance d'une partie des populations contre les recommandations et les mesures sociosanitaires. Cette pandémie a également renforcé la radicalisation de certains appels écologiques qui demandent un renoncement rapide à la croissance économique et au capitalisme. Les institutions démocratiques peuvent ainsi être mises en difficulté. La fragilisation de l'économie en renonçant précipitamment à la croissance crée la pauvreté, l'insécurité, la peur, et favorise le radicalisme et le rejet du paradigme capitaliste ou libéral. Une partie de ce radicalisme appelle à la révolution écologique, d'où la méfiance des pouvoirs libéraux à l'égard du discours de l'écologie. Certaines déclarations politiques témoignent de ces tensions économiques, politiques et sociales, notamment celles du président français Emmanuel Macron.

Et j'entends beaucoup de voix qui s'élèvent pour nous expliquer qu'il faudrait relever la complexité des problèmes contemporains en revenant à la lampe à huile. Je ne crois pas au modèle amish. Et je ne crois pas que le modèle amish permette de relever les défis de l'économie contemporaine. (Cité par; Capital, 2020)

Cette double caricature « lampe à huile » et « modèle amish » de l'ambition écologique, traduit à la fois le scepticisme et les inquiétudes à l'égard de son idéal, surtout dans son expression sociale la plus radicale prônant la frugalité et la décroissance. Ainsi, à côté de l'amour écologiste de la nature coexiste cette peur légitime du modèle de société que veulent construire l'écologisme et certaines éthiques environnementales en détruisant celui existant déjà. La peur de l'inconnu ou du projet écologique connu consacre la division des opinions. Cette opposition n'est pas nouvelle, elle existait avant notre ère, et son intensification avec les crises du monde moderne explique en partie les réticences et les résistances à l'égard de l'écologie. De Lucrèce à Michel Serres, le clivage entre « crainte » et « amour » de la nature perdure, comme l'exprime ce dialogue poétique entre ces deux auteurs.

Ainsi donc, regarde tant qu'il te plaira
le ciel et la terre comme des réalités
inaltérables qui jouissent d'une
sauvegarde éternelle; parfois néanmoins la
présence immédiate d'un grand danger
te fera sentir en quelque endroit de
l'âme l'aiguillon de la terreur; pourvu,
diras-tu, que la terre n'aïlle pas, se
dérobant tout à coup sous nos pas,
disparaître dans un abîme, toutes
choses y tomber à sa suite et le monde n'être
plus que ruine et chaos! (Lucrèce, cité par Peytavin, 1992, p. 67)

Cette description du tremblement de terre montrant l'impétuosité de la nature dans le livre VI de *De la Nature des Choses*, vingt siècles plus tôt, est manifeste à la fois de la crainte de la nature, mais également du scepticisme à l'égard de sa conception comme ordre et harmonie. Pour certains penseurs, la nature est un désordre. Elle peut devenir un vide, le néant du jour au lendemain, il faut s'en méfier comme de la « peste d'Athènes ». C'est peut-être, en partie, l'origine de la nécessité de dompter ou de maîtriser cette instable nature par la seule source de cohérence et d'ordre possible que sont l'esprit et la rationalité technoscientifique selon ces

penseurs. Michel Serres tente de désamorcer cette terrifiante et tragique perception par une réplique symétriquement opposée du poème de Lucrèce.

C'est pourquoi je goûtai de la joie
pendant le tremblement de terre dont
tant de gens autour de moi
s'épouvantèrent (...) je reviens dans mon univers
familier, en mon espace tremblant, aux
nudités ordinaires, à mon essence,
exactement à l'extase. Qui suis-je? Une
trémulation de néant, vivant dans un
séisme permanent. Or, pendant un
moment de bonheur profond, à mon
corps vacillant vient s'unir la terre
spasmodique. Qui suis-je, maintenant
pour quelques secondes? La Terre elle-même.
Communiant tous deux, en amour
elle et moi, doublement désemparés,
ensemble palpitant, réunis dans une aura. (Serres; cité par Peytavin, 1992, p. 68)

Cette déclaration d'amour à la nature en réaction à la crainte poétisée par Lucrèce, si longtemps après, reflète la permanence de la relation tumultueuse qu'entretient la société humaine avec la nature. Cette dernière n'est pas toujours clémente, et certains êtres humains moins dithyrambiques que Serres à son égard craignent sa fureur. Ainsi, l'amour et la méfiance à l'égard de la nature cohabitent dans le monde autant que le font les êtres humains. La domination de l'amour de la nature entraîne souvent la réaction ou l'éveil de la méfiance à son égard. C'est une dualité notable dans les discours malgré le regain de sympathie pour l'écologie qu'il est donné de voir ces dernières années.

La crainte du paradigme écologique et le scepticisme à l'égard de l'harmonie naturelle fragile sont parfois responsables de l'absence d'action contre les problèmes environnementaux, dont le gaspillage alimentaire fait partie. Néanmoins, en comparant l'heuristique de la peur, qui veut pousser l'individu à agir pour éviter des problèmes dont le monde semble vivre déjà les prémices, et la peur inhibante de l'action, une éthique qui vise

ultimement l'orientation de l'action devrait logiquement prendre parti pour la peur agissante. Une société active et responsable ne peut se contenter de cette inertie face à autant de gaspillage alimentaire, alors que la faim élimine des vies humaines, menace la stabilité politique et met en danger toutes les autres vies.

Les théories d'éthique environnementale, les principes de responsabilité et de précaution veulent susciter des attitudes et comportements soucieux de la nature à travers des actions individuelles, collectives et politiques. La concrétisation de ce changement demeure cependant entravée. Le caractère spéculatif sous lequel se présentent les débats éthiques peut paraître rébarbatif ou éloigné au point de repousser une partie du public, dont les décideurs politiques, non habitués au langage philosophique, mais plus aptes à appliquer des décisions précises avec des explications simplifiées. Il existe également un sentiment de méfiance à la fois à l'égard du projet de l'écologie et de la nature elle-même ne facilitant pas l'adhésion totale de la société. Le programme environnemental d'agir pour réduire le gaspillage alimentaire peut être alors confronté à ce stade à un problème de motivation morale. En effet, la volonté de changer ne se traduit pas en changement de comportement réel. Examinons ce que révèlent les études empiriques sur l'application effective des convictions morales par les populations, en appréhendant la consommation éthique dans différents contextes.

3.5 LES TRAVAUX EMPIRIQUES SUR CE QUI MOTIVE LES PERSONNES À ADOPTER DES COMPORTEMENTS ÉTHIQUES

Les éthiciens sont conscients du caractère abstrait des énoncés éthiques et de certaines constructions normatives. Toutefois, ces théoriciens espèrent que les capacités de divulgation institutionnelles telles que l'éducation, les acteurs sociaux, politiques et les entreprises prennent le relai pour les traduire en programmes puis en décisions et actions. Les actions recherchées ne se limitent pourtant pas au stade organique ou organisationnel. Elles doivent

être transmises aux destinataires finaux que sont les populations pour être effectivement mises en application.

Cette section rapporte des études de sociologie, de psychologie sociale et de science de l'administration ayant évalué empiriquement l'impact des convictions morales sur les choix effectifs des consommateurs d'aliments écologiques et du commerce équitable⁷³. Les convictions morales analysées dans ces études sont celles reflétées dans le discours écologique des militants politiquement et socialement engagés. La lutte contre le gaspillage alimentaire fait partie des actions contenues dans ces engagements militants⁷⁴. Il n'existe pas d'étude évaluant l'adhésion des populations à la réduction du gaspillage alimentaire, peut-être parce que le choix est évident. En effet, une telle étude serait confrontée à un biais élevé. Le caractère abject du gaspillage alimentaire ne fait aucun doute, alors il n'y a raisonnablement aucune possibilité d'avoir des individus ouvertement réticents à sa réduction ou favorables à son augmentation. Paradoxalement malgré l'évidence de l'adhésion collective, l'ampleur du problème persiste. Pour comprendre pourquoi l'adhésion n'est pas suivie d'actions, l'attitude par rapport au gaspillage alimentaire peut-être empiriquement interprétée avec des actions écologiques plus générales ayant fait l'objet d'étude. La consommation éthique faisant référence à la consommation d'aliments écologiques ou d'aliments issus du commerce équitable sous-tend justement une consommation avec un gaspillage réduit.

Ainsi, la propension à avoir une consommation éthique signifie également une propension à causer également peu de gaspillage. L'*ethical consumption* ou le *sustainable consumption*, désignant respectivement la consommation éthique ou la consommation durable, sert de cadre d'évaluation de l'adhésion des consommateurs aux valeurs ou

⁷³ Le commerce équitable concerne des produits agricoles issus des pays pauvres dont un minimum de prix a été fixé pour garantir des conditions de vie moralement acceptables pour les producteurs.

⁷⁴ Voir l'objectif 12 et la cible 12.3 des objectifs de développement durable. La production et la consommation durables requièrent plusieurs actions spécifiques dont la cible 12.3 demandant une réduction du gaspillage alimentaire.

convictions éthiques. Toutefois, les études n'évaluent pas les théories éthiques. Elles évaluent des actions issues d'initiatives acquises aux changements souhaités par les discussions éthiques. Les propositions théoriques des éthiciens sont reprises par les politiques et les organisations sociales (les Organisations non gouvernementales et les entreprises). Ce passage du discours éthique aux programmes politiques d'institutions internationales, de gouvernements, d'organisations sociales militantes et d'entreprises peut être considéré comme des offres politiques. Par exemple, la convention du Sommet de la terre tenue à Rio en 1992 souligne ainsi le besoin de prendre en compte la biodiversité dans le développement économique, et le principe de responsabilité. En France, elle devient la *loi Barnier* en 1995. Dans une optique similaire, le discours passe des théoriciens à des groupes militants agissant sous la forme d'organisations non gouvernementales. Ainsi, les associations affiliées à l'écologie profonde, à la libération animale, à l'éthique de la terre défendent la protection de la nature avec les mouvements de conservation des écosystèmes (créations de parcs naturels), réclament des droits pour les animaux, etc. Les programmes champions 12.3, FUSIONS, Conseil national zéro déchet sont également des exemples d'application institutionnelle de convictions écologiques et morales, notamment contre le gaspillage alimentaire, avec les entreprises. Cependant, pour que les populations changent leurs comportements et appliquent les principes issus des théories éthiques, il faut que ces différentes offres politiques répondent à une demande plus concrète que celle des éthiciens, elles doivent rencontrer une consommation sociale. La consommation éthique semble traduire ce besoin de consommation sociale, étape terminale du processus d'application des convictions éthiques. L'évaluation et la compréhension de cette consommation éthique deviennent alors nécessaires.

3.5.1 L'exemple de la consommation éthique

Le concept de consommation éthique ou consommation durable est issu du programme de développement durable ou Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. La durabilité souhaitée du développement exige que la conception de la croissance économique

tienne compte de la protection de l'environnement et de la responsabilité sociale (Balderjahn, Peyer, & Paulssen, 2013; Collins & Kearins, 2010)⁷⁵. Par exemple pour la consommation, l'achat d'objets ou d'aliments n'est pas uniquement motivé par l'utilité ou par la satisfaction issue de l'usage, mais aussi par des convictions écologiques et sociales. Les ODD rassemblent plusieurs préoccupations économiques, sociales, environnementales ayant des enjeux éthiques déjà soulevés par des conventions antérieures comme celle du sommet de Rio en 1992. Initialement conçu en 2000 sous l'appellation d'Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le programme a été révisé à l'échéance des 15 ans d'exécution en 2015 sous la désignation d'ODD et doit s'étendre jusqu'en 2030. Le développement durable demande une production durable indispensable à une consommation durable (Coderoni & Perito, 2020, p. 1). Ainsi, le consommateur éthique est engagé dans un large spectre de changements sociétaux et écologiques touchant aux droits humains, à l'environnement, au bien-être animal, et requérant des initiatives communautaires et de justice sociale (Carrigan, Isabelle, & Joanne, 2004, p. 1). La conscience écologique et la responsabilité sociale sont alors les motivations principales dans la consommation éthique (Balderjahn et al., 2013). Consommer durablement consiste à acheter et à utiliser des produits du commerce équitable et des produits biologiques. Pour démarquer les produits éthiques des autres produits, des étiquettes ou des affiches informent sur la convenance morale des sources d'approvisionnement. Ainsi, on souhaite assurer au consommateur que les conditions de production ont permis une rémunération équitable des travailleurs ou respectent l'environnement. Le consommateur éthique est alors un individu engagé à limiter l'impact négatif de ses habitudes d'achat d'aliments, d'objets ou de services sur les animaux, l'environnement, et les autres êtres humains. La consommation éthique est de ce fait une action motivée par des préoccupations éthiques, politiques, sociales ou environnementales (Andorfer & Liebe, 2015, p. 332). La lutte contre le gaspillage alimentaire correspond justement à ce type d'action militante. Elle s'appuie sur des valeurs ou des principes éthiques. Par exemple, réduire l'impact environnemental de l'action est un enjeu d'éthique

⁷⁵ Cette volonté rappelle également le rapport Meadow du Club de Rome en 1972 ayant précédé le discours de Canguilhem.

environnemental, se soucier des victimes de la faim est un enjeu d'éthique du *care*⁷⁶, et garantir l'avenir des générations futures est un enjeu d'éthique de la responsabilité. Ces enjeux conditionnent ensuite la décision ou le choix d'achat. L'affichage de l'éthique ou l'étiquette éthique devient ainsi une marque ou une marchandise. Elle est donc « vendable », même « vendeuse », et assimile son support à un bien à la fois au sens moral de bonheur et au sens économique d'objet d'usage. Cette association de l'éthique à l'objet permet de quantifier et de calculer l'adhésion effective d'une population donnée à des valeurs ou principes choisis. Ce besoin d'évaluation est nécessaire, mais c'est aussi un moyen d'action concrète. En effet, le consommateur dispose d'indicateurs pour associer son choix d'achat à des valeurs lui rappelant du coup l'importance de ces dernières au moment même de l'achat et de la consommation. Cette association « valeur-objet » ressemble certes à une marchandisation réductrice, ou à du *greenwashing* ou de l'écoblanchiment ou du verdissement d'image, mais elle pourrait bien avoir de l'efficacité. C'est une voie d'application des convictions éthiques à ne pas sous-estimer, si les affichages reflètent bien leurs prétentions écologiques et sociales. De fait, en dépit de ce soupçon légitime, le couplage « éthique-objet » ou « éthique-aliment » est aussi une conversion pratique des idéaux issus des discussions éthiques. En achetant chez un commerçant respectueux des mesures contre le gaspillage alimentaire, les consommateurs contribuent à la réduction du gâchis déjà à l'étape de l'entreprise, du vendeur ou de l'offre, même s'il n'est pas garanti que leur consommation effective en sera exempte. Par ailleurs, en admettant que l'écoblanchiment des entreprises soit avéré, il faut dans ce cas le combattre, l'impact marketing et publicitaire de l'affichage « éthique-objet » sur la motivation, notamment les réactions positives impulsées aux consommateurs demeurent bien à l'avantage de l'éthique et de l'écologie.

⁷⁶« Joan Tronto, philosophe américaine, en vient à définir le *care* : “Activité caractéristique de l'espèce humaine, qui recouvre tout ce que nous faisons dans le but de maintenir, de perpétuer et de réparer notre monde, afin que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nos personnes et notre environnement, tout ce que nous cherchons à relier en un réseau complexe en soutien à la vie” (Tronto, 2009, p.13 et 143) » (Zielinski, 2010, p. 632) De cette définition, on remarque que l'éthique du *care* et aussi l'éthique de responsabilité pourraient couvrir tous les enjeux soulevés par le gaspillage alimentaire. Cependant, nous avons choisi l'éthique environnementale et l'éthique de responsabilité en raison de leur insistance sur la critique de la technoscience dont le rôle est essentiel dans les solutions contre le gaspillage alimentaire.

Dans un sondage récent en Italie, Silvia Coderoni et Maria Angela Perito (2020, p. 2) montrent que l'association « éthique-objet » permet aux consommateurs de choisir des déchets de gaspillage alimentaire revalorisés. Ces déchets sont appelés *Waste-to-value (WTV) food* dans une perspective d'économie circulaire. Les aliments WTV sont des rebuts issus du processus de production d'autres aliments, et réutilisés pour développer d'autres types d'aliments sous forme d'ingrédients ou d'additifs en fonction des propriétés qui leur restent. Cette solution est appliquée dans la production d'huile d'olive responsable de gaspillage de quantité importante de feuilles d'olive contenant encore des composants bioactifs qu'on peut encore ajouter à d'autres produits alimentaires. Les aliments WTV sont cependant peu nombreux en raison du caractère récent de l'idée de cette reconversion pour effectuer des tests significatifs (Aschemann-Witzel and Peschel, 2019; Perito et al., 2019b; Bhatt et al., 2018; cité par Coderoni & Perito, 2020, p. 2). L'étude s'est alors consacrée à un sondage pour comprendre l'adhésion aux aliments WTV. Le sondage relève que les consommateurs informés et ayant une connaissance des enjeux manifestent une intention favorable à l'achat d'aliments WTV : « As regards the willingness to buy WTV food, consumers who read food labels when buying and think that these products could have environmental or health benefits are more likely to state a positive purchase intention. » (Coderoni & Perito, 2020, p. 9) Cette intention positive des consommateurs en faveur des aliments WTV converge avec les résultats des sondages sur la consommation éthique de façon générale avec les produits biologiques ou du commerce équitable. Deux études approfondissent la compréhension des sondages, en comparant les influences de l'activation de normes morales, de la conscience environnementale, et du prix sur les décisions de consommation éthique. Les convictions éthiques ont été associées ou incorporées aux produits selon que ces produits remplissent des critères de productions écologiques.

3.5.2 Comparaison de la norme morale, de la conviction écologique et du prix

Certains sondages d'opinion révèlent une tendance des individus interrogés sur l'importance de la motivation écologique de leurs décisions d'achat à donner des réponses

moralement satisfaisantes. Ainsi, lorsqu'elles sont sondées sur leurs choix entre produits écologiques ou non écologiques, les personnes répondent plus souvent qu'elles ont une préférence pour les produits écologiques. Les sociologues allemands Andorfer et Liebe (2015) aboutissent partiellement à ce constat avec une expérience de terrain en supermarché et un sondage sur les motivations de l'achat de « café équitable ». Alors que l'expérience révèle que la baisse de prix l'emporte face à l'information et à l'obligation morale des consommateurs, le sondage montre que sur un plan individuel l'obligation morale détermine l'achat du « café équitable » ou de la consommation éthique. Selon une autre étude, les normes morales de l'individu et les règles issues de son environnement social (les normes sociales) ont un effet motivationnel sur la consommation éthique plus important que le prix (Aertsens et al., 2009; cité par Liebe, Andorfer, & Beyer, 2016, p. 3). Pour clarifier cette ambiguïté Ulf Liebe, Veronika A. Andorfer et Heiko Beyer (2016) ont comparé les influences du prix et des convictions morales sur les décisions de consommation éthique concernant l'achat d'œufs biologiques. Cette fois, l'expérience de terrain est accompagnée d'une enquête auprès des personnes préalablement sondées pour vérifier leurs déclarations. Les résultats de l'enquête contredisent partiellement ceux du sondage. Seuls les individus ayant déjà des convictions écologiques les appliquent réellement au moment des achats, et donc concrétisent la consommation éthique quand la norme morale est activée. Alors que les individus sondés déclarent n'obéir qu'à la norme morale ou à leur conviction écologique, une partie de ces individus n'achète pas les produits biologiques. Deux informations essentielles peuvent être notées. 1) L'activation de normes morales issues de convictions écologiques ne détermine le choix du consommateur que lorsque ce dernier a une conscience environnementale suffisante. Les normes morales n'ont pas d'influence sur les consommateurs insensibles au discours écologique. 2) Le prix a un effet plus important dans la décision d'acheter des œufs biologiques. Un prix plus bas attire autant les acheteurs moralement motivés que ceux qui ne le sont pas. « Dans l'ensemble, les résultats attestent l'importance des incitations monétaires pour l'encouragement de la consommation éthique, notamment chez les consommateurs dont le comportement d'achat n'est pas déjà motivé par de fortes normes morales. » (Liebe et al., 2016, p. 3) Il existe par ailleurs des études n'offrant pas cette comparaison avec le prix, elles

se limitent à l'analyse de l'influence des normes, des convictions écologiques, d'autres facteurs sociaux et psychologiques.

3.5.3 Influence de la conviction éthique sur la consommation éthique

La plupart des études menées dans les sciences de l'administration notamment dans le domaine du marketing ne s'intéressent pas à l'influence de la baisse du prix sur la consommation éthique. Elles ne comparent pas l'effet de l'incitatif moral à celui de la baisse du prix. L'intérêt minime de ces études pour la baisse du prix peut s'expliquer par l'objectif du marketing, celle de conseiller les entreprises à élaborer des stratégies rentables et profitables. La baisse des prix exige en général un plus grand volume d'activité et de ressources qu'il n'en faut d'ordinaire pour réaliser les objectifs managériaux de croissance. C'est aussi une mesure de court terme, il est impossible de faire baisser indéfiniment les prix selon les principes du marché. Réduire les tarifs n'est alors pas l'option la plus recommandée lorsqu'existent des alternatives pour atteindre ces objectifs d'une manière plus durable en s'associant les valeurs des consommateurs pour faire du profit. Ainsi, comprendre l'influence des facteurs moraux et écologiques dans la décision de consommation éthique est plus désirable dans l'élaboration des stratégies de croissance qu'une incitation par la baisse des prix. Une meilleure connaissance des motifs poussant les consommateurs à accepter les prix plus élevés ou à payer une prime à la consommation éthique devient une option plus intéressante du point de vue de l'entreprise et de ses stratèges. En effet, le monde des affaires a flairé avec la consommation éthique en croissance une possibilité de faire du profit avec l'éthique. Selon Ingo Balderjahn, Mathias Peyer et Marcel Paulssen:

From modest beginnings in the 1950s, fair trade has now become a worldwide movement. Global fair trade sales have more or less tripled between 2004 and 2007. Europe and the US are by far the largest markets for fair trade products. Fair trade is now one of the fastest-growing markets in the world. Thus, understanding the predisposition of consumers to buy fair trade products is becoming more relevant

for companies. The example of the growth of ecological consumption in the 1980s can serve as an example of how companies, such as the Body Shop, that responded early to the development and growth in environmental consumerism were able to reap considerable benefits and continue to do so today. (2013, p. 551)

Les entreprises ont trouvé le moyen de « marier » la croissance, le consumérisme et l'éthique. Elles conviennent ainsi à une sorte de « ménage à trois » qu'évoque implicitement l'étude d'Elsie Viguié (2014) pour décrire le pragmatisme du marketing et de la publicité dans la défense du capitalisme (voir *le chapitre 2*). L'objectif est d'« assainir » la réputation sociale de l'idéologie de la croissance en se servant de l'éthique à travers le productivisme et le consumérisme éthique. Mais au-delà de cette critique d'écoblanchiment généralement faite à l'éthique des sciences de l'administration, comprendre les réponses des consommateurs éclaire les motifs de décisions et la manière de les associer aux solutions des problèmes éthiques. L'adhésion active ou non des personnes aux valeurs et aux principes soutenus par la théorie éthique⁷⁷ est ainsi mesurée et analysée par des lois statistiques pour saisir des opportunités d'affaires. Ce travail permet d'établir un lien entre la théorie et la pratique dont la revue *Journal of Retailing and Consumer* fait sa mission. Cette revue focalise son intérêt en particulier sur le comportement des consommateurs et sur les décisions politiques et managériales, en regroupant des praticiens du commerce de détail et des services, et des universitaires dans plusieurs disciplines pertinentes (ScienceDirect, 2021).

Publié en 2021 par *Journal of Retailing and Consumer*, l'article intitulé « *Ethical judgment, subjective norms, and ethical consumption: The moderating role of moral certainty* » d'Abdallah Khalaf Alsaad (2021) porte justement sur le volet application de la théorie morale. L'intérêt pour cette analyse menée en Arabie Saoudite repose sur son examen de la relation entre la morale et les comportements des consommateurs sur un plan à la fois psychologique et social. L'article distingue le jugement éthique de la certitude ou la conviction morale en faisant de la seconde un caractère particulier du premier, puis compare l'influence individuelle de la conviction morale à celle des normes subjectives ou sociales,

⁷⁷Les convictions de l'éthique environnementale et de l'éthique de responsabilité.

c'est-à-dire les attentes liées à des influences de groupes. En plus, l'étude aide à comprendre en partie la raison pour laquelle les intentions favorables à la consommation éthique ne se concrétisent pas toutes au moment de l'achat. En se basant sur la théorie des actions raisonnées (TAR), aussi appelée *theory of reasoned action (TRA)* (Fishbein & Ajzen, 1977), Alsaad examine empiriquement la variation du rapport entre le jugement éthique des consommateurs, leur intention, et les achats actuels de produits éthiques en fonction des convictions morales faibles ou fortes des consommateurs. Ensuite, ce résultat est comparé à celui obtenu dans les mêmes conditions avec l'influence des normes subjectives (des normes sociales). La théorie des actions raisonnées est utilisée en psychologie sociale pour expliquer une variété de comportements humains (incluant celui des consommateurs) en fonction de divers facteurs considérés comme des attitudes (Alsaad, 2021, p. 2).

Selon cette théorie, le comportement d'un individu est déterminé par son intention à le mettre en application. L'intention est alors une forte volonté à accomplir des buts et à imiter ou reproduire de tierces actions. Deux facteurs principaux déterminent l'intention : l'attitude qui évalue l'acte et les attentes liées à des influences de groupes appelées normes subjectives ou normes sociales. L'attitude et le comportement seraient fortement liés, le premier permettant de prédire le second (Fishbein & Ajzen, 1977, p. 888). Ainsi, l'attitude d'un consommateur à l'égard d'un objet dépend des différentes manières dont il évalue l'objet, de ses croyances, des sensations procurées par l'objet, et de ce qu'il a l'intention d'en faire. Ces attitudes comportementales que Martin Fishbein et Icek Ajzen (1977), les psychologues sociaux concepteurs de la TAR, appellent « attitudinal predictors » ont un effet prospectif sur le comportement. Les *attitudinal predictors* peuvent dépendre également d'aspects particuliers de l'environnement individuel tels que l'influence d'une autre personne, d'un objet physique, d'un comportement observé et des politiques. Ces influences affectent précisément le choix et l'action du consommateur. Cependant, malgré cette relation, certains théoriciens de la TAR relèvent une disparité entre les attitudes des consommateurs et leur comportement en matière d'achat effectif de produits éthiques. Cette disparité est due au degré de certitude ou de conviction des consommateurs dans l'attitude d'approbation initiale des produits éthiques (Costarelli, 2007; Holland et al., 2002; Isoack et al., 2019; Rucker et

al., 2014; cité par Alsaad, 2021, p. 4). L'évaluation de la consommation éthique effective ne confirme pas les attentes au regard de l'ampleur des attitudes affectives généralement observées en faveur des produits éthiques, en raison d'incertitudes persistantes sur les convictions. Par exemple, deux individus peuvent avoir la même attitude positive pour un produit du commerce équitable. Mais un des deux individus peut être moins certain de son attitude morale parce qu'un argument contraire affirme que les producteurs des pays pauvres ne bénéficient pas assez du coût supplémentaire payé pour les produits du commerce équitable (Alsaad, 2021, p. 4). Par conséquent, avoir une attitude positive ne suffit pas pour accomplir un achat éthique, il faut qu'elle repose sur des convictions solides telles des connaissances, des valeurs et des principes moraux. De ce constat découle l'importance de mesurer l'influence particulière de la conviction morale sur les comportements réels d'achat de produits éthiques. Cette influence permet d'évaluer l'adhésion des consommateurs aux causes défendues par l'éthique environnementale et l'éthique de responsabilité, dont nécessairement la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le jugement éthique participe à l'évaluation de l'attitude et constitue de ce fait un facteur essentiel de traduction de l'intention en acte ou en comportement réel. Cette fonction active du jugement éthique dans le processus de prise de décision est par ailleurs soulignée : « It [Ethical judgment] is an attitudinal evaluation in which human behaviour is positively or negatively assessed according to a set of morals standard. It also refers to the final determination in which an object or issue is evaluated as right or wrong » (Jones, 1991; cité par Alsaad, 2021). Étant une attitude, le jugement éthique sert alors logiquement à évaluer la possession et l'usage d'un objet ou sa consommation selon des critères moraux. La conviction ou le degré de certitude dans les valeurs et les principes moraux influent sur le résultat du jugement éthique. En plus, la certitude morale a la particularité de conférer de la durabilité à l'attitude et de l'efficacité dans l'accomplissement des actes ciblés (Alsaad, 2021, p. 3). Alsaad veut savoir comment cette influence se manifeste pour la consommation éthique, en comparaison avec l'influence que peuvent avoir les normes subjectives sociales. Consommer selon des normes subjectives s'apparente à être influencé par l'effet de snobisme (ou effet Veblen) puisqu'il consiste à acheter en s'identifiant au comportement d'un groupe

auquel on adhère (ou veut adhérer) aux règles, à la manière de vivre. Certaines études antérieures attribuent à la conviction morale une capacité à modérer l'influence de la motivation « snob » ou de l'injonction sociale sur la consommation.

The effect of subjective norms on ethical consumption could be moderated by moral certainty. Unlike other attitudes, ethical judgment with a high level of certainty carries with it an “ought” or “ought not” that can motivate subsequent behaviour based on consumers’ judgment than external pressures (Skitka, 2010; Skitka et al., 2005; cité par Alsaad, 2021, p. 4).

Il existe alors une motivation intrinsèque basée sur la conviction de l'individu qui concurrence la motivation sociale ou de groupe (extérieure) et modère l'impact de cette pression extérieure sur la décision et l'action. Pour élucider ce constat, l'étude proposée par Alsaad est un sondage suivi d'analyses statistiques, dans lequel sont distingués le jugement éthique basé sur des convictions fortes et celui basé sur des convictions faibles. La difficulté d'avoir des observations significatives en situation réelle amène à utiliser un scénario faisant intervenir les participants comme des acteurs dont les réponses correspondent à des achats éthiques ou non éthiques. L'étude confirme d'une part que l'effet du jugement éthique sur l'intention d'acheter des produits éthiques est plus fort lorsque les consommateurs sont plus convaincus des valeurs morales associées aux produits éthiques et, d'autre part, que l'effet des normes subjectives sur cette intention est plus faible dans les mêmes conditions (Alsaad, 2021, p. 5). L'efficacité de la conviction morale à traduire l'intention d'acheter éthique en acte réel d'achat effectif de produits éthiques se confirme alors que les incertitudes morales semblent produire l'effet inverse. La capacité des convictions morales à être un moyen significatif de lutte contre le gaspillage alimentaire en est *de facto* confortée. Par conséquent, les propositions éthiques après l'étape descriptive du débat, et celle de la rationalisation normative et de sa conversion dans des programmes institutionnels des États, des organismes militants et des entreprises, se concrétisent en actions par les consommateurs ayant des convictions morales fortes.

Dans une approche similaire, Faruk Anıl Konuk (2019), en Turquie, examine sur un plan psychologique des « *attitudinal predictors* » (désignés par « *predictive constructs* ») plus variés. Konuk évalue l'influence de quatre attitudes comportementales sur l'intention d'acheter et de payer des produits du commerce équitable (sur le *willingness to buy (WTB)* et sur le *willingness to pay (WTP)*) malgré le fait que ces produits coutent plus cher que les produits ordinaires. Son approche a l'avantage de s'intéresser directement aux facteurs de renforcement et de construction de la conviction morale. **La conscience pour la consommation équitable (*consciousness for fair consumption ou CFC*)** est une attitude morale des consommateurs. Cette attitude se manifeste par le consentement à payer plus cher les biens du commerce équitable dans le but de soutenir une meilleure rémunération des travailleurs, surtout ceux des pays pauvres. Le consommateur est alors motivé par la volonté d'être socialement responsable ou d'agir par altruisme en supportant une prime de soutien à des personnes défavorisées⁷⁸. Le CFC favorise une consommation engagée dans la lutte contre la faim, la pauvreté, les inégalités sociales, des enjeux importants dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. Cette conscience est liée à la consommation éthique. « Relate to the ethical consumption, CFC refers to “a latent disposition of consumers to prefer products that are produced and traded in compliance with fair labour and business practices” » (Balderjahn et al., 2013, p. 546).

La préoccupation environnementale ou *environmental concern (EC)* est l'attitude morale qui convainc le consommateur d'accepter de supporter une prime en optant pour l'achat de biens ou d'aliments dont la production respecterait les critères de protection de l'environnement. Les produits du commerce équitable portent également, en plus de la responsabilité sociale, la caractéristique de la responsabilité environnementale.

Compared to conventional products FT [fair trade] products include politically, socially, and environmentally sound production standards as additional product characteristics. Typically, these characteristics come with an ethical premium

⁷⁸ De telles action reflète une éthique des sentiments moraux ou une éthique du *care*.

making FT products more expensive than conventional products. (Andorfer & Liebe, 2015, p. 332).

L'EC est un motif de consommation éthique guidé par les enjeux de réductions de la pollution, de préservation des ressources naturelles, de respect de la vie animale, de réduction du gaspillage, et du gaspillage alimentaire en particulier. Ce motif peut être basé également sur les connaissances, sur l'information, et sur les convictions morales.

La confiance dans les aliments étiquetés « commerce équitable » (*Trust in fair trade food label*) fait référence au « crédit » que les consommateurs accordent à l'exactitude des prétentions de responsabilité sociale et environnementale promues dans les aliments du commerce équitable. Comme relevé par l'exemple invoqué dans l'étude menée par Alsaad (2021), certains arguments affirment que les pays pauvres ne bénéficient pas effectivement des surcoûts payés pour les produits du commerce équitable. Par ailleurs, une étude menée au Royaume-Uni montre que malgré la bonne perception des labels de produits biologiques et du commerce équitable par les consommateurs, un scepticisme demeure au sujet de certains labels peu familiers (Sirieix, Delanchy, Remaud, Zepeda, & Gurviez, 2013). Par exemple, certains consommateurs doutent de la conformité de certaines attributions du label biologique. La connaissance et l'information semblent ici déterminantes pour établir cette confiance.

Le motif d'innovation du consommateur ou *Consumer innovativeness* fait référence au goût de consommer les produits nouveaux. Certains consommateurs sont attirés par les changements, par le désir de suivre ou de consommer des nouveautés. Les produits éthiques peuvent être perçus comme des produits à la mode en raison de leur apparition récente sur les marchés.

Le CFC, l'EC et la confiance aux aliments étiquetés « commerce équitable » reposent sur les informations et les connaissances que détiennent les consommateurs au sujet du produit. Ces renseignements portent sur les conditions, les processus et les méthodes de production, sur l'impact environnemental de la production, et ainsi sur la crédibilité des

prétentions associées au label qu'affiche le produit. Ces informations et connaissances aussi appelées « valeurs épistémiques⁷⁹ » par les auteurs permettent au consommateur de s'assurer que le produit répond à des critères écologiques ou soutient des valeurs sociales telles que l'équité et la justice (Kushwah, Dhir, & Sagar, 2019). Une étude menée en Inde compare la valeur épistémique à différentes autres valeurs (fonctionnelles, sociales, émotionnelles, et conditionnelles) influençant également la consommation éthique. Le résultat montre que les valeurs épistémiques ont le plus important effet de stimulation de la consommation éthique et du comportement d'achat.

The epistemic value was found to have a positive association with both ethical consumption intentions and choice behavior. [...] This indicates that consumers having higher curiosity and inclination towards new knowledge may indulge in buying organic food. In other words consumers with high knowledge or desire to acquire new knowledge have a strong propensity to choose organic food products. Furthermore, their knowledge-seeking behavior make them important participants in ethical consumption initiatives. (Kushwah et al., 2019, p. 9).

En reflétant des valeurs, les informations et les connaissances instruisent le consommateur au sujet du produit et lui permettent d'établir une correspondance avec ses propres convictions éthiques. La décision et l'action de consommation sont ainsi mises en accord avec les convictions éthiques par la valeur épistémique. Par conséquent, la consommation éthique comme acte militant devient concrète ou prédictible lorsque les conditions du marché permettent la satisfaction de cette curiosité morale des consommateurs éthiques.

L'intention initiale du marketing est d'assurer la croissance et la profitabilité de l'entreprise en adaptant sa gestion, sa production et sa stratégie commerciale à la dynamique

⁷⁹ Les auteurs utilisent le pluriel pour faire référence aux valeurs et le singulier pour faire référence à la variable dans sa régression. Pour ma part, puisque je n'expose pas les calculs, je parle des valeurs épistémiques au pluriel, c'est-à-dire la connaissance et les informations.

sociale ou en orientant cette dynamique. Les différentes études citées montrent que cette posture peut faire de ces disciplines à la fois des moyens de vulgarisation de convictions ou de programmes éthiques, mais aussi des instruments de traduction de ces convictions en actes au sein des entreprises et parmi les consommateurs. La compréhension de l'influence d'attitudes ou de valeurs individuelles et sociales sur les décisions et les actes de consommation est utile pour entrevoir une conciliation de la critique éthique anticapitaliste avec le capitalisme, sans décevoir ou satisfaire absolument le moralisme. Les instruments du marketing et de la publicité en dépit de leur implication dans la propension consumériste de la société semblent contraints, par leurs propres objectifs et par le travail d'éveil de conscience des éthiciens, d'assainir le capitalisme. D'une certaine manière, le marketing et la publicité ne sont plus uniquement des outils du capitalisme, ils sont devenus aussi ceux de l'éthique en exécutant leur mission commerciale de conquête de l'adhésion des consommateurs aux produits et à l'image de marque de l'entreprise. Souscrire à cette application ou récupération des théories éthiques peut paraître insuffisant et même ressembler à une abdication d'un point de vue moraliste optant pour un changement radical de paradigme. Ce moralisme n'est cependant pas la dimension privilégiée par cette analyse du gaspillage alimentaire.

CONCLUSION

L'objectif de ce chapitre était de savoir si l'éthique environnementale et l'éthique de la responsabilité sont des moyens efficaces pour lutter contre le gaspillage alimentaire parce qu'il existe un besoin d'amélioration ou de dépassement des solutions en cours. Ces solutions issues d'un diagnostic essentiellement basé sur la chaîne alimentaire peuvent être renforcées avec une contribution de l'analyse éthique. L'évaluation des convictions éthiques exprimées dans l'éthique environnementale et dans l'éthique de responsabilité est un choix justifié par le fait qu'en évoquant les enjeux environnementaux, ces théories y intègrent également le

problème technoscientifique. Ainsi, les enjeux de justice distributive (le coût économique, la sécurité alimentaire, la faim), de justice sociale (pauvreté) et ceux de l'usage raisonné de la technoscience peuvent être abordés dans l'évaluation des moyens et être associés aux propositions complémentaires.

En dépit de l'inflation du langage philosophique, du monisme des théories éthiques, de la crainte du paradigme écologique et même de la nature, le lien n'est pas totalement rompu entre la théorie et l'action. Ces entraves des discussions éthiques n'empêchent pas absolument l'applicabilité des recommandations. En outre, les obstacles que génèrent d'une part la peur suscitée par le paradigme écologique qui inhibe l'action et d'autre part le scepticisme environnemental sont surmontables par le refus du chaos auquel ils destinent l'humanité. C'est pourquoi le pouvoir rhétorique de ces théories éthiques acquiert une force politique dans les accords internationaux et dans les programmes gouvernementaux. Ce premier transfert des idées se fait souvent sous la pression sociale d'organismes non gouvernementaux (ONG) avant d'être pris en compte par les entreprises. Ce pouvoir peut également s'exercer parfois directement sur les institutions internationales avant de se répandre dans les États, dans les ONG et dans les entreprises. Cependant, les convictions éthiques ne se rapprochent de leur but, celui d'être mis en pratique, que lorsque les personnes y adhèrent concrètement à travers des comportements précis.

La consommation éthique est un exemple du type de comportements associés aux valeurs et principes éthiques pouvant s'adresser à tous les maillons de la structure sociale. En ayant une consommation éthique, on promeut également la production éthique, c'est aussi une preuve du passage de la théorie à l'action concrète. Ainsi, la compréhension des facteurs stimulant la consommation éthique et leur rattachement aux convictions éthiques révèle ce caractère pratique des théories. À ce stade pratique, l'inattendu est la découverte du potentiel pragmatique de l'éthique, dans l'application des convictions issues des théories, que montre sa capacité à se servir des instruments du capitalisme (le marché, le marketing et la publicité), cherchant ainsi les solutions en usant des « armes » du problème lui-même.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce mémoire a pour objectif de comprendre les responsabilités du capitalisme dans le gaspillage alimentaire, et de montrer en quoi et comment les convictions éthiques constituent un cadre de solutions pratiques, inclusives et motivantes dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. Ce double objectif a certes l'inconvénient d'augmenter les difficultés du travail de recherche, mais il accroît également sa portée. Ainsi, notre démarche dans cette analyse mène à ce double but en se distinguant de la démarche adoptée par la plupart des études menées actuellement sur le gaspillage alimentaire. De façon générale, ces études empiriques issues d'organismes internationaux et gouvernementaux collectent les données et les informations directement dans la chaîne alimentaire pour établir le diagnostic. Les acteurs du parcours de l'aliment des fermes aux consommateurs finaux constituent cette chaîne alimentaire et le champ d'investigation. À partir de l'identification de causes diverses issues de cette chaîne alimentaire s'élabore également une kyrielle d'actions avec de nombreux acteurs sociaux souvent éparpillés, et difficiles à coordonner. Notre recherche s'en démarque en quatre tournants majeurs : une méthode théorique et inclusive — un ciblage du gaspillage problématique — une recherche des causes profondes hors du marché physique, dans l'idéologie du marché – et l'adoption de l'éthique comme moyen de résolution du gaspillage alimentaire.

Le choix d'une analyse essentiellement théorique pour un problème aussi substantiel que le gaspillage alimentaire ne fait pas partie des éléments analysés, mais c'est une caractéristique importante du mémoire qui le différencie des études empiriques. En quoi la méthode choisie est-elle particulière, et qu'apporte-t-elle d'original à la compréhension du gaspillage alimentaire? L'importance de l'invocation de la méthode tient en ce qu'elle guide la démarche d'ensemble, c'est l'ossature discrète donnant sa spécificité à la réflexion qui caractérise les autres points clés également à décrire. De ce point de vue, cette recherche explore une façon particulière d'aborder le gaspillage alimentaire qui pallie le manque et

l'insuffisance de données quantitatives. L'insuffisance et parfois l'absence de données empiriques dans de nombreux pays, surtout dans les moins nantis, rendent pertinente une analyse essentiellement théorique⁸⁰. D'autre part, en admettant que les données soient disponibles et complètes, ces données ne peuvent expliquer seules toutes les causes du gaspillage alimentaire. Une partie des causes du gaspillage alimentaire échappe au pouvoir explicatif des données quantitatives et des informations du terrain. Certaines causes émanent du paradigme sociétal, du modèle de pensée dominant à l'origine des décisions politiques et de certains comportements sociaux. Le capitalisme incarne ce paradigme dont la conception particulière du marché peut être le catalyseur de nombreuses dérives éthiques. Toutefois, pour que la recherche ne soit pas déconnectée de la réalité du problème pratique de l'usage inapproprié des aliments destinés à la consommation humaine, elle doit également s'ouvrir à l'analyse des données existantes. Cette perspective a permis de sélectionner certaines causes identifiées sur le marché physique par les études empiriques, afin d'en établir les liens avec le fonctionnement des mécanismes, les conceptions théoriques et l'histoire du marché. Ainsi, la précision du type de gaspillage alimentaire au chapitre 1 et la description des influences du capitalisme à travers le marché au chapitre 2 apportent, elles aussi, une contribution singulière qu'il convient de présenter. Commençons donc par montrer ce qu'est ce ciblage du gaspillage alimentaire problématique, et ce qu'il apporte à la contribution de l'analyse.

La recherche ne s'intéresse qu'au gaspillage alimentaire pouvant résulter de décisions politiques et de comportements sociaux éthiquement problématiques. C'est le gaspillage issu des comportements d'excès de production, de consommation, de tri indu, de dévalorisation des aliments et d'incapacité technoscientifique à empêcher les pertes post-récoltes, qu'ont identifié les études empiriques. Nous appelons aussi le gaspillage des comportements d'excès « le gaspillage dû à l'abondance » et celui de l'incapacité à protéger les récoltes « le gaspillage dû à la pauvreté », pour expliquer spécifiquement le rôle de la relation entre la technoscience et le capitalisme. Ce positionnement a une visée performative. On s'intéresse

⁸⁰ Il y a en effet une convergence de la pauvreté scientifique et de la pauvreté économique dont la compréhension de la relation de causalité pourrait être l'objet d'une autre étude.

à la forme de gaspillage alimentaire sur laquelle il est possible d'avoir l'impact le plus significatif, parce qu'elle relève de comportements, de décisions volontaires, mais aussi parce qu'elle constitue la plus grande partie du gaspillage. Bien que notre cible semble réduite par rapport à la panoplie de causes relevées dans les études empiriques, la portée de notre étude demeure significative. En effet, on s'assure d'analyser au moins 40 % du gaspillage alimentaire, essentiellement causé en début de chaîne par le déficit technoscientifique des fermiers, et en bout de chaîne par les consommateurs. Du coup, l'analyse empirique sert l'analyse théorique en identifiant les causes à approfondir, la première analyse est de ce fait le point de départ de la seconde, illustrant encore la dynamique inclusive de la méthode mentionnée. Par ailleurs, ce ciblage du gaspillage éthiquement problématique a l'avantage de ne pas disperser les forces d'intervention en couvrant d'autres formes de gaspillage alimentaire difficiles ou impossibles à réduire, que rapportent les enquêtes brutes des études empiriques. Par exemple, le gaspillage relatif désignant le solde négatif de calories produit en nourrissant des animaux destinés à la consommation humaine avec d'autres aliments préalablement prévus pour cette consommation humaine est pratiquement difficile à éviter. En outre, les facteurs culturels définissent le goût et le régime alimentaire à travers la conception du comestible et de l'incomestible. Ce que les uns pensent être incomestible peut être du gaspillage pour d'autres. Lutter contre un tel gaspillage pose le dilemme du choix de la culture ou de la réduction du gaspillage alimentaire. Étant donné que ce type de gaspillage est faible ou marginal, la résolution du dilemme devrait être en faveur de la culture pour ne pas compromettre la vie humaine. Modifier les habitudes alimentaires régies par des croyances communautaires (les religions), ou par les conditions du milieu naturel de communautés vulnérables, comme les peuples d'Amazonie et du Nord arctique, s'apparente à une violence culturelle.

Cette délimitation du gaspillage alimentaire à étudier est aussi un argument en faveur de notre recours aux moyens éthiques pour le résoudre. De fait, pour un problème à caractère éthique, il devient tout à fait logique de rechercher ses solutions avec l'éthique. C'est une autre contribution clé de ce mémoire que nous soulignons au chapitre 3, mais avant, voyons comment le dévoilement des causes profondes est tout aussi pertinent dans le chapitre 2.

Nous ne pouvons arrêter la recherche des causes à celles rapportées par l'investigation du marché alimentaire physique des études empiriques dans cette analyse, car nous les copierions sans aucune originalité. Les comportements d'excès de production, de consommation, de tri indu, de dévalorisation des aliments, et d'incapacité technoscientifique à empêcher les pertes postrécoltes, causent la plus grande partie du gaspillage alimentaire observé. Mais qu'est-ce qui cause donc ces causes elles-mêmes? Plus précisément, quelles explications de l'orientation de la société précèdent ces comportements et la capacité technoscientifique inappropriée? Dans la réponse à ces questions, se voit aussi la singularité de la contribution de ce mémoire. En étant aveugle au gaspillage réel, en niant la valeur de la nature, en rendant matérielle et financière la valeur, pour construire ce monde du bonheur associé à la richesse matérielle, le capitalisme est désormais ironiquement « enrichi » de déchets alimentaires. Dans le système capitaliste, le marché libéral ne voit que le gaspillage issu de la perturbation du mécanisme de l'offre et de la demande, il ne voit pas le gaspillage produit en dehors des transactions, surtout celui survenant pendant la consommation réelle. En outre, le capitalisme fait dépendre la valeur de la nature de sa transformation par l'être humain de telle sorte que son éthique utilitariste est indifférente à l'érosion de la nature, qu'occasionne la promotion de la croissance, du productivisme et du consumérisme. Cette promotion de la culture de l'abondance et des excès d'achat de biens ou d'aliments se renforce avec une conception du bonheur incarné par la richesse matérielle et financière, que soutient encore l'utilitarisme. Avec son éthique utilitariste, le capitalisme de marché encourage la production à profusion pour réaliser le maximum de bonheur matérialisé dans la possession des biens ou des aliments. C'est l'origine de l'idéologie de la croissance entretenue par le productivisme et le consumérisme outranciers. La fonction de défense et de propagande des mœurs du capitalisme assurée par le marketing et la publicité accentue également ces comportements. Le climat d'abondance, d'achat compulsif, hédoniste omniprésent devient une nouvelle culture caractérisée par une production et des achats déconnectés des besoins de consommation réels. La société de consommation de masse passe d'acheter pour montrer sa richesse à acheter pour le plaisir d'acheter (achat compulsif et superflu). Les mœurs d'achat compulsif et superflu du capitalisme ont éloigné ainsi la

consommation alimentaire de son rôle initial de satisfaction des besoins fonctionnels du corps, de la solution contre la faim. Les excès de production et d'achat, les rebuts du tri exagéré et de la dévalorisation des aliments, qui finissent en déchets, proviennent de telles défaillances du modèle capitaliste. Les transactions superflues non motivées par des besoins réels intègrent les déchets à la production et à la consommation. Le gaspillage général de ressources naturelles découle de ces mécanismes du marché, de cette éthique utilitariste du besoin devenue celle de la besogne, et aussi celle du plaisir. Le gaspillage alimentaire en raison du caractère périssable des aliments y est plus considérable que tout autre gaspillage.

Quant au rôle de la technoscience, il apparaît dans sa relation intriquée avec le capitalisme. Ce n'est pas anodin que dans le domaine de l'économie, le mot « capital », à partir duquel est construit le mot « capitalisme », désigne autant l'investissement financier au service de la production que l'équipement industriel inventé par la technoscience qui réalise la production. Ainsi, la technoscience est aussi au service de la production et de la consommation comme un instrument du capitalisme dont la maîtrise détermine les pouvoirs des États dans l'économie et la politique mondiales. C'est pourquoi les pertes postrécoltes dues à l'incapacité technoscientifique des pays sous-industrialisés proviennent du manque de capitaux financiers de ces pays, c'est-à-dire de leur faible absorption du capitalisme. D'où notre désignation par « gaspillage dû à la pauvreté » pour montrer que la pauvreté technoscientifique est aussi une pauvreté capitaliste. Toutefois, la forte capacité technoscientifique augmente également la productivité, et donc accélère la croissance et le consumérisme. Ce qui cause également du gaspillage dans les pays industrialisés, le « gaspillage dû à l'abondance ». Ainsi, la compréhension de la relation entre la technoscience et le capitalisme nous conduit à la question de la bonne utilisation de la technoscience.

De telles explications des causes du gaspillage alimentaire ne paraissent pas dans le diagnostic des études empiriques ni dans celui de l'étude de la Table québécoise sur la saine alimentation, formée en 2016 et coordonnée par le ministère de la Santé et des Services sociaux. En montrant comment le capitalisme suscite les comportements mis en cause dans le marché physique de la chaîne alimentaire, notre recherche montre ici que l'idéal capitaliste

lui-même, son fonctionnement éthiquement problématique et son histoire sont nécessaires pour bien comprendre le gaspillage alimentaire et envisager ses solutions. Le premier volet de l'objectif général s'accomplit de ce fait dans ce chapitre 2. Il permet de dire qu'il ne suffit pas d'être bien intégré au capitalisme et à la maîtrise de la technoscience, il faut faire de cette double intégration un usage à bon escient, ou un usage éthique.

Cette préoccupation n'est pas fortuite puisque les interventions issues des diagnostics empiriques actuels ne montrent pas une inversion de l'ampleur du gaspillage alimentaire. L'impact sur l'être humain et sur l'environnement de l'aggravation de la faim et de l'insécurité alimentaire, de l'érosion des ressources et de la pollution exige l'exploration d'autres stratégies que celles existantes. De ce constat, part l'objectif du chapitre 3, à savoir montrer le potentiel pratique ou pragmatique de la théorie éthique dans un programme contre le gaspillage alimentaire. Pour atteindre cet objectif, nous recourons principalement à l'éthique environnementale et à l'éthique de responsabilité. En invoquant la question de la valeur intrinsèque de la nature, l'éthique environnementale avec l'écologie profonde, le pathocentrisme, le biocentrisme et l'écocentrisme, remet au centre du débat philosophique le statut de patient moral de la nature. Partant de la récusation de l'exclusion de la nature du marché par les économistes libéraux, et de l'exclusion de la nature de l'éthique anthropocentriste kantienne, l'éthique environnementale justifie la valeur de la nature pour exiger sa protection contre la violence de l'activité humaine. Cette orientation écologique de l'éthique environnementale est positive pour les enjeux environnementaux du gaspillage alimentaire. Les convictions que sous-tendent ces théories militent contre le gaspillage. L'apport de l'éthique de responsabilité de Hans Jonas renforce par ailleurs ces arguments environnementalistes.

Pour Jonas, l'être humain est la valeur la plus achevée de l'évolution naturelle, il est de ce fait le but ultime de la nature, son finalisme. Les conséquences de la complicité de la technoscience et du capitalisme sur la nature et les générations futures menacent la vie humaine, et compromettent ce finalisme. À cet obstacle ne s'arrête pas l'éthique de responsabilité comme le fait l'écologie profonde, totalement hostile à la technoscience

accusée d'être le moyen par lequel l'être humain exploite et détruit les ressources de la nature. La technoscience s'avère utile pour réduire les pertes après récolte, à d'autres stades de la chaîne alimentaire et dans d'autres domaines de la vie humaine. C'est pourquoi, en proposant ce qui deviendra le principe de précaution, Jonas adopte un pragmatisme favorable à l'usage prudent de la technoscience qui fait de l'éthique jonassienne une éthique pragmatique et plus inclusive que les théories d'éthique environnementale, une éthique à la fois anthropocentrique et écocentrique.

Malgré les atouts de ces théories éthiques, leur pouvoir pratique est souvent entravé par le discours volubile et idéologiquement centré des éthiciens, et aussi par le scepticisme écologique, qui sont des obstacles à la construction de convictions solides motivant des actions concrètes. Toutefois, la qualité du débat en éthique confère aux éthiciens un pouvoir rhétorique qui sert la visée pratique de l'éthique. L'éthique de responsabilité par exemple bénéficie d'une robuste argumentation philosophique et d'un pragmatisme qui dans des conditions raisonnables de discussion s'avèrent capables de convaincre le lecteur et les décideurs politiques. Jonas lui-même annonce distinctement cette robustesse. « Ce qui doit approximativement rendre justice au thème, doit ressembler à de l'acier et non à de l'ouate. Dans la réflexion éthique contemporaine, il y a bien assez de ouate (...). Quelque chose de plus dur est nécessaire que l'on tente ici. » (Jonas, 1998, p. 18) C'est certainement en vertu de cette force argumentative qu'Afeissa (2009) dit de l'éthique de responsabilité, qu'elle est la plus grande éthique de la nature. On peut convenir avec lui que l'éthique de responsabilité est l'éthique anthropocentrique kantienne sans sa faiblesse d'ignorer le sort des générations futures. Mais on pourrait nous demander ce que la robustesse théorique de l'éthique de responsabilité a également de robuste dans la pratique.

Sur le plan théorique, le fondationnalisme, le caractère à la fois anthropocentrique et écocentrique, et notoirement son conséquentialisme en raison de la conception prospective des effets de l'action, rendent l'éthique jonassienne moins vulnérable au reproche de monisme. Sur le plan pratique, l'heuristique de la peur est un instrument performatif poussant le décideur à agir de façon préventive contre des menaces mêmes fictives, c'est-à-dire contre

des dangers réels dans l'avenir dont seule l'imagination peut démontrer l'existence. Avec cet instrument, l'être humain n'est plus démuné face à l'absence de preuve présente de la menace, il ne se laisse plus surprendre par la catastrophe furtive, il peut l'anticiper. En plus, en permettant un emploi réfléchi ou prudent de la technoscience avec le principe de précaution, Jonas donne au législateur, au décideur et à l'acteur politique un outil d'action pratique, la loi. Pourvue de cette autorisation de l'usage à bon escient de la technoscience, l'éthique jonassienne outille la décision et l'action de l'instrument même qui fait l'efficacité du capitalisme. Du coup, elle se sert aussi du capitalisme pour réaliser la visée éthique, son *télos*. Cette attitude prudente fait également penser à un recours à la prudence invoquée dans la *praxis* chez Aristote.

Ainsi, les convictions véhiculées dans les théories éthiques ne sont pas freinées par les obstacles mentionnés. Elles trouvent un écho favorable auprès des décideurs politiques et des mouvements sociaux. Cette écoute politique et sociale a conduit à des applications dans diverses initiatives écologistes assimilables à une offre d'éthique et à une demande d'éthique, par analogie aux mécanismes mêmes du marché libéral. L'offre d'éthique composée de programmes politiques et de stratégies d'entreprises émane soit d'une adhésion volontaire aux discours éthiques, soit d'une réponse à des pressions sociales. Quant à la demande d'éthique, elle se manifeste par la consommation de biens éthiques des consommateurs, et par la pression qu'ils exercent sur les politiques et les entreprises. Par conséquent, la demande d'éthique est le stade final de l'application des convictions éthiques.

Même si elle donne déjà l'air de fonctionner comme le marché, l'insertion des valeurs environnementales de gré (par adhésion) ou de force (sous la pression) dans les actions des différents acteurs montre ainsi une certaine emprise de l'éthique sur le marché à ne pas sous-estimer. Cette emprise paraît dans diverses études empiriques de la sociologie, des sciences administratives (notamment le marketing), de la psychologie, avec l'exemple de la consommation éthique. Ces études notent que la baisse des prix est importante dans la décision de consommation éthique. Elle influence tous les acteurs écologistes et non écologistes. Cependant, les convictions éthiques véhiculées par les théories éthiques et

l'information écologique motivent les décisions d'achat des individus dotés de fortes convictions écologiques. La consommation éthique est devenue si importante que le marketing dont le rôle est d'assurer un débouché permanent à l'entreprise est désormais prolix dans l'analyse du comportement éthique des consommateurs. Conscient du potentiel du marché de la consommation éthique, l'entreprise ajuste ainsi son action à celle des consommateurs qui semblent adhérer aux théories des éthiques environnementales. D'ailleurs, ce changement de mœurs n'advient pas toujours uniquement avec un discours passif. Certains éthiciens créent des mouvements sociaux pour influencer directement les décideurs et faire des adeptes. Ce militantisme actif des éthiciens se voit avec le mouvement antispéciste de Peter Singer ou celui de l'écologie profonde avec Arne Naess.

La consommation éthique est soucieuse que la production du bien ou de l'aliment acheté respecte l'être humain et la nature. La lutte contre le gaspillage alimentaire s'arrime naturellement et logiquement à ce respect; c'est une action sociale et écologique. Si cette problématique substantielle du gaspillage d'aliments ne fait pas l'objet d'une analyse directe de la théorie éthique, c'est justement parce que l'éthique environnementale et l'éthique de responsabilité la prennent déjà en compte. La théorie éthique, dont le pouvoir pratique contraint désormais les instruments du marché, les acteurs du marché et le marché lui-même à se dire éthiques, n'élude donc pas le gaspillage alimentaire. En aboutissant à cette gouvernance éthique du marché, l'éthique établit pragmatiquement l'opérationnalité des théories d'éthique environnementale et d'éthique de responsabilité.

L'objectif de notre recherche était de rechercher les causes profondes du gaspillage alimentaire dans les liens de causalité du fonctionnement de l'économie de marché, de son histoire et du gaspillage des ressources naturelles, et d'évaluer le potentiel pratique des théories éthiques. Nous pensons être parvenus à montrer que l'analyse menée est efficace pour comprendre les causes. Avec ce résultat, la recherche pallie une insuffisance de données empiriques et complète l'analyse empirique déjà foisonnante, mais insuffisante. En outre, le passage par la théorie éthique montre la capacité de celle-ci à générer des actions concrètes éthiquement motivées et intégrées à l'activité économique. La théorie éthique parvient alors

à convaincre, mais surtout à pousser à l'action les décideurs politiques, les entreprises et les consommateurs. Un tel pouvoir pratique de l'éthique concrétise cette consigne de Jonas pour justifier le principe de responsabilité : « Si la sphère de la production a investi l'espace de l'agir essentiel, alors la moralité doit investir la sphère du produire dont elle s'est tenue éloignée autrefois, et elle doit le faire sous la forme de politique publique » (1998, p. 37). N'est-ce pas ce que font les éthiques de la nature? Leurs prescriptions aboutissent aujourd'hui à l'offre et à la demande éthique sur le marché des biens et sur celui de la politique. Autant dans l'économie actuelle que prospectivement dans celle à venir, on peut lire dans l'engouement grandissant des politiques publiques pour l'intérêt des générations futures et de l'environnement, une marche positive vers cette innervation éthique du marché.

Notre recherche a cependant deux limites perçues à ce stade, mais la liste n'est certainement pas exhaustive. Le mémoire ne s'intéresse qu'à une forme spécifique de gaspillage, celle jugée éthiquement problématique, attribuable à l'abondance alimentaire et à l'incapacité technoscientifique à éviter les pertes post-récoltes. Il existe de nombreuses façons de gaspiller les aliments, mais nous nous sommes intéressés qu'au gaspillage de grande ampleur. Des problèmes de gestion de stock, de gestion logistique tels que les accidents et les erreurs humaines sont responsables de gaspillages, tout comme les problèmes d'information des acteurs et l'incompétence culinaire. De tels gaspillages peuvent se produire même dans une société non capitaliste.

Par ailleurs, l'illustration de l'opérationnalité des théories éthiques s'est fait uniquement avec la consommation éthique, et *ipso facto* la production éthique. Une telle application montre bien l'emprise de l'éthique sur le marché, sans toutefois évoquer la nécessité d'une régulation institutionnelle de l'emprise afin d'assurer sa durabilité et la qualité de la pénétration éthique. Cette absence d'institution peut poser un problème pratique. En effet, le marché fluctue au gré des intérêts dominants du moment, il se peut que ces intérêts ne soient pas constamment en faveur des convictions éthiques dont la force sur le marché dépend de la dynamique sociale. L'intervention contre le gaspillage alimentaire doit être soutenue, et conséquente pour donner des résultats satisfaisants inscrits dans la durée. Le rôle

des institutions est capital pour que les efforts consentis ne soient pas annulés par les crises qui sont consubstantielles au fonctionnement du marché, et par des influences politiques indifférentes ou hostiles à l'écologie et à l'environnementalisme. La forme que doivent prendre de telles institutions demeure la question à laquelle une autre analyse pourrait répondre à la suite de celle-ci.

ANNEXES

SYNTHÈSE DES ESTIMATIONS DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE.

	ESTIMATIONS DU GASPILLAGE ALIMENTAIRE
Le monde	- 1,3 milliard de tonnes les aliments détournés de la consommation humaine dans le monde chaque année, soit 1/3 de la production totale d'aliment (FAO, 2012) ⁸¹
Union européenne	- 88 millions de tonnes de denrées gaspillées, soit 143 milliards d'Euros, et à 30% d'impact environnemental - 70% incombent aux ménages, au commerce de détail et aux services de l'alimentation, 30% sont dus à la production et à la transformation (FUSIONS, 2016) ⁸² . (EU, 2016)
Grande-Bretagne	- 8,3 millions de tonnes les nourritures et les boissons jetées par les ménages britanniques, soit 25% des achats alimentaires. 18,4 millions de tonnes le gaspillage alimentaire des manufacturiers, des distributeurs, des détaillants et des ménages, - 12 milliards de livre sterling de coût annuel, et 20 millions de tonnes d'émission de dioxyde de carbone (WRAP, 2009, 2010) ⁸³ .
France	- 140 kg et à 150 euros le gaspillage alimentaire par an et par personne, 10 millions de tonnes de nourriture non consommée qui correspondent

⁸¹ Cette collecte de données de la FAO fait office de référence en la matière sur le plan international. Elle est couramment citée et sollicitée par les études nationales et régionales

⁸²Le ProJet FUSIONS: Food Use for Social Innovation by Optimising Waste Prevention Strategies

⁸³Le programme *Waste Reduction Acting Plan (WRAP)*

	- 15,3 millions de tonnes en production de CO2, soit 3% de l'ensemble des émissions de l'activité nationale (ADEME, 2016) ⁸⁴ .
États Unis	- 30% et 40% de l'approvisionnement alimentaire, - 31% de pertes alimentaires au niveau de la vente au détail et des consommateurs, soit environ 133 milliards de livres et 161 milliards de dollars de denrées alimentaires en 2010 (USDA, 2010).
ASIE	13–15 % de pertes après les récoltes dans l'ensemble des pays : Philippines, Malaisie, Thaïlande Inde, Chine. (Grolleaud (2002) cité par :Parfitt et al., 2010)
Afrique de l'Ouest	6–24% de pertes après les récoltes dont 1–2% pendant le séchage, 2–10% pendant le stockage, 1–2%, pendant la semi-cuisson en vue de la conservation, puis 2–10% pendant la moulure (FAO, 2007 cité par : Parfitt et al., 2010)

⁸⁴ ADEME : l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACIA. (2019). «Datation et directives d'entreposage sur les étiquettes des aliments». Repéré à < <https://www.inspection.gc.ca/exigences-en-matiere-d-etiquetage-des-aliments/etiquetage/industrie/datation-et-directives-d-entreposage/fra/1328032988308/1328034259857?chap=1>>. Consulté le 20 Mars 2020
- Ackerman, F. (1997). *Why do We Recycle?: markets, values, and public policy*. Washington, DC: Island press, 199 pages.
- ADEME. (2016). *Pertes et gaspillages alimentaires : l'état des lieux et leur gestion par étapes de la chaîne alimentaire*. France: ADEME, 164 pages.
- Adhikari, B. K., Barrington, S., & Martinez, J. (2006). Predicted growth of world urban food waste and methane production. *Waste Management & Research*, 24(5), 421-433.
- Afeissa, H.-S. (2009). «De l'éthique environnementale au principe responsabilité et retour». *Education relative à l'environnement: regards-recherches-réflexions*, 8, 15-33.
- Afeissa, H.-S. (2018). *Atelier des Rencontres Philosophiques de Monaco : Nature et violence*. : Philomonaco. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=o0SYgpiFdxk>
- Affaires Mondiales Canada. (2019). *Rapport statistique sur l'aide internationale 2017-2018*. Ottawa: Gouvernement du Canada. Repéré à <https://www.international.gc.ca/gac-amc/assets/pdfs/publications/sria-rsai-2017-18-fr.pdf>
- Alsaad, A. K. (2021). Ethical judgment, subjective norms, and ethical consumption: The moderating role of moral certainty. *Journal of Retailing and Consumer Services*, 59, 102380. doi: <https://doi.org/10.1016/j.jretconser.2020.102380>
- Andorfer, V. A., & Liebe, U. (2015). «Do information, price, or morals influence ethical consumption? A natural field experiment and customer survey on the purchase of Fair Trade coffee». *Social Science Research*, 52, 330-350. doi: <<https://doi.org/10.1016/j.ssresearch.2015.02.007>>. Consulté 02 Septembre 2020.
- Arendt, H. (1988). *Condition de l'homme moderne*. Paris: Calmann-Lévy, 406 pages.
- Atwater, W. O. (1895). *Methods and Results of Investigations on the Chemistry and Economy of Food*. Washington, DC: US Government Printing Office, 219 pages.

- Audard, C. (2015). «Elaborer un " plan de vie " : condition de l'autonomie ou nouvelle contrainte sociale ?». France: Espace éthique/IDF. Repéré à <<https://www.youtube.com/watch?v=zC2voLlzKRw>>. Consulté le 18 Juillet 2020.
- Audet, R., & Éliane, B. (2018). *Le gaspillage alimentaire entre la distribution au détail et la consommation*. Québec: UQAM, 69 pages.
- Baccou, R. (1936). *Platon : La république, oeuvres complètes*. Paris: Librairie Garnier Frères, 310 pages. Repéré à ugo.bratelli.free.fr/Platon/PlatonRepublique.pdf
- Balderjahn, I., Peyer, M., & Paulssen, M. (2013). « Conscience pour une consommation équitable: conceptualisation, développement d'échelle et validation empirique ». *International Journal of Consumer Studies*, 10 pages. doi: doi: 10.1111/ijcs.12030. Consulté le 11 Septembre 2020.
- Bauman, C. W., & Skitka, L. J. (2009). Chapter 11 In the Mind of the Perceiver: Psychological Implications of Moral Conviction. Dans B. H. Ross (Éd.), *Psychology of Learning and Motivation* (Vol. 50, pp. 339-362): Academic Press. doi: [https://doi.org/10.1016/S0079-7421\(08\)00411-8](https://doi.org/10.1016/S0079-7421(08)00411-8). Repéré à <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0079742108004118>
- Baverez, N. (2019). «Le krach de la démocratie». *Le Débat*, 203(1), 52-62. doi: 10.3917/deba.203.0052. Consulté le 02 Avril 2019.
- Beiner, R. (2001). À la recherche d'une philosophie publique postlibérale : le républicanisme civique de Michael J. Sandel. *Politique et Sociétés*, 20(1), 45-67. doi: <https://doi.org/10.7202/040250ar>
- Blanc, E. (2002). «L'utilité éclairée comme principe de morale : J.-B. Say est-il utilitariste ?». Dans Potier, P. Jean, Tiran, & André (Éds.), *Jean-Baptiste Say : nouveaux regards sur son oeuvre* (pp. 95- 126): Economica. Repéré à <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00419822>>. Consulté le 14 Juillet 2020.
- Bolduc, J.-S., & Chen, R.-L. (2013). La dette de Darwin envers la théorie des populations de Malthus : une approche structurelle. *Bulletin d'histoire et d'épistémologie des sciences de la vie*, Volume 20(2), 171-196. doi: 10.3917/bhesv.202.0171
- Buzby, J. C., & Hyman, J. (2012). «Total and per capita value of food loss in the United States». *Food Policy*, 37(5), 561-570. doi: <<https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2012.06.002>>. Consulté le 21 Mars 2020
- Callicott, J. B. (1989). *The conceptual Foundations of the Land Ethic, In Defense of the Land Ethic: Essays in Environmental Philosophy*. Albany (NY): State University of New York Press, pp 75 - 100
- Callicott, J. B. (1999). Holistic Environmental Ethics and the Problem of Ecofascism. Dans *Beyond the Land Ethic: More Essays in Environmental Philosophy* Albany: State

- University of New York Press, 59-76 pages. doi: https://liberalarts.oregonstate.edu/sites/liberalarts.oregonstate.edu/files/history/ideas/callicott_landethic.pdf. Consulté le 07 Février 2021
- Canguilhem, G. (1974). « *La question de l'écologie. La technique ou la vie* ». Communication présentée au «L'avenir de l'homme», Strasbourg.
- Capital. (2020). « 5G : “Je ne crois pas au modèle amish”, le tacle d'Emmanuel Macron aux écologistes ». *ECONOMIE ET POLITIQUE* Repéré à <https://www.capital.fr/economie-politique/5g-je-ne-crois-pas-au-modele-amish-le-tacle-demmanuel-macron-aux-ecologistes-1380414>. 18 septembre 2020
- Carrigan, M., Isabelle, S., & Joanne, W. (2004). «Shopping for a better world? An interpretive study of the potential for ethical consumption within the older market». *Journal of Consumer Marketing*, Vol 21, N°6., pp. 401-417. doi: <https://doi.org/10.1108/07363760410558672>
- CCCI. (2019). «*L'aide canadienne au développement*». Repéré à <https://ccic.ca/wp-content/uploads/2019/08/CCIC-Fiche-Info-%C3%89lections-FR-Final.pdf>. Consulté 17 Janvier 2020
- Chauviré, C. (2010). Faillibilisme et fiabilisme chez Peirce. Dans *Wittgenstein en héritage* (pp. 263-293). Paris: Éditions Kimé. Repéré à <https://www.cairn.info/wittgenstein-en-heritage--9782841745104-page-263.htm>
- Coderoni, S., & Perito, M. A. (2020). Sustainable consumption in the circular economy. An analysis of consumers' purchase intentions for waste-to-value food. *Journal of Cleaner Production*, 252, 119870. doi: <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.119870>
- Coleman-Jensen, A., Nord, M., Andrews, M., & Carlson, S. (2011). *Household Food Security in the United States in 2010: Statistical Supplement*. Washington,DC, 27 pages.
- Collin, D. (1999). « JONAS, Hans. Le principe responsabilité. Paris : Flammarion, 1998 (Champs) 450 p ». *Horizons philosophiques*, 9(2), 142-146. doi: <https://doi.org/10.7202/801140ar>. Consulté le 10 Octobre 2020.
- Collins, E. M., & Kearins, K. (2010). Delivering on Sustainability's Global and Local Orientation. *Academy of Management Learning & Education*, 9(3), 499-506.
- Collomb, J.-D. (2017). « J. Baird Callicott, Science, and the Unstable Foundation of Environmental Ethics ». *Angles*. doi: <https://doi.org/10.4000/angles.1390> . Consulté le 15 janvier 2021.
- de Champs, E. (2015). «Utilitarisme et liberté. La pensée politique de Jeremy Bentham». *Archives de Philosophie*, 78(2), 221-228. doi: 10.3917/aphi.782.0221. Consulté le 13 Juillet 2020.

- Delord, J. (2010). «Les courants majeurs de l'éthique environnementale». Dans *L'extinction d'espèce : Histoire d'un concept & enjeux éthiques*. Publications scientifiques du Muséum. En ligne. doi: 10.4000/books.mnhn.2557. Consulté le 23 Janvier 2021
- Derek Singer. (1979). « Food losses in London ». *Cambridge university Press*. doi: <<https://doi.org/10.1079/PNS19790024>>. Consulté le 17 Juillet 2019.
- Épicure. (1910). « *Lettres à Ménécée* » *En ligne*. 129. Repéré à <<https://philosophie.cegeptr.qc.ca/wp-content/documents/Lettre-à-Ménécée.pdf>>. Consulté le 28 Avril 2019.
- EU, C. o. t. (2016). *Food losses and food waste - Council conclusions (28 June 2016)*. *Food losses and food waste*. Brussels: European Union
- FAO. (2012). *Pertes et gaspillages alimentaires dans le monde : ampleur, causes et prévention*. Rome: FAO, 41 pages.
- Fillion-Lauzière, C. (2010). «*Évolution de l'aide publique au développement : Le cas du Canada*». Repéré à <[http://www.cooperation.uqam.ca/IMG/pdf/Collaboration_speciale - Catherine Fillion-Lauziere- Evolution aide publique Canada.pdf](http://www.cooperation.uqam.ca/IMG/pdf/Collaboration_speciale_-_Catherine_Fillion-Lauziere_-_Evolution_aide_publicue_Canada.pdf)>. Consulté le 12 Février 2020
- Fishbein, M., & Ajzen, I. (1977). «Belief, attitude, intention, and behavior: An introduction to theory and research». Dans. doi: <<https://philarchive.org/archive/FISBAI>> Consulté le 23 Mars 2021. Repéré à <<https://philarchive.org/archive/FISBAI>> Consulté le 23 Mars 2021
- François, S. (2012). «Antichristianisme et écologie radicale». *Revue d'éthique et de théologie morale*, 272(4), 79-98. doi: 10.3917/retm.272.0079 . Consulté 23 Janvier 2021
- FUSIONS. (2016). «*Estimates of European food waste levels*». Stockholm: FUSIONS. Repéré à <<http://www.eu-fusions.org/phocadownload/Publications/Estimates%20of%20European%20food%20waste%20levels.pdf>>. Consulté le 16 Janvier 2020
- Gillis, M., & al. (1998). *Economie du développement* (traduit par B. baron-Renault). Editions universitaires, 784 pages.
- Gooch, M., Abdel, F., & Nicole, M. (2010). «*Food Waste in Canada*». : Value Chain Management Centre (VCMC). Repéré à <<https://vcm-international.com/wp-content/uploads/2013/04/Food-Waste-in-Canada-112410.pdf>>. Consulté 26 Janvier 2020
- Gooch, M., Abdel, F., & VCMI. (2014). «“\$27 billion” revisited, the cost of Canada’s annual food waste» Repéré à <<http://vcm-international.com/wp->

[content/uploads/2014/12/Food-Waste-in-Canada-27-Billion-Revisited-Dec-10-2014.pdf](#)>. Consulté le 3 Février 2020

Gooch, M., Bucknell, D., LaPlain, D., Dent, B., Whitehead, P., Felfel, A., ... Maguire, M. (2019). *The Avoidable Crisis of Food Waste: Technical Report*. Repéré à <[www.SecondHarvest.ca/Research](#)>. Consulté le 18 février 2020

Gouvernement du Canada. (2018). «Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle». Repéré à <<https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/odaaa-lrmado/index.aspx?lang=fra>>. Consulté le 13 Février 2020

Hal, V. (2014). *Introduction à la microéconomie*. Bruxelles: de boeck, 889 pages.

Hall, K. D., Guo, J., Dore, M., & Chow, C. C. (2009). The progressive increase of food waste in America and its environmental impact. *PloS one*, 4(11), 7940. doi: <<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0007940>>. Consulté le 27 mars 2020.

Health Canada. (2007). *Canadian Community Health Survey, Cycle 2.2, Nutrition (2004): Income-Related Household Food Security in Canada*. Ottawa: Health Canada, 108 pages.

Herzog, L. (2017). « Markets ». *Stanford Encyclopedia of Philosophy*, en ligne: <<https://plato.stanford.edu/entries/markets/>>, consulté le 16 mars 2019.

Hess, G. (2013a). Chapitre III - Les théories éthiques. Dans *Éthiques de la nature* (pp. 85-110). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. Repéré à <https://www.cairn.info/ethiques-de-la-nature--9782130591863-page-85.htm>

Hess, G. (2013b). Chapitre IX - Les écocentrismes naturalistes. Dans *Éthiques de la nature* (pp. 269-300). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. Repéré à <https://www.cairn.info/ethiques-de-la-nature--9782130591863-page-269.htm>

Hottois, G. (1994). Une analyse critique du néo-finalisme dans la philosophie de H. Jonas. *Laval théologique et philosophique*, 50(1), 95-110. doi: <https://doi.org/10.7202/400819ar>

Hunyadi, M. (2015). *La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps*. Lormont: Le Bord de l'eau, 109 pages.

Jeangène Vilmer, J.-B. (2011). Introduction. Dans *L'éthique animale* (pp. 3-6). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. Repéré à <https://www.cairn.info/l-ethique-animale--9782130584452-page-3.htm>

Joly, B. (2009). «Présentation du marketing». Dans *Le marketing* (pp. 7-17). Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur. Repéré à <<https://www.cairn.info/le-marketing--9782804159733-page-7.htm>>. Consulté le 22 Juillet 2020.

- Jonas, H. (1998). *Le principe responsabilité*. Paris: Flammarion-Champs, 450 pages.
- Jonas, H. (2001). *Le phénomène de la vie. Vers une biologie philosophique*. Bruxelles : De Boeck, 288 pages.
- Jones Thomas, M., & Ryan, L. V. (1997). The Link Between Ethical Judgment and Action in Organizations: A Moral Approbation Approach. *Organization Science*, 8(6), 663-680. doi: 10.1287/orsc.8.6.663
- Jones Timothy, & USDA. (2004). *Using Contemporary Archaeology and Applied Anthropology to Understand Food Loss in the American Food System*. (pp. 6 pages). USA: Bureau of Applied Research in Anthropology, University of Arizona..
- Kant, E. (2013). *Fondements de la Métaphysique des moeurs* (traduit par T. d. V. D. (1862-1916)). Trois Rivières: PhiloTR, 72 pages.
- Kling, W. (1943). Food Waste in Distribution and Use. *Journal of Farm Economics*, 25(4), 848-859. doi: 10.2307/1231591
- Konuk, F. A. (2019). «Consumers' willingness to buy and willingness to pay for fair trade food: The influence of consciousness for fair consumption, environmental concern, trust and innovativeness». *Food Research International*, 120, 141-147. doi: <https://doi.org/10.1016/j.foodres.2019.02.018>. Consulté 06 Septembre 2020.
- Krugman, P., & Robin, W. (2009). *Microéconomie*. Bruxelles: de boeck, 1072 pages.
- Kushwah, S., Dhir, A., & Sagar, M. (2019). Ethical consumption intentions and choice behavior towards organic food. Moderation role of buying and environmental concerns. *Journal of Cleaner Production*, 236, 117519. doi: <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.06.350>
- Larrère, C. (2003). Le principe de précaution et ses critiques. *Innovations*, 18(2), 9-26. doi: 10.3917/inno.018.0009
- Larrère, C. (2010). «Les éthiques environnementales». *Natures Sciences Sociétés*, 18(4), 405-413.
- Larrère, C. (2011). «La question de l'écologie. Ou la querelle des naturalismes». *Cahiers philosophiques.*, 127(4), 63-79. doi: 10.3917/caph.127.0063. Consulté 22 Janvier 2021
- Larrère, C. (2020). «Hans Jonas et les générations futures» Repéré à <<https://www.youtube.com/watch?v=R-zA-jQdczE>>. Consulté le 14 février 2021
- Latouche, S. (2013). «Nos enfants nous accuseront-ils ?». *Revue du MAUSS*, 42(2), 281-299. doi: 10.3917/rdm.042.0281. Consulté le 05 Juillet 2019

- Le grand dictionnaire terminologique. (2012). débouché commercial. Repéré à http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8373238
- A. n. d. France, «*Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement*», (1995). Repéré
- Leopold, A. (2000). *Almanach d'un comté des sables* (traduit par A. Gibson). Paris: Flammarion, 289 pages.
- Létourneau, A. (2010). «Pour une éthique de l'environnement inspirée par le pragmatisme : l'exemple du développement durable». [*VertigO*] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, 10(1), 0-0.
- Liebe, U., Andorfer, V., & Beyer, H. (2016). «Preis, Moral und ethischer Konsum: Ein Feldexperiment mit Nachbefragung zum Kauf von ökologischen Produkten». *Berliner Journal für Soziologie*. doi: 10.1007/s11609-016-0313-3. Consulté le 18 octobre 2019
- Lipovetsky, G. (2003). « La société d'hyperconsommation ». *Le Débat*, 124(2), 74-98. doi: 10.3917/deba.124.0074. Consulté le 20 mai 2019
- Lovelock, J. (1990). *La Terre est un être vivant : l'hypothèse Gaïa* (traduit par t. d. l. a. p. C. P. R. Christel). Paris: Flammarion, 183 pages.
- Lundqvist, J., de Fraiture, C., & Molden, D. (2008). «*Saving water: from field to fork: curbing losses and wastage in the food chain*». Stockholm : Stockholm International Water Institute Repéré à <<http://hdl.handle.net/10535/5088>>. Consulté le 16 Janvier 2020.
- Macdonald, N. (2009). «What a waste». Repéré à <<https://www.macleans.ca/society/life/what-a-waste/>>. Consulté le 05 Avril 2020
- Malthus, T. (1798). *Essai sur le principe de population*. Paris: Éditions Gonthier, 1963, 236 pages. doi: <http://dx.doi.org/doi:10.1522/000185415>
- Marshall, A. (1890). *Principles of economics: unabridged eighth edition*. New York: Cosimo, Inc. 2009.
- Martin, M. (2004). «De l'affiche à l'affichage (1860-1980) Sur une spécificité de la publicité française». *Le Temps des médias*, 2(1), 59-74. doi: 10.3917/tm.002.0059. Consulté le 24 Juillet 2020.
- Maslow, A. H. (1943). A theory of human motivation. *Psychological Review*, 50(4), 370-396. doi: 10.1037/h0054346
- Maucourant, J. (2001). «Une lecture de Karl Polanyi». *L'Économie politique*, 12(4), 90-106. doi: 10.3917/leco.012.0090. Consulté le 31/07/2020.

- Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2012). «*Pour une vision commune des environnements favorables à la saine alimentation, à un mode de vie physiquement actif et à la prévention des problèmes reliés au poids*». Gouvernement du Québec, 24 pages. Repéré à [En ligne] <http://www.msss.gouv.qc.ca>.
- Montoussé, M. (1999). *Théories économiques*. Paris: Bréal, 253 pages.
- Naess, A., & Sessions, G. (1984). «The Deep Ecology Platform» Dans Foundation For Deep Ecology. En ligne Repéré à <<http://www.deepecology.org/platform.htm>>. Consulté le 23 Janvier 2021
- National Archives. (2016). «Dossiers du bureau du travail (War Food Administration) ». Repéré à <<https://www.archives.gov/research/guide-fed-records/groups/224.html>>. Consulté le 25 Novembre 2020.
- Nikkel, L., Maguire, M., Gooch, M., Bucknell, D., LaPlain, D., Dent, B., ... Felfel, A. (2019). «*The Avoidable Crisis of Food Waste : Roadmap*». Ontario, Canada: Second Harvest and Value Chain Management International. Repéré à <<https://secondharvest.ca/research/the-avoidable-crisis-of-food-waste/>>. Consulté le 16 Novembre 2020
- NZWC. (2017). «*Stratégie nationale de réduction des résidus alimentaires*». : Conseil national zéro déchet. Repéré à <<http://www.nzwc.ca/focus/food/national-food-waste-strategy/Documents/NFWRS-Strategy-Mar2017-FRENCH.pdf>>. Consulté le 11 Septembre 2019
- NZWC. (2018). «*Une stratégie de lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaires au Canada*». : Conseil national zéro déchet. Repéré à <<http://www.nzwc.ca/focus/food/national-food-waste-strategy/Documents/NZWC-FoodLossWasteStrategy-FRENCH.pdf>>. Consulté le 02 Juillet 2019.
- OCDE. (2010). «*Historique de l'objectif de 0.7 %*». Paris: OCDE. Repéré à <<https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/45539389.pdf>>. Consulté le 14 Novembre 2020
- OCDE. (2018). «Le Canada doit accroître ses apports d'aide extérieure en cohérence avec son engagement renouvelé». Repéré à <<https://doi.org/10.1787/9789264303584-fr>>. Consulté 03 Mars 2020.
- ONU. (2015). «Objectifs de développement durable (ODD)» Repéré à <<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/sustainable-consumption-production/>>. consulté le 08 Janvier 2020.
- Papargyropoulou, E., Rodrigo, L., Julia, S., Nigel, W., & Zaini bin, U. (2014). «The food waste hierarchy as a framework for the management of food surplus and food waste».

Journal of Cleaner Production, 76, 106-115. doi: <<https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2014.04.020>>. Consulté le 17 Mars 2020.

Parfitt, J., Mark, B., & Sarah, M. (2010). «Food waste within food supply chains: quantification and potential for change to 2050». *Philosophical Transactions of the Royal Society*, (365), 3065–3081. doi: <<https://doi.org/10.1098/rstb.2010.0126>>. Consulté 14 Juin 2019.

Parry, M., Canziani, O., Palutikof, J., Van der Linden, P., & Hanson, C. (2007). *Climate change 2007-impacts, adaptation and vulnerability: Working group II contribution to the fourth assessment report of the IPCC* (Vol. 4). New York: CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 976 pages.

Peytavin, J.-L. (1992). L'écologie est-elle naturelle ? *Quaderni*, n°17, *Printemps 1992*, pp. 67-78. doi: 10.3406/quad.1992.943

Pickett, S., & PS, W. (1985). *The Ecology of Natural Disturbance and Patch Dynamics*. California: Academic Press, 472 pages.

Pindyck, R., & Daniel, R. (2012). *Microéconomie*. France: Pearson France, 945 pages.

Potier, J.-P. (2015). «Joseph A. Schumpeter et la conjoncture économique des années 1930-1940. Dépression, stagnation ou signes avant-coureurs du déclin du capitalisme ?». *Revue économique. En ligne*, 66(5), 993-1019. doi: 10.3917/reco.665.0993. Consulté le 07 Juin 2020.

Puka, B. (1977). Animal Liberation. *The Philosophical Review*, 86(4), 557. doi: 10.2307/2184568. Consulté le 23 Janvier 2021

Redlingshöfer, B., & Annie, S. (2011). «*Pertes et Gaspillages*». Dans *Pour une alimentation durable : réflexion stratégique duALIne. Sours la Dir ESNOUF, Catherine , Marie RUSSEL et Nicolas BRICAS*, p.143-163. France: Quae.

Rolston, H. (1987). Duties to Ecosystems, Callicott, J. Baird, éd., *Companion to A Sand County Almanac: Interpretive and Critical Essays*, 246-274. Madison, WI: University of Wisconsin Press. Dans. Repéré à <http://hdl.handle.net/10217/46009>

Rorty, R. (1995). *L'espoir au lieu du savoir : Introduction au pragmatisme*. Paris: Éditions Albin Michel. Page 99-150.

Roudaut, F. (2017). Comment on invente les hypothèses : Peirce et la théorie de l'abduction. *Cahiers philosophiques*, 150(3), 45-65. doi: 10.3917/caph1.150.0045

Routley, R. (1973). *Is there a need for a new, an environmental, ethic?* Communication présentée au Proceedings of the XV World Congress of Philosophy, 17th to 22nd September 1973, Varna, Bulgaria. 205-210.

- Roy, R. (1976). *Wastage in the UK food system*. London , UK: Earth Ressources Research Ltd, 42 pages.
- Saudan, A. (2008). Hans Jonas : la tentative ou la tentation d'un fondement ontologique du devoir. *Le Philosophoire*, 30(2), 111-125. doi: 10.3917/phoir.030.0111
- Savidan, P. (2018). *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale* Paris: PUF, 1748 pages.
- Say, J.-B. (1820). *Lettres à M. Malthus sur l'économie politique et la stagnation du commerce*. Paris: Bossange, Père et Fils, Libraires., 184 pages.
- Schumpeter, J. A. (1931). *Les possibilités actuelles du socialisme*. L'Année politique française et étrangère, 6 (4), p. 385-418.
- ScienceDirect. (2021). Journal of Retailing and Consumer. Repéré à <https://www.sciencedirect.com/journal/journal-of-retailing-and-consumer-services/about/aims-and-scope>>. consulté le 23 Mars 2021
- Sciences et Avenir, & AFP. (2019). «Le gaspillage alimentaire, un acteur méconnu du changement climatique». Repéré à https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/climat/le-gaspillage-alimentaire-un-acteur-meconnu-du-changement-climatique_136082>. consulté 6 Août 2020.
- Singer, D., & Smart, G. (1977). «Food waste survey unit». *Nutrition & Food Science*, 77(4), 6-7. doi: <https://doi.org/10.1108/eb058680>>. Consulté le 17 Juillet 2019.
- Singer, P. (2009). *Animal Liberation*. New York: P.S, 311 pages.
- Singer, P. (2016). «Why Speciesism is Wrong: A Response to Kagan». *Journal of Applied Philosophy*, 33(1), 31-35. doi: 10.1111/japp.12165. Consulté le 23 Janvier 2021
- Sirieix, L., Delanchy, M., Remaud, H., Zepeda, L., & Gurviez, P. (2013). Consumers' perceptions of individual and combined sustainable food labels: a UK pilot investigation. *International Journal of Consumer Studies*, 37(2), 143-151. doi: <https://doi.org/10.1111/j.1470-6431.2012.01109.x>
- Smil, V. (2000). *Feeding the World: A Challenge for the Twenty-First Century*. Cambridge: MIT Press, 392 pages.
- Smil, V. (2004). Improving Efficiency and Reducing Waste in Our Food System. *Environmental Sciences*, 1(1), 17-26. doi: <10.1076/evms.1.1.17.23766>. Consulté 15 Novembre 2019.
- Statistics Canada. (2010). «Human Activity and the Environment: Annual Statistics 2009». Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/16-201-x/2009000/part-partie1-eng.htm>>. Consulté le 02 Avril 2020

- Stone, D. C. (1988). « Moral Pluralism and the course of environment Ethics ». *Environmental Ethics*, 10.2, 139-154, traduit par Afeissa, Hicham-Stéphane, dans *Éthique de l'environnement : Nature, valeur, respect*, pp 285 - 315.
- Taleb, M. (2009). « Le réenchantement de notre rapport au monde : une valeur centrale de l'éthique subversive de l'éducation relative à l'environnement ». *La revue Éducation relative à l'environnement* 15 pages. doi: <http://www.revue-ere.uqam.ca/PDF/volumen8/V8_05_Taleb.pdf>. Consulté le 20 Septembre 2020.
- Tarasuk, V., Mitchell, A., & Dachner, N. (2016). « *L'insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2014* ». Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). Repéré à <<http://proof.utoronto.ca/>>. Consulté le 19 mars 2020.
- Thériault, M. (2010). « Cossette, Claude, Éthique et publicité, Presses de l'Université Laval, 2009, 148 p ». *Philosophiques*, 37(1), 249-254. doi: <<https://doi.org/10.7202/039728ar>>. Consulté le 24 Juillet 2020.
- Thyberg, K. L., & David, T. (2016). « Drivers of food waste and their implications for sustainable policy development ». *Resources, Conservation and Recycling*, 106, 110-123. doi: <<https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2015.11.016>>. Consulté le 27 Janvier 2020.
- TQSA. (2019). « *Gaspillage alimentaire : survol des causes et des interventions en cours en matière de prévention au Québec* ». Repéré à <<https://tqsa.ca/article/gaspillage-alimentaire-survol-des-causes-et-des-interventions-en-matiere-de-prevention-en-cours-au-quebec>>. Consulté le 10 Avril 2019.
- TRONTO, J. (2009). *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*. Paris: La Découverte, 55-95 pages.
- US Census Bureau. (2018). « La population hispanique aux États-Unis: 2019 ». *CENSUS*. doi: <<https://www.census.gov/data/tables/2019/demo/hispanic-origin/2019-cps.html>>. Consulté le 28/10/2020
- USDA (2010). "« FAQ sur le gaspillage alimentaire »." from <<https://www.usda.gov/foodwaste/faqs>>. Consulté le 03/11/2020. USEPA. (2019). « Sustainable Management of Food Basics ». Repéré à <<https://www.epa.gov/sustainable-management-food/sustainable-management-food-basics>>. Consulté le 30 Mars 2020.
- Viguié, E. (2014). « Développement durable, consumérisme politique et marketing « vert » : De nouvelles sources de justification du capitalisme ? ». *L'Homme & la Société*, 193-194(3), 57-72. doi: 10.3917/lhs.193.0057. Consulté le 24 Juin 2019.

- Walras, L. (1926). *Éléments de politique économique pure ou Théorie de la richesse sociale*. Paris et Lausanne: H. Pichon et R. Durand-Auzias (Paris), F. Rouge Librairie-Éditeur (Lausanne), 499 pages.
- Weber, M. (1919). *Le savant et le politique*. Paris: Union Générale d'Éditions, 1963. Collection: Le Monde en 10-18, 186 pages.
- Weil, S. (1951). *La condition ouvrière* Paris: Les Éditions Gallimard. Collection idées, no 52. 375 pages.
- White, P. S., & Jentsch, A. (2001). The search for generality in studies of disturbance and ecosystem dynamics. Dans *Progress in botany* (pp. 399-450): Springer.
- Williamson, L., & Paul, W. (1942). What We Eat. *Journal of Farm Economics*, 24(3), 698-703. doi: 10.2307/1231975
- Worster, D. (1990). The Ecology of Order and Chaos. *Environmental History Review*, 14(1-2), 1-18. doi: 10.2307/3984623
- WRAP. (2009). «*Household Food and Drink Waste in the UK*». United Kingdom: WRAP. Repéré à [https://www.wrap.org.uk/sites/files/wrap/Household food and drink waste in the UK - report.pdf](https://www.wrap.org.uk/sites/files/wrap/Household%20food%20and%20drink%20waste%20in%20the%20UK%20-%20report.pdf)>. Consulté le 23 Mars 2020.
- WRAP. (2010). «*Waste arisings in the supply of food and drink to households in the UK*». United Kingdom: WRAP. Repéré à <https://www.wrap.org.uk/sites/files/wrap/Waste%20arisings%20in%20the%20supply%20of%20food%20and%20drink%20to%20UK%20households%2C%20Nov%202011.pdf>>. Consulté le 5 Février 2020.
- WRI. (2019a). «*Reducing food loss and waste : Ten Interventions to Scale Impact*». Washington, DC: WRI. Repéré à https://wriorg.s3.amazonaws.com/s3fs-public/reducing-food-loss-and-waste-ten-interventions-scale-impact_1.pdf>. Consulté le 1 er février 2020.
- WRI. (2019b). «*Reducing food loss and waste : Setting a Global Action Agenda*». Washington, DC: WRI. Repéré à https://wriorg.s3.amazonaws.com/s3fs-public/reducing-food-loss-waste-global-action-agenda_1.pdf>. Consulté le 29 Mars 2020.
- Yifan, D. (2017). Les ambitions des BRICS. *Hermès, La Revue.* , 79(3), 84-89 pages.
- Zielinski, A. (2010). L'éthique du care. Une nouvelle façon de prendre soin. *Études*, 413(12), 631-641. doi: 10.3917/etu.4136.0631